DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - Nº 12389 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

SAMEDI 24 NOVEMBRE 1984

Tempête québécois

M. René Lévesque a provoqué une tempête au sein de son goul'improviste, que les prochaines élections provinciales au Québec ne porteralent pas sur la ques-tion de l'indépendance. Cinq de ses ministres ont donné démission jeudi, dont son ami Jacques Parizeau, qui était ministre des finances depuis l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976. M. Lévesque, qui ne mâche pas ses mots, a recount qu'« il existe dans nos rangs un grave problème » qui se réglera « d'une façon on d'une autre».

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire mouvementée du PQ que son chef jette un pavé dans la mare. En 1982, M. Lévesque avait déjà été en butte à l'hostilité des «jeunes Tures», qui le trouvaient trop tiède à l'égard de l'indépendance. Pour renverser la situation à son profit, il avait organisé parmi les membres du parti un référendum qu'il avait gagné haut la main. Se retournera-t-il encore vers les militants pour arbitrer sa querelle avec les dantistes convaincus, on aura-t-il recours à des élections anticipées, bien que les sondages ne lui soient guère favorables ?

Depuis son échec an référendum de 1980 sur la souveraineté-association, le PQ se trouve dans ane situation paradovale. Il n'a pas réassi à convaincre une majorité de Québécois des vertos de l'indépendance, mais il a été reconduit au pouvoir en 1981 avec une avance confortable sur les libéraux. Il était donc condamné à gérer une province de la Fédération canadienne dans un cadre constitutionnel qu'il désapprouve. Or cette gesmême ses adversaires le reconnaissent. Grâce à la politique de rigueur économique, précisément mise en œuvre par M. Parizeau, le Ouébec s'est mieux sorti de la crise que le reste du Canada. Sans doute le gouvernement de M. Lévesque a-t-il dû affronter le mécontentement des fonctionnaires, qui constituent un élément essentiel de sa base électorale, mais il a certainement plus de chances de gagner les élections en mettant en avant sa politique économique et sociale qu'en brandissant le drapeau de l'indépendance. D'autant que les jeunes généra-tions, confrontées à la réalité du nage, se méfient des luttes idéologiques.

M. Lévesque peut penser aussi, à juste titre, que le moment est bien choisi pour négocier avec le gouvernement d'Ottawa une réforme de la Fédération canadieune accordant au Québec une plus large autonomie. Avec le départ de M. Trudeau et la défaite des libéraux fédéraux, le « french power » a dispara et avec hi la teutative d'intégrer la Belle Province dans un ensemble bilingue où elle aurait perdu son âme. Le nouveau chef du gouvernement d'Ottawa, le conservateur Brian Mulroney, a trop de soucis avec la situation économique pour reprendre à son compte les querelles de tapis rouge qu'affec-tionnait M. Trudeau. Lors de sa récente visite à Ottawa et à Québec, M. Fabius a fait person lement l'expérience que la « décrispation » n'est pas un vain mot de l'autre côté de l'Atlantique.

En choisissant le réalisme M. Lévesque risque cependant de priver son parti de sa raison d'être et de le transformer en une formation vaguement social-démocrate, réduisant les indépendantistes invétérés à un petit groupe marginal.

dans le Parti Mise en demeure du roi Hussein à l'OLP

Le souverain jordanien demande aux Palestiniens d'engager des négociations avec Israēl

De notre envoyé spécial

Amman. - - Une bombe diplo-matique - : tel est le jugement unenime porté sur l'allocution du roi Hussein qui ouvrait jeudi soir 22 novembre, la dix-septième session du Conseil national palestinien (CNP). Le souverain jordanien a virtuellement sommé l'OLP d'adhérer à la résolution 242 du Conseil de férmité d'amandre des nécessités des souverains de la résolution 242 du Conseil de férmité d'amandre des nécessités des souvers des nécessités de la résolution d sécurité, d'engager des négociations de paix avec Israël, et, à l'issue de celles-ci, d'assumer « les engage-ments » qui en déconleraiem. Faute de quoi, il a averti les « parlementaires » palestinions que la centrale des fedayin devrait poursuivre scule sa quête d'un réglement. « Si vous deviez décider que vous en êtes capables », s'est-il exclamé sur un ton qui n'a trompé personne, . et bien, allez-y avec notre soutien et la bénédiction du Seigneur!». Et il a terminé son discours par une mise en garde plus nette : « L'histoire retiendra votre réponse car c'est bien la dernière chande qui gous reste pour

sauver votre territoire, votre peuple et les Lieux saints. »

Le roi Hussein a tenu ces propos inhabituels dans le monde arabe sans rhétorique ni sentimentalisme. Il n'a évoqué ni les « droits historiques » du peuple palestinien, ni ses luttes, ni la justice qu'il revendique. Chaleureux dans la forme, d'une froide rationalité sur le fond, il a brossé un sombre tableau des réalités - l'absorption progressive et implacable des territoires occupés par Israël notamment – pour expli-quer qu'il est presque trop tard pour s'engager sur la seule voie réaliste, celle de la négociation et de la léga-lité internationale. Ainsi, la résolu-tion 242 du Conseil de sécurité offrirait - une base - à un règlement raisonnable paisqu'elle prévoit · l'échange des territoires contre la

> ERIC ROULEAU. (Lire la suite page 5.)

Renforts de gendarmerie à Nouméa

Le gouvernement accélère le processus d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie

Tandis que se met en place le pre-mier gouvernement local autonome de la Nouvelle-Calédonie, les indé-pendantistes du FLNKS (Front de libération nationale karak et socie-liste) multiplient les actions de commando. C'est ainsi que quetre CRS ont été blessés par balles dans la nuit de jeudi à vendredi, alors que le sous-préfet de l'île de Lifou est tou-

Le FLNKS — qui demande l'annu-lation des élections territoriales (qu'il a boycottées) et que seuls les méla-nésiens décident de l'avenir de l'île, — envisageait de manifester dans les rues de Nouméa, chef-lieu du territoire, samedi 24 novembre, ce qui n'aurait pas manqué de provoquer une riposte des antiune riposte des antiindépendantistes, très largement
majoritaires dens la ville. Le haut
commissaire de la République,
M. Jacques Roynette, a interdit tout
ressemblement et demandé trois
estadrons supplémentaires de gendarmerie mobile, qui sont attendus
tens les heures qui viennent (ce qui
tens les heures qui viennent (ce qui dans les heures qui viennent (ce qui porte à un milier l'effectif des forces de l'ordre). De son côté, M. Ukéiwe a dénorcé « la démission de l'auto-

e avec l'aide de la population, toutes ses responsabilités pour sauvegarder la sécurité des personnes ».

A Paris, M. Lemoine, secrétain État sux DOM-TOM, a reçu M. Roch Pidjot, député non inscrit et dignitaire du FLNKS, et se tient en contact étroit avec M. Jean-Marie Tjibaou, chaf de file des indépendanistes. M. Laurent Fabius et M. Georges Lemoine se sont entretenus vendredi 23 novembre de tenus vendredi 23 novembre de l'aggravation de la situation. Au nom du gouvernement, M. Lemoine envisageait d'annoncer en fin de journée plusieurs décisions, dont l'essentiel consisterait à accélérer le processus pour l'autodétermination du territoire en inscrivent celle-ci dans la perspective d'une indépendance à moyen terme. On n'exclueit pas que le gouvernement opte ouvertement pour l'indépendance du territoire dans le l'indépendance du territoire dans le cadre d'un nouveau statut négocié entre les communautés, qui prévoirait l'association de la Nouvelle-Calédonia, indépendante, à la

(Voir page 9.)

La nouvelle politique salariale du CNPF

Autant de rigueur mais plus de souplesse

M. Yvon Chotard, premier vico-président du CNPF, a adressé, le 22 novembre, une circulaire à ses fédérations professionnelles sur la politique salariale en 1985.

Prenant de nouveau les devants par rapport au gouvernement, comme pour 1984, l'organisation patronale affiche sa volonté de renforcer la rigueur salariale en allant plus loin que la désindexation, déjà bien amorcée, des salaires sur les prix. Le ralentissement des augmentations de salaire doit être poursuivi en 1985 afin de combattre l'inflation, qui reste encore très net-tement supérieure à celle de la plupart de nos partenaires économiques », écrit le CNPF.

Il y a un an, M. Chotard avait demandé aux fédérations qui avaient conclu des accords salariaux en 1983 sur la base de 8 % de hausse en niveau de ne consentir aucun rattrapage par rapport à l'évolution des prix en glissement.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 18.)

LA PRIVATISATION DE BRITISH TELECOM

Une réussite du «thatchérisme» La magie des mots

Londres. - C'est la vente du siècle. Avec la privatisation de 51 % du capital de British Telecom (BT), 240000 employés des PTT britanniques vont cesser en un jour d'être fonctionnaires, le 3 décembre, quand les actions commenceront à être cotées en Bourse. La City est depuis des semaines en efferves-

De notre correspondant porter au Trésor britannique 3,9 milliards de livres (environ 45 milliards de francs). Cette somme représente bien plus que la totalité des opérations du programme actuel de dénationalisation lancé par le gouverne-ment de M= Thatcher, avec

notamment British Aerospace, Britoil, Jaguar et British Airways (qui retourners à son tour au secteur

 Cette affaire est comparable à la planisication du débarquement ». que Kleinwort-Benson, chargée de la vente. Plusieurs ordinateurs regroupent le détail des préparatifs depuis des mois, et ils fonctionneront encore à plein régime quand il faudra dépouiller et trier plus d'un million d'offres attendues. On a imprimé 400 000 copies du prospectus de présentation, un document de 64 pages. Un résumé a été prévu et a été distribué à 5 millions d'exemplaires ; 600 camions et 4 avions ont été réquisitionnés pour le transport ; la publicité aura coûté

40 millions de livres. Les célébrités

du showbiz britanniques ont été

mises à contribution pour les spots télévisés. On a même fait appel Tarzan, qui confie bien sûr à BT la transmission de son célèbre cri. Le 20 novembre, les formulaires d'achat ont été publiés dans tous les 10 beures précises. Tout pour l'insruée, comme ce fut le cas, en juillet.

journaux, et ils devront être retournés avant le 28 novembre à tant laisse à penser que ce sera la pour Jaguar. Depuis que le gouverde chaque action à 1,30 livre (soit près de 15 francs), l'indice boursier du Financial Times a augmenté de

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 20.)

M. EDGAR FAURE invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Edgar Faure, membre de Académie française, sénateur da l'Académic française, sénateur du Doubs (Gauche démocratique), sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde», dimanche 25 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien président du conseil de la IV République, qui fut ministre de général de Gaulle sous la V et président de l'Assemblée nationale, président de l'Assemblée munumer répondra aux questions d'André Passeron et de Daniel Vernet, du Monde, et de Dominique Penne-quin et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre

M. MITTERRAND EN ALSACE

De notre envoyé spécial

chef de l'État — il achève ce vendredi 23 novembre une visite officielle de deux jours en Alsace - et le peuple français est par nature ambigué. Président de tous les Français, M. Mit-terrand n'a été étu que par la moitié d'entre eux. Il est donc porteur à la fois d'une mission — l'unité nation et la mise en valeur de l'intérêt nénéral - et d'une conviction qui le conduisant à rappaier pour quoi et par qui il a été porté au pouvoir.

L'harmonie entre ces deux pôles de comportement dépend du degré d'adhésion dont le chef de l'État dispose pour mener à bien sa politique. Du général de Gautle à M. Giscard d'Estaing, cette harmonie a été pro-M. Mitterrand éprouve les plus grandes difficultés à en maintenir apparence, La charge d'une France en état de crise lui vaut non seule-ment l'hostilité inréductible de ses adversaires, mais aussi la défiance d'une partie de caux qui espéraient en kri.

Le président de la Récubilque s'interdit de chercher à plaire au détriment de l'action entreprise. Le voudrait-il que les contraintes de la gestion économique ne le lui permettraient pas, sauf à mettre en cause, pour des raisons électorales, l'assainissement et la modernisation engagés. Certes, son entourage engages. Certes, son entourage compte un peu sur les feuilles d'impôts allégées de 1985 et sur un arrêt de la progression du chômage, voire une légère inversion de la

rer la situation électorale de la gauche, mais sens grande illusion. Reste le discours. Depuis Figeac,

en septembre 1982, M. Mitterrand l'avait nattement orienté en direction du patronat, des investisseurs, de ceux qui premient des risques avec leur argent. Mais ceux-là n'ont pas suivi avec l'enthousiasme attendu. Comment pourrait-on sérieusement envisager aujourd'hui un changement de leur comportement, alors même qu'un retour de l'opposition au pouvoir dans un an et demi provoque chez beaucoup l'attente de la droite. plutôt que l'adhésion tardive à la politique de la gauche ?

Les nouvelles technologies, l'encouragement au risque et à l'investissement, le refus d'aider les canards boiteux », constituent toujours le fond du discours présidentiel, et M. Mitterrand s'efforce de le donner à voir en visitant, comme il l'a fait en Alsace, des entreprises de pointe. Mais la défense des couches sociales traditionnellement favorables à la gauche revient en surface avec de plus en plus d'insistance. Elle était présente lors des précédents voyages de M. Mitterrand en Auvergne, cet été, et en Aquitaine, au début de l'automne ; elle l'est de manière éclatante en Alsace. Et pourquoi pas ? M. Mitterrand peut encore se promener dans les ateliers d'une usine sans se faire agresser.

> JEAN-YVES LHOMEAU, (Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

L'instruction civique à l'école : le ministre de l'éducation nationale yeut redonner vie à cette discipline républicaine qui s'était affaiblie, jusqu'à s'éteindre, au fil des républiques. Souhaitons que ce projet, qui n'est pas neuf, ait plus d'effet que les initia-tives dans le même sens des nombreux prédécesseurs de M. Chevenement.

Il y a, il est vrai, quelques raisons de s'inquiéter de l'idée que les Français se font de leurs institutions. Quand on songe à la manière dont s'invectivent, se honnissent,

Civisme

s'entre-déchirent sous nos yeux les élus de tous niveaux, les responsables de tous acabits, on ne peut s'empêcher de plaindre, par avance, les pau-vres professeurs chargés de cet enseignement.

Ils devront expliquer à nos enfants tout le respect que l'on doit à la République, à son gouvernement, aux lois et aux élus. Il leur faudra, en somme, décrire la République telle qu'elle devrait être et non telle qu'on nous la mon-

BRUNO FRAPPAT.



Restauration républicaine

ANS l'élan qui devrait redonner à la vieille école publique ses lettres de noblesse, un nouveau pas ~ en arrière - vient d'être franchi. Après le retour à l'effort, et à l'élitisme - fût-il républicain, - c'est à l'examen d'être réhabilité. Foin du contrôle continu, de cette évaluation prolongée qui permet de juger, tout au long de l'année ce que l'élève sait, sait faire et sait faire comprendre. Place au contrôle-guillotine, à celui qui scelle le destin d'un adolescent quand tombe le couperet.

En annonçant la mort du brevet des collèges qui, depuis 1980, a remplacé le BEPC, et la renaissance d'un examen « défini nationalement », M. Jean-Pierre Chevênement joue sur du velours. Les parents n'ont guère confiance en un diplôme délivré par la collecte des notes accumulées tout au long de l'année scolaire en classe de troisième. Il est exact que les Français n'accordent guère de crédit à cette procédure. La preuve ? Tout le monde croit et écrit que ce brevet des collèges - dont l'idée revient à M. Haby et la mise en œuvre à M. Beullac en 1980 - est une peau d'âne plutôt dévalorisée. Pour la simple raison qu'il serait accordé « automatiquement » à tous les élèves, ignares compris.

ES chiffres pourtant font justice d'une telle opinion. Le BEPC, examen de fin d'année, subi « sur table » individuellement et solennellement par les élèves de troisième, était réussi par 81 % d'entre eux. Le brevet des collèges, attribué au terme d'une année d'évaluation, est concédé à 71,24 % des élèves de troisième des collèges. « Automatique » ? En êtes-vous sûrs ?

Contre la force de ces chiffres, M. Chevènement estime utile de revenir au contrôle « non automatique » et cependant moins sévère. C'est un choix que désayouent deux arguments. Il coûtera cher : organiser des épreuves pour un demi-million de candidats n'est pas une mince affaire. Il amoutere encore un troisième trimestre déià court, très court,

Ne comprendra-t-on jamais en France que ≰ l'examenguillotine » n'offre pas plus de garanties de sérieux, qu'il n'est pas plus juste, ni moins aléatoire, que le suivi régulier et permanent des acquisitions de l'élève ? Pourquoi considérer que seule l'épreuve et ses petits matins blêmes est exemplaire pour sanctionner neuf années d'études !

A < restauration » républicaine n'a plus qu'à remettre au programme la distribution des prix, la couronne de lauriers at la croix d'honneur...

Les usagers de l'Éducation nationale seront alors complètement rassurés. Du moins tous ceux qui voudraient retrouver dans l'école de leurs enfants, ravivé d'un vernis informatique, l'école de leur enfance.

Moderniser l'enseignement pour affronter les défis technologiques, intellectuels et éthiques du vingt et unième siècle et... rétablir le BEPC.

CHARLES VIAL.

L'armée au service de la population

La vague d'assassinats, d'attaques et de violences dont sont actuellement victimes, en particulier, les personnes âgées de la capitale appelle des solutions d'urgence. Si certaines initiatives ont été

prises dans ce sens, ne pourraiton pas envisager de détacher, auprès des mairies, des soldats du contingent qui auraient pour

téger dans leurs démarches nos amis du troisième âge ?

Cette novation permettrait en outre de rapprocher les générations et de dormer à nos soldats une illustration vivante

du devoir civique. JOEL WEISS, ancien conseiller de Paris.

MEMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'AUX TOURISTES ETRANGERS! Toutes les grandes marques de PARFUMS PRODUITS DE BEAUTE - Porcelaine - Cadeaux Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie MICHEL SWISS 16. RUE DE LA PAIX - PARIS Salons de vente 2º étage (ASCENSEUR) 261-71-71 OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION de 9 h à 18 h 30

France-Culture: Une utopie qui s'éloigne

Yves Jaigu, ancien directeur de France-Culture estime que les nouveaux programmes de cette station sont la marque d'un renoncement

ES temps derniers ont été répendus sur France-Culture des jugaments aussi nége tifs que loin de la réalité, derrièn lesquels sont apparues les vieilles tentations de l'abandon, en dépit de sa réussite, du défi qu'elle a été.

Depuis le décision de lui mettre le mors à la bouche en jouent avec ses budgets, ses émetteurs, ses programmes, amoindrir les ambitions de France-Culture, pourtant unique au monde, est en passe d'être donné comme un progrès, au nom d'une sociologie de l'audiovisuel selon laquelle moins les émisaions ont de contenu plus elles ont d'auditeurs et d'une obsession de la nouveauté perpétuelle pour laquelle, à la manière de ces grands magasins voués « au bonheur des

Eh bien oui, il y avait en France une radio détachée des agréments du sensible immédiat pour donner au grand public l'occasion d'une épreuve à franchir à la rencontre des intelligibles et des nœuds gordiens du réel. Etait-elle acceptée ? Oui par tous ceux qui l'écoutent et qui formaient, au moment du raz de maréa des mille radios libres, un ensemble de trois millions de personnes, qui étaient encore prescus deux millions au moment de mon départ malgré ces mille radios suroies en cuelques mois aur son territoire d'écoute. Mais pour les autres auditeurs qui ignorent son existence ou ne s'y intéressent pes, fallait-il pour les capter en aplanir l'accès, quitte à ce qu'il n'en soit plus un

sane la présence parfois difficile de l'obstacle à vaincre ?

Dans l'ensemble des radios, et allais-je dire, de l'audiovisuel, elle occupait un lieu, elle jouait un rôle universel et particulier. Son universalité n'était pas celle de la plus grande quantité possible d'auditeurs mais celle qui s'adressait en eux, si peu nombreux auraient-ils été et ce n'était pas le cas, à leur condition humaine. Elle était particulière en ceci qu'elle demeurait pour chacun, au-delà d'une sotte confusion entre hiérarchie sociale et hiérarchie des intelligences, une présence, disponible pour chacun, des mondes intérieurs et extérieurs

En vérité, la dispute autour de ce média se situe entre vraie et fausse modernité, vrais et faux sentiments de la vie, vraie et fausse démocratie culturelle. Au contraire de théories anciennes sur un toujours nouveau France-Culture, le programme précédent était d'une modernité plus authentique et surtout plus large que celle qui neît d'une conception archaique du « nouveau », vieux pavilion hissé pour la conquête d'un instant et pour un public qui ne vient pas sans chasser l'autre, avant de s'en aller lui aussi. C'est que le nouveau ne nous vient pas du changement à la surface du présent mais se révèle à la faveur d'une longue mémoire, qu'on appelle aussi culture, capable de distinguer le répété de l'inédit. Ce qui est ainsi en jeu et l'a toujours été, c'est donc France-Culture dans sa substance, sa nature et celle de son auditoire.

le tiesu traditionnel de notre civilisation, Les fissures, comme dans un tremblement de terre, s'entrecroisent au risque de former des réseaux d'effondrement. Pour le moment on est en droit de s'interroger sur les nouveaux paradigmes qui rendront possibles de nouveaux équilibres : est-ce pour la télématique qu'il faut tuer Socrate ? Ou bien, la crise de la vérité découvrirat-elle des formes de représentation plus ouvertes et plus libres qu'avant par rapport au poudroiement du réal ? Ou faut-il envisager un renoncement à la culture traditionnelle encore actuelle? Mais en vue de quel échange ?

En attendant, et peut-être pour toutes ces reisons, il y a dans des milieux très variés une « demande culturalle ». Elle apparaît dans l'opimion sous la forme sinon d'un retour aux sources, du moins de l'attente d'une médiation entre la tradition, au sens lerge, et l'inconnu d'un nouveau qui n'apparaît au public que sous les formes de la technique, puis de la technologie et à la longue d'une technocratie qui le coupe de souvenir et de devenir et dont la campagne contre la France-Culture de ces demières années s'est finalement faite l'écho.

Or, c'est grâce à la souplesse de ses espaces radiophoniques de création et de réflexion que France-Culture a joué ainsi un rôle beaucoup plus important que les dieputes byzantines autour des sondages et de la ridicule affaire du

voir. Elle aura libéré des forces intel-lectuelles, aidé à sortir de leur ghatto des écrivains, des philosophes, des poètes, des cultures étrangères ou marginales, car, et c'est capital de la dire ici, ca n'est pas France-Culture qui a été un g ghetto a comme se sont plu à le répéter des esprits superficiels, ce qui est dans le « ghetto », c'est tout ce qui, sans France-Culture, ne serait jameis e passé » nulle pert.

Ce n'est donc pas au moment où une sorte d'affaissement de l'exer-cice culturel atteint nos sociétés qu'il faut y adapter France-Culture, mais, au contraire, il me semblait que c'était à cause de cela qu'il conveneit de rehausser encore le niveau de ses propositions à un public qui la recherche. Il y a une sorte de renoncement devant l'image d'une nouvelle génération que nous livrent de-ci, de-là des « enquêtes », comme venues d'une nouveile police des mœurs, à vouloir la suivre dans sa aci-disant incapacité d'être attentive plus longtemps que ce que les spots de la pub lui auraient enseigné à être.

L'ambition était simple : que chacun permi ceux qui le veulent, en tournant le bouton d'une radio, se trouve face à face avec des réalités culturelles de tous ordres, de toutes nations, et ou'il en fasse son affaire. sans personne à ses côtés ou alileurs pour miner sa conscience à l'avance en lui annoncant que ce qui est culturel est contre la vie, loin du métro, loin du réel.

Telle fut cette étrange radio autourd'hui prise dans les filets du jour, avec d'un côté son classi cisme, de l'autre ses approches de joué son rôle de mécène public pour avoir photographié le document en les auteurs et les artistes à ses risques et périls, comme il convient. Mais aussi en ouvrant ses espaces radiophoniques aux logiques visionnaires, loin de leurs imitateurs dévoyés, comme aux rationalismes scientifiques ou philosophiques, elle aura fait leur part, pour une audience tout public, aux deux stratégies que sont la déduction des concepts et la filiation des symboles en face du grand Sphinx. Elle aura même tenté de letar, parfois à son páril, une passerelle de communication entre elles. Entre Einstein et l'ange mystique, la Nature, comme la public, a droit aux multiples lectures ou'on en a toujours faites. qu'on en peut encore faire à travers toutes les cultures et qui façonnent justament nos existences derrière la déroulement de leurs vies quoti-

Que l'albatros, loin des rires bêtes décrits pour toujours par Beu-delaire, vole où il vaut dans l'âme publique, telle fut notre idée. Ce fut une utopie en acte. Maintenant qu'elle s'éloigne, elle mérite bien, comme les étoiles filentes, qu'on fasse un vœu pour elle.

YVES JAIGU.

COURRIER

Une vie de coopérant (suite)

Enseignant coopérant depuis sept ans au Maroc, je n'arrive pas à reconnaître les images rapportées per J. Bonnaure (le Monde du 17 novembre).

Je n'ai pas va une seule fois dans mon lyeée les inscriptions : « Les étrangers dehors ! » ; « Nous n'avons pas besoin de professeurs étran-

Je n'ai pas été convoqué par le proviseur ou par le commissaire de police du quartier pour justifier les propos que j'avais tenus en classe. Personne n'a cherché à me convertir Par contre, J'ai rencontré des

élèves heureux et ouverts, des administrateurs compétents et coopératifs et des amis marocains qui l'en ai aussi connu, dans le petit

monde des coopérants, quelques uns qui étaient bien peinés de devoir Mon cas est peut-être aussi excep-

tionnel que celui de M. J. Bon-

En tout cas, la coopération, pour être viable, ne doit pas être vécue et jugée à travers les petites misères relationnelles on professionnelles devenues partout insurmontables pour certains coopérants qui finissent par perdre de vue le but même

BUI-VANTAM (Rabat).

la richesse universitaire aux Etats-Unis

Quand on revient d'un voyage d'études aux Etats-Unis, on est qui apparaît au travers de la nature del enseignements frappé par la richesse universitaire des enseignements et des équipe-ments disponibles dans le domaine rattaché au traitement de l'informa-

Dans les universités, la nature des signements repose sur la notion d'amits » ou « unités de valeur » qui sont capitalisables. Pour avoir son diplôme de « Bachelor » (bac + 4) en « Electrical Enginee-ring and Computer Sciences », un étudiant de l'université de Berkeley devra, par exemple, avoir acquis 120 «units», c'est-à-dire 15 par semestre, sur quatre aunées. Ainsi une « unit » correspond à une heure de cours nar semaine en moyenne. La dose de cours hebdomadaire est donc de quinze heures. L'étudiant pourra acquérir ces « units » grâce à un jeu très souple de suivi de cours dans des départements autres que

celui auquel il est rattaché. Quant à l'acquisition des diplômes au-delà du . Bachelor », c'est-à-dire le Master - on le - Doctorat -(PhD), cette dernière se fait en discutant en permanence son pro-gramme d'études avec son professeur conseiller. Tout au long de la scolarité, très exigeante, le travail personnel est sauctionné de manière suivie an travers de devoirs, d'interrogatious écrites, d'examezs. Le pro-fesseur est disponible pour écouter, conseiller, guider et, bien sur, sanc-

Pour les équipements informatiques, notons que chaque université américaine est dotée de moyens en raitement de l'information extraordinaires. Sans parler des équipe-ments personnels de chacun, à Berkeley, un réseau de mille terminaux, anquel on va rajouter prochaine-ment sept cents autres, offre en permanence au milieu universi enscienants et étudiants, une puissance de calcul et une riche bibliothèques diverses de logiciels et progiciels qui laissent pantois, et Berkeley n'est pas un ces isolé parmi

tionner. Là encore, on est très loin

de notre système universitaire fran-

J.-Y. BIRRIEN,

Et si le roi était nu?

Je suis choquée des prises de posi-tions péremptoires du *Monde* à propos de l'attitude française vis-à-vis de M. Kadhafi. Et si le roi était nu ? Je veux dire :

supposous que ce « colonel » soit incapable de rapatrier son matériel pour la simple raison qu'il est en panne et qu'il ne dispose pas de techniciens valables pour le mettre Cette hypothèse m'a été inspirée

par les renseignements qui m'out été fournis par une personne qui connaît assez bien la Libye pour y avoir travaillé plusieurs années et qui connaît l'incapacité technique des autochtones de ce pays. Et si le roi est mi ? Pouvons-nous

hui faire pertire la face, ...en plus? C'est délicat et peu diplomatique... Une seule solution : dépanner discrètement le matériel et le rapatrier... Pourquoi pas ?

F. PATTE

Conseils aux recruteurs

Savez-vous, messieurs les recruteurs, que la recherche d'un amploi

Quand un chômeur vous-adresse: • Un curriculum vitas : pourquoi ne pas le lui retourner après question. Entre nous, n'utilisez-vous pas la photocopieuse de votre lieu de travail pour vos papiers personnels? · Une photo d'identité : vous en vonlez une, il fant qu'elle soit belle,

réussie, mais surtout non issue d'un appareil Maton. Mais qu'en faites-vous quand la candidature a été rejetée? Savez-vous qu'il existe un appareil de reproduction pour les photos d'identité?

 Quand vous répondez à un candidat (calin, quand vous le faites), n'oubliez pas votre signa-ture, la date et surtout la référence

· Quand un chômeur vous contacte téléphoniquement : ne le mettez pas sur une voie de garage ; le téléphone n'est pas gratuit pour ni. Pouvez-vous en dire autant pour vos appels personnels sur votre lieu de travail? · Les frais de déplacement : oh!

le drame. Vous y songez un peu? Savez-vous qu'un chômeur ne se déplace pas gratuitement? Vos frais is ne sont-ils pas remmrsés, eux ? PAUL DEBARD.

(Gien).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 PARIS. THEX MONDPAR 650572 F Tél.: 246-72-23 Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant: André Laures, directeur de la publication Anciens directeurs :

Histori Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) Durée de la société : cinquante aas à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 500.000 F

Principant associés de la société Société civile Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondates Directeur de la rédaction :

Thomas Ferencei.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

ABONNEMENTS

3 mais 6 mais 9 mais 12 mais FRANCE 341 F 605 F 859 F 1080 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ETRANCER (per messageries) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-RAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F IL - SUISSE TUNISTE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F Par vole aérieune : tarif sur demande.

Les abunés qui paient par chèque pos-tal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus); nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine su moins avant leur départ. Joindre la dernière bende d'envol à noute curremondance.

Veuillez avoir l'obligeauce de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER Algária, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisia, 380 cz.; Allemegne, 1,70 DM; Ampfiche, 17 sch.; Belgique, 28 fr.; Cacada, 1,29 S; Côta-d'Ivoire, 300 F CFA; Danemark, Core-d'Ivoiré, 300 f GFA; Danemark. 7,55 kr.; Espagne, 110 pea.; E-il., 1 3; G.2., 55 p.; Grica, 65 dr.; Irisnde, 85 p.; Iralie, 1 500 L; Liben, 375 f.; Libye, 0,350 DL; Lucembourg, 28 f.; Norvège, 8,00 kr.; Pays-Bas. 1,75 fl.; Portugal, 85 sec.; Sénégel, 300 f CFA; Suida, 7,75 kr.; Suisse, 1,50 f.; Yougosinée, 110 ad.

FRIQUE

green do A PERSONAL PROPERTY. 24 1.00 'S 8' C di mirater, a or is department in

THE PART OF STREET I the second gradent to the S AND THE PROPERTY. a provinciano de la constanta de la constanta

go Newson a A party descriptions מישה או איין דעם. gran tyans great de la National III g geta gravina i Fil gen salah petak

and the state of the state of

AND CHARLES THE

Cuba :

une pa

asaren errigioa 122 May 527 133 建设计划 化水溶液 44 (24) grade (1) 1122 Affects of Africa The said of the said of trage out of the s

State Party TANK STOLENSON INC. 24 M 1 2 . 1 . 1 . 1 A Marin de la la Parellement of the Standard Co. OWNERS OF Pier ien vet. Bernt College of gommes Men to provide

is an property of

Self-robbinger

Story of the same of

datable Programme Martine Commence ^(5,3)ca pattle de 1200 la par men or manager of es cui a jui Who water and the state of t D has for Laboration of the state of the the Markette

a partie and April 1 1 1 Togo

monet de la la la A Million State the delimination in k water Prophy in headen to

April 1919 Paris W. L. One .

War Chi

March de la como State | 100 miles

wa MM ideal there were

herekou the in

étranger

Tripoli affirme que le retard dans le retrait libyen est dû à des « raisons techniques »

et non politiques » et « la Libye applique Paccord conclu avec la France », a déctaré, jeudi 22 novembre, à Athènes, M. Ali Triki, chef de la diplomatie libyenne, avant de quitter

M. Carolos Papoulias, qui assure l'intérim du ministre grec des affaires étrangères, s'est rendu jeudi à Tripoli pour deux ou trois jours pour y être « un observateur indépendant et objectif auprès des autorités franço-

Le report du retrait militaire libyen du la Grèce pour la Syrie. D'autre part, libyennes » de l'application de l'accord de mord teladien est dû « à des raisons techniques M. Carolos Papoulias, qui assure l'intérim du désengagement franco-libyen. Un porte-parole désengagement franco-libyen. Un porte-parole du gouvernement grec a indiqué que « le rôle de médiation de la Grèce se poursujurait jusqu'à l'application totale de l'accord ». -

Les « gaffes » d'Athènes

Les Grecs se révèlent les intermédiaires maladroits entre Paris et Tripoli depuis la rencontre, le 15 novembre, entre M. François Mitterrand et le colonel Kadhafi à Elounda (Crète), sous les auspices du premier ministre hélfène, M. Andrées

A l'issue de catte rencontre. M. Papandréou aveit déjà fait état d'un « accord », jamais confirmé par Paris, gerantissant notamment un droit de riposte à Tripoli en cas de nouvelle « intervention étrangère » au Tchad. Une semaine plus tard, Paris a été contraint d'infliger un démenti catégorique à un porte-Stanes parole du gouvernement grec qui avait fait état de la mise en place, sur le terrain, d'une nouvelle commission mixta franco-libyenne chargés d'observer le bon déroulement d'un retrait militaire libyen.

100

March 18

 $(\neg\tau)_{(\mathcal{S}_{\mathcal{S}_{2}})_{\mathcal{S}_{2}}}$

 $\operatorname{dec}(\sigma)(z) = \left\{ \begin{array}{c} 1 & \operatorname{dec}(s) \\ 1 & \operatorname{dec}(s) \\ \end{array} \right.$

Ce porte-parole fut contraint d'admettre, assez piteusement, qu'il

tions sur le départ des soldats

cubains stationnés en Angola et

l'indépendance de la Namibie a été

amorcé avec la tournée en Afrique

australe de M. Chester Crocker. Le

secrétaire d'Etat adjoint américain

pour les affaires africaines, qui a eu,

la semaine dernière, des entretiens

s'est rendu successivement à

Lusaka, Harare et Maputo, Il doit se

rendre dans les prochains jours à

Luanda, via Washington, afin de

remettre aux autorités angolaises

une série de contre-propositions sud-

africaines à un plan de paix proposé

il v a trois semaines par le président

Les détails de ce plan n'ont pas

été officiellement révélés, mais selon

l'agence nationale cubaine Prensa Latina, M. Dos Santos s'est engagé

à accepter un retrait partiel du

contingent cubain d'environ 30 000 hommes, sous certaines

conditions. Le président angolais exige en premier lieu que soit

achevé le repli des troupes sud-

africaines se trouvant encore dans le

Sud angolais. Il demande que celles

qui sont actuellement en territoire

namibien soient réduites à

1'500 hommes, les partants étant

remplacés par une force multinatio-

nale de maintien de la paix. Il

réciame enfin que l'Afrique du Sud

cesse tout soutien aux maquisards

angoleis antimeraistes de l'UNITA.

Une fois ces conditions remplies

les Cubains commenceraient à se

replier, à l'exception des forces char-

gées de protéger la capitale et la pro-

angolais, M. Eduardo Dos Santos.

Angola

Cuba se dit prêt à retirer

une partie de ses troupes

avait ou recours à des e informations non vérifiées ». Le même porteparole devait capandant récidiver en annonçant que M. Ali Triki, lors de l'audience que fui a accordés M. Papandréou, avait remis un a message positif » du colonei Cadhafi e concernent la matérialisation des accords d'Elounde », dont Paris nie l'axistence (le Monde du 23 décembre).

Le gouvernement grac joué néenmoins un rôle dans les contacts franco-libyens, qui auraient été pris à Tripoli où s'est recdu M. Pacculias Le seul objectif de Paris demeure l'application, per la Libye, dans un e délai raisonnable », de l'accord du 16 septembre, que la France a, pour sa part, entièrement appliqué en évacuant militairement le Tched avant le 10 novembre, M. Laurent Fabius a rappelé, mercredi, à l'Assemblée nationale, que son gouvernament

La presse de Johannesburg a qua-

lifié de « oui mais » la réponse for-mulée par le ministre sud-africain

des affaires étrangères, M. « Pik » Boths, à ce plan de paix. De nom-breux désaccords subsistent en effet,

calendrier des retraits cabain et sud-

africain, aimi que sur le nombre

d'hommes, notamment de Cubains, à laisser sur place. Luanda souhaite

en conserver 10 000 sur son terri-

toire, alors que Pretoria ne veut pas

aller au-delà de 4 000. Cuba est prêt

à soutenir ce plan de paix, a déclaré,

mardi 20 novembre, M. Jorge

Bolanos, vice-ministre cubain des

relations extérieures. - Ce que

l'Angola fait dans le cadre de ces

négociations est entrepris en par-faite coordination avec Cuba , a-

t-il ajouté au cours d'une conférence

La Havane serait prêt à signer un accord quadripartite sur le retrait de

ses forces d'Angola, sur la base des propositions angolaises. Cet accord concerne à la fois l'Angola, l'Afri-que du Sud, Cuba et la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-

Pretoria a officiellement annoncé

mardi une nouvelle rencontre,

- dans les meilleurs délais et au niveau ministériel » entre Sud-

Africains et Angolais, afin d'arrêter

une date pour la conclusion du

désengagement militaire sud-

printemps dernier, après l'accord de

Lusaka. Selon un porte-parole offi-ciel sud-africain, on tentera de

conclure - un accord visant à assu-

rer durablement la paix et la stabi-

lité sur la frontière angolo-

mibienne ». – (AFP, Reuter.)

de presse, à La Havane.

Ouest africain).

nent en ce qui concerne le

préférait une solution diplomatique. la politique française étant animée, certes, par un souci de «fermeté mais sans trop exposer nos soldats

Entre-temps, les gaffes d'Athènes font plutôt l'affaire de Tripoli, dont la position, sur le fond, ne semble pes avoir changé. On ignore tout des eraisons tachniques > avancées Dar M. Triki pour expliquer le retard dans le retrait libven, cui ne semblait toujours pas amorcé jeudi. En revanche, le chef de la diplomatie libyanne a rappelé que son pays « interviendra de nouveeu au Tiched si les soldats de M. Habré attaquent les positions du président Goukouni Oveddei ».

Ce rappel offre d'autant plus d'intérêt que les troupes du GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition de M. Goukouri Ouaddeil comblent très divisées à la suite de l'arrestation de M. Acheikh Ibn Omar, qui dirigeait le CDR (Conseil

démocratique révolutionnaire), considéré comme la principale faction politico-militaire installée dans le nord tchadien.

Au moment où les FANT (Forces armées nationales de N'Djamena) se renforcent, dans le nord, d'abord pour faire face au dispositif militaire libyen encore en place et, ensuite, pour exploiter la situation en cas de retrait militaire de Tripoli, M. Triki fait savoir, très clairement, que son couvernement assurara, quoi qu'il arrive. la protection d'un GUNT affaibli miltairement. Ce cui ne facilite sûrement pas, quand on connaît la détermination de M. Hissène Habré à reprendre pied dans le nord, la négociation, menée tant bien que mai par la « voie diplomatique », du retrait du contingent militaire libyen encore présent dans le nord tchadien.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Il a estimé que, après la rencontre

de MM. Mitterrand et Kadhafi en

M. BARRE : M. Mitterrand joue les « liaisons dangereuses »

M. Raymond Barre, qui animait, jeudi soir 22 novembre à Epernay (Marne), une réunion publique, a critiqué le comportement du chef de l'Etat en matière de politique étrangère. Il a notamment déclaré : « Deputs le mois d'août, le président de la République a décidé de jouer « Deputs le mots d'aout, le prestaent de la République a décidé de jouer les llaisons dangereuses. Chaque fois qu'il sente un pas dans une direction, il est obligé de faire un pas dans une autre direction, et dans les deux cas cela lui vaut heaurquin d'inconvénients. »

fiasco diplomatique.». - M. Jean Lecamet, président de l'UDF, a dé-claré, jendi 22 novembre à l'AFP, que les derniers développements de l'affaire tchadienne, « dans laquelle investi », om abouti à « un fiasco di-plomatique ». « M. Mitterrand est un joueur », a-t-il estimé. « Il a fait conflance à la chance en s'aveuglant sur les risques » de sa rencontre en

Crète, « pays du Minotaure si je me souviens bien », la situation est « pour le moins confuse ». Il 2 sionte : « M. Fabius nous a dit avec componetion et gravité - car la jeunesse le contraint parfois à prendre cette attitude - qu'[ils] n'étalent pas des va-t-en-guerre (...). Méfiesvous, de n'être pas des va-t-en

Crète avec le colonel Kadhafi -« l'instigateur du terrorisme international ». « Il est tombé sur un autre joueur, Kadhafi, et c'est, hélas! le président Mitterrand qui a été floué, bafoué (...). Il a fait preuve dent de la commission des affaires strangères et de la défense du Sénat a demandé que le chef de l'Etat « s'explique sur le Tchad, car (...) il y va de la dignité de la France ».

Tunisie

La longue convalescence prescrite au président Bourguiba relance le problème de la succession

De notre correspondant

Tunis. - Le président Bourquibe a regagné, jeudi 22 novembre, sa résidence de Carthage, sprès dix-sept jours d'hospitalisation à le suite africain du Sud angolais amorcé au d'una « légère poussée d'insuffisance coronarienne ».

> Le président avait été pris de se, le 4 novembre, et transporté le lendemain dans le service de cardiologie d'un hôpital de Tunis. En dépit de l'optimisme officiel, constamment affiché, et du ton apaisant des bulletins de santé, il semble que son état soit demeuré préoccupant pendant trois jours, avant d'évoluer vers une amélioration progressive. Aujourd'hui, selon les médecins traitants, sa santé est complètement stabilisée » et l'autorise «à reprendre progressivement ses activités ». Toutefois. « une période de quelques semaines de ince » a été indiquée pour

consolider la guérison. Depuis une semaine, le président recevait à l'hôpital nombre de ses proches, quelques visiteurs étrangers, certains de ses collaborateurs et, selon divers communiqués. s'entretensit quasi quotidiennement de « la marche des affaires de l'Étet » avec son premier ministre, M. Mohamed Mzali.

On ignore pour le moment si le Combattant suprême passera la convalescence qui lui est recommandée en Tunisie ou s'il se rendra à l'étranger, comme il l'avait fait à plusieurs reprises par le passé, à la suite d'ennuis de santé. Il est prévisible, toutefois, qu'après cette nouvelle «alerte», M. Bourguiba, qui a déjà áté victime d'un infarctus en mars

1967, devra réduire, à l'avenir, le rythme de ses activités qui demeuraient encore nombreuses. Cetta nouvelle situation risque de peser sur la vie politique du pays et, déjà, les supputations vont bon train.

Ai Mostagbal, organe du mouvement des démocrates socialistes, a fait état récemment de « rumeurs persistantes, dans les milieux proches du pouvoir», relatives à la création d'un poste de vice-président de la République, formule qui avait été envisagée une première fois en 1972, mais très vite abandonnée. Le choix pour ce poste, toujours selon Al Mostagbal, se limiterait à deux personnalités: M. Mohamed Mzali, en tant que premier ministre, successeur automatique du chef de l'Etat en cas de vacance, selon les dispositions actuelles de la Constitution, et M. Habib Bourquiba junior, consei spécial auprès du président de la

Le problème de la succession qui, depuis des années déjà, est au centre des préoccupations de la classe politique, va, dans les iours et les semaines qui viennent alimenter encore un peu plus la chronique, et probablement donner lieu à de multiples autres rumeurs. Pour le moment, une seule chose est certaine : si un amendement quelconque devait être apporté à la Constitution, il nécessiterait, pour le moins, étant donné le processus prévu, un délai se situant entre trois et quatre mois

MICHEL DEURÉ.

EUROPE

République d'Irlande

Colère à Dublin après les déclarations du gouvernement de Londres sur l'Ulster

De notre correspondant

Dublin. - Trois jours sculement après la rencontre entre le premier ministre irlandais, M. Garret Fitz Gerald et Mac Thatcher, les relations entre Londres et Dublin sont de nouveau extrêmement tendues. Lors d'une conférence de presse donnée lundi 19 novembre, à l'issue de la réunion entre les deux leaders, M= Thatcher avait publiquement rejeté le rapport du Forum pour une Irlande pouvelle dans lequel les trois formations de la République d'Irlande et le Parti catholique modéré d'Ulster (SDLP) s'étaient essorcés de sormuler différences solutions au problème irlandais (réunification, fédération ou admi-

nistration conjointe de l'Ulster par Londres et Dublin). Pour sa part, M. FitzGerald, dans sa conférence de presse, s'était contenté de relever que des dissérences subsistaient entre Londres et Dublin, mais avait ajouté que des progrès avaient été faits. M. FitzGe-rald, en dépit de l'attaque menée raid, en depu de l'attaque menes contre lui par le leader de l'opposi-tion. M. Charles Haughey (Fianna Fail), pour qui le sommet a été une humiliation nationale, a réitéré son optimisme au Parlement de

Mais à une réunion de son parti mercredi, M. FitzGerald a été l'objet de critiques amères de la part de ses propres amis. Le chef du gou-vernement irlandais a alors reproché à M= Thatcher ses déclarations - offensantes . Le ministre des

Turquie

· Protestation au Conseil de l'Europe. — Le ministre turc des affaires étrangères. M. Vahit Halefoglu, a quitté, le jeudi 21 novembre, la réunion du comité des ministres. des vingt et un membres du Conseil de l'Europe en signe de protestation Les ministres des affaires étrangères avaient, en effet, décidé la veille de reporter à la prochaine session, en mai 1985, la question de la prési-dence turque au comité des minishormis la Belgique, la Grande-Bretagne et la République fédérale (dix membres).

Le congrès a été écourté de vingt-didature turque, les délégations ont souhaité sursoir pour six mois à toute décision. — (AFP.)

affaires étrangères, M. Peter Barry. a déclaré que le comportement du premier ministre britannique avait été - méprisable ».

La colère de Dublin n'a fait que s'accroître après les propos tenus par le secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord, M. Douglas Hurd, selon lesquels la République d'Irlande ne pourrait jouer dans un règlement de la crise en Ulster qu'un rôle « consultatif ». Londres indiquait ainsi que le problème de l'Ulster est et demeurera un problème interne au Royaume-Uni.

M. FitzGerald avait espéré convaincre M= Thatcher de la nêcessité d'une initiative politique radicale en Ulster. De l'avis cénéral il sort de cette affaire gravemen

JOE MULHOLLAND.

Roumanie

La fin du treizième congrès

LE FILS DE M. CEAUSESCU **ENTRE A LA DIRECTION** DU PARTI

Bucarest (AFP), - M. Nicolas Ceausescu a été réélu à l'unanimité. jeudi 22 novembre, au poste de secrétaire général du Parti communiste roumain, par les trois mille cent délégués au treizième congrès qui s'était ouvert lundi. Le numéro un roumain, âgé de soixante-six ans, est reconduit pour la cinquième fois à ce poste depuis 1965.

Le fils du président, M. Nicu Ceausescu, trente-trois ans, fait son entrée au sein du comité politique exécutif en tant que membre sup-pléant. Il est président de l'organisation de jeunesse.

Le comité exécutif, dans lequel fidence turque au comité des minis-tres. Après avoir été déchargée en 1981 de cette présidence, la Turquie avait demandé d'y revenir sans at-tendre son tour siphabétique. Mais, Dobrescu, ainsi que le secrétariat gure M™ Elena Ceausescu, femme

PRIX EUROPÉEN



Le Juif imaginaire L'avenir d'une négation Ralentir: mots-valises! Petit fictionnaire illustré

En collaboration avec Pascal Bruckner: Le nouveau désordre amoureux Au coin de la rue, l'aventure

Togo

• Sommet de la CEDEAO. - Le septième sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEA) s'est ouvert le jeudi 22 novembre à Lomé en présence de onze chefs d'Etat et de cinq délégations ministérielles. Le président togolais M. Eyadema, le president togolais M. Eyalenia, a évoqué dans son allocution d'ou-verture les graves difficultés aux-quelles les pays africains de la ré-gion sont confrontés, en raison notamment de la mauvaise conjonc-ture économique mondiale et de la sécheresse. Les autres chefs d'Etat présents sont MM. Houphouël-Boigny (Côte-d'Ivoire), Sankara (Burkina Faso), Buhari (Nigéria), Conté (Guinée), Kountché (Ni-ger), Kerekou (Rénin), Dionf (Sé-négal), Doe (Liberia), Stevens (Sierra-Leone) et Vieira (Guinée-Bissau). Le Cap-Vert est représenté par son premier ministre, M. Pedro Pires et le Ghana, la Gambie, le Mali et la Mauritanie à l'échelon ministériel. - (AFP.)

Centrafrique

• Refus d'asile. - Les huit enfants, âgé de quinze à vingt-cinq ans, d'un opposant centrafricain, l'ancien général Alphonse Mbai-koua, ont demandé, hundi 19 novembre, la protection de l'ambassade de France à Bangui, mais ils ont quitté les lieux après que cette demande fut refusée, a-t-on appris jeudi de source sure dans la capitale centrafricaine. Les enfants, qui résident à Bangui, s'estimaient en danger après l'attaque, dans la nuit du 9 au 10 novembre, de la ville frontalière de Markounda, à 400 kilomètres au nord-est de Bangui, attaque dont leur père est accusé par les diri-geants centrafricains d'être l'un des principaux instigateurs (le Monde du 14 novembre). L'ambassadeur de France à Bangui, M. Jean Grossin, a expliqué aux enfants de M. Mbaikoua que s'ils étaient réellement en danger, ils devaient s'adres-ser aux autorités gouvernementales. - (AFP.)

URSS

TRADITIONNEL AVANT LA RÉUNION DU SOVIET SUPRÊME

Le plénum du comité central a été supprimé

Contrairement à la tradition, respectée au moins pendant les années des règnes de Breinev et d'Andropov, il ne devrait pas y avoir de plé-num du comité central du Parti communiste soviétique à la veille de la session du Soviet suprême convoquée pour le mardi 27 novembre.

L'information, donnée de source officieuse à l'agence France-Presse à Moscou, a été confirmée quelque heures plus tard, jeudi, à M. Neil Kinnock, le leader du Parti travailliste britannique, qui se trouve en visite dans la capitale soviétique.

La session d'automne du Soviet suprême est destinée à voter le budget et le plan de l'année suivante. Traditionnellement, les deux projets étaient d'abord adoptés par les quelque trois cents membres du comité central. Cette année, la pro-cédure a été différente. Le budget et le plan pour 1985 ont été dis-cutés et approuvés, le jeudi 15 novembre, an cours d'une séance du bureau politique élargie aux premiers secrétaires du parti dans les républiques fédérées. Ce bouleversement des habitudes ne change rien quant au food.

L'examen du budget et du plan par le Soviet suprême et par le comité central n'est, en principe, qu'une simple formalité, les déci-sions étant déjà prises au niveau du bureau politique. Mais la résuries bureau politique. Mais la réunion d'un plénum, avant la session du Soviet suprême, permet aussi géné-ralement de procéder à des changements de personnes dans les organismes dirigeants du parti. Les observateurs à Moscou se demandent si l'absence de plénum la semaine prochaine ne s'explique pas, justement, par l'incapacité des dirigeants à se mettre d'accord sur d'éventuels changements au sommet. Le fait qu'il y ait en une réunion du comité central fin octobre consacrée exclusivement à l'agriculture n'est pas une raison suffisante.

Cette entorse anx traditions est due, selon toute vraisemblance, à un blocage au sommet et à des divergences entre le groupe des gérontes, mené par M. Constantin Tehernenko, et les autres, qu'il est difficile de classer dans la même catégorie. Il est en effet peu probable que MM. Gorbatchev et Romanov, les deux seuls membres du bareau politique qui, avec M. Tchernenko, appartienn

Les signes de désaccord ne manquent pas. La première indication montrant que la situation politique est beaucoup moins figée que l'absence de toute promotion au sommet de la hiérarchie deouis le lénum de décembre 1983 pourrait le laisser croire est venue avec le limogeage du maréchal Ogarkov.

Celui-ci a perdu son poste de pre-mier vice-ministre de la défense et de chef d'état-major, début septembre, mais il u'a pas disparu pour sutant dans la «trappe». Il a su droit à un commandement important - probablement sur le front ouest. Pourtant, ses fonctions n'ont jamais été citées, ce qui peut laisser penser que sa nouvelle affectation

L'avenir de M. Gorbatchev

L'autre problème qui se pose à la direction soviétique est la maladie du marechal Oustinov. Le ministre de la défense, qui est âgé de soixante-seize ans, n'a pas assisté aux fêtes de la révolution, le l'ordre du jour.

Reste le cas de M. Gorbatchev, Le benjamin du bureau politique est souvent présenté comme le numéro deux du parti. Raison de plus pour s'étonner qu'il n'ait pas assisté à la réunion élargie du bureau politique où le budget et le plan ont été adoptés. (La même remarque vaut d'ailleurs pour M. Vorotnikov, chef du gouverne-ment de la fédération de Russie.) Est-ce parce que la position de M. Gorbatchev s'est détériorée ou parce qu'il prend ostensiblement se distances par rapport à une politi-que qu'il désapprouve? Il s'était déjà montré très discret lors du plénum consacré à l'agriculture, un secteur qu'il a pourtant supervisé pendant des années.

Sans être réformiste, au sens où on l'entend à l'Ouest, M. Gorbatchev avait mis en œuvre une politique agricole fondée sur l'amélioration de la productivité, l'intéressement des agriculteurs, le développement des liens avec l'industrie. Or, M. Tchernenko a présenté, en octobre, un plan qui tourne le dos à cette orientation et qui mise plus sur une extension des surfaces cultivées que sur un développement intensif. Il est significa-tif que M. Gorbatchev n'ait pas été remplacé comme secrétaire du comité central chargé de l'agriculture, comme si aux luttes de personnes se superposaient aussi des divergences politiques.

Le plénum du comité central est énéralement une chambre d'enretrement des décisions prises par le bureau politique, sauf dans les périodes de tension et de division où il peut être amené à jouer un rôle d'arbitre. En renoncant à le réunis avant la session du Soviet suprême. M. Tchernenko a-t-il préféré ne pas courir le risque d'être désavoué ?

DANIEL VERNET.

Espagne

Les obsèques du dirigeant basque Santiago Brouard ont été transformées en manifestation en faveur de l'ETA

Bilbao. - Les funérailles du diri-Bilbao. – Les funérailles du dirigeant de la coalition nationaliste radicale Herri Batasuna. Santiago Brouard, se sont transformées, le jendi 22 novembre, en l'une des plus impressionnantes manifestations d'appui à l'ETA-militaire qu'aît connues le Pays basque depuis le retour de la démocratie. Pendam ce temps, une grève générale de protestation paralysait totalement la région. C'est bien le spectre de l'affrontement communautaire qui aujourd'hui menace les provinces aujourd'hui menace les provinces d'Euskadi. Car cette foule crispée, à la colère contenue, qui suivait le cer-cueil de « Xanti » Brouard rappelait une autre foule qui, il y a neuf mois à peine, suivait le cercueil d'un re-présentant de l'autre camp, lui aussi victime de la violence : le sénateur socialiste Enrique Casas.

Ils avaient afflué par dizaines de milliers vers la perite place qui fait face à la mairie de Bilbao au bord de face à la mairie de Bilbao au port ce la rivière Nervion, où reposait de-puis l'avant-veille la dépouille mor-telle de Santiago Brocard. La place était devenue trop petite, et le pont et les rues adjacents allaient être en-vahies à leur tour. Il y avait là beau-coup de jeunes, mais aussi des fa-milles entières venues avec les enfants, les vieux, le béret basque sur le crâne – tous silencieux au mi-lieu d'une extraordinaire tension. Lorsque, à 17 heures, le cercueil porté par des dirigeants de la coali-tion commença à descendre l'esca-

lier du porche de la mairie, ce fut comme une libération qui déborda la retenne. On entendit d'abord une salve d'applandissements, puis un cri venu de partout; « Gora ETA-militarra! » (vive l'ETA-militaire).

Devant la mairie, M. Triomin Zi-luaga, secrétaire général du parti Hasi, dont M. Brouard était le prési-dent, fait l'éloge du disparu. Il rap-pelle que ce dernier avait « exprimé sa solidarité et son affection à l'égard des militants de la tutte ar-mée ». La foule frémit; les cris en faveur de l'ETA redoublent, entre-counte d'entres closens : « Indian. coupés d'autres siogans : « Indépen-dance ! », « Police, assassins ! », « Socialistes égalent GAL ! » (1). Le poing levé, jeunes et vieux chan-tent l'Hymne aux gudari (combattants basques).

Alors commence le défilé derrière le cercueil, recouvert de roses rouges et de l'Ikurrina (drapean basque) et porté per une dizaine de jeunes gens. Entre les trottoirs noirs de monde, la foule s'engouffre par vagues successives. Les rues du centre se remplie sent d'une foule su poing levé.

Deux heures durant, les indépendantistes sont maîtres de Bilbao : la police nationale est devenue invisi-ble. La moindre étincelle pourrait provoquer un affrontement Seuls quelques membres de la police mu-nicipale basque essaient mollement

De notre envoyé spécial

de contrôler le flot humain qui s'écoule.

Quittant Bilbao, une énorme caravane de voitures et d'autobus se di-rige alors vers la ville natale de Sanrige alors vers la ville natale de Santiago Brouard, le petit port de Lequeitio, à une soixantaine de kilomètres an nord-est. C'est un foyer de nationalisme « pur et dur », où l'ou ne parle guère l'espagnol. Sur le chemin, dans les villages, les familles massées sur le pas de la porte saluent le cortège, l'Imprina aux fenêtres. A Lequeitio, tous les habitants se sont massés dans l'église et sur la place volsine, au-dessus de laquelle flotte au vent une grande pancarte : « ETA : indépendance et socjalisme ». Concélébrée par six prêtres, la messe est diffusée par hant-parleur aux quatre coins de la ville. Dans l'église, beaucoup sont en pleurs, tandis que l'un des prêtres célèbre, en basque, « les nobles idéaux » du disparu.

Pourrissement

Puis, c'est le dernier meeting, le dernier discours sur la grand-place. « Santiago Brouard considérait l'ETA comme une organisation sœur dont les membres donnalent un exemple de sacrifice et de ve-leur », rappelle du haut de la tri-bune M. Ziluaga, Lea slogans scandés par les dizaines de miliers de présents gagnent en agressivité. Après les insultes aux socialistes, on crie partout, jeunes, vieux et enfants confondus: « ETA, davantage de mitraillettes ». Il ne ferait pas bon, ce soir à Lequeitio, se dire socialiste on modéré. Le cortège repart finalement pour la dernière étape, celle qui conduit au cimetière. Il est 22 heures.

par l

Egypt

SHIE RANGE

ACCERS ST

SUNIVERSITE

Node produced and

 $4.29~m_{\odot}~\dots~\sim~v$

7-14

5504 to 024

deserge to the

Abaz, in Light

Parties .

Lagrania

Water Tree of the gr

Kramiy iyo bariya i

Blocker Line L.

State. In the second

Andrew de Samuel

de mont our record

MEDINE COM TO THE STATE OF

न्द्रक का का का का का का का

Britania i ver

Mary Street Company of the Company

The on the case Sample .

d dit ie. fer

Similar Contraction of the Contr Tall Posterior Services

Fin de la s

Par Paris

State store of the the course

A to Car ...

Proches by con

3 feet carrette a Markarak

PARIS A

 $\Lambda_{11\,h,2}$

devole very

 $\|h_{n_{\mathrm{Vol}(p_{\mathrm{dis}})}}$

 $\mathbb{D}^{n_{\mathrm{obs}}/\mu_{\mathrm{max}}}.$

What is the first

Mangaga e

Ceux qui, en assassinant M. Brouard, avaient escompté un pourrissement de la situation en Euskadi pourraient bien avoir fait un bon calcul. Le radicalisme a à ua bon calcul. Le radicalisme a à nouveau le vent en poupe au Pays basque. La journée de jeudi l'a montré. Herri Batasuna a fait preuve d'une capacité de mobilisation supérieure aux quelque 15 % de voix obtenues par la coalition à chaque élection. Et, à travers Herri Batasuna, c'est une ETA que l'on disait exsangue qui réussit à rappeler qu'elle n'est pas morte politiquement. Vu de Madrid, le coustat est amère six ans arrès l'approbation amère : six ans après l'approbation de la première Constitution démocratique en Espagne, très nombreux sont les Basques pour qui l'usage de la violence courre les représentants de Madrid n'a pas cessé d'être légi-

THIERRY MALINIAK.

(1) Groupe d'action antiterroriste, ouverneur d'extrême droite qui a se

DIPLOMATIE

En visite à Copenhague

M. CHEYSSON A INSISTÉ SUR LES PROBLÈMES **DE DÉFENSE**

(De notre correspondante.) Copenhague. - A l'occasion les 21 et 22 novembre, M. Chevsson, ministre français des relations exté-rieures, a eu des entretions avec son homologue, M. Elleman Jensen (libéral), et le chef du gouvernement danois, M. Poul Schluter (conservateur). Il a également été reçu en audience per la reine Margrethe II. rencontré des représentants de l'opposition socialiste, tenu une conférence devant les membres de l'Association atlantique et accueilli la colonie française à l'ambassade de

Ses conversations ont surtout porté sur des problèmes multilatéraux, notamment les questions de défense. M. Cheysson aurait insisté auprès de ses hôtes sur la nécessité aujourd'hui pour l'Europe de mieux assumer elle-même sa protection. Il a critiqué les tendances neutralistes actuelles des sociaux-démocrates da nois, dues, selon lui, au fait qu'étant dans l'opposition, ils sont tenus à l'écart des responsabilités.

LES 7 ET 8 JANVIER A GENÈVE

MM. Shuitz et Gromyko engageront de nouvelles négociations sur les armes nucléaires et spatiales

De notre correspondant

rendez-vous de MM. Shultz et Gro-

velle». «C'est une prensière étape,

a-t-il ajouté, sur ce qui sera une route longue et difficile mais le [sort du] monde dépend de nous. » M. McFarlane a, lui aussi parlé d'un

M. Reagan a en tout cas sainé le

Confirmant les indications données officienseashington les jours précédents, l'agence département d'État out publié simultané-"L'Union soriétique et les Etats-Unes pour de parve-d'estamer de nouvelles négociations en vue de parve-descards mutuellement acceptables sur nir à des accords mutuellement acceptables sur l'essemble des problèmes concernant les armes nucléaires et spatiales. Afin d'élaborer un point de vue commen sur l'objet et les buts de ces négociations, le ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Grouryko et le secrétaire d'Etst américain, M. Simitz, se rencontreront les 7 et 8 janvier 1985 à Genève. » Cette décision, confirme-t-on à Washing. ton, fait suite à un message reçu samedi 17 noves de M. Tchernenko.

A Moscou, M. Lomeiko, porte-purole du mi tre soriétique des affaires étrangères, a teum à préci-ser, après avoir donné lecture du communiqué, que la rencontre de Genère « ne portera pas sur la reprise des [anciennes] négociations soriéto-américaines, mais sur des pourpariers entièrement nouveaux

Washington. - La confirmation smultanée par les gouvernements américain et soviétique, jendi 22 no-vembre, de la prochaine rencontre entre MM. Shuitz et Gromyko n's pas éclairei les voies par lesquelles l'URSS et les Etats-Unis vont tenter de réduire leurs divergences sur le

Beaucoup soulignaient à We-shingtou que l'expression de « nouniqué répond an besoin de ménager la susceptibilité des Sovié-tiques, qui mettaient jusqu'ici comme condition à la reprise des comme condition à la reprise des deux conversations sur les armes stratégiques (START) et à moyenne portée (FNI) le retrait des euromissiles que l'OTAN a conmencé de déployer il y a un an Avec les armes spatiales, ces deux dossiers constitueront, a précisé jendi le conseiller de M. Reagan pour les afficient de conseiller de M. Reagan pour les afficient de conseiller de M. Reagan pour les afficient de conseiller de M. Reagan pour les afficients de la conseiller de faires de sécurité nationale, M. McFarlane, les problèmes e les plus pressants » qu'aborderont à Genève MM. Shultz et Gromyko-avant de décider de « l'étendue et de la date » des négociations globales

Le seul fait que le blocage sur les armements stratégiques et à moyenne portée soit ainsi dépassé constitue d'ores et déjà un progrès notable, puisque, l'été dernier encore, les Soviétiques avaient refusé d'ouveil se rograndes en l'avaient de l'ouveil se rograndes en l'avaient services des les constitues de l'ouveil se rograndes en l'avaient services de l'ouveil se rograndes en l'avaient services de la constitue d'ouveil de la constitue de la con d'ouvrir les pourparlers qu'il avaient eux-mêmes proposés sur les armes spatiales, notamment en raison de la volonté des Etsts-Unis de saisir cette occasion pour reparter des START et des FNL

Il reste que dans l'ordre des problèmes « les plus pressants », la priorité des Soviétiques » l'espace - n'est pas celle des Américains et que rien n'indique, pas plus à Wa-shington qu'à Moscon, comment va être abordé cet obstacle de fond. Alors qu'à Moscou le porte-parole du ministère des affaires étrangères faisait ressortir que le processus que vont essayer d'engager MM. Shultz et Gromyko n'est pas une continua-tion des START et des FNI, M. McFarlane a, lui, indiqué – tout en repétant que les Etats-Unis étaient ouverts à toutes les suggestions - que son gouvernement était a priori favorable à la reprise de ces deux négociations sous leur forme

visant les objectifs décrits dans le con moyenne portée avaient été retirés d'Europe ». La rapture de ces négociations sur les armements inter-médiaires (ENI) avait été annoucée par Moscon le 23 novembre 1983, soit il y a m an jour pour jour. Elle avait été suivie à bref délai d'une susper die des couversations sur les armements à longue portée (START) qui se déroulaient également à

Notous encore que la chaîne américaine de télévision CBS a rapporté jeudi, se référant à « des sources gouvernementales sures », que, parmi les es cuvisagées par les Etats-Unis dans le cadre de ces conversations, figureraient une suspen-sion temporaire du déploiement des enromissiles ainsi qu'un moratoire de trois ans sur les essais d'armes spatiales.

> met entre MM. Reagan et Tcher-BERNARD GUETTA.

Les conversations des deux minis-

tres des affaires étrangères pour-

raient n'être que les premières d'une série d'autres, a-t-il laissé entendre,

ce qui l'a conduit à qualifier de « très prématurées » toutes les spé-

culations sur une rencontre au som-

Bruxelles va sans doute ajourner sa décision sur l'implantation de missiles en Belgique

De notre correspondant

Bruxelles. — La reprise des négo-ciations américano-soviétiques est acqueillie avec « la plus grande soaccuellie avec « la pius granas sa-tisfaction » par le gouvernement de Bruxelles, dans la mesure où elle semble tirer la coalition chrétienne-libérale d'une très grande difficulté. Les dirigeants belges, même s'ils ne le proclament pas encore de façon ouverte, vont très probablement pouvoir ajourner une décision définipouvoir ajourner une décision défini-tive concernant l'implantation sur leur territoire des quarante-buit mis-siles de croisière qui devaient deve-nir opérationnels dans le cours de l'année prochaine. La même consi-dération vaut aussi pour le gouver-uement voisin des Pays-Bas, qui ésait encore plus soumis aux pres-sions des monvements antinusions des mouvements antinucléaires.

Jusqu'ici, une échéance paraissait inévitable : au mois de mars au plus tard, le gouvernement de Bruxelles devait dire de façon définitive « oui » à la mise en place des mis-siles de croisière sur la base de Florennes. Les travaux préparatoires sur cette base sont d'ailleurs preque terminés, et quelque huit cents tech-niciens des Etats-Unis sont déjà sur

Pourtant, l'opposition au déploie-ment n'a cessé de croître. Le gouvernement lui-même a constamment re-tardé sa décision, en indiquant qu'il lui appartient de réévaluer tous les six mois l'état des négociations entre le Kremlin et la Maison Blanche.

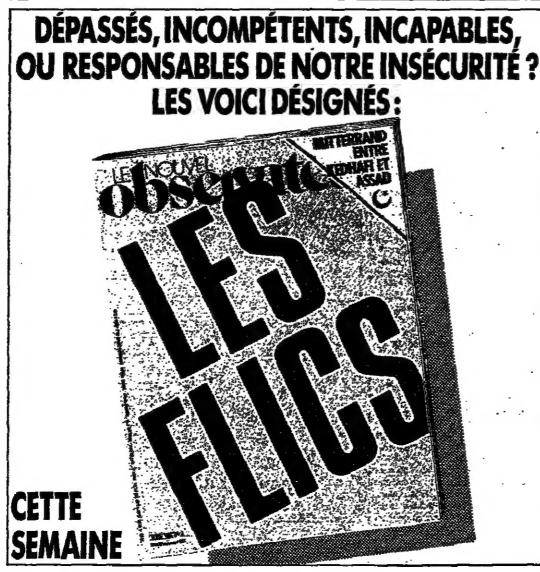
Lors des élections européennes, le succès notable du Parti socialiste flamand a été dû sans nul doute à son combat énergique contre l'im-

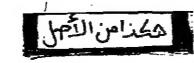
plantation d'armes nucléaires en Belgique. Même chez les sociaux-chrétiens dans le nord du pays, les hésitations et les réticences se seront renforcées. Les sondages d'opinion, s'ils indiquent toujours que la grande majorité de la population reste fidèle à l'alliance atlantique, signalent aussi que 59 % des citoyens sont opposés à la présence d'armes nucléaires sur leur territoire.

Le premier ministre, M. Martens, espère bien conduire son gouverne-ment jusqu'au terme de la législa-ture. Sauf accident, les prochaines élections générales devraient avoir lieu en décembre 1985. Il y a quelques jours cependant, M. Martens reconnaissait que deux dangers immédiats menacent son gouvernement : comme toujours dans ce paya, les affrontements entre Flamands et Wallons, mais aussi l'opposition croissante à la mise en place des missiles. Le premier ministre rappelait que, sur ce point, les choses en sont tonjours au « feu orange », en attendant l'échéance de mars.

Désormais, tout est change. même si rien n'est encore décidé Compte tenu de la lenteur inévitable de la négociation américanosoviétique qui va s'engager au début de l'an prochain, il est même permis d'espérer que le gouvernement Mar-tens franchira le cap des élections générales sans avoir à se prononcer d'une façon irréversible sur l'implantation éventuelle des missiles en Bel-

JEAN WETZ.





PROCHE-ORIENT

LA RÉUNION DU «PARLEMENT» PALESTINIEN A AMMAN

Un second manifestant a été tué par balle en Cisjordanie

De notre correspondant

d'Amman donnerait un écho maxi-

mal à leur action et que l'engrenage

provocation-répression ferait oublier un peu les dissensions inter-

Dans ces conditions l'attitude des

autorités israéliennes suscite cer-

taines interrogations. Fallait-il abso-

lument interrompre la marche des étudiants de Bir-Zeit mercredi, tout

en sachant que l'affrontement ferait

le jeu des plus extrémistes et qu'une - bavure était probable -? Après

tout, deux meetings étudiants — contradictoires de surcroît — s'étaient déroulés dans le calme à

Bir-Zeit samedi dernier et bien

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il

rien fait pour éviter de sanglants incidents alors que, dans le même temps, il affiche sa volonté d'a amé-liorer la qualité de la vie » en Cis-jordanie et à Gaza? Face à cette

épression, la création d'une banque palestinienne on l'assouplissement de la censure sur les livres apparaî-

rieure ne retiendra que la mort de deux étudiants, dommageable pour Israël. Les dirigeants nationalistes

des territoires, qui proclament « Pérès-Shamir, même combat », pourront affirmer que les faits leur

Ces questions valent d'autant plus

d'être posées que le ministre de la

ble du maintien de l'ordre dans les

territoires, ne semble pes partisan en cette affaire d'une ligne dure. Il a refusé d'ordonner la fermeture de

Bir-Zeit, alors que l'université d'An

Najak à Naplouse est close depuis quatre mois pour bien moins que

cela. Les interventions de l'armée

tranchent avec le désir de libéralisa-

tion manifesté par les travaillistes dans les territoires alors que

l'extrême droite, elle, demande la

fermeture des universités de Cisjor-

Le premier ministre, M. Shimon

Pérès a déclaré pour sa part jeudi; avant le début de la session du

conseil pelestinien à Amman, qu'il n'attendait evien de cette réunion,

qui consacrera la scission au sein de

l'OLP et accentuera le terrorisme

anti-israélien . Car, a-t-il ajouté :

« Aucune des deux branches de l'OLP ne choisira la voie de la

tront bien dérisoires. L'opin

donnent raison.

d'autres auparavant.

Jérusalem. - Les jours se suivent et se ressemblent en Cisjordanie. An lendemain de la mort d'un étudiant de l'université de Bir-Zeit (le Monde du 23 novembre), un second manifestant a été tué par balle, jeudi 22 novembre, au cours d'un affrontement avec l'armée israélienne au centre de Ramallah. La victime, Baker Ali Abdallah, était âgée de vingt et un ans.

Cantiago Brown

manife station en laveur de El

Ford Horas gara

remitte empagement de nouvelles ness

THE ASSESSMENT OF THE PARTY OF

to the state of the state of the state of

the low trained, It will be

I want where I am faithful the

And the same property and

And the And The Part of Winds

Service of the servic

committee of the same of the same of

CONTRACTOR DATE OF STREET

The manager of the part of the

ार का उन्हें का का का **स्थान कर किस्ता**

Brunder er hære mode sjætelse

and any as table at misses of H

comment of the district of

THE REPORTS .

A SHOP OF THE PERSON AND ADDRESS.

the mermos musicaires et spatiales

....

A Chapter of

 $\mathcal{I}_{\mathcal{A}}(\Delta_{\mathcal{A}}, \gamma_{\mathcal{A}})$

Congress of the second

Le scénario de la veille s'est reproduit à peu de choses près : jets de pierres sur les soldats, coups de semonce, puis à tir dans les jambes». Cette fois, les manifestants n'étaient qu'une cinquantaine. Après plusieurs sommations, les forces de l'ordre ont poursuivi qua-tre d'entre eux, considérés comme des meneurs, pais ont ouvert le fen. Deux des fugitifs ont été blessés, dont l'un mortellement atteint à la poitrine. D'autres incidents mineurs ont eu lien à Ramallah, Naplouse et

Il est trop tôt pour dire si ces denx journées de violence annoncent une nouvelle période de troubles dans les territoires occupés au terme d'une année particulièrement calme. Une chose est sûre : cette poussée de fiè-vre était totalement prévisible, des groupes d'étudiants palestiniens favorables ou non à M. Arafat ayant visiblement décidé d'en découdre avec les forces de l'ordre. Ils espéraient, sans doute, que l'attention internationale accordée à la réunion

Egypte

BATAILLE RANGÉE ENTRE POLICIERS ET ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ AL-AZHAR

(De notre correspondant.)

Le Caire. - Plus de mille étudiants de l'université islamique d'Al-Azhar ont participé, jeudi matin 22 novembre, à une violente manifestation de protestation qui s'est transformée en une bataille rangée contre les forces de l'ordre. Selon l'agence de presse égyptienne Mene, huit étudiants et trois policiers ont été blessés à Nasr-City, quartier périphérique du Caire où se trouve une importante amexe d'Al Azhar. Soixante-quatre manifestants ont été également arrêtés pour « actes de sabotage et agression contre la

Des démonstrations de protestation contre la mort accidentelle d'un étudiant renversé par un camion de police ont dégénéré en une imporante manifestation pour l'amélioration du grant et des conditions de la vie universitaire (repas de meilleure qualité, moyens de transport plus convenables...) et pour la révision du système de l'octroi des bourses d'études.

Les incidents ont commencé lorsque les étudiants en colère se sont rassemblés en grand nombre hors du campus en scandant des slogans et en lançant des pierres aux forces de l'ordre. La police a réussi à les dis-perser en faisant usage de matraques et de gaz lacrymogènes. Selon l'agence officielle, la situation a été totalement maîtrisée » et les étudiants ont regagné le campus en fin tins sont les premiers d'importance enregistrés en Egypte depuis l'accession au pouvoir du président Moubarak en octobre 1981.

 Fin de la visite de M. Chirac au Caire. - M. Jacques Chirac a regagné Paris, jeudi 22 novembre, après une visite de quatre jours en Egypte consacrée à « s'informer du point de vue des autorités égyptiennes sur les possibilités de paix au Proche-Orient ». Le maire de Paris s'est entretem avec le prési-

dent Moubarak. - (AFP).

Une mise en demeure du roi Hussein à l'OLP

(Suite de la première page.)

Le souverain jordanien n'a pas repris à son compte la thèse améri-caine selon laquelle l'adhésion à la résolution 242 devrait être un préalable à toute régociation. Pour ini le texte «unusien» constituera « le cadre » de tractations qui s'engagecadre » de tractations qui s'engage-raient non pas sur une base bilaté-rale, mais dans le cadre d'une conférence internationale de la paix qui se tiendrait sons l'égide de l'ONU. Parmi les participants figureraient, outre Israel et tous les belligérants arabes, les cinq membres perma-nents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, URSS). Ensemble, ils détermineraient « les moyens, les méthodes les engagements propres à garantir l'application du principe de l'échange de territoires contre la

Action conjointe avec la Jordanie

Le roi Hussein n'a épargné per-sonne, critiquant tour à tour les Etats-Unis, la Syrie (sans la nom-mer), les pays arabes et, en particu-lier, la direction de l'OLP. lier, la direction de l'OLP.
« Permettez-moi d'être franc avec
vous, répétait. L. l'existence d'un
gouvernant ou d'un chef ne se justifie que s'il accomplit ses tâches avec
sagesse, courage et sincérité [...]. Il
faut être réaliste, souple et dynamique ». Les Palestiniens des territoires occupés « sont abandonnés
dans un océan de souffrances et il
foudrait sonner à eur en priorité. faudrait songer à eux en priorité », a-t-il déclaré après avoir relevé, avec un tact consommé « toutes les erreurs de jugement commises par la centrale des fedayin depuis sa fondation ». Au moins à neuf reprises dans son allocution, le sonverain à insiste sur le l'ait qu'il n'avait nullement l'intention de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'OLP, que celle-ci était l'unique représentant légitime du peuple palestinien et qu'elle était « tout à fait souveraine » dans la prise de décision.

Mais ne s'était-elle pas rendu compte qu'en se prétant aux manœuvres de certains Etats arabes manœuvres de certains Etats arabes dont les motivations n'étaient pas désintéressées, elle avait fait le jeu d'Israël? Qu'en se dissociant de la Jordanie, qui a-toujours défendu la cause palestinienne, au prix de lourds sacrifices, POLP avait offert à Jérusalem les moyens de se dérober à l'indispensable négociation? La proposition du roi Hussein comporte, dès lors, une condition sine qua non: Palestiniens et Jordaniens, « dont les liens ont été forgés par des facteurs purement objectifs, his-

toriques, géographiques, démographiques », devront s'engager ensem-ble et sur une base contractuelle dans le processus de paix.

Se référant de toute évidence aux autres pays arabes, le roi Hussein a proclamé que, le futur tandem jordano-palestinien étant indispensajordano-palestinien etant musspensa-ble à la survie des deux peuples, « aucune partie tierce, et personne, adversaire, ami ou frère, n'a le droit de décider à notre place ». Omission remarquée ; le souve-

rain n'a, à aucun moment, évoqué l'éventualité de la fondation d'un Etat palestinien indépendant. Il est vrai que son discours, d'une hauteur de vue remarquable de l'avis général, a été conçu pour écarter toute controverse, à ses yeux secondaire. Il n'a pas non plus mentionné les divers projets de règlement exis-tants, ceux de Camp David, du président Reagan, du sommet arabe de Fès ou de M. Brejnev. De toute évi-dence, il n'a voulu fermer d'emblée dence, il na vount termer a cinque aucune porte, il a poussé la prudence jusqu'à passer sons silence la position de l'Egypte, avec laquelle il vient de rétablir des relations diplomatiques, question qui divise profondément les Palestiniens.

Cela dit, tout le monde s'accorde pour rendre hommage à l'habileté du souverain jordanien, qui, en fili-grane, a consenti des concessions à toutes les parties concernées. Le tan-dem jordano-palestinien a de quoi satisfaire le président Reagan; la conférence internationale de la paix ne peut que réjouir l'ONU, l'URSS, la France, le Royaume-Uni et la Chine, que Washington et Jérusalem ne veulent pas associer à d'éventuelles négociations ; le Parti travail-liste israélien ne devrait pas être totalement mécontent puisque le roi Hussein lui a repris la formule de · l'échange de territoires contre la

Deux questions sans réponse

Deux questions demeuraient sans réponse, ce vendredi matin : que pensent de ces suggestions les mem-bres du Conseil national palestinien, qui n'ent applaudi qu'épisodique-ment le discours du roi ? Quei est le degré d'accord entre le souverain et M. Yasser Arafat, qui se sont donné une chalcureuse accolade à l'issue de la séance inaugurale?

Il paraît improbable que le président de l'OLP n'ait pas été informé des propositions du roi Hussein avant qu'il prononce sa propre alloquelques convergences dans les deux

discours. M. Arafat a couvert d'éloges le président Moubarak en exprimant le vœu que l'Egypte soit rapidement réintégrée dans la -famille arabe - sans poser comme

condition la dénonciation du truité de paix entre le Caire et Jérusale conclu pourtant sur la base de la résolution 242. Il a appelé, lui aussi, à la convocation d'une conference internationale de la paix sans préci-ser, il est vrai, ses contours. Mais, à en juger par le vibrant hommage qu'il a rendu nommement au prési-dent Mitterrand et, d'une manière générale, à la politique équilibrée de la France au Proche-Orient, il serait à coup sûr un chaud partisan de la présence de la France à la confé-

ence de la paix. Il s'était prononcé naguère en faveur de la participation de l'URSS bien qu'il ait omis, dans son discours de mercredi, de prononcer son nom dans le concert de louanges qu'il a

relations avec Moscon ne sont pas à l'heure actuelle au beau fixe, entre autres parce que le Kremlin juge rtune - la réunion en cours

Quant aux « parlementaires » palestiniens, ils ont été apparem-ment tout à la fois séduits et cho-qués, étomés et peut-être ébranlés par le plaidoyer du roi Hussein. A en juger par les premières réactions très fragmentaires qui ont été recueillies, ils ne seraient pas encore prêts à faire table rase du passé pour se lancer dans l'aventure d'une paix contractuelle avec Israël. L'argument le plus courant est que le gouvernement de Jérusalem n'acceptera pas, en tout cas, de négocier avec l'OLP ou même de restituer les territoires occupés au roi Hussein.

ERIC ROULEAU.



48, RUE DES ECOLES 75005 PARIS TÉL 329.12.32



spécialiste

CATALOGUE INFORMATIF: 250 PAGES

La résolution 242

22 percubre 1967 per le Couseil 22 invenire 1957 par le Consent de sécurité de l'ONU affirme «le caractère inadmissible de l'acquisi-tion de territoires par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix inste et derable permettant à chi-que Etat de la région de vivre en si-carité». Selon le texte français, l'instauration d'une telle paix passe

israélieunes des territoires occupés pendant le récent conflit » (la gnerre de six jours de juin 1967). guerre de tix, jours de juin 1967).

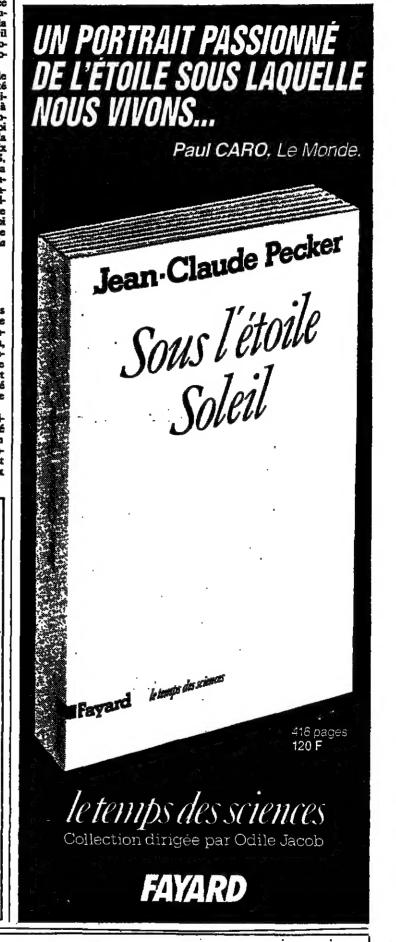
2. La «cessation de toutes les assertions de belligérance et de tous les états de belligérance», unsi que le «respect et (la) reconsissance de la souveraineté, de l'indépendance de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et recommes à l'abri de memees ou d'actes de force».

La résolution a affirme en outre

1. Le « retrait des forces armées

La résolution « affirme en outre la nécessité : 1. de garantir la liberté de m-rigation sur les voles d'eau interm-tionales de la région.

2. de région.
 2. de régiser un juste règlement du problème des réfugiés.
 3. de garantir l'inviolabilisé territoriale et l'indépendance politique de la région par des mésures comprenant la création de zones démilitarisées.



PARIS MONTREAL TORONTO

Air Canada vous reçoit sept sur sept.



A 14 h 25, chaque jour, un avion gros-porteur d'Air Canada décolle vers Montréal (arrivée 16 h 00) et Toronto (arrivée 17 h 55).

Un vol transatlantique parfait dans l'atmosphère unique de la Classe Affaires Intercontinentale Air Canada: fauteuils moelleux espacés de près d'un mètre, délicieux repas de quatre plats, vins

et liqueurs à discrétion, détente à loisir et petits soins à profusion. Vos affaires vous appellent au Canada? Entamez-les et concluez-les avec le meilleur des hôtes : le Service Intercon-

votre agent de voyages.

Para. Senare Tourisms, M. bil des Coparmes, 75/09/11/342/21 Luca. V. plans de la République 169/01/14/24/17.

de Comples de destre le dest d'attention des montes des montes de la formation d



Renseignez-vous chez Air Canada ou chez C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

L'enseignement du français a débuté à la télévision

De notre correspondant

Pékin. -- Des émissions d'enseignement du français sont dif-fusées depuis début novembre à la télévision chinoise. Mais depuis des mois déjà de nombreux Chinois sevent que le français, suivant l'anglais et le japonais nais précédant l'allemand. - allait être accessible per ce canal trois fois per semaine à ceux qui n'ont pas eu la chance de l'étudier à l'université. Or jameis autant qu'à l'heure actuelle les lan-

Bien entendu, l'anglais se taille la pert du lion, les autres langues ne pouvant que sa disputer le second rang. Le françai longtemps bien place, a été dépassé par la japoneis et est ta-lonné par l'allemand.

un tel auccès en Chine.

Pour réaliser l'adaptation du programme d'enseignement Entrée libre », méthode patronnée par le Haut Comité de la langue française, Paris n'a pes lésine sur les moyens. Un studio complet Thomson a été donné aux Chinois, du personnel a été formé à Paris, un expert envoyé à Pékin. La méthode a été considérablement modifiée, chaque lecon a été divisée en deux par l'adjonction de scènes tournées à et des enseignants chinois, le rythme - un peu rapide - a été ralenti pour éviter que les téléspectateurs ne scient trop vite e perdus ». En effet, les Chinois ne conneissent ni les genres ni les conjugaisons... Ces modificatione, affirment les perticipants, n'ant guère modifié le fonds du programme, pourtant fondé sur la représentation du mode de vie français. « Entrée libre » est toutefois devenu « Entrée au fran-

Les quarante-huit leçons seront diffusées pendant un an. Un livre, adapté de la méthode francaise, a été tiré à 250 000

examplaires (500 000 pour le jeponeis, 750 000 pour l'anglais). mais le matériel tarde à venir. Or il faut dix mois aux Chinois pour imprimer un manuel. Une troi-sième serie pourrait s'y ajouter,

Cet accès direct à la langue française est important. Au cours d'un voyage en province, plusieurs personnes nous avaient les cours, où se procurer le manuel, qui, en raison de son faible tirage, risque d'être épuisé en quelques jours. Pour renforcer l'impect d'« Entrée libre », rée-lisé par la télévision éducative, trois instituts de langue - à Pé mis au point des méthodes d'enseignement par correspondance basées sur les cours télévisés. étzient déjà nombreuses avent le début des émissions.

En plus de l'impact finguistique, « Entrée libre » apporte une bouffée d'air frais, une vivacité, une dynamique de tournege qui secoue un peu une télévision bien conventionnelle. L'image qu'elle donne de la France ne peut que lui être bénéfique.

PATRICE DE BEER.

• Le chinois à la radio. - Le centre de Vanves de téléenseignement nous signale qu'il diffuse depuis le 12 novembre et jusqu'au 29 avril 1985 sur France-Culture un cours de langue chinoise, niveau débutant. Les émissions ont lieu le lundi de 17 h 15 à 17 h 30. L'euregistrement des émissions et le livret d'accompagnement peuvent être andés à l'adresse suivante : Service audiovisuel, bureau 316, CNEC, 60, boulevard du Lyoée, 92171 Vanves Cedex.

AMÉRIQUES

Uruguay

LES ÉLECTIONS DU 25 NOVEMBRE

Le désir de « revanche » contre les militaires n'est pas à l'ordre du jour

De notre envoyé spécial

Environ 2.2 millions d'électeurs, sur les quelque trois millions d'habitants que compte l'Urugnay, sont ap-pelés aux urnes le dimanche 25 novembre pour élire le pré-sident de la République qui, le 1° mars 1985, succédera su général Gregorio Alvarez — destiér ventésentant du vérime amier repré dernier représentant du régime militaire instauré en 1973 dans ce pays qui était naguère appelé « la Suisse de l'Amérique latine ».

Montevideo. - Négociation, modération, pacification : ces mots sont revenus avec insistance pen-dant la campagne électorale uruquayenne. Après avoir dénoncé la « subtilité » du régime qui les a persécutés pendant tant d'années, la plupart des chefs de parti enten-dent être aussi subtils pour en finir

Quand M. Julio Sanguinetti monte à la tribune, on s'attend à une volée de bois vert. Le torse sant, le sourcil jupitérie semble fait pour tonner. En réalité, le candidat colorado (libéral) à la présidence n'utilise guère l'invec-tive. Chef d'un parti qui a dominé tive. Cher d'un parti qui a domme la vie du pays pendant un siècle, il explique le choix qui s'offrait aux forces politiques face à la dictature militaire: l'affrontement sanglant ou la solution négociée « pour rendre aux Uruguayens la paix et la dignité ». C'est cette voie qui a été choisie.

M. Sangninetti lance son message sur la place de la Liberté desage sur as piace de la Liberte de-vant les drapeaux rouges (1) qu'agitent, entre deux roulements de tambour, les fidèles du parti. Il y a là 10 000, 15 000 personnes, et c'est le chiffre que les organisa-teurs revendiquent: ils ne songent pas apparenment à le gonfler. Mo-dération des discours, refus de l'as-teurs revennelle et a surreire es taque personnelle et - surprise en pays latino - éloge du rationa-lisme: « Notre parti est rationa-

Après onze ans de régime « tota-litaire » (selon l'expression retenue

ici), les Uruguayens seraient-ils dénués de tout esprit de revanche, refuseraient-ils ce qu'ils appellent le « révisionnisme », c'est-à-dire le

gement porté sur le passé?
« Nous refusons l'affronte violent parce qu'il ne nous goranti-rait pas la chute de la dictature, rait pas la chute de la dictature, et qu'il couterait cher en vies hu-maines. Cette dictature, nous maines. Cette alctature, nous l'avons vaincue politiquement, mais pas militairement. Elle garde toute sa capacité de répression. Cest pourquot nous avons choisi la voie pacifique. Le problème n'est pas de passer les militaires en jugement, mais d'être en me-

C'est sinsi que M. Victor Val-lan, membre de la direction da Parti colorado, justifie la politique de son mouvement. Celle-ci n'a pas été seulement dictée par les circonstances. Elle tient aussi à l'atti-tude des militaires uruguayens, qui ont choisi de dialoguer, après avoir tenté – en vain – d'institution ser lear ponyoir.

C'est en 1980 que leur aort s'est joué. Leur régime fonctionnait alors «à la brésilieme». Les généraux devaient se relayer à la prési-dence. Il n'y avait pas de caudillo dence. Il n'y avait pas de caudillo du style Pinochet. Les décisions importantes étaient prises par un collège d'une trentaine d'officiers

laient que le prochain président soit élu, et gouverne avec une Constitution approuvée par le suffrage universel. Mais, à leur grande surprise, le projet qu'ils soumettent au référendum est repoussé par 58 % des suffrages. Les Uruguayeas ont profité de l'occa-sion pour dire «non» au régime militaire en refusant un projet qui plaçait les pouvoirs législatif et ra-diciaire sous la tutelle de l'enfou-tif, et faisait du Cosena, le Conseil de sécurité nationale, un organisme tout-puissant destiné à institution naliser la lutte contre la «subver-

- Les militaires doutaient si peu de leur victoire qu'ils n'ont pas es-sayé de frauder, affirme un diplo-mate. D'ailleurs, l'idée ne leur en

serait même pas venue, tant la tra-dition de légalisme est enracinée dans le pays. » Après un tel camouflet, les généranx sont contraints à l'ouverture politique. Ils réunissent les représentants des pertis pour fixer les étapes de la passation des pouvoirs, Mais ils pensent encore dicter leurs conditions. Ils n'admettent sux négociations que les partis dits «tra-ditionnels», et en exchient le dernier venu sur la scène politique, le Front élargi : n'est-il pas composé, en majorité, de marxistes, de cos

Le dirigeant du Parti bianco toujours détenu

marxistes qu'ils ont voulu élimi-

Mais au fur et à mesure que leur struation s'est dégradée, ils ont rabaissé leurs prétentions », ex-plique M. Victor Villan. Après quelques années de croissance, l'économie, en effet, s'est dégradée. Le PNB a chuté de près de 10 % en 1982 et de près de 5 % en 1983. C'est le moment où les syndicalistes, jusqu'alors dans une semiclandestinité, commencent à rele-1983, puis en 1984, les manifesta-tions de masse vont se succéder, notamment à l'occasion du 1º mai.

Enfin, en juillet dernier, un so-cord définitif est conche sur le calendrier électoral et post-électoral. Cette fois, la ganche a été admise anx pourparlers, En revanche, le Parti blanco, de tradition conservatrice et cléricale, mais qui s'est gauchisé avec le temps, les a boy-cottés pour protester contre la dé-tention de son dirigeant, M. Wilson Ferreira Aldunate, arrêté à son retour d'un long exil, un mois aupa-ravant, et toujours interné.

Tel est le paradoxe de la situa-tion présente : les militaires qui se reconnaissaient autrefois dans le Parti blanco (appelé aussi Parti national, parce qu'il défendait les valeurs « ancestrales ») voient en lui désormais un de leurs pires adversaires (2). En revanche avec les marxistes du Front élargi qu'ils ont fini par trairer — ainsi qu'avec le Parti colorado, qui a longtemps senti le soufre social-démocrate.

Onze ans après le début de la chasse aux sorcières. Montevideo est redevenue une caisse de résonance politique où toutes les innance politique on toutes les influences peuvent jouer. Sons les drapeaux rouge, bleu, blanc du Font élargi, on voit s'asseoir dans les meetings en plein air un général de gauché, Liber Seregni, à qui on a interdit de postuler la présidence, mais qui prend la parole pour soutenir le candidat désigné à sa place — un médecin de soirantesa place – un médecin de soixante-seize ans, M. Juan José Grottogini. A ses côtés, élégant comme un homme d'affaires, le secrétaire gé-néral du PC, M. Rodney Arismendi, soixante-treize ans, rentré en Uruguay an début du mois, sprès un long exil à Moscou, et dont la «réintégration» a été négociée, dit-on, par l'Union soviéti-que, qui a signé deux mois avant le scrutin un accord commercial avec Montevideo.

Les socialistes et les démocrates chrétiens cohabitent avec les com-munistes au sein du Front élargi. Les premiers parce qu'ils se disent aussi marxistes-léninistes que le PC, les autres parce qu'ils ne voient aucun inconvénient à s'allier avec lui : « Nous sommes collectivistes, dit l'ancien président de la démocratie chrétienne, M. Juan Publo Terra, parce que l'Uruguay n'a blen fonctionné, jusqu'à pré-sent, qu'avec une forte présence de l'Etat. On a essayé le néo-libéralisme : mais pour l'appliquer il a fallu utiliser des méthodes totalitaires. Il n'a réussi qu'à baisser le prix de la main-d'œuvre et à détruire notre système de protection sociale. Dans le « cône sud » de l'Amérique latine, les solutions libérales ont un coût social insupportable. .

Marine Hora

Billion Spirit

grade de ter e

 $c_{ab} \in \mathcal{N} \cap \mathcal{J}_{b}^{k-1}(a) \cap \mathcal{I}$

BUT AND THE

 $g_{(x^{n+m})} \circ e^{-i\theta}$

 $g_{\rm tot}(\mu) = (1-2)$

1.00

Front, M. Juan Pablo Terra estime Front, M. Juan Pablo Terra estime que le bipartisme colorado-blanco a fait son temps en Uruguay. Un bipartisme faussé, d'ailleurs, puisque le Parti libéral a régné pendant près d'un siècle et n'a perdu les élections que deux fois. Ce sont ainsi les colorados qui ont créé, au début de ce siècle cet a Etat. début de ce siècle, cet « Etatprovidence » qui avait valu au pays d'être appelé « la Suisse de l'Amérique latine », mais qui, incapable de répondre à la crise, a, à partir des années 50, détruit les gouvernements un par un.

Les « jeunes Tures » du Parti co-lorado pensent, eux, que la rénova-tion du pays passe par celle de lenr formation. Sous le nom de « batl-listes indépendants » (du nom de Batlle y Ordonez, le grand leader du parti il y a un demi-siècle), ils veulent renouer avec le « socialisme démocratique » de sa fondation. Mais ils se veulent, aussi, rés listes. Alors que le Parti tionaliser la banque, et le Front blargi l'étatiser, les colorados, eux, ne souhaitent qu'une intervention progressive dans un système ban-caire qui, avec les néo-libéraux aux pouveir s'est internationalisé aux pouvoir, s'est internationalisé : sur les vingt-deux banques de Montevideo, dix-huit sont aujourd'hui

Colorados, blancos et e frontistes - se sont mis d'accord, néanmoins, sur le programme minimum à réaliser quel que soit le parti vainqueus le dimanche 25 novembre. Ils veulent restaurer l'écono-mie mixte, et redonner aux Uregnavens, qui ont perdu la moitié de leur pouvoir d'achat en douze ans, les services de santé et d'éducation qui faissient autrefois l'admiration du continent. Selon l'accord passé avec l'armée, le Parlement élu le 25 novembre aura des pouvoirs constituants. Il pourra bouleverser la législation autoritaire léguée par les généraux.

Cenx-oi ont en leur compensa-tion : pendant un an, le pouvoir civil ne pourra pas interférer dans les nominations militaires. L'armée 2 vouls ainsi se prémunir contre les « revanchards » ; c'était l'un des prix à payer pour leur départ. CHARLES VANHECKE.

(1) «Colorado» signific précisé-(2) Le Parti bianco, à défant de pouvoir présenter la candidature de M. Wilson Ferreira Aldunate à la présidence, propose un avocat de quarante-quatre ans, M. Alberto Zemaran.

Le Honduras va demander la création sur son territoire A TRAVERS LE MONDE d'une base militaire américaine permanenta.

Corée du Sud

• MISE AU POINT. - Dans l'article de notre envoyé spécial à Séoul, publié dans nos éditions du 22 novembre, il était indiqué que le voyage de M= Cresson en Co-rée du Sud « était envisagé pour l'automne », mais avait été « ajourné ». Le cabinet du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur nous précise que « Mª Cresson se rendra en République de Corée accom-pagnée d'une délégation d'hommes d'affaires français, du 14 au 18 janvier 1985, à l'invitation du gouvernement coréen, ainsi qu'il a toujours été prévu.»

Philippines

 LE PRÉSIDENT MARCOS A LA TELEVISION. – Le président Marcos a été présenté jeudi 22 novembre à la télévision philippine, alors que des rumeurs se-lon lesquelles il serzit gravement malade continuent de circuler à Manille. Le chef de l'Etat est apparu assis, en pyjama, en compa-gnie notamment de son épouse et au moment où l'un de ses médecins était en train de l'examiner. Selon ce médecin, M. Marcos souffre actuellement d'une grippe. (AFP.)

Somalie

 EXÉCUTIONS DE CIVILS. -Quarante-neuf civils ont été exé-cutés dans le nord de la Somalie par l'armée somaliente, entre le 14 et le 19 novembre, pour sympathie ou complicité avec les opposants du Mouvement national somalien (MNS, opposition ar-mée au régime de Mogadiscio), selon des informations concordantes recueillies jeudi 22 no-vembre à Djibouti. Selon des So-

Le Monde

dossiers et documents

NOVEMBRE 1984

LA

POPULATION

maliens arrivés à Djibouti, neuf aliens arrives a system par les ersonnes out été passées par les ersonnes out été passées par les armes lundi après une opé menée par les maquisards à Koh-Ayreh, entre Berbera et Har-geisa. Selon les mêmes sources, vingt-huit personnes, dont des commerçants et des instituteurs, ont été fusillées à Hargeise sa-medi pour complicité avec les opposants au régime du préside Syand Barré. Le 14 novembre. affirme-t-on encore de mêmes sources, douze personnes y avaient déjà été exécutées sans jugement - (AFP.)

URSS

 MOSCOU ET L'ASSASSINAT D'INDIRA GANDHI. L'agence Tass a réfuté, jendi 22 novembre, les accusations du gouvernement américain selon lesquelles l'Union soviétique avait suggéré une complicité des Etats-Unis dans l'assassinat du premier ministre indien Indira Gandhi. Dans un communiqué publié mercredi, le départem d'Etat avait accusé l'URSS d'avoir « activement disséminé et encouragé des informations ac-cusant le gouvernement améri-cain de complicité dans ce crime ». L'agence officielle sovié-tique qualifie les accusations américaines de « manœuvre moladroite - et . pour le moins étrange », d'autant, dit-elle, que les allégations de l'URSS concernant les Etats-Unis étaient inexistantes ». — (AFP.)

d'un . accord de défense mutuelle » et la création d'une base militaire américaine permanente sur le terri-toire hondurien, a annoncé, le jeudi 22 novembre, le ministre hondurien de la présidence, M. Ubodoro Arriaga.

Ces demandes seront présentées aux autorités américaines lors d'une première série de négociations visant à réviser les traités militaires et de coopération signés par les deux pays en 1954.

Le dirigeant hondurien a justifié ces demandes par le renforcement militaire « d'autres pays de la région ». Il n'a pas nommé ces pays mais la référence au Nicaragua est très claire. Depuis février 1983, date de la fin

des premières manœuvres Awas-Tara (Big Pine), des militaires américains sont stationnés de facon permanente dans plusieurs bases militaires bondu

· AU NICARAGUA, d'autre part, le « Commandant Zéro», M. Pastora, parti en guerre le 15 avril 1983 contre le gouverne-ment sandiniste « pour la liberté et la démocratie », semble être arrivé au bout du chemin. Sans ravitaillement, sans argent et sans munitions. il a tenté le mercedi 21 novembre, comme il l'avait déjà fait le 27 février dernier, de faire passer use partie de ses troupes, minées par la dénutrition et les maladies parasitaires, au Costa-Rica, pour leur per-mettre de reprendre des forces.

Il s'est présenté avec environ trois cent cinquante hommes sur la rive tairement par d'anciens gardes du fleuve San Juan, à la frontière du somozistes ». (AFP.)

• LE HONDURAS va deman-der aux Etars-Unis l'établissement demander l'asile politique pour ses demander l'asile politique pour ses combattants. Le gouvernement costaricien ne leur a offert que le statut de réfugiés, et à condition qu'ils déposent les armes et s'engagent à ne pas les reprendre sitôt leur santé rétablie, comme l'ont déjà fait à plusieurs reprises dans le pessé des gué-rilleros de Pastora. Dans ces conditions, une vingtaine d'hommes seulement ont franchi le fleuve, les autres choisissant de rester an Nica-ragua avec Eden Pastors pour conti-nuer la lutte « avec des pierres et des bâtons », si nécessuire.

> Comme à l'accommmée, Eden Pastora a profité de l'occasion pour adresser à ses hommes un discours dirigé essentiellement aux journalistes présents et à l'opinion interpationale, pour demander une nouvelle fois « aux gouvernements démocra-tiques du monde » de l'aider « sans condition - en lui envoyant des armes, des munitions et des ali-

Blessé à la fin mai dans un attentat lors d'une conférence de presse à La Penca, sur la rive du San Juan, Eden Pastora a dit se faire soigner dans une clinique vénézuelienne tandis que son principal allié an sein de l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique), M. Alfonso Robelo, décidait de faire alliance avec la force démocratique nicaraguayenne (FDN) installée au Hon-duras. Ce ralliement consommait la rupture entre les deux hommes, le commandant Zero » refusant de s'unir à un monvement « dirigé mill-

Bolivie

Le peso est dévalué de 350 % Les salaires sont augmentés de 550 %

entre le président social-démocrate, M. Herman Siles Zuazo, et ceux qui, à droite comme à gauche, semblent décidés à le renverser, s'emballe. Le jeudi-22 novembre, le chef de l'Etat e merqué un point : il a obtenu la suspension de la grève générale illimitée lancée neuf jours plus tôt par la puissante Centrale ouvrière bolivienne (COB) en vue d'abtenir des de-companser une inflation dépassant les 1 000% par an. Pour obtenir catte décision, M. Siles avait du annoncer tout un train de meaures spectacutaires : augmentation générale des salaires de... 550 %, maje aussi dévaluation du peso de 350 % et augmentation du prix de certains produits.

Le dirigeant de la COB, M. Juan Lechin, en annonçant la suspension de la grève, a précisé qu'il ne fallait pas voir là un geste soutien au chef de l'État, mais un répit pour vérifier les réactions des travailleurs. Pour certains observateurs à La Paz, cette décision pourrait aussi avoir été prise en vue de désamorcer un éventuel pronunciamiento des militaires face à la situation véritablement incontrôlable qui s'est développée ces derniers temps

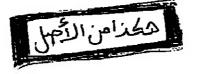
Mercredi, les deux ministres gauche au pouvoir depuis 1982, MM. Horst Grebe Lopez et Carlos Carvaja! Nava, respectivement chargés du travail et des mines. avaient annoncé leur démission. La premier secrétaire du PCB, M. Jorge Kolle, a expliqué ce retrait en déclarant que l'Union democratique populaire (UDP, dirigée par M. Siles Zuazo), était « proche de l'éclatement en raison des pressions de l'impéria-lisme ». M. Kolle a cependent affirmé que son parti maintenait son adhésion su «projet démocratique, populaire et anti-impérialiste défendu per l'UDP ».

Mercredi encore, lors d'une réunion convoquée sous l'égide de l'Eglise catholique bolivienne, M. Siles Zuazo avait accepté le principe d'élections générales amicipées pour mai 1985 (au lieu de 1986). Le chef de l'Etat est depuis près d'une année l'objet d'une forte pression de la droite, majoritaire au Parlement, pour qu'il renonce à son mandat. -(AFP, AP, Reuter.)



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 5,50 F

Vous n'avez que deux jours pour obtenir la réponse au Salon de l'Amélioration de l'Habitat. Le Centr'info vous renseignera gratuitement.



AMÉRIQUES

Argentine : un an de démocratie

Maison Rose, le président Alfonsin peut se targuer de quelques succès, comme le projet de règlement pacifique de la que-relle avec le Chifi relative an chenal du Beagle. Mais les mili-taires démontrent des signes non équivoques de malaise. Es la crise économique n'est pas près d'être maîtrisée (le Monde du 23 novembre).

es militares n'est pas à l'ordit

Buenos-Aires. - Le 30 octobre 1983, le péronisme, avait, pour la première fois depuis sa fondation, quatre décennies plus tôt, essuyé une nette défaite électorale. Nombreux étaient ceux qui se félicitaient de la « mort définitive du général Peron » et annonçaient la fracture d'un mouvement qui, déjà profondément divisé lorsqu'il était au pou-voir, ne manquerait pas d'éclater une fois rejeté dans l'opposition. C'était aller un peu vite en besogne.

Conscient que 40 % de ses conci-toyens avaient voté pour M. Italo Luder, M. Alfonsin s'est toujours gardé de verser dans un antipéro-nisme primaire. Un moment tenté par l'idée d'un - troisième grand mouvement politique -, sorte de synthèse entre le radicalisme du début du siècle et le péronisme, il abandonna rapidement : ce projet supposait, en effet, d'entamer une lutte frontale contre les péronistes afin d'attirer les « éléments récupé-

Une idée, cependant, tenait à cœur au président : renouveler, par des élections réellement démocratiques, les instances dirigeantes des syndicats - largement-péronistes - composant la CGT. L'objectif était d'éviter la reconstitution de l'al-liance - maudite - entre militaires et syndicalistes, alliance qui avait eu raison, en 1966, du gouvernement d'un autre radical, M. Arturo Illia. Ce projet de réorganisation syndicale se heurta toutefois à l'opposi-tion du Sénat, où les péronistes sont

1.44.25.42

vernementales et les excès de l'aile gauche de l'Union civique radicale (UCR) ne firent que consolider la forteresse syndicale. Les élections qui ont lieu actuellement confirment la suprématie de la vieille garde péroniste. La preuve la plus éclatante en est le maintien à peu sobs exprés. en est le maintien, à peu près assuré, à la tête de la puissante Union ouvrière métallurgiste (UOM) de M. Lorenzo Miguel, véritable sym-bole du syndicalisme antidémocrati-

En fait, les tendances fascistes au sein du péronisme sont loin d'avoir disparu. L'influence du caudillo de la province de Buenos-Aires, M. Herminio Iglesias, reste grande malgré les efforts déployés par les partisans de la « rénovation », en vue de l'évincer. S'appuyant sur les masses les plus pauvres, démagogue et autoritaire, M. Herminio Iglesias entretient d'excellentes relations evec les militaires : on l'a beaucoup vh ces derniers temps dans les ca-

Des objectifs contradictoires

L'atomisation du mouvement pé-roniste complique la tâche de M. Al-fonsin. Il n'a pas en face de lui d'interlocuteur avec qui signer un solide pacte social et constitutionnel qui garantisse la stabilité du régime dé-mocratique. Le chef de l'Etat est en bons termes, certes, avec la prési-dente du mouvement, M= Isabel Peron. Mais celle-ci est retournée rapidement à Madrid, après avoir tenté de mettre de l'ordre dans la maison. L'autorité du « commande ment supérieur », formé par des fidèles d'« Isabelita », est très rela-tive. Les divergences qui existent au sein du Parti justicialiste et de la CGT aiguisent les surenchères. Il est clair que les péronistes profite-ront du référendum du 25 novembre pour mettre en difficulté M. Alfon-sin. Sans chef, sans structures et

II. - La relance... et son prix

De notre envoyé spécial JACQUES DESPRÉS

sans idées, mais toujours aussi com- mande. Quant aux banques combatils, les péronistes peuvent, si la si-tuation sociale se détériore, s'abandonner à leurs vieux démons... L'une des idées-forces de M. Al-

fonsin est que la consolidation de la démocratie passe nécessairement par le progrès économique et social, et la correction, dans des délais raisonnables, des inégalités sociales. L'avènement du gouvernement radi-cal devait donc s'accompagner d'une politique de relance et d'augmenta-tion du pouvoir d'achat, en particu-lier pour les catégories les plus défa-

Trois obstacles de taille se dres-saient : une inflation dont le rythme saient: une inflation dont le rythme atteignait près de 500 % par mois en décembre 1983; une production « désarticulée », selon l'expression du président (5,5 millions de bovins de moins qu'en 1977 et une industrie en grande partie démantelée); en-fin, une dette extérieure de 43,8 mil-liards de dollers en décembre 1983 liards de dollars en décembre 1983. soit l'équivalent des deux tiers du PIB et cinq fois la valeur des expor-tations annuelles : en 1984, l'Argen-tine devait verser 5.5 milliards de dollars d'intérêt, soit 70 % de ses ventes à l'extérieur, et rembourser quelque 15 milliards au titre du principal.

M. Alfonsin se faisait cependant fort de freiner l'inflation, d'accroître la production, de réduire le chômage, d'augmenter le pouvoir d'achat, de dégager un fort excédent commercial... et d'honorer les engagements internationaux de l'Argen-

Pour atteindre ces objectifs contradictoires, il était indispensable de desserrer la contrainte extérieure. Les crédits demandés au Fonds monétaire international ne devaient pas être liés à un programme d'ajustement impliquant une

merciales, elles devaient accepter un rééchelonnement de la dette permettant à l'Argentine de « souffler » du-rant une période suffisamment lon-

gue._ La stratégie du président se développa dans plusieurs directions. La fermeté, d'abord, à l'égard du FMI. et le refus d'accepter des « recettes récessives ». Cette attitude conduisit Buenos-Aires et les autorités du Fonds au bord de la rupture au début du mois de juin. Le gouvernement argentin, passant outre aux re-commandations de la mission technique envoyée sur les bords du Rio de la Plata, adressa directement au directeur. M. Jacques de La Ro-sière, une - lettre d'intention - dans laquelle était affirmée la volonté d'assainir l'économie sans recourir à

Inflation: 700 %

Pour donner plus de poids à sa thèse, et profitant d'un prestige tout neuf, M. Alfonsin s'efforça de rallier à la cause argentine les pays latinoaméricains étranglés par le service de la dette. La montée des taux d'intérêt lui fournit une excellente occasion de battre le rappel des débi-teurs. Les deux réunions qui se sont tenues à Cartagène (Colombie) sin juin et à Mar-del-Plate (Argentine) en septembre n'ont certes pas abouti à des résultats spectaculaires. Elles ont cependant renforcé la solidarité des pays latino-américains face aux gouvernements des pays créanciers, aux institutions financières internationales et aux banques commer-

SCIENCE & VIE ECONOMIE

La position de M. Alfonsin s'est trouvée cependant affaiblie en raison de l'aggravation de la situation interne. Le PIB augmentera certes

d'environ 4 % en 1984, après deux années de récession : le pouvoir d'achat, comme l'avait promis le président, aura sensiblement progressé cette année, en particulier en ce qui concerne les bas salaires; 160000 emplois nouveaux ont été créés en un an; enfin, l'excédent de la balance commerciale devrait se situer autour de 4 milliards de dollars.

Mais le coût de la politique de relance est élevé. Les prix augmentent à un rythme effréné et l'inflation devrait atteindre à la sin de l'année le chiffre record de 700 %. La politique de contrôle des prix s'est soldée par un échec. Le système s'applique seulement au secteur de la production, ce qui fait que les marges béné-ficiaires des entreprises s'amenuisent sans que les prix à la consommation diminuent. Les taux d'intérêt ont enregistré une hausse vertigineuse, en partie en raison de la politique de restriction monétaire mais aussi du fait de l'existence d'une marché interentreprises où le loyer de l'argent atteint 1 % par jour! Plus grave, la confiance n'a pas été rétablie et l'investissement stagne. - Durant les neuf mois de négociation evec le Fonds moni-taire, le gouvernement a donné l'impression de ne pas savoir où il al-lait », affirme un chef d'entreprise. La récente signature d'un - memorandum d'entente » va-t-elle permettre aux agents économiques d'y voir plus clair? Ce n'est pas sûr. Nom-breux sont, en effet, ceux qui dou-

à tenir ses engagements. Il est clair que l'Argentine devra passer par une cure d'austérité pro-longée. L'accord signé avec le Fonds implique, en particulier, une politique monétaire très stricte et un contrôle des salaires. Le Fonds est, en toute hypothèse, opposé aux augmentations rétroactives, qui, de l'avis des conseillers économiques du président, n'ont fait qu'aggraver la

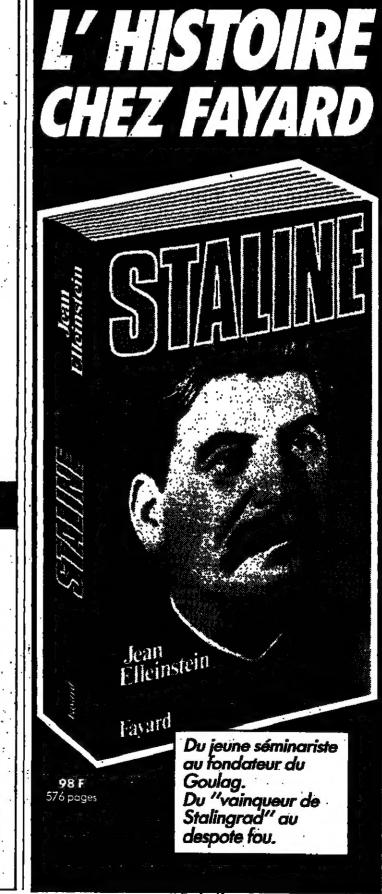
tent de la capacité du gouvernement

situation. Enfin, le déficit budgésubation. Emin, le derient budge-taire devra être ramené de 8,1 % du PIB en 1984 à 5,4 % en 1985 (il était de 16 % en décembre 1983). La croissance se ralentira donc en

Les syndicats ont très mal accueilli les résultats des négociations avec le Fonds monétaire : « Ce se-ront une nouvelle fois les travail-leurs qui feront les frais de cette po-litique », a déclaré M. Triacca. l'un des secrétaires généraux de la CGT. Les arrêts de travail se multiplient, et tout porte à croire que M. Alfon-sin devra affronter une vague de revendication salariales. Pour briser la vendication salariales. Pour briser la spirale de l'hyperinflation sans per-dre le contrôle de la situation so-ciale, le président argentin compte sur le refinancement, à des condi-tions avantageuses, de la dette contractée auprès des banques com-merciales et sur la conclusion d'un contrat social - entre l'Etat, le patronat et les syndicats. Ce sont là deux terrains sur lesquels la réputation d'habile manœuvrier de M. Alfonsin sera mise à l'épreuve.







Le quarantième anniversaire de la libération de l'Alsace — objet principal de la visite de M. Mit-terrand dans cetts région — a été célébré avec éciat vendredi 23 novembre à Strasbourg.

Le président de la République a assisté le matin à la cathédrale à un service religieux interconfessionnel, avant de passer les troupes en revue place Broglie. À sa sortie de la cathédrale, M. Mitterrand a trouvé une foule d'où sortaient appleudissements et sifflets, tandis que des mili-

Le maire, M. Marcel Rudolf (UDF), chef de file du boycottage de la visite présidentielle par les ékis de l'opposition, a participé à ces cérémonies mais n'a pas reçu le président de la République

En revanche, M. Mitterrand devait être accueilli en fin de journée à Mutzig par le maire,

tants d'extrême droite (du PFN) scandaient : M. André Courtès, (sans étiquette). M. Mitterrand a également fait étape à Hochfelden, petite ville du Bas-Rhin, où il s été en garnison au début de la demière querre.

Jeudi, M. Mitterrand avait engagé à Mulhouse sa traversée de l'Alsace par le sud. M. Joseph Klifa (UDF) a été le seul grand maire de la région à se désolidariser du boycottage du voyage prési-dentiel. Dans l'après-midi, les habitants de Colmar avait inflicé un désaveu à leur maire qui s'était

associé su boycottage en réservant au chef de l'Etat un accueil cheleureux, plus chaleureux même que celui reçu par M. Mitterrand lorsqu'il a effectué une visita impromptue à l'usine Peugeot de Mulhouse.

En fin de journée, elx mille personnes environ. élus d'opposition en tête, ont manifesté à Stras-bourg pour protester contre l'installation à Grenoble du synchroton, promise à leur ville.

La zizanie du synchrotron

Strasbourg. - M. François Mitterrand a du goût, on le sait, pour les attaques surprises. Il est habile au contre-pied et apprécie de prendre, lorsque s'offre l'occasion, ses adver-

saires à revers. Ainsi, quand il voyage et qu'il s'attend à rencontrer sur sa route un obstacle, il s'efforce de le réduire ou de le contourner. Le chef de l'Etat avait déjà adopté cette tactique à deux reprises lors de sa visite en Auvergne, au début du mois de juil-let. Il avait eu, à Clermont-Ferrand, quelques formules acérées pour qua-lifier la gestion économique de son prédécesseur, avant d'aller saluer, sur leurs plus tend M. Valler Cie. une heure plus tard, M. Valery Gia-card d'Estaing à la mairie de Cha-malières. Selou la même méthode, il avait regretté les passions partisanes organisées autour de la querelle scolaire, avant d'aller dire son fait, dans son fief de la Hante-Loire, à M. Jacques Barrot, l'un des chefs de file de la croisade pour l'école privée.

En Alsace, la « zizanie du synchrotron > était de toute évidence l'obstacle à surmonter. C'est à Strasbourg, désormais privée, au profit de Grenoble, de l'accélérateur de parti-cules, qu'on attendait le président. C'est à Mulbouse qu'il a choisi de porter le fer. C'est au nord que les élus de l'opposition, la presse et quelque six mille manifestants espéraient une confrontation prévue pour jeudi soir et vendredi matin. Mais c'est au sud, et dès la première heure, que le chef de l'Etat a tenté de clore le contentieux scientifique et qu'il a déploré l'opération politique crchestrée per «la majorité

Après avoir, dès son arrivée à Mulhouse, déposé une gerbe au monument de la 1" DB et fait remarquer que le quarantième anni-versaire de la libération de l'Alsace constituait bien l'eobjet initial» de s visite, M. Mitterrand a répondu, sans attendre, au maire de la ville, M. Joseph Klifa (UDF) qui avait présenté l'affaire du synchroton comme un manquement à l'hon-neur». Au-delà du «cliquetis des polémiques», le chef de l'Etat a expliqué qu'il lui appartenait de De nos envovés spéciaux

en France d'un équipement euro- consolider à chaque étape son avanpéen, mais qu'il revenait au gouver-nement de choisir le site : «Je n'ai pas l'habitude d'arbitrer contre le gouvernement.»

Tirant ensuite une morale plus générale du synchroton et des difficultés industrielles de la France, il a noté que «les tenants d'une écono-nie strictement libérale» se tournent vera l'Etat, «jugé insupporta-ble, omniprésent, omnipotent» dès lors que «le jeu de l'économie libé-rale est défaillant». «Partout s'élève en France le cri : moins d'Etat, es chaque fots que f'arrive quelque part on me dit : plus d'Etat.»

Toute la journée, M. Mitterrand a ainsi martelé l'idée, force de cette philosophie : anx syndicalistes du textile qui manifestaient à Colmar devant l'usine Velcorex; aux personnels des usines Superba (textile) et Peugeot, deux entreprises exem-plaires – le président de la République l'a souligné – de l'autonomie de conquête industrielle.

M. Mitterrand a aussi publique-ment salué l'originalité de l'attitude de M. Klifa, seul grand maire de la région à avoir respecté la tradition du « dialogue républicain ». Bien qu'il ait relayé la contestation alsa-cienne, le maire de Mulhouse a préféré, malgré les pressions et les reproches de ses amis politiques, la franchise au silence. Il a accueilli M. Mitterrand, place de la Réunion, a conduit celui-ci à l'hôtel de ville et, ce faisant, ror boycottage. Homme du sud, M. Klifa n'est pas l'homme du synchrotron. Cette « machine », c'est à Strasbourg. « Loin au nord ».

Les houres passant, M. Mitterrand a eu le loisir d'illustrer sa tactique d'approche. Cette première journée du voyage prési dentiel a même pris peu à peu l'allure d'une leute remontée sur la capitale alsacienne. Puisque Strasbourg se voulait l'adversaire, l'adversaire allait attendre. Le chef de l'État a donné l'impression de se rapprocher de la cible par bonds successifs et de

cée. Puisque la comparaison, aussi hardie soit-elle, a été faite avec ironie dans le cortège même, osons-la ment dire qu'il n'est pas compétent avec une égale ironie : cette remondans une affaire aussi grave. > tée évoquait celle que M. Mitter-rand était venu célébrer, la libération progressive de l'Alsace achevée

Le désaveu du maire de Colmar

La géographie ae forçait pas seule la ressemblance. La réalité populaire du boycottage, d'une certaine froideur affichée, s'est atténuée au fur et à mesure de la progression présidentielle. Par exemple, à l'usine Peugeot de Mulhouse, à l'occasion d'une visite-surprise, le président de la République a pu s'entretenir avec un patron ouvert et des ouvriers étounés et chalcureux. M. Mitterrand s'est prêté avec bonhomie à l'opération de charme d'une firme automobile plutôt connue pour ses rapports sociaux difficiles. Très nent, M. Perrier, le directeur de l'usine, a su profiter du silence des élus régioneux pour faire parier - set syndicalistes -, et mettre en avant les performances de son entre-

De façon plus éclatante encore, le chef de l'Etat a retrouvé ensuite, à Colmar, dans un bain de foule désordonné, la « légitimité » que certains hii refusent en Alsace. Alors que le maire de la ville, M. Edmond Gerrer (UDF-CDS), n'avait pas, lui non plus, proposé d'accueillir le prési-dent à sa mairie, plusieurs milliers de personnes out offert à celui-ci une gue ovation autour du momm de Lattre. Le PS local avait su mobiliser ses sections, mais la foule débordait largement ce novau militast. Sans doute pent-on y voir une certaine réaction d'indignation face à l'image donnée d'une Alsace qui n'aurait pas su accueillir son président. Et certainement un désaveu pour le maire de Colmar.

Pendant ce temps-là, dans Strasbourg l'assiégée, les défenseurs du synchrotron alsacien fourbissaient leurs armes. Des centaines de personnes ont signé tout l'après-midi la pétition au président de la République que leur proposaient, place Klé-ber, des employés municipaux, sous une immense banderole. Dans son hôrel de ville, le maire de Strasbourg, M. Marcel Rudlof (UDF-CDS), président du conseil régional,

La magie des mots

(Suite de la première page.) Il l'a démontré chez Peugeot-Mulhouse, où les ouvriers lui ont réservé un accueil chaleureux. Il peut encore discuter avec de très jeunes gens des droits de l'homme, de l'Europe, de l'immigration.

Et les inviter à venir le voir à l'Elysée sans qu'on lui tourne le dos. Il l'e fait à Colmar. En mobilisant aussi plusieurs milliers de personnes fort bien disposées à son égard sur son passage à Colmar, il peut encore infliger un camouflet à ceux qui appelaient au boycottage de sa

« Je ne renoncerai à rien » : M. Mitterrand l'a répété. Et surrout pas à la défense de caux qui, peri-dant la dizzine d'années de la longue marche de la gauche vers la pouvoir, ont été ses plus fidèles soutiens. « Qui baisse les bras ? Ce ne sont pas les travailleurs de France », a-t-il dit. « Défaillance », selon lui, et du côté de son prédécesseur et de ses premiers ministres — M. Barre et M. Chirac, bien qu'il ne les ait pas nommés - qui ont « laissé tomber » l'économie francaise et ont « vendu à l'étranger bout par bout » certaines de ces

Ce disant. M. Mitterrand donne à son discours une tonalité de combat organisé autour du schéma classique de l'affrontement gauche-droite. Il compte à l'évidence sur la magie des mots pour reconstituer une bese sociologique de soutien qui lui échappe. Sur la magie des mots, mais aussi sur son propre bilan, dont il estime qu'il tient la route.

Après tout, on ne voit pes pour-quoi le président de la République échapperait à la schématisation du débat politique. Plus partie que juge. i s'y implique et entre ainsi volontiers — malgré l'ambiguité de sa démarche — dens une logique qui, de toute manière, aurait fait de lui l'enjou des élections législatives

JEAN-YVES LHOMEAU.

se disait « stupéfait » des propos du chef de l'Etat. . Les institutions, déclare t-il, ne peuvent fonctionner sans le respect des traités et des contrats, et il est bien évident que le chef de l'Etat ne peut pas simple-

M. Rudlof tempêtait encore en fin d'après-midi, alors que, plus au sud, mais de plus en plus proche, le président de la République avait classé le dossier du synchrotron depuis déjà plusieurs heures. A la nuit tombée, il retrouvait au château de Kienzheim les responsables de la confrérie Saint-Etienne, l'association du taste-vin des cépages alsa-ciens dont il est membre depuis 1967. Instant de repos, de répit sous les voûtes... Puis le chef de l'Etat piquaît droit vers le nord, au moment où s'ébranlait, au cœur de Strasbourg, la manifestation de la dissidence. Six mille personnes, élus en tête et en tricolore, suivant M. Rudiof et les deux présidents des conseils généraux, quittaient, vers 18 h 15, la place Kieber aux vitrines éteintes pour aller, silencieux, déposer deux gerbes au monument aux morts des deux guerres. Le ramassage des élus ruranx avait été organisé per cars, celui des Haut-Rhinois par trains. Les anciens combattant en uniforme et médaillés, out rendu les homeurs aux acceuts de la *Mar*seillaise et de la sonnerie aux morts.

Les cortèges, celui du président et celui de la contestation, ne se sont pes croisés. A quelques dizaines de mètres de l'hôtel du préfet, des manifestants sont restés face aux habituels d'hostilité au chef de l'Etat. Mais M. Mitterrand était entré dans la ville sans obstacle.

UN ACCUEIL MOINS RÉSERVÉ QUE PRÉVU

L'accueil de Strasbourg au chef de l'Etat, vendredi 23 novembre dans la matinée, aura été finalement moins réservé que la campagne sur le synchrotron ne le laissait présa ger. Des sifflets, des slogans hostiles étaient perceptibles dans les rangs de la foule rassemblée sur le parvis de la cathédrale et place Broglie, à l'occasion des cérémonies du quarantième anniversaire de la libération de la ville. Mais dans la foule très nombreuse, les cris de bienve-nue ont équilibre les protestations.

M. Mitterrand a d'abord assisté à l'office œcuménique concélébré dans la cathédrale par les églises concordataires d'Aisace-Lorraine (catholique, réformée et Israélite) et en présence de M™ la maréchaie Leciere. Le président de la République a ensuite visité, place Kléber, une exposition consacrée aux Alsaciens-Lorrains pendant la seconde guerre mondiale, avant de se rendre place Broglie pour présider le défilé militaire et déposer une gerbe

au monument Leclerc.

M. Mitterrand à la tribune officielle aura pu savourer un bref moment de revanche personnelle en « oubliant » de serrer la main du maire de la ville, M. Marcel Rudloff, qui avait refusé de-le recevoir

PHH IPPF ROGGIO. JACQUES FORTIER et JEAN-YVES LHOMEAU.

De Gaulle en 1960

Lorsque le général de Gaulle effectua un voyage officiel dans l'Hérault en février 1960, la Sète, alors dirigée par M. Pierre Arraut, décida tout d'abord de refuser de recevoir le président de la République. Après mûre réflexion, elle autorisa le maire à ccueillir le chef de l'Etat. Devant la foule particulièrement nombreuse et chaleureuse, M Arraut déclara donc : «Les devoirs de ma charge m'imposent de recevoir le chef de l'Etat. > Puis il se retira dens son bureau, tandis que le général s'adressant à la foule, déclarait, « j'ai gagné ma joumée », « invitait ses auditeurs à chante le Marseillaise « devant cette maison commune qui est aussi le mienne ». Ce fut un triomphe (le Monde du 1º mars 1960). Les fédérations du Parti communisté de l'Aude, du Gard et de l'Hérault avaient demandé aux élus du parti de s'abstenir de participer aux cérémonies offi-

« l'incarne la nation, l'Etat, la République »

A Mulhouse, première étape de la visite en Alsace où il est venu céléprer le quarantième agniversaire de la libération de cette région. M. François Mitterrand a déclaré. jeudi 22 novembre : • Il faudrait savoir qui était de quel côté lorsqu'était à décider le destin du pays. On distinguerait mieux sans doute alors la continuité des choix pour certains d'entre nous. Je sais bien qu'il y a des divisions (...) Je connais bien ces divisions. Leur expression est légitime. Elle devrait même devenir naturelle et personne n'a à s'en offusquer. La question est de savoir à partir de quel moment commence le risque, l'atteinte (...) à l'unité nationale, dont je suis le

garant." Le chef de l'Etat a remarqué qu'un président de la République ne peut être élu que par une majorité, ce qui suppose une minorité. . Il y a quelqu'un en France, a-t-il dit, qui doit parler au nom de l'une et de l'autre lorsqu'il parle pour la France (...) Il faut bien qu'il y ait queiqu'un pour dire que, s'il est normal que notre peuple se divise sur ses choix politiques, économiques, sociaux, culturels, il n'en reste pas moins que le président de la République incarne la nation, «le sache aussi. »

l'Etat; la République, le pays tout davantage. En tout cas, moi je ne l'oublie pas, ni pour tendre la main à ceux qui comprennent, ni pour marquer, chaque fois qu'il en est besoin, que, de mon côté, je ne renonceral à rien. »

M. Mitterrand a ajouté : - Quand j'ensends la somme de doléances et parfois de gémissements qui m'entourent, je dis : « Eh bien, » regardez-vous! Que faites-vous » vous-mêmes, comment agissez- vous, qu'avez-vous apporté à l'édi-fice national, qui donc baisse les bras? Et moi je vous dis : « Ce ne sont pas les travailleurs de - France; ils ne demandent que » cela, du travail et de la réussite. Il 🕳 s'agis donc d'une défaillance de - ceux qui, responsables de la mar-che générale de cette économie, - l'ont laissé tomber ou bien ont vendu à l'étranger, bout par bout. - certaines de nos industries les » nius nécessaires. Voità la vérité et - l'attends qu'on la démente. Et ce - ne sont pas les contradictions sim- plement passionnelles, politiques ou partisanes qui m'arrêteroni sur · la route où je suis engagé. Qu'on

 $\mathcal{P}^{\bullet}(T)$

1.4 Table 1.50

 $\Delta x(xx) = (x+x)$

Committee to the

Maria Assa

A Secretary of the second

 $(\mathcal{A}_{i}^{-1}(\mathcal{A}_{i}^{n})^{-1})_{i=1,\dots,n} = (\mathcal{A}_{i}^{-1}(\mathcal{A}_{i}^{n})^{-1})_{i=1,\dots,n}$

AND THE RESERVE

 $\frac{2k\cos\theta_{i}}{k(k-1)} \leq \epsilon_{i}(\alpha)$

4.50. 1 . 11

Transfer of a

Venezionia de la

and Garages and the second

 $(\nabla \cdot (\nabla x^{\alpha_1})^{-1})_{x \in \mathcal{X}_{\alpha_1} \times \mathcal{X}_{\alpha_1} = \mathcal{X}_{\alpha_1}}$

State of the

 $m_{I, \text{term}_{I, T}} = i - i$

A TO BUT IN A PERSON OF THE PARTY OF THE PAR

La mise

du gouve

Sond ECO Linft

ENT

ETUDE

ARTS, S

Piratelenger at

banks of many and

Morning of the Land

her Pelestran du

William .

13000

 $(-\mathbf{q}_{\mathbf{q}} + 0)^{-1} = (-1)^{-1} \cdot (-1)^{-1}$

Une déclaration commune de MM. Goetschy, Hoeffel et Rudloff

MM. Marcel Rudloff. maire Gætschy, président du conseil général du Haut-Rhin, Daniel Hoeffel, président du conseil général du Bas-Rhin, qui sont tous trois sénateurs (UCDP). ont signé ensemble et nous ont adresse le lexte suivant, dans lequel ils expliquent l'attitude qu'ils ont adoptée à l'occasion de la visite du président de la Rêpu-

« L'Etat n'a pas tenu se promesse de soutenir la candidature de Stras-bourg pour l'implantation du Laboratoire européen de rayonnement synchrotron. Ce manquement à la parole donnée a stupéfait les Alsaciens. L'indignation et la consternstion se sout exprimées a travers toute notre région.

» C'est qu'en Alsace, jusqu'à présent, on a cu contume de croire aux engagements de l'Etat, surtout lorsqu'ils out pris la forme d'un contrat, signé par des ministres agissant su nom du gouvernement.

» C'est qu'ensuite, ce projet a une importance décisive pour le développement scientifique et économique de l'Alsace: 1 milliard d'investissements, des centaines d'emplois nouveaux, deux mille chercheurs de hant niveau, des effets induits considérables sur le tissu économique régional, un apport d'autres technologies pour l'Alsace qui en a tellement besoin.

» C'est qu'enfin, la décision qui de Strasbourg, président du nous frappe intervient après bean-conseil régional d'Alsace, Henri coup d'autres choix gouvernemencoup d'autres choix gouvernemen-taux négatifs pour l'Alsace qui font aujourd'hui, dans un processus de dégradation accélérée. » Le chômage a doublé en trois ans et un grand nombre d'Alsaciens

sont obligés de chercher leur subsis-rance au delà des frontières. Les entreprises nationalisées sont en régression à travers toute la région. politique d'aménagement du territoire écarte les investisseurs nationaux et internationaux qui pour-raient renouveler un tissu industriel gravement atteint.

 En ce qui concerne le bassin potassique alsacien, le seul dossier poussé par le gouvernement est celui de l'injection de saumures dans le sous-soi, contre le volonté des Alsa

» Dans ces circonstances, le retrait du projet de synchrotron apparaît comme la confirmation éclatante de ce que faisaient craindre tous ces coups portés à notre

- La confirmation de ce que l'Aisace est laissée pour compte par un gouvernement qui n'a pas su ou n'a pas voulu comprendre, les très graves problèmes qui désormais se posent à elle, la profondeur et la force des réactions de la population alsacienne, révètent la dimension du malaise ainsi créé.

» L'Aisace ne peut admettre que ses chances soient sacrifiées.

LE CERCLE BERNARD-LAZARE A TRENTE ANS

Le cercle Bernard-Lazare, qui réunit depuis 1954 des personnalués juives de gauche, fête son trentième anniversaire les 24 et-25 novembre. Présidé par M. Benjamin Gins-bourg, le cercle Bernard-Lazare (du nom du jeune scrivain juif qui, le premier, s'était engagé dans la défense du capitaine Dreyfus) milite pour la paix au Proche-Orient pour les droits des minorités (particulièrement ceux des juifs en Union soviétique), contre le racisme

Le cercle entretient des relations stroites avec le parti israélien Mapam, le mouvement de jenness Hachomer Halzair, le monvement Shalom Ashkhav (*la paix maintenant») et le Centre international pour la paix au Moyen-Orient. Il édite les Cahiers Bernard-Lazare.

Mas Marie-Claire Mendès France, membre du buréan du Centre international pour la paix au Moyen-Orient, MM. Victor Shem-tov, secrétaire général du Mapam, Bertrand Delance, membre du secrétarist national du PS, l'écrivain Albert Memmi, doivent participer, le 24 novembre, à l'amphithéâtre Descartes de la Sorbonne, à la soirée d'ouverture de cet anniversaire. Le lendemain, au Sénat, aura lien une journée de réflexion sur le thème: «L'identité juive de gauche face à in

montée des intégrismes ».

«L'HUMANITÉ» PRÉCISE SES CRITIQUES SUR LA FACON DONT M. MITTERRAND **EXERCE LE POUVOIR**

L'Humanité, dans la série d'articles qu'elle publie sur les institutions, analyse, le vendredi 23 novembre, les prérogatives du chef de l'Etat. Le président, écrit le quotidien du PCF, intervient et tranche sur pratiquement tous les problèmes de quelque importance, de-puis les découpages électoraux jusqu'aux grands dossiers économiques et sociaux (...). On assure que François Mitterrand réunit régulièrement des ministres à l'Elysée, en l'absence du premier ministre, et prend avec eux certaines décisions importantes. Il est aussi notoire que le ministre de la culture relève directement de l'Elysée pour les grandes orientations de son ministère. Pour ce qui concerne les ministres de l'économie ou des affaires extérieures, ces réunions élyséennes sont monnaie courante.

Selon l'Humanité, «le président annonce même à la télévision certaines décisions que tout le monde ignore!» «C'est ainsi, affirme le quotidien, que le premier ministre, et les autres, apprirent, par l'émission télévisée « L'enjeu» du 15 septembre 1983, sa décision de faire bais-+ Cercle Bernard Lazare, 17, rue de la Victoire, Paris (9).

Ser d'un point en 1985 le toux de prélèvements obligatoires.

Transport de la Victoire, Paris (9).

Transport de la Victoire, Paris (9).

**Transport de la Victoire de la V prélèvements obligatoires ...

Chiffons de papier

Les déclarations ou'a faites le chef de l'Etat à propos du synchrotron laissent planer désor-mais les doutes les plus sérieux sur la veleur de ce qui devait constituer le noyeu dur de la dire les contrats de plans signés entre l'Etat et les régions.

M. Mitterrand s'est attaché à bien distinguer ce qui appartient au chaf de l'Etat et ce qui relève du gouvernement. Lui et sa fonc-tion symbolisent la nation, la République, la durée, les institutions, alors que le couvernement est par nature soumis aux cir-constances. Or les contrats de plans qui ont été signés cette année entre les régions et les pouvoirs publics (seul celui de la Corse manque encore à l'appel) engagent non pas le gouverne-ment, qu'il fût celui de M. Maul'Etat dans sa pérennité. Les lois de planification l'ont voulu ainsi que des engagements récipro-

Cela est si vrai que, lors de signature de ces contrats, ce sont le président du conseil régional d'une part, le commissaire de la République d'autre part, « agissant au nom de l'Etat > selon la formule officie qui ont négocié, puis, après régions et la DATAR à Paris, abouti à un accord. M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat, qui avait en charge ce dossier dans le gouvernement de M. Mauroy, a tenu à assister personnel ment à ces signatures dans presque toutes les régions, non pour engager lui-même l'Etat c'était le rôle dévolu ostensiblement au commissaire de la République - mais seulement pour donner un lustre particulier au document et assurer les partenaires régionaux que le gouvernement tiendrait sa parole.

il est dès lors surprenent que le chef de l'Etat ait pu dire qu'à aucun moment, dans aucune ins-

tance, il n'a été mêlé au dossie

Rien pourtant de ce qui engage l'Etat ne devrait lui être étranger. Or le synchrotron est désigné noir sur blanc dans le contrat de plan signé entre le représentant de l'Etat commis-saire de la République, M. Pierra Rouvière, et le président du conseil régional d'Alsace, M. Marcel Rudloff, le 28 avril

Ou M. Mitterrand, dont la visite en Alsace était prévue de longue date, n'a pas été correc-tement informé de l'importance du dossier du synchrotron, et, par inadvertance, il a laissé un couvernament renier ce cu'avait dit l'Etat : ou il considère que les préfets commissaires de le Répu-bique représentent d'abord les gouvernements et les ministres. et ensuite l'Etat, et alors il faut changer le droit constitutionnel et les lois sur la planification et la

décentralisation. Désormais tous les présidents de région sont en droit de noumir tes les plus vives quent aux engagements, aux pro-messes et aux décisions conte-Ce que l'Etat a décidé: un gouvernement pourra toujours le

Rien ne permet donc de dire qu'en Lorraine l'Etat tiendra ses engagements et participera, par exemple, à 50 % à la remise à neuf des grandes friches indus-trielles de Pompey ou de Longwy (art. 6-2 du contrat); ou qu'en Bretagne il consacrera, d'ici à 1988, 15 millions de france pour l'installation de seize cents à deux mille jeunes agriculteurs par an (chapitre intitulé « Soutanir la croissance de l'agriculture et des industries agricoles et alimen-

Les contrats de plans - qui raient dû être l'expression d'un dialogue économique nouveau et concret entre les régions et l'Etat sont-ils devenus des chiffons

taires »).

FRANÇOIS GROSRICHARD.



Les incidents se multiplient en Nouvelle-Calédonie

De notre correspondant

connaît, depuis dimanche, l'ensem-ble de la Nouvelle-Calédonie, à l'ex-ception de Nouméa, ont franchi un ception de Nouméa, ont franchi un nouveau seuil de gravité, vendredi vers 1 h 30 du matin. Alors qu'un peloton de CRS d'une compagnie basée à Lille intervenait à Nouméa pour tenter de dégager un barrage édifié par les militants du FLNKS au fieudit la Conception (environ 15 kilomètres de Nouméa), des cours de feu ont été tirés dass leur coups de seu ont été tirés dans leur direction. Quatre CRS ont été blessés, dont l'un sérieusement. Dans le même temps, les lignes élec-triques assurant l'alimentation de la commune du Mont-Dore (limitro-phe de Nouméa), la seconde du territoire, étaient saborées au moyen de fils barbelés, les mettant en conre-circuit. En raison du barrage établi à la Conception, les techniciens se sont trouvés dans l'impossibilité d'intervenir pendant plusieurs heures, et les quinze mille habitants du Mont-Dore ont été privés d'élec-tricité. A Wé, dans l'île de Lifou, le de l'île Loyauté, M. Jean-Claude Demar, était toujours retenu en otage par une centaine de militants du FLNKS. Le sous-préfet nous a indiqué au téléphone qu'il était en bonne santé, mais que, n'ayant pu quitter son bureau depuis jeudi matin, il n'avait pu s'alimenter. La famille de M. Demar se trouve également séquestrée et bien qu'aucure ment séquestrée et, bien qu'aucune violence n'ait été commise, elle semble terrorisée.

de la libération de l'Al

Witter declaration commune

, 《新华·马·斯斯

12 - 1 . 1 . 1 . 1

274. A K.A.

Destroy.

MAN Commission, Hoeffel et Re

5 2

1 - 40 - 50

The second

A Reference Services

7- 1-- 10

eri o

-

-----1 - .-. 1 an Contract

27 mm - 21- 1-

FF 1 1

(4) Ag(R⁺) → V

नाहर केंद्र

Les militants du FLNKS ont tenu à préciser qu'« aucune vie n'était menacée», mais qu'« ils n'avaient menacee, mais qu'e ils n'avaient pas pour le moment l'intention de libérer leurs otages, autrement qu'en autorisant M. Demar à passer la nuit auprès de sa famillee. L'essentiel des revendications du FLNKS semble porter sur une aunulation pure et simple des élections territoriales de dimanche dernier, en vue d'obtenir un processus d'indévue d'obtenir un processus d'indé-

Ailleurs dans le territoire, la situation reste inchangée. De nom-breux barrages subsistent tant sur la côte est que sur la côte ouest, ren-dant impossible l'approvisionnement de nombreuses localités; la compa-gnie locale Air-Calédonie menaçait de suspendre tous ses vols à destination de la Grande-Terre et de l'île Loyauté si la sécurité n'était plus assurée ; un avion d'Air-Calédonie et son pilote sont d'ailleurs retenus à l'Ile Belep, dans l'extrême nord, par des militants du FLNKS.

La manifestation du FLNKS annoncée pour samedi à Nouméa a été interdite - comme d'ailleurs tous les rassemblements politiques quels qu'ils soient. Le haut commissaire, ient à tous les habitants de ne répondre à aucun appel à mani-

La mise en place. du gouvernement

Parallèlement à ces événements, la mise en place des institutions ter-ritoriales s'est poursuivie vendredi avec l'élection du premier président

Nouméa. - Les troubles que du gouvernement du territoire, puisque tel est le nouveau statut, de large autonomie interne, du terri-toire. Comme prévu, c'est M. Dick Ukeiwé qui a été élu à l'unanimité par les trente-trois conseiller pré-sents sur quarante-deux. Agé de cinquante-six ans, originaire de Licinquante-six ans, originaire de Lifou, M. Ukeiwé est marié et père de
cinq enfants. À l'origine instituteur
à Lifou, il est entré à la société Le
Nickel SLN jusqu'en 1972, date à
laquelle, élu à l'Assemblé territoriale sur une liste de l'Union démocratique (à l'époque proche de
l'UDF), il a quitté son emploi.
Après avoir à deux reprises présidé
l'Assemblée territoriale, M. Ukeiwé
a exercé les fonctions de président
du conseil de gouvernement en
1979.

Devant l'urgence de la situation, la majorité RPCR à l'Assemblée n'a pas souhaité mettre à profit le délai de cinq jours qui lui était imparti pour la formation d'un gouverne-ment. Celui-ci se compose donc de neuf ministres et les attributions sont officieusement les suivantes;

sont officieusement les suivantes :

— vice-président du gouvernement et ministre chargé des ressources naturelles, de l'énergie et de
la récherche scientifique : M. Yves
Magnier. Océanographe de formation, M. Magnier est un nouveau
venu en politique. Agé de quarantesix ans, descendant de communards,
il sera vorte-name du gouvernesera porte-parole du gouverne

- Ministre de l'économie chargé des finances, du budget et du développement : M. Pierre Frogier, agent mobilier, âgé de trente-quatre

- Ministre chargé des transports, du tourisme et des travaux publics : M. Charles Lavoie, trente-huit ans, directeur d'une chaîne de grands - Ministre chargé de l'éducation

et de la formation professionnelle : M. Wema est socrétaire de mairie à Houstion, sur le côte est. Ministre chargé de la santé et

des affaires sociales : M. Pierre Maresca, quarante-trois ans, ancien po-

 Ministre chargé de la jeunesse et des sports : M. Joseph Tidjine, an-cien conseiller territorial. - Ministre chargé de la culture du patrimoine historique : M. Wamo Goine, trente-trois ans,

instituteur à Lifou. - Ministre charge de l'agriculture et de la réforme foncière : M. Michel Kauma, originaire d'Ou-véa : ancien président de l'Assemblee, il fut ministre en 1956, lorsque

s'appliqua la loi Defferre. - Ministre chargé de la fonction publique : M. Denis Milliard, avoprincipale localité de la côte ouest.

Cette seconde séance de l'Assemblée territoriale a été marquée par des discours très durs de la part de plusieurs conseillers RPCR sinsi que par un avertissement du prési-dent du gouvernement, M. Ukeiwé, à l'adresse du haut commissaire, menacant de mobiliser la population contre les indépendantistes.

FREDERIC FILLIOUX. agir dans ce sens.

d'économies budgétaires

Comme elle en était convenue avant que ne s'engageât la discussion budgétaire, l'opposition, majoritaire au Sénat, a adopté, après l'avoir amendée, la première partie du projet de loi de finances pour 1985, le jeudi 22 novembre, par 210 voix contre 92 (1). La cohésion ainsi manifestée par la majorité sénatoriale ne doit pas pour autant faire oublier les réserves de certains de ses membres, rappelées par laire oublier les reserves de certains de ses membres, rappelées par M. Philippe de Bourgoing (Calvados), président du groupe RI, et qui touchent à l'« opportunité d'un vole positif», accordant à un gouvernement, dont la politique est « très critiquable », « les moyens de celle-ci ».

Cette unanimité ne doit pas, non Cette unanimité ne doit pas, non plus, masquer les divergences apparues au cours de la discussion des recettes. La « woie moyenne » prònée par le rapporteur général de la commission des finances, M. Maurice Blin (Un. centr., Ardennes), a souvent été jugée trop timide par les sénateurs RPR, RI et même centristes. A plusieurs reprises, les amendements de la commission des finances ont été délaissés au profit de solutions plus radicales, allant jusqu'à la suppression pure et simple d'articles du projet de loi.

La reconduction de la contribution sur les institutions financières, l'instauration de celle – exceptionl'instauration de celle – exception-neile – des entreprises de produc-tion pétrolière, les hausses de la taxe intérieure sur les produits pétroliers on encore l'aménagement du régime de déductibilité de la provision constituée an titre de la participa-tion ont été supprimés alors que la commission se contentait d'en pro-poser des aménagements, ce qui, estime-t-elle, aurait permis d'enga-ger la discussion avec les députés en commission mixts paritaire. Cette commission mixts paritaire. Cette démarche de la commission des finances relève d'une conception « classique » de l'institution parlee classique de l'institution parte-mentaire, favorisant un dialogue entre les assemblées en vue d'abou-tir à un compromis. D'année en année, les échecs de cette démarche aidant, cette conception a perdu de sa crédibilité.

• Le maire de Nîmes renonce à sièger au conseil régional de Languedoc-Roussillon. — M. Jean Bousquet (Opp.), maire de Nîmes (Gard), ne siègera plus au conseil régional de Languedoc-Roussillon. Dans une lettre adressée au prési-Dans une lettre adressée au prési-dent, M. Robert Capdeville, PS, que celui-ci a rendu publique à l'ouver-ture de la session budgétaire du conseil régional, le 22 novembre, le PDG de Cacharel explique ainsi sa décision: • En raison des nombrauses activités que je dois assumer, il ne m'est plus possible de continuer à sièger au conseil régionai, maigré l'importance que j'atta-che à cette institution. Maigré les divergences d'ordre politique, continue M. Bousquet, je tiens à affirmer que ma décision ne résulte d'aucum différend entre vous-même ou cer-tains membres de votre assemblée et moi-même et que ce sont des raisons uniquement liées à mon manque de disponibilité qui me conduisent à

AU SÉNAT

Il était, dès lors, prévisible que la surenchère sur les propositions — relativement « modérées » — de la commission, s'exprimerait et l'emporterait. Pour expliquer le décalage entre les positions de la commission et celles adoptées, en séance publique, par la majorité sénatoriale (ces dernières se traduisent par la multiplication par six des dissinguions de la contrate de la contr sent par la multiplication par six des diminutions de recettes, qui passeraient ainsi, de quelque 4 milliards à 24 220 millions de francs), les porteparole de la majorité sénatoriale ont mis en avant l'absence d'esprit d'ouverture et de conciliation dont M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat an budget, aurait fait preuve.

Ce dernier est, certes, l'un des membres du gouvernement dont les rap-ports avec la Hante Assemblée sont des plus médiocres, mais les amen-dements les plus « exigeants » avaient été déposés avant que M. Emmanuelli ait eu à se pronon-cer sur les plus « modérés ».

Intervenant au nom du groupe de la Gauche démocratique, qu'il pré-side, M. Jacques Pelletier a regretté ce « manyais débat », ce « dialogue ce « mauvais débat », ce « dialogue de sourds ». Le gouvernement, a-t-il dit, aniait dû, à défaut de « lâcher du lest », au moins « laisser une porte entrouverte ». Reprenant cet argument, M. Christian Poncelet. (Vosges), au nom du RPR, n'a pas manqué de rappeler que même un sénateur socialiste (en l'occurrence M. Henri Duffaut, Vaucluse) s'était insurgé devant l'attitude de M. Emanuelli. « SI vous ne devez accenter aucun amendement, autont accepter aucun amendement, autant clore le débat », avait déclaré

Pis aller - - selon la formule de M. André Fosset (Hauts-de-Seine), président par intérim de l'Union centriste, – la première parr'Union centrate, — la premiere par-tie amendée du budget ne pouvait susciter l'enthousiasme de ceux qui l'out votée, mais ce vote était indis-pensable pour que le Sénat pût exa-miner la deuxième partie du budget sur les dépenses ministère par minis-

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Ont woté pour : 70 Union centriste (sur 71), les 59 RPR et les 49 RI. 27 Gauche démocratique (sur 39) et 5 non-inscrits (sur 6). Ont voté contre : 68 PS (sur 69) et les 24 PC. Se sont abstenus : 12 Gaache démocratique (appartenant an MRG) et M. Gilbert Baumet (non-inscrit). MM. Alain Polier, président du Sénat (Un. centr.), et Félix Ciccolini (PS), qui présidait la séance, n'ont pas participé au scrutin.

. A EPERNAY

L'opposition propose plus de 24 milliards de francs | M. Barre propose « le travail, la modernisation et la solidarité nationale»

De notre envoyée spéciale

Epernay. - Quelque trois mille personnes sont venues écouter, jeudi soir 22 novembre à Epernay (Marne), M. Raymond Barre, invité de l'association régionale Dialogue et Progrès et de M. Bernard Stasi, député UDF-CDS de la Marne. L'ancien premier ministre s'est déclaré frappé par « l'atonie dans laquelle la France se trouve » dans laquelle la France se trouve » et a mis en canse, à ce propos, les médias ; « ces plumes qui se croyaient à la fois intelligentes et percuantes » et qui n'ont pas, à ses yeux, réagi comme il aurait fallu, notamment lorsque le seuil de deux millions et demi de chômeurs a été atteint, alors que M. Mauroy, qui se voulait le « général en chef de la guerre du chômage, avait promis de ne pas dépasser la crête des deux millions de chômeurs ».

M. Barre a jusé que notre pava

M. Barre a jugé que noure pays est « asphyxié » et que l'on « assiste à la détérioration de notre tissu économique ». En dépit de cette situa-tion, M. Barre a estimé qu'il faudra « faire en sorte que nous ne soyons mi sceptiques mi pessimistes », car, a-t-il affirmé « il y a beaucoup de ressources et de ressort en France»,
«Les Français, a-t-il notamment remarqué, sont en train de se désintoxiquer. Demain, ils ne seront plus sensibles à la démagogie. Ce ne sont plus par des processors par des des processors par des des processors de la company de la contrata del la contrata de la contrat pas des programmes en cent dix, cinquante ou dix propositions qui vont les convaincre. Ce qu'ils veu-lent, c'est une politique crédible qu'ils comprennent et que ceux qui la mênent puissent mériter leux confiance. -

Au scepticisme et au pessimisme, M. Barre oppose « la lucidité et la confiance ». Il propose pour les aunées à venir « le travail, la modernisation et la solidarité natio-nale ». « Il faudra, a-t-il dit, faire disparaître les contrôles, les limitations, les règles dont nous sommes perclus pour que la France retrouve l'initiative et l'esprif d'entreprise.» Et, prévenant les critiques que, selon lui, ne devraient pas manquer de lui adresser les *-belles àmes -* en le traitant de *- Guizot -* et en dénon-

çant l'-archaïsme » de sa pensée, il

sans faire jouer la solidarité natio-

nale. Cela correspond au sentiment profond des Français. » «Je crois, a résumé M. Barre, que a Je crois, a resume M. Barre, que la France pourra s'en sortir sans grandes déclarations, sans spectacle, sans gadgets, grâce à une politique claire conduite avec volonté et ténacité. » «Il ne faut pas, 2-t-il insisté, que les élections législatives aboutissent à des résultats et à des combines qui feraient perdre à la France un temps précieux pour son redressement, . Et, répondant à une question d'un conseiller municipal RPR l'interrogeant sur la cohabitation, il a ajouté : «Il faut que M. Mitterrand soit aveuglé par l'étente du des le conseille par le conseille par l'étente du des le conseille par le conseille par l'étente du des le conseille par le conseil l'étendue du désastre... Il a aussi souhaité . bien du plaisir à ceux qui tront cohabiter. «Si je ne veux pas que l'opposition accepte de cohabi-ter, 2-t-il souligné, c'est que je ne souhaite pas qu'elle tombe dans un

piège. Auparavant, M. Bernard Stasi avait estime que, si la victoire de l'opposition paraît «entendue» en 1986, «trop d'incertitudes, trop de confusion, persistent encore pour que l'on puisse affirmer avec certi-tude que les prochaines échéances électorales marquerons clairement en même temps que l'échec de la gauche la victoire de la France. C'est aussi en raison de cette inquiétude que nous sommes venus si nombreux ce soir vous écouter», a t-il dit à M. Barte. - Beaucoup pressentent que la clarté de votre langage et la fermeté de votre atti-tude peuvent contribuer à dissiper cette confusion et éclairer les voies de l'avenir», à-t-il ajouté.

• M. Barre et l'affaire des avions renifleurs. — En réponse à une question d'un journaliste, M. Barre, lors de sa visite à Epernay, a déclaré qu'il trouvait • misé-rables et méprisables » les conclusions du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur «l'afcant l'-archaïsme » de sa pensée, il a ajouté : « Je préfère ces archaïsmes-là aux archaïsmes qui sont à l'heure actuelle un frein pour les Français. » Après avoir sonligné que la France « a pu supporter les deux choes pétrollers mais n'a pu supporter le choe socialiste », peler que M. Giscard d'Estaing M. Barre a évoqué la nécessité d'une « solidarité nationale ». Il a notamment affirmé : « Nous n'allons pas laisser se développer la pauvreté

VIEFRANCA

SPÉCIAL EXPORT

UN DOSSIER DE 56 PAGES

POLITIQUE

Sondage IFRES/VF : Majoritė, toujours plus bas

ECONOMIE

L'inflation en URSS

Une monnaie européenne pour se protéger du dollar

ENTREPRISE

Crédit Agricole : du particulier à l'entreprise

Citroën : fermetures pour modernisation

BOURSE

CONSEILS: Michelin, Euromarché, Vallourec,

Hoechst, BASF **ETUDES**: Pernod-Ricard, Merck

ARTS, SPECTACLES: livres, theatre, cinema...

LE 1º' HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

BENOIST-MECHIN De la défaite au désastre Les occasions manquées Juillet 1940 -Avril 1942.

2

-

LES RAPPORTS ENTRE L'ÉTAT ET L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVÉ

La prouesse de M. Rocard

Objectif atteint : M. Michel Rocard a réussi à faire voter, jeudi 22 novembre, par l'Assemblée nationale unanimo - malgré l'absentation des communistes mais avec le soutien actif de la droite. - un proiet de loi sur les rapports entre l'Etat et des établissements d'enseignement privé. Jolie prouesse! Cela faisait longtemps que le ministre de l'agriculture préparaît ce coup, mais qu'il y parvienne en ce moment ne doit certainement pas qu'au hasard du calendrier. En prélude à le rep-trée «politique» de l'ancien candidat à la candidature du Parti socialiste pour la présidence de la République, a .L'Heure de vérités d'Antenne 2, le lundi 3 décembre, voilà qui n'est pas mal joué.

Là où a échoué M. Savary, là où n'a qu'à moitié réussi M. Jean-Pierre Chevènement, M. Michel Rocard a gagné sur toute la ligne. C'était certes plus facile : les laïes n'ont pas, dans l'enseignement agricole, le poids qu'ils détiennent dans l'enseignoment en général, ne serait-ce que parce que les établissements privés y scolarisent 60 % des effectifs. Les partisans du privé étaient plus demandeurs dans le premier que dans le second, car ils étaient loin - avant 1981 - d'y avoir obtenu les mêmes avantages financiers. La gauche - ou du moins une partie d'entre elle - ne pouvait pas totalement rejeter cet enseignement privé, parce qu'elle est solidement implantée dans un de ses éléments – le mouvement des Maisons familiales rurales, - qui regroupe un peu moins de la moitié de ses élèves. L'Etat avait aussi devant lui non pas tant un enseignement confessionnel soutenu par des parents qu'un fort mouvement associatif regroupant les parents mais aussi les enseignants, les représentants de la profession et de l'ensemble du milieu rural.

Mais c'était justement là la difficulté du dossier (voir le Monde du 10 janvier 1984). Si un accord n'était pas trouvé, le gouvernement tion agricole, dont nul ne peut ou-blier la capacité de mobilisation. Ponr mettre toutes les cartes dans son jeu. M. Rocard a multiplié les concertations tous azimuts, y consacrant près de dix-huit mois au cours desquels plus de quatorze versions du projet de loi furent élaborées.

De multiples précautions n'étant pas inutiles en un domaine aussi brûlant, le gouvernement avait demandé au ministre de l'agriculture l'an dernier de stocker un projet pourtant déjà pratiquement prêt en attendant que le dossier de l'enseignement privé général soit réglé. Cela permettait aussi de dissimuler qu'en matière agricole on faisait des concessions! Car, finalement, le texte de M. Rocard étend aux établissements scolaires de sa compê tence les principes de la loi Debré dont ils ne bénéficialent pas encore

LA BOITE MORTE LE VENGEUR ET SON DOUBLE

De l'espace temps de Valérian avec Mézières aux fantasmes politiques de notre époque. dans Partie de Chasse avec Enki Bilal.



Pierre Christin promène aujourd'hui son scénario dans l'Europe troublée de l'après-guerre avec le jeune dessinateur Bernard Puchulu.

Un climat d'esplonnage et d'affairisme, troublant et passionnant.

DARGAUD

(le Monde du 18 octobre 1984) M. Rocard faisait du Chevènement avant l'heure. Il allait même plus loin, puisqu'il prévoit que les maîtres

seront nommés par l'administration sur * proposition - et pon pas - après avis -, - ce qu'avaient de mandé sans succès les défenseurs du privé au ministre de l'éducation nationale! M. Rocard accepte même de traiter avec et d'aider les « fédérations », alors que son collègue ne veut connaître que les établissements scolaires un par un.

Résultat jendi à l'Assemblée : on a vu - sous le regard apparemment satisfait du chanoine Guiberteau -M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) tresser des couronnes à M. Rocard, les élus RPR et UDF applaudir le rapporteur socialiste du projet, M. Didier Chouat, député des Côtes-du-Nord (et poperéniste!), la commission reprendre à son compte des amendements de M. Barrot et de Mª Hélène Missoffe (RPR, Paris), le ministre accepter la création d'une commission nationale de conciliation pour régler les difficultés d'application du texte, ce qu'avait énergiquement refusé, dans son domaine, M. Chevène-

Restait à convaincre les communistes, très réticents, devent un projet qui n'exprime pas les traditions de la gauche », comme a dit M. Michel Couillet (PC, Somme). Le PC ne consentit qu'à s'abstenir, alors que le RPR et l'UDF, soulignant les nombreux - points positifs » et malgré leur crainte d'un manque de crédits, rejoignaient le PS dans l'approbation. Le pari était – presque – gagné.

THIERRY BRÉHER,

neuse, affiche complet. Pour

une fois étudiants, enseignants et personnels administratifs se

disputent les places assises. Munis de leurs précieuses invita-

tions, ils ont franchi les barrages

et les contrôles pour pouvoir as-

sister à un cours un peu particu-lier, celui du ministe de l'éduca-

tion nationale, devenu, l'espace

d'une heura, le professeur Che-

maître exposer son discours sur

la réussite, qu'il préfère au dis-cours sur l'échec scolaire. Les

enseignants apprécient le minis-

tre qui vante leurs qualités, leur

travail et encourage les étudiants

à les « considérer avec beaucoup

de respect ». Les jeunes, habi-

tués de l'université depois quel-ques semaines, entendent parler

de qualité et d'élite. Les étu-

cliants en première année des cy-cles rénovés (il existe quatre di-

plômes d'études universitaires générales - DEUG - rénovés à

veau que l'enseignement supé-rieur doit « se tourner résolument

vers le monde moderne »:

M. Chevènement exalté le rap-prochement entre le monde des

L'Armée du salut lance à Paris,

du vendredi 30 novembre à midi au samedi soir 1" décembre, une opéra-

tion intitulée « Le pain de ton voi-sin ». Dans le cadre de la lutte

contre la pauvreté, « nonvelle » on non, il s'agit de vendre, sur la voie

publique, un petit pain, au prix volontairement élevé, de 10 F.

d'une conférence de presse réunie le

22 povembre, le capitaine Jacques

Pierquin, responsable du service des

relations publiques de l'Armée du

salut, la vente de chaque petit pain

permettra de servir deux mini-repas

aux Parisiens les plus démunis

habitant » la capitale. Le mot

« habitant » doit, en effet, être mis

entre guillemets, car, selon les esti-mations les plus sérieuses, quelque

vingt-cinq mille personnes errent dans Paris sans domicile fixe, sans

Une conférence

de l'abbé Pierre

L'Armée du salut a annoncé cette

initiative une semaine avant la date

prévue, afin de faire savoir, par l'entremise des médias, qu'elle man-quait actuellement de bénévoles.

pour assurer le sonctionnement de la trentaine de points de vente qu'elle

compte mettre en place (1). Pour

que cette opération, patronnée par les firmes Free Time et Jacquet, soit

une réussite, il conviendrait, selon le

travail, sans argent...

Comme l'a expliqué, an cours

letaneuse) entendent de nou-

Attentif, l'auditoire écoute le

Le professeur Chevènement

L'amphithéâtre numéro 1 de études et celui du traveil. Il sou-

l'université de Paris-Nord, à VII- haite que l'« esprit d'émulation »

relance l'instruction civique

L'élève citoyen

« Aujourd'hui comme hier l'êducation civique est une œuvre de rassemblement. » Cette affirmation de M. Jean-Pierre Chevenement, jeudi 22 novembre, à l'ouverture du colloque «Etre citoyen» organisé à Paris per M. Robert Fabre, médiateur, situe bien la mission de cet enseignement dans notre société, au mon où l'un et l'autre sont en crise. Au fil des ans et des sonbresauts de la République, l'éducation civique nommée tantôt éducation morale, tantôt instruction civique - a fini par déserter les établissements scolaires. A l'école élémentaire, où des programmes existent toujours, « elle ne fait bien souvent, a constaté le ministre de l'éducation nationale, l'objet d'aucun enseignement. Il n'est pas rare qu'un enfant entre au collège sans connaître ni la Déclara-tion des droits de l'homme et du citoyen ni l'hymne national ».

Au collège, depuis la réforme Haby de 1975, l'éducation civique a disparu des horaires et des pro-grammes pour être « diluée dans les sciences sociales - et intégrée théoriquement dans l'enseignement. En définitive, là où elle existe encore, l'éducation civique n'est plus qu'une initiation à la consommation des services publics. «La crise du sens civique, a conclu sur ce point M. Chevènement, a trouvé sa traduction à l'école. Auparavant le ministre avait insisté sur les autres formes de la crise : « La crise n'est pas seulement économique, elle est tout autant sociale et culturelle.» Et pour y répondre il a avancé deux types de solutions. D'abord une exaltation du - patriotisme français -, du * sentiment national », victime solon M. Chevènement de « la célébration des particularismes et des

qui existe dans les entreprise

Les propos du ministre entraf-

nent peu de réactions. L'évoca-

tion de l'e élitisme républicain »

ou l'appel à l'effort semblent ne

pas surprendre l'auditoire:et les

demières paroles de l'orateur :

« En travaillant, vous construis

votre avenir et aussi l'avenir de la

France », provoquent des ap-

plaudissements. Sages et sé-neux, les étudiants de Villeta-

neuse ne font que s'inquiéter de

la finalité de leur formation ou du

manque de place dans les saltes

de travaux dirigés. Les déclara-tions très générales des rapré-sentants des syndicats déton-

nent dans cette assemblée.

Nous, résume Christian, étu-

diant de première année, nous

souhaitons juste savoir si notre

informatique et modèles mathé-

matiques nous permettra d'accé-

der à d'autres cursus en second

cycle. » Les étudiants de Villeta-

neuse rejoignent leur ministre,

eux aussi se veulent « simples et

SERGE BOLLOCH

L'ARMÉE DU SALUT CONTRE LA PAUVRETÉ A PARIS

« Le pain de ton voisin »

D'autre part, l'Armée du salut a indique qu'elle entreprendra,

comme chaque année à cette période, sa distribution de « soupes

de nuit » à partir du lundi 3 décem-

bre, en liaison, cette fois, avec les communantés Emmaüs. C'est ce

que devait confirmer l'abbé Pierre,

au cours d'une conférence sur le

thème de la pauvreté, ce vendredi

23 novembre à Paris (2). L'abbé

Pierre devait lancer un message,

pratiques ».

nouvelle filière économie

fasse son entrée à l'Université.

odes à la différence ». « On ne retrouve pas, a-t-il affirmé, le sens de l'intérêt général quand on prend trop facilement acte du fait que l'étoffe nationale a craqué devant la découverte de la dissérence sociale, ethnique, sexuelle et génération

Les dispositions pratiques

Ce n'est pas toutefois cette idéolo gie – qui a fait frémir plus d'un par-ticipant au colloque – que le ministre souhaite voir dispenser à l'école La loi, estime-t-il, est le fondement de la liberté. Il s'agit donc d'abord de former le citoyen en lui appre nant les sondements du droit. Le rétablissement de l'éducation civique est en effet se seconde réponse à la crise de cet enseignement. Son contenn abordera quatre domaines : la vie sociale et civile (droit privé); la vie politique et administrative (droit public) ; la place de la France dans le monde; et la science politi-

Pour assurer le rétablissement de l'éducation civique, le ministre a annoncé quelques . dispositions pratiques .. Dès janvier 1985, il arrêtera les programmes et les horsires réservés à cette discipline. A raison d'une heure par semaine, elle sera enseignée à l'école dès 1985. Aux collèges et aux lycées d'enseignement professionnel, son introduction sera progressive, puisqu'elle touchera les classes de 6 à la rentrée 1986, pour atteindre celles de 3 et les classes correspondantes des LEP en 1989. Dans ces établissements, elle sera enseignée par les professeurs d'histoire et géogranhie et de français. Au lycée, il n'est pas question d'alourdir les programmes, mais les professeurs de français et de philosophie recevront des instructions - pour assurer l'étude de quelques textes et ques-tions essentiels à la formation de l'esprit civique ».

La tâche est « délicate », a conclu le ministre en s'adressant aux enseignants et en leur rappelant le mot de Jean Macé, le fondateur de la Ligue de l'enseignement ; « L'instituteur ne fait pas des élections, il fait des électeurs. >

Les appropries de M. Chevènement out été reçues par un auditoire attentif, sensible à sa volonté de redenner toute sa place à l'éducation civique, mais peu enclin à suivre le ministre sur la méthode et le contenu. « J'ai ressenti un choc », a affirmé par exemple M= Jeanne Vincent, du Syndicat national des instituteurs, insistant sur les enfants, « éternels oubliés des débats d'adultes , qui - ne som plus comme à l'époque de Jules Ferry ». Même réaction de la part de M. Le Goff, président de la commission permanente de rénovation de l'enseimement de l'histoire et de la géographie, pour qui « une définition plus moderne et plus riche du citoyen » doit notamment être offeric « aux autres, dans notre nation et dans le monde ». Ce sont en effet quelques-uns des problèmes qui ne se possiont pas il y a cent ans.

CATHERINE ARDITTI.

(1) Pour tous renseignements, s'adresser à l'Armée du salut, 76, rue de Rome, 75008 Paris. Tél.: 387-41-19. CCP Armée du salut Paris 5305 X.

(2) Cette conférence a lieu à 20 h 30, ce vendredi, à l'auditorium du

Palais des congrès, porte Maillot. Les prix des places sont de 10 F, 50 F et 100 F. A la sortie de la salle, des dons

seront recueillis dans de vastes pou-belles. Ces dous seront remis aussinôt à une société de sécurité, pais, le lende-

main matin, à une banque qui a accepté.

208 10-30

16 ruede l'Atlas 75019 Paris

Le ministre de l'éducation nationale | Une manifestation du Front national pour la sécurité

Place Clichy, à Paris, jeudi soir 22 novembre sous la plaie. Le Front national semblait, au départ de sa manifestation pour le sécurité, comme un poisson dans l'eau. Des vieilles dames du dix-huitième arrondissement, frappées par les neuf assassinats dans leur quartier, applandissaient de leur balcon aux appels des quelque mille manifes-tants qui réclamaient la démission de M. Robert Badinter, ministre de la justice. Les drapeaux tricolores donnaient au rassemblement un air de 14 juillet, et le leader du Front national lui-même, M. Jean-Marie Le Pen, accompagné de sa femme et de sa fille, formaient un charmant tableau de famille, qui, à l'unisson, demandait « la peine de mort pour les assassins ». « M. Badinter, précisait M. Le Pen, n'est pas un assassin, mais la politique du gouvernement est responsable des assassinais. -

« Sécurité » donc pour ces militants, souvent très jeunes, dont les improvisations et l'entrain donnaient au cortège des allures de monôme. - Halte au laxisme - : cette foule populaire, accueillie par des CRS souriants, et les militants de « France, Le Pen, liberté » se retrouvaient avec bonheur : « Jean-Marie est-il là ? », s'inquiétait une groupie de queique soixante dix ans.

Le Front national en somme. bonasse, bon cufant. Du moins jusqu'à un vif incident qui a eu lieu ree Lamarck (voir notre encadré).

« La sécurité, c'est la première liberté du citoyen », affirmait, à la fin de la manifestation, devant la mairie du dix-huitième arrondissement, M. Jean-Marie Le Pen, avant d'entamer un ultime plaidoyer en faveur de la peine de mort, « clé de voûte d'un système équilibré entre les délits et les peines ». Et sur un tract, on lisait foliment : « Et puis clac, le couperet tombe, C'est serminé. Définitivement. Plus jamais il ne coutera un sou d'entretien au contribuoble. »

Une passante protestait-elle? « Va manger ton: couscous! », hai répond un manifestant.

200

1.00

 $\mathcal{A} = \{ 1, 2, \ldots, n \}$

200

14 (1987) gradual Architecture

....

Margarette Co.

A Mill Roman

 $p_{M^{(k)}}(x^{k+1}y^{k+1}) \leq r_k$

and the second

2015 7 10 10 10

 $z=z_{i}, z_{i}=1+\epsilon s_{i}$

100 miles 100 miles

200 1 1 to 1 to

State of the Area

Law Strain Control Law

20,000,000,000

West August Mil

 $2(3r) \log r = (3/r).$

Appropriate the second

SAME OF STREET

Mark Company

Report Florida

48-28-1 18-23

Medical Control of

وروف والمراجع والأنهالا

Strange of the Later

Middle College College

78 4 912 1 THEY

 $\operatorname{deal}(\{P_{i+1}\}_{i=1}^n) = s_{i+1}$

Margar Scare

With appropriate vari

Week and a country

Set $M_{dD_{\mathbf{w}}(t_{k+1},t_{k+1})}$

 $\mathcal{A}_{\mathcal{F}}^{(i)}(q_{i},p_{i+1},\dots,q_{i}) = q_{i}^{(i)}(p_{i},p_{i+1},\dots,p_{i})$

Tiple 24 Training

with the following

HAM Wanter the

WITEST A HUIS

 $A(M) = \{ 0, \dots, n_{k+1} \in \mathbb{N} \}$

 $S^{*}(S, s) \in \mathbb{R}^{n}$

 $\eta(\alpha, \beta_1, \beta_2, \beta_3) \in \mathcal{M}$

«On va les massacrer»

Alors que les manifestants du tait la responsabilité de cette Front national s'engageaient, jeudi soir 22 novembre, dans la rue Lamerck, à Paris, aux cris de «La France aux Français!», une jeune femme leur lança, de son sixième étage : «La France aux conards i a

Mal lui en preneit : immédiatement, une dizaine de manifestenta s'engouffraient dans l'escalier et gravissaient quatre à quatre les six étages aux cris de «On va les massacreri». La porte d'un modeste deux pièces était défoncée à coups d'épaule per plusieurs d'entre eux. Si les ment, terrorisés et copieusement injuniés, n'ont pas été frappés, il n'en alla pes de même pour un photographe indépendant, jugé trop curious ; son appareil fut arraché et brisé, l'intrus refoulé. sans ménagement dans l'escaller. « Pas de journaleux ici ! »

En bas de l'immeuble, quelques instants plus tard, un res-ponsable du Front national reje-

action sur des groupuscules non contrôlés, é nos autonomes»; expliquenti. Pourtant on peut affirmer de source sûre que ces manifestants appartenaient bei et bien au Front national. Qualques centaines de mêtres plus. toin, deuxième scène du genre : iniures, quolibets à nouveau contre le même photographe qui est bousculé. Celui-ci fait-il mine de réegir ? Ils se jettent à quinze sur lui, le projettent dans une librairie. Panique du commerçant, qui impiore alors les membres du Front national : «Pse me boutteur, c'est lui, pas moi. »

Le service d'ortire de la manifestation, fort nombreux pourtant, n'a pas plus bougé certe fois-ci que la précédente. «Pourriture de journaleux», «il n'avaitqu'à pas être là», entendait-on dans le cortège. .

NICOLAS BEAU.

DES AVOCATS DÉNONCENT DES DÉRAPAGES A LA COUR D'APPEL DE BASTIA

Dans un conférence de presse à d'une vedette de la gendarmerie à Paris, le 22 novembre, Mar Antoine L'Ile-Rousse, le 6 novembre 1983. Les deux avocats ont exposé divers cats - le premier à Paris, la seconde à Bastia, - out attiré l'attention sur e le fonctionnement de l'appareil judiciaire », qui, en Corse, « s'éloigne dangereusement de celui d'un Etat de droit ». De nombreux déra-Etal ae aroit ». De nombreux déra-pages sont soulignés par les deux avocats dans ce qu'il est convenu d'appeler l'« affaire de Balagne » et plus particulièrement la condamma-tion en appel le 24 octobre 1984 de Jean-Michel Rossi à cinq années d'emprisonnement pour le plasticage

Les deux avocats ont exposé divers motifs de nullité qui sont intervenus, selon cux, an cours de la procédure.

Me Mattei est poursuivi en diffamation par des magistrats bastiais pour un commentaire fait au terme même d'une audience de la cour d'appel : elle avait estimé que la ndanmation de M. Rossi était une décision « rendue par la justice mais dictée par le pouvoir politi-que » (le Monde du 26 octobre).

- Les enfants de M. Badinter victimes d'une fausse information

Grenoble. — « Le dealer avait pour client le fils du ministre. » En dernière page, mais sur quatre colonnes, l'édition du Dauphiné béré du 22 novembre apprenait sinsi à ses quatre cent mille lec-teurs que l'un des enfants de M. Robert Badinter, consommait de la drogue. Une information qui n'était développée qu'en vingttrois lignes et qui commençait ainsi : « Soudain, la voix s'élevant du tribunal prit une infl plus nuancée. Dans la liste des noms des principaux clients, du revendeur de drogue dure qu'on jugeait hier après-midi en au-dience correctionnelle à Bourgen-Bresse, figuralt, en effet, ce que le président ne désigna d'abord que par cette énigmati que formule-: « Nom très connu ». Le journaliste, Didier Pobel, ajoutait : « On sut bientôt de façon guère moins nébuleuse qu'il s'agissait d'un certain « Phi-Rope B. s. et ce n'est que par la suite - une allusion effective au ministre de la justice ayant été enfin effectuée - qu'on put pu-bliquement en déduire qu'il s'agisseit du fils de Robert Badinter ».

Vendredi matin 23 novembre, le même quotidien, propriété de M. Robert Hersant, tente de réperer son erreur. On apprend ainsi, en première page, et en gros caractères, que « le jeune . homme cité dans la proces de Bourg en Bresse n'était pas le flis de M. et M. Badinter ». Le journal regrette sa « très f8cheuse méprise ». D'autres parleront d'une e erreur journalistique » ou, encore, d'une « volonte évidente de nuire » au ministre de la justice.

même groupe de presse - Lyon-Matin et le Journal Rhône-Alpes - avaient également publié cet tausse information. Curiousement, l'article incriminé ne faisait qu'une furtive allusion au seul inculpé de cette affaire : J.R., pour ne retenir que le nom « ministériel a d'un de ses clients. M. et. Mª Badinter ont porté plainte -contre les trois quotidiens à titre strictement personnel et au nom de leurs deux enfants mineurs êgés de quatorza et de seize ans. - (Corresp.).

CRÉATEURS D'ENTREPRISES VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

ODOUL AGENT DE JUST Garde-meubles

capitaine Pierquin, que « peut-être le dernier de sa vie », 100 000 petits pains au moins soient selon le communiqué de presse de vendus, les 30 novembre et son secrétariat.

Réception et réexpédition du courrier Permanence téléphonique/permanence télex Rédaction d'actes et constitution de sociétés

GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Deux autres quotidiens du

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier liford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 126 2347.21.32

Des caméi ter careers on Bede Green State Control of the Cont Production on a second Wild Services Ans la ignore

A Parra Land Ja Dog At 1

WifeSilling. Alex Services

diga Bollen ...

Supplied in the latest designation of the la

toght down the way

Patentine Co.

A la chance on

Marc As (1)

the hiter to room,

Cally I Have a street

Parameter 17 17 17

Se Or and their

Cast Law.

Takeho, mayor

Charles to the same

du gande de

te to the distance of the second

Bacheren,

the state of

date for the transfer of the t

Maria In 18 1

light the Letters

Webstern To was the

Chine to the control of the control

Celling

Tribute of the said

H Balletter at the transfer at

Brown Brown

Die fin der in d

form of the second seco

Cons Barrier

42 3 Tables 10. 11.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Un communiste à Buchenwald

En refusant de s'associer à l'insu-guration d'une rue Marcel-Paul à Sartrouville et en faisant connaître les raisons de ce refus, le 27 octo-bre 1983, dans un journal local, M. Laurent Wetzel, conseiller municipal de l'opposition dans cette com-mune dont le maire est communiste, a ravivé un débat auquel les jeunes générations seront tout aussi sensi-bles qu'elles l'ont été au débat sur les circonstances de l'arrestation de Jean Moulin, relance, lui, parl'affaire Klaus Barbie.

Marcel Paul, décédé le 11 novembre 1982, ancien ministre, membra du Parti communiste, fut déporté à Buchenwald en 1944, où il fut membre d'un « comité des intérêts français », organisme clandestin' Cette dernière qualité lui valut, des les années 1946-1947, des accusations graves. N'avait-il pas, en raison des pouvoirs qu'il détenait, désigné pour des « kommandos » extérieurs au camp de Buchenwald des camarades de déportation et, du même coup, protégé ses propres amis politiques ?

12 4 -4 -4 - 4 E.

Property of the second

About the second of the second

Manage and the second of the s

Appropriate to the second seco

THE CARLES

Approximate the second second

Helicon server mineral and a server management of the server management

中央 (1 年) 1 年 (1 年) 1 年 (1 年) 2 編集 properties and the second of t

創作者 美女 PALK 15 19 N N N D N P PESTER

The second of the Capacital States

表 2 名 1 1 2 2 1 在5 2010 TE BASSA

Minneyork to a control of the control

gree or consider the British of the

AND TO STATE OF THE STATE OF TH

表示经验的

المعضود ويوارين

man all a comments

₩ 80 00 100

erggest in the end

The second of the second secon

M. Wetzel avait écrit : « Déporté n On vales massacret à Buchenwald, Marcel Paul entra à la direction interne du camp. Il dis-posa alors du sort, c'est-à-dire de la via ou de la mort, da nombreux camarades; dans cès fonctions, il tint compte essentialisment de l'intérêt de son parti, >

À ces quelques phrases, l'associa tion-Buchenwald-Dors, pour laquelle Marcel Paul demeure un mple et un homme irréprochable, devait réagir doublement D'abord en assignant en diffamation M. Wet zel devant le tribunal de Versailles. où l'affaire sera examinée le 18 décembre, Busulte, en publiant dans son bulletin, le Serment, un éditorial dans lequel, citant M. Wet-zel, elle l'assimilait à « ceux qui estiment qu'avec le recul du temps ils peuvent impunément donner libre cours à leurs sentiments pro-hitlériens». A quoi M. Wetzel répliqua par un procès pour injures que la dix-septième chambre du tribunal de Paris examinait jeudi 22 novembre, devent une salle comble.

Au-delà de l'enjeu juridique de ces deux affaires, c'était un débat douloureux et grave qui a engageait.
Un de ces débats où l'on en appelle
toujours à la vérité historique, à la
nécessité qu'il y a de la rechercher
au-delà des tabons ou des images
d'Epinal. C'était aussi un débat équivoque. Il est en ellet évident que M. Wetzel, en prenant le parti de l'ouvrir, agissait en membre de l'opposition d'aujourd'hui, visant, plus que Marcel Paul, le Parti communiște lui-même, Il est non moins vrai qu'en l'assimilant à un pro-

en effet, de répliquer que, loin d'être un homme de la banatisation du nazisme, il avait au contraire voulu démontrer l'abomination d'un système dans lequel les bourreaux se servaient de leurs victimes pour mieux les opposer, les diviser et les anéantir.

Mille morts par jour

La compréhension de cette situation ne va pas sans explications. An camp de Buchenwald arriverent d'abord des détenns de droit commun qui y firent la loi. Les politiques, communistes allemands pour la plupart mais aussi sociauxqu'après une lutte difficile qu'ils purent prendre le pas sur les autres et accèder à cette administration intérieure qui faisait que les SS se déchargeaient sur certains déportés des affaires de discipline, de nomination de kapos et autres auxiliaires nécessaires à leur entreprise.

Buchenwald n'était surement pas le paradis : 56 000 personnes y ont péri. Mais il y avait pire, et notamment ce camp de Dora où avait été entrepris le creusement d'un tunnel pour l'installation d'une usine de construction de fusées V-2. Dora demandait des hommes. Chaque jour, c'était un millier de déportés qui y mouraient. Les SS fixaient le nombre de ceux qui devaient assurer la relève et laissaient à l'administration interne de Buchenwald-le soin de les désigner. Tout cela a été dit et écrit depnis longtemps. Dans son livre les Français à Buchenwald et à Dora, M. Pierre Durand, qui était témoin contre M. Wetzel, a écrit luimême : « Eviter le transport à l'un, c'était parfois, s'il était faible ou malade, le sauver de la mort. Faire quitter le camp à l'autre pouvait

L'intérêt général

Sur quels critères se fonder? Qu'était l'intérêt général ? On pou-sait le conceveir différemment schon les tendances. Qui sanver en priorité car, de toute manière, tout le monde ne pouvait l'être. Et si des communistes ont été épargnés, ce n'est pas pour autant qu'il n'y en eut point à Dora.

L'intérêt des communistes était assurément de protéger les leurs, même s'ils ne pouvaient les protéger tous. Mais il est vrai aussi que des non-communistes notoires, tel

autant irréprochable? Certains rescapés ne le pensent pas. Ainsi, M. Philippe Lamoureux raconte comment, après avoir dit à Marcel Paul qu'il n'était pas communiste, il entendit cette réplique : « Alors, je ne peux rien pour toi! » D'autres attestent des propos semblables. A' MM. Pierre Sudreau, Louis Terrenoire. Maurice Schumann, autant de gaullistes notoires, anciens déportés ou résistants, ont rendu hommage à Marcel Paul après son

Devant ces éléments contraires. exploités les uns par M^o Jacques Miquel, avocat de M. Wetzel, les autres par M^o Cohen-Seat, défenseur de M. Louis Heracle, directeur

de publication du bulletin, qui assimila M. Wetzel à un pro-hitlérien, M. Philippe Bilger, substitut, a tenté d'élever le débat. Il lui-semble que le fond de cette affaire n'est pas de savoir si le comportement de Marcel Paul fut discutable ou non, preuve à son avis impossible à rapporter. Ce qui le navre, en revanche, c'est « le spectacle de ces anciens déportés de tous bords qui devraient être liés par une fraternité plus forte que les clivages politiques ». Son souhait serait que le jugement, qui sera rendu le 6 décembre, « contribue à apaiser les antagonismes, l'institu-tion judiciaire devant chercher davantage à raccommoder au'à

Le voru est assurément louable, il risque fort, même exaucé, de rester

JEAN-MARC THÉOLLEYRE,



Programme de Formation aux Fonctions Formation et Communication

8 mois à temps plein, organisé en alternance de février 1965 à septembre 1965, dans le cadre du congé individuel de formation. Renseonements et inscriptions:

IFACE - 79, avenue de la République 75011 PARIS Tel. 355.39.08 postes 12.11 - 12.12 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



DU SAUMON DANS LE CASHMERE CHEZ BURBERRYS

Participez, sens obligation d'acha. au lirage au son. lusqu'à Noël et pour la première fois chez Burberrys : du saumon d'Écosse et des maisons de du irrage au son. Gagnez une Auslin mini. des sèlours en Angleierre. des Burberrys... Doupées. Des meubles et des marmelades. Des conférences et du thé. Des livres et des puddinas. Les lithographies de Vincent Haddelsey et du Stilton. Les photos de Lord Lichfield et des L whiskies pur malt. Une sélection de cadeaux Burberrys à des prix spéciaux et de la porcelaine royale. Tout ce que l'Angleterre a de micux pour offrir et de plus typiquement britannique est rassemblé et vendu chez

Burberrys dont le magasin a été transformé tout spécialement en véritable Ambassade des marques anglaises à Paris.

ALISTIN ROVER - BETIEMAN AND BARTON - BURBERRYS - CADBURY - DAMAY - FONCEGRIVE - FOOD FROM BRITAIN - FORTNUM AND MASON - INTERNATIONAL DISTILLERS AND VINTNERS - KILMUIR - LINGUAPHONE - LA MAISON DU WHISKY - MAPLE - OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME - PARKER - TRIDIAS

excessif. M. Wetzel avait beau jeu, Exception? Le camp nazi avait ses

Des caméras aux assises de Paris

UN TEST A HUIS CLOS EN PRÉSENCE DE M. BADÎNTER

Les caméres, entreront-elles, blentôt dans les prétoires ? C'est le vœu de M. Robert Badinter, garde des sceaux, qui a participé très discrètement, il y a quelques jours, à des essale techniques dans la grande salle des assisse de Paria. L'idée de filmer les procès avait été lancée après l'arrestation de Klaus Barbie. Mais beaucoup de points d'interrogation demourent : faut-il seulement enregistrer les débats, c'est-à-dire les archiver pour l'histoire, ou les diffuser întimé-ciletement à la télévision ?

A la chancellerle, on affirme qu'aucuna décision n'est prise, mais M. Badinter samble décidé à se hâter. En témoignent les essais à huis clos qui ont eu lieu récemment dans la grande salle des assises de Paris, désertée de ses occupants habituels.

C'est l'Institut national de l'audiovisuel (INA) qui avait été chargé de ce test. A la demande du garde des sceaux, les techniciens ont fait des essais de lumière et de caméras. On a vu M. Badinter s'installer successi vement dans le box des inculpés, dans le fauteuil de l'avocat général et à la place des jurés pour juger de l'effet produit par les projecteurs. D'autres essais doi-vent avoir lieu prochainement en province, à Lyon en particulier, où doit se dérouler le procès de Klaus Barbie.

Celui-ci sera-t-il retransmis à la télévision ? Selon un sondage lisé l'année dernière, 70 % des Français seraient favorables à sa diffusion en direct. Mais M. Badinter ne veut pas arrêter sa position en fonction de ce seul procès. Il continue de consulter des professionnels de l'audiovid'Antenne 2, ou M. Jacques Pomonti, président de l'INA. Ce

dernier doit lui remettre dens quelques semaines un rapport aur les testa réalisés par les techniciens de l'Institut.

Le 4 décembre doit avoir lieu une nouvelle réunion de la com-mission que le ministre de la justice evait chargée, an 1983, d'étudier les problèmes posés par l'enregistrement des débats Judiciaires. Présidée par M. André Braunschweig, ancien président de la chambre criminelle de la «Cour de cassation, cette com-mission a remis au garde des sceaux, en février 1984, un repport relativement audacieux dans la mesure où ses conclusions vont à l'encontre de l'opinion des . avocats et des magistrats, en majorité opposé à la retransmission des procès à la télévision.

Cette commission préconise une libéralisation en deux temps, comme pour la loi Veil sur l'avortement : d'abord un texte autorisant pour deux ou trois ans la présence des caméras dans les prétoires, puis, au bout de ce délai, une loi définitive. Comme aujourd'hui, les magistrats pourraient décider le huis clos, mais l'autorisation de filmer serait la règle et l'interdiction, l'excep-

La commission préconise de retransmettra les débats en différé, et uniquement après la décision du tribunal et de la cour. Par mesure de sécurité, les gros plans sur les jurés et les témoins seraient prohibés, et, à la demande du président de la juridiction, leur visage pourrait être estompé. Telles sont quelquesunes des suggestions sur lesquelles M. Badinter devra se prononcer avant de faire connaître sa position, probablement dans

BERTRAND LE GENDRE.

Priorité aux lanceurs lourds

Pour le Centre national d'études spatiales (CNES), « le lanceur Ariano-3, est maintenant du passé». Ce commentaire du directeur général du CNES, M. Frédéric d'Allest, n'est qu'à peine une plaisanterie. Même si le lanceur européen qui vient d'être tiré avec succès depuis la base guyanaise de Kouron n'en est qu'à son deuxième vol et même si d'autres exemplaires d'Ariane-3 sont en cours d'intégration dans les ateliers des industriels pour préparer la mise en orbite prochaine d'autres satellites. En effet, en matière de programmes spatiaux tout va très vite, et il fant se préparer dix à quinze ans à l'avance pour être en mesure d'affronter la concurrence de pays qui n'auront pes raienti leur

L'avenir pour le CNES, c'est, bien entendu, un certain nombre de missions scientifiques : vers les étoiles avec Hipparcos; vers la comète de Halley avec les sondes Vega et Giotto; vers les océans avec le satellite Topex-Poscidon. C'est aussi les satellites de télécommunications et de télévision directe (Télécom, Athos, TDF), d'observation de la Terre (Spot), de localisa-tion de balises (Argos-Sarsat). Mais c'est surtout les programmes de développement d'un nouveau lanceur lourd, Ariane-5, dont le premier essai en vol devrait avoir lieu en 1994 ; d'un élément de la future station spatiale américaine ou eurostation spatiale americame ou entre-pécine qui pourrait se concrétiser autour du projet germano-italien Colombus, et du projet de navette spatiale europécine Hermès, pour laquelle la France a pris, comme pour Ariane-5, une pestion de les-

A eux seuls, ces trois derniers programmes représentent, sur une période de plusieurs années, un investissement global de près de 48 milliards de france aux conditions économiques de 1984 : 17,4 milliards de francs pour Ariane-5; 17,8 milliards de francs pour Colombus et 12,3 milliards de francs pour Hermès. Tout cela coûte lisé », en coopération avec les parte-naires habituels de la France réunis au sein de l'Agence spatiale euro-péenne (ESA). Pour M. Frédéric d'Allest et M. Jacques-Louis Lions, président du CNES, ces programmes sont essentiels, car il y va de l'indépendance de l'Europe dans le domaine spatial.

Ariane-5, dans la mesure où, même à long terme, « les fusées classiques neureront des outils privilégiés pour le lancement des satellites. Le sujet est d'ailleurs à ce point important pour l'Europe que le choix de la configuration définitive du lanceur est en cours de discussion an sein de l'ESA et que les appel d'offres industriels pour ce projet devraient en principe avoir lieu au cours de l'année prochaine. Essentiel aussi en ce qui concerne le pro-gramme Colombus et le programme Hermès, pour lesquels, selon M. d'Allest, l'Europe ne peut pas prendre le risque d'être absente car ces domaines commandent tout ce qui a trait à l'intervention en orbite : ateliers orbitaux, stations spatiales permanentes, récupération des satel-

L'autonomie des Européens

Même si ces secteurs leur apparaissent comme une sorte de « pari », il est clair pour les diri-geants du CNES que la présence de l'homme en orbite sera demain une nécessité et que, à ce titre, les Européens doivent acquérir, face aux grandes puissances spatiales, une certaine autonomie. Pour M. d'Allest, ces domaines sont en effet « un investissement à caractère aussi stratégique qu'un champ de tir ou qu'un lanceur». Aussi les Français suggérent-ils à lours partenaires européens de participer à la station spatiale américaine par le biais de Colombus, projet pour lequel ils sont prêts à financer de 15 % à 18 % du coêt. Mais, dans le même temps, ils les invitent à développer, le moment venu, la navette Hermès de manière à ce qu'elle effectue son premier voi su 1997. Il reste que, sur ce point, les parte-naires éventuels de la France préféreraient différer quelque peu Hermès, ce que le CNES ne sou-baite pas. Quoi qu'il en soit, les ministres européens concernés transpatiale qui se tiendra à Rome du 29 au 31 ianvier 1985.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU. (1) Pour prendre en compté tous ces nouveaux programmes sans léser ceus ces nouveaux programmes sans léser ceux qui sont déjà lancés — ou prévus, — le budget du CNES, qui s'élève pour 1984 à 4137 millions de francs (subventions hors recettes), devrait augmenter de 35 % en volume d'ici à 1990,

SPORTS

TENNIS

McEnroe forfait pour les Internationaux d'Australie cependant pas remettre en cause sa

A cause d'une blessure au poignet gauche, le champion du monde amé-ricain John McEnroe, qui purge ac-tuellement une suspension de vingt et un jours, ne pourra pas s'aligner, à partir du 26 novembre, dans les laternationaux d'Australie. Vainqueur à Wimbledon et à Flushing Meadow, le numéro un mondial ne pourra donc pas tenter de réaliser la troisième levée d'un éventuel grand chelem. Cette blessure ne devrait

participation à la finale de la Coupe Davis contre la Suède, du 16 au 18 décembre à Goeteborg. Tenu à l'écart des courts pendant cinq mois en raison d'une pubalgie, le numero un français, Yannick

Noah, s'est qualifié pour les quarts de finale du tournoi de Toulouse, en battant, le 22 novembre, le Suédois Johan Svensson, 6-4, 7-5.

AUTOMOBILISME: Guy Ver-BASKET-BALL: la France battue par la Grèce 94-90. - Pour le rler candidat contre Jean-Marie Bapremier match qualificatif aux lestre. - Le ton monte dans le consilit entre le président des fédérachampionnats du monde de 1986 en Espagne, l'équipe de France de tions française (FFSA) et internationale (FISA) du sport automobile. M: Jean-Marie Balestre et l'Automobile Club de Monaco (ACM). Prenant fait et cause pour l'ACM, qui, en dernière extrémité, envisage un repli du railye de Monte-Carlo en Italie, M. Guy Verrier, directeur de la compétition de Citroen, a décidé d'être candidat au poste de président de la FFSA contre M. Jean-Marie Balestre lors des élections fédérales du 5 décemnette volonté de réagir.

basket-ball a été battue, le 22 no vembre, à Athènes, par la formation grecque 94-90 après prolongation les deux équipes étant à égalité 81-81 à la sin du temps réglementaire. Cette défaite risque de compromet tre les chances de la sélection de Jean Luent, car il n'y aura qu'un qualifié dans le groupe C où opère la France. Après la mauvaise tenue de l'équipe nationale pendant le tournoi olympique de Los Angeles, les

... 4, RUÉ ARSÈNE-HOUSSAYE -- Paris-8° ...

la fraicheur du poisson la finesse des cuissons

> CHARLOT ROI DES COQUILLAGES 12, place de Clichy 874.49.64 et 65

Tél : 359-14-35

CHARLOT.I^{et} MERVEILLES DES MERS 128 bis, bd de Clichy 522.47.08

Les sondes vers la comète de Hallev

LE RENDEZ-VOUS DE GIOTTO

« La comète de Halley sera au rendez-vous. Soyons sûrs que Giotto y sera aussi. > A Toulouse, su pied du gros cylin-dre bleu nuit et blanc que constitue la sonde spatiale euro-péenne Giotto, cette petite affiche rappelle, non sans humour, aux techniciens que le temps est aux techniciens que la temps est compté et que la comète n'at-tendra pas. La voici en effet qui nous revient après solxante-seize ans d'absence. Lors de son demier passage dans la banlieue de la Terre, en 1910, ella avait donné dans le ciel un manufalleur. merveilleux spectacle. Au-jourd'hui, la communauté astronomique modiale est sur le pied de guerre pour l'étudier. Pour mieux connaître cette belle errante, têmoin fossile de la for-mation, il y a 4,6 milliarda d'an-nées, du système solaire, des moyens d'observation terrestres et spatiaux sans précédent vont être déployés,

C'est ainsi que pas moins de C'est ainsi que pas moins de cinq sondes spatiales vont être lancées en direction de la comète de Halley qu'elles rencontrarent au tout début du mois de mars 1986. Deux d'entre elles, Vega-1 et 2, d'origine soviétique, sont déjà prâtes et devraient pertir les 18 et 21 décembre. Lancées d'abord en direction de la planète Vénus direction de la planète Vénus dans l'atmosphère de laquelle elles largueront chacuna, en juin 1985, un ballon et un module de descente, ces sondes de quatre tonnes, porteuses pour leur partie cométaire (2 tonnes) de toute une série d'instru-ments, à la construction desquels im leboratoires français ont largement participé, de-vraient croiser la comète de Haiey les 6 et 9 mars 1986, à une distance comprise entre 3 000 kilomètres et 10 000 ki-

Premières arrivées aux les

lieux, Vega-1 et Vega-2 de-vraient permettre d'affiner la trajectoire de la sonde européenne Giotto (980 kilo grammes), prévue pour effec-tuer, le 13 mars 1986, un survoi « kamikaze » de la co-mète en passant à 500 kilomè-tres seulement de son noyeu (1). Cette demière, sou-mise actuellement à Toulouse, à une série d'essais, devrait être expédiée au centre spatial guya-nais de Kourou à la mi-avril pour un lancement per Ariane au dé-but du mols de juillet. Entra-temps, les Japonais auront lancé, le 5 janvier, un engin mo-deste qui devrait ouvrir la routs a une sonde, Planet-A, plus ambitieuse, dont le tir est pro-gramme pour le 14 soût de l'année prochaine. Il reste toutefois que ces deux sondes japonaises passeront loin de la comète puisque la première ne la frôlera qu'à une distance de 4 à 5 mil-llons de kilomètres et la seconde à 200 000 kilomètres seule

(1) Bien qu'arrivent le 8 mars 1986 à proximité de la comète, les sondes raponaises ne passent pas assez près de Halley pour parmet-tre par leurs informations d'aider

UN MAIRE D'INDRE-ET-LOIRE **FAVORABLE AU STOCKAGE** DE DÉCHETS NUCLÉAIRES SUR SA COMMUNE

Toura - M. Daniel Philippot, maire (sans étiquette) de Neuvy-le-Roi (Indre-et-Loire), une commune de neuf cent quatre-vingts habitants située à 30 kilomètres de Tours, a suscité un certain émoi chez ses concitoyens en proposant d'accueillir un centre de stockage de déchets nucléaires. Pour répondre aux craintes manifestées lors d'une réunion publique d'information, le 15 novembre, le maire a chargé une conseillère municipale, opposée au projet, d'organiser une « contrenion » d'information. « Rien ne se fera sans une consultation des maires du canton et de la popula-tion », a précisé M. Philippot. Une association de défense de l'environnement s'est constituée le 20 novembre. «La mobilisation commence», a annoncé son vice-président, M. Piochon.

Cependant, la municipalité est confiante: « L'effet de choc est passé, affirme M. Michel Couderc, adjoint au maire. On observe un ren-versement de tendance en faveur du projet. . Comme à Cholet, (le Monde du 20 novembre), le maire de Neuvy-le-Roi espère que sa candidature spontanée attirera l'attention des pouvoirs publics. Mais, pas plus que le Maineet-Loire, l'Indre-et-Loire n'a été retenu par l'Agence astionale des déchets radioactifs (ANDRA) parmi les départements « possibles ». - (Corresp.)

LE CARNET DU Monde

Naissances

- M. André COLLOC'H et M™, née Françoise JUDET,

Mathide.

cour d'Elections, Geil et Hélotie,

e 22 novembre 1984 à Ville-d'Avray. Le docteur et M. Alain de MIJOLLA ont la jose de faire part de la

Philippe,

le vendredi 16 novembre 1984. 46, rue de Grenelle, 75007 Paris.

Mariages - M. Edouard LAFFON,

fils do M. et M= Robert LAFFON,

MP Carolina GUERRINI MARALDL

fille du comte et de la comtesse GUGLIELMO GUERRINI MARALDI,

sont heureux d'annoncer leur mariage célébré dans la plus stricte intimité le 8 novembre 1984.

- Le président et le couseil d'administration, Les membres de la direction générale. Ses collègues et amis de la société des Poupes fincères générales, Le président et le conseil d'administration

de l'Institut français de thanatoprazie (IFT), Le président et le conseil d'administration

de la Fédération nationale des pompes funêbres (FNPF), Le président

et le conseil d'administration de l'Association européenne de thanatologie (AET), Le président et le consoil d'administration de la Fédération internationale es associations de thanatologues

(FIAT-IFTA), cet la tristesse de faire part du décès, à l'âge de quarante-deux aus, de

M. Jess-Pierre DRAULT.

de la documentation générale de Pompes functures générales, secrétaire général de l'IFT, délégué de la FNPF, secrétaire général de l'AET, directeur exécutif de la FIAT-IFTA,

urvenu à Paris le 19 novembre 1984.

La cerémonie religiouse sera celébrée ce jour, en l'église Saint-Ambroise, 71 bis, boulevard Voltaire, Paris-11e (Me Saint-Ambroise), où l'on se réu-

66, boolevard Richard-Lenoir, 75011 Paris. FNPF, 17, rec Proment,

75011 Paris. M. et M= Claude Foucher, 18, rue Eugène-Decout, 17000 La Rochelle. - M= Victor Gandoue

sei enfants et petits-enfants.

Se famille, out la douleur de faire part de décès de M. Victor GAUDOUEN, finiour des Arts et Métics

sorvenn le 17 novembre 1984, à Paris et inhumé à Fontaineblesu le 21 novem-

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priès de joindre à leur envol de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

M. ct M= Yves Lebegue, M. ct M= Yves Savary. M. Georges Lebegue, M. et M. Jean-Pierre Lebegue,

M. Raymend LEBEGUE, membre de l'Institut,

professeur bonocaire à la Sorbo

survenu le 21 sovembre 1984, dans sa patro-vingt-dixième sunée. La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jacques du Hant-Pas, 252, rue Saint-Jacques, à Paris-5, le mardi 27 novembre, à 8 h 30.

- M= Marie-Claude Lechaux.

ses enfants et petits-enfants, M. et M= Jean-Pierre Lechanx

et leurs enfants, M. et M= Joël Lechaux, M= Micheline Lechaux et ses enfants. ses enfants, petits enfants

et arrière petits enfants, M™ Colette Lacour, M™ Lucien Pinson, M. et M= Alfred Del et leurs enfants. Et toute la famille,

ont le douieur de faire part du décès du

doctour Pierre LECHAUX. ancien interne des hépitaux de Paris,

survenu le 20 novembre 1984, dans si quatre-vingt-onzième année, en son domicile, 50 bie, rue de Crimée, à

Les obséques ent été effébrées dans l'intimité familiale, sulvies de l'inhuma tion au chnotière parision d'Ivry, dans le caveau de famille.

- M= Catherine Mol-Losff, son épouse, Marie-Plotte et Prans Moi-Védreuse Michiel Mol, Katinka et Bernard Peillon-Mol,

ses cufants, Mario-Adélatée et Anne Mol, ses petites-filles, out la douleur de faire part du décès

M. Pieter MOL.

survenn à L'Etang-la-Ville, le 20 novembre 1984, à l'âge de soltante ans.

Les obsèques religieuses ont été célé-brées dans la plus scricte intimité fami-lials,

Et quiand je serat alle vous pre-parer une place, je reviendral vous prendre avec moi, afin que la où je suis vous soyez auset. (Jean XIV, 3.)

Cet avis tient lieu de faire-part. :

10, cios de la Tournelle, 78620 L'Etang la Ville, 40, rue Saint-André des Arts, 75006 Paris. 251, avenue Molière, 1060 Bruxelles (Belgique). 13, rue Nanteuil, 51100 Reins.

eat la tristesse de faire part du décès de leur directeur général

M. Pieter MOL.

rappelé à Dieu le 20 novembre 1984. 9, rue Nobiet,

Bolte Postale 229, 92503 Ruell-Malmaison Cedex.

ROBLOT S. A. 522-27-22

GRGANISATION D'OBSÈQUES

Un Brozek signé Fred.



Des sculptures devenues Bijoux. Miroslav Brozek a créé pour Fred une composition mobile qu'il appelle "Le Couple". Étonnant peridentif d'or jaune et d'or gris sculpté dans la masse et articulé autour de sa chaîne.

6, rue Royale, Paris. Tél. 260.30.65 - Le Claridge, 74, Champs-Elystes - Hôtel Mendien, Paris, 21, bd de la Crosesta, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo - Aleroport d'Orly.
20, rue du Marchè, Genève - Beverly Hills - Housson - Datas - Naev York.

- M. Gilles Tath. M= Claudine Milhem, Leurs families et amis, ont la douleur de faire part du décès de

survenu à l'âge de neuf aus. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

1, avenue des Soupirs, 93310 Le Pré-Saint-Gervais. 29, rue Frédérick-Lomaître, 75020 Paris.

Erratum

1800 17

4000

200 - 20 - 1 - F

September 1991 April

SIQUE

FINALLI

senfa**nt**s

10 May 14 Vigo 44

Charles of Art

State of the state of

77 July Strang

Ladar Trans

The sale of the sale

 $\frac{\lambda_{i,k}^{n}}{\lambda_{i,k}^{n}} P(g_{i,k}^{n}) = \mathbf{1}_{i+1} \cdot \frac{1}{L} \mathbf{1}_{i+k}^{n}$

A Things in the

The state of the s

C Section 1

20 of 121 1 (25 c)1

All and All an

A Marie Alleria

the state of the

Apple of the second of the sec

day to the state of

Chare of the State of the State

State of the state

to the corner of the same

And the said the said that the said the

A right Con a street

Section Continues

West desired

hipelity or to

the british of the start of the

ed or this

A. A. Sept. 1916(2)

- Dans l'avis de décès para le 23 novembre 1984, il failait lire

M= Edmond Becomet.

son éponse, M. et Mas Jean Bacquet, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du rappel à Dien de

M. Edmond BACQUET,

STREET BACUET.

Remerciements

– Me Philippe Delahaya, M^{iles} Joello et Marie-Claude Delahaye, très sessibles aux marques de sympathie que vues leur avez témoignées lors du décès de

M. Philippe DELAHAYE,

vous advessent leurs sincères rentercle-

Communications diverses

Europe et Mondislisme. - Le comité permanent mondialiste (qui regroupe une vingtains d'associations, dont Citoyens du Monde) organise le 24 novembre, une journée-débat sur le thème: « Rurope et Mondialisme », à l'annexe du Sénat, salle A, 26, rue de Vaugnard, 75006 Paris, Renseignements (1) 531-29-99.

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE

DE RELAIS ET CHATEAUX

La France est flère d'avoir mis au monde la plus belle chaîne hôtellère du globe-, a déclaré M. Alain Poher, présicongrès de Relais et Châteaux, qui fête, cette année, son trebtième anniversaire.

Les trois cent querante deux Relais et Châteaux, une chaîne d'établissements de luxe répartis dans trente et un pays (le Monde du 4 février), reprétentant environ dix mille chambres, out réalisé un chiffre d'affaires d'environ 2,1 mil-liards de francs en 1983 dont 900 millions pour les relais

L'expansion géographique se continuera en 1986 puisque après avoit accueilli des établissements situés aux États-Unis, aux îles Grenadines, aux Seychelles et en Australia, la chaîne comptera parmi ses membres de luxueuses anberges de campagne japo-naises.



collection complète en plusieurs largeurs J. CARTIER chausseur pour homme à 30 m de la rue Tranchet 23, rue des Mathurins 8º - tél. 265.25.85

Après le succès qu'elle a remporté au Centre Georges Pompidou, le Journal l'Arche et le Centre Rachi, en collaboration avec les Editions du Seuil, présentent de 21 avententes 1984 au 2 janvier 1985 les de la communitation de la communitation de Roman VISHNIAC.

Une soixanteine de photographies exceptionnelles, extraites du livre récentment publié au Seuil, retracent la via a d'un Monde Disparu », celui des Julfs: d'Europe de l'Est avant la Seconde

Cette exposition se déroulers au Centre Rachi, 30 bd de Port-Royal 75005 PARIS.

Une curieuse façon de faire sa publicité...

Eπ publicité, il faut faire grand côr rien... beaucoup d'annonceurs le pensent et pourtant vous êtes en train de lire cette annonce et cele prouve le contraire. Nous pouvons vous te démontrer de bien d'autres manières. Téléphonez à J. Lasserenne, D.G. Publiché (1) 742-10-30.

هكذامن الأجل

NET III Monde

culture

Monde du 23 novembre),

moine et les réformes entre-

Non, en effet, il y en a déjà en

colloque de la Salpêtrière est

d'abord une rencontre des spécia-listes de tous bords avec les élus, les

listes de tous bords avec les élus, les associations, la presse, afin que soient publiquement débattues soutes les questions touchant les monuments : jusqu'où aller dans la conservation, la protection, la restauration?, jusqu'où pousser les efforts de connaissance, les efforts financiers? Mais aussi quelles songues se quels contenus mendre

époques et quels contenus prendre en compte ? Enfin, comment mieux

derne, et faire le lien avec l'ensem-

ble de la vie sociale et économique ?

Nous penaions à l'origine ne réunir que deux on trois cents per-sonnes. En fait, il nous a failn clore

décentralisation est passée dans les mœurs, le problème du patrimoine prend une nouvelle signification.

» Les étus ne peuvent plus se contenter de prendre plus on moins en compte tel ou tel monument isolé,

ils doivent maintenant les concevoir dans l'ensemble de la ville et de ses

réalités. Enfin, ce public a des rai-

sons tout simplement économiques de s'intéresser aux monuments histo-

privés ou publics. C'est ainsi entre

deux milliards et deux milliards et demi de france qui devraieat être dé-

questions?

- En dehors des spécialistes,

avez-vous vraiment trouvé un pu-blic pour s'intéresser à toutes ces

tout cela dans le monde mo-

POLÉMIQUE SUR LE DROIT DES CRÉATEURS

A qui appartiennent « les Enfants » de Marguerite Duras?

l'invitation suivente : « Les productions Berthemont et le ministère de la culture sont heureux de vous communiquer la sortie du nouveau film de Marguerite Duras, les Enfants, le 5 décembre. Une seule et unique projec-tion de presse aura lieu, le 27 novembre. » La soir de ce même jeudi, on apprenait, au buraau de l'attachée de presse, que la pro-jection était annulée, et la sortie,

A Image

E as Brille

The state of the s

STATE OF STA

V. Parkille

10000

7

A CONTRACTOR

ं च । कार्याः

(1:45)

signe Fred

THE CORE IN

La feuille de projection nous a permis d'apprendre à Marguerite Duras qu'elle avait une attaché de presse et la dete à laquelle étaient conviés les journalistes. Elle l'ignorait. Elle saveit simple-ment que son film allait sortir, et elle ne le voulait pes. Elle savait que la presse serait sollicitée. Elle a demandé aux critiques de cinéma de ne pais voir son film et de dire autour d'aux 'qu'ils n'iraient que loraqu'elle-même les inviterait (« ce qui errivera au début de 1985, février ou mars).

« Les Enfants, sont Join de l'Amant », explique Marguerite Duras, e Les gens ne vont pas se retrouvér dans le film. Il ne faut pas qu'ils y sillent dans ces conditions », disait-elle avant d'apprendre (par nous) que la sortie ételt retardée. Risquons cette affirmation : les critiques, et le public, ne seraient pas allés voir les Enfants; le 5 décembre,

Les critiques de cinéma ont per respect pour Marguerite reçu le 22 novembre au matin. Duras.

« Le droit moral de l'auteur, ils ne savent pas ce que c'est », dit Marguerite Duras, e lis », c'est le distributeur, Odessa films, qui a voulu profiter du succès de l'Amant, du prix Goncourt, et passer outre le décision de l'écrivain cinéaste. e les a, c'est le pro-ducteur délégué, à qui e été confié l'argent attribué à Masguerite Duras per le ministère de la culture, qui, dit-elle, n'avait jamais parlé du distributeur. Il semble sussi que la société Ber-themont ait été « doublée » per le distributeur.

« Je préfère sacrifier le film. mais que cas manières-là dispa-raissent », disait Marguerite Duras la 22 novembre. Au decnier moment, elle a gagné, le film ne sera pas sacrifié. C'est juste, et cels devrait être évident pour tout le monde.

Mais Marguerite Duras nous disait encore : « Je ne sais plus comment avoir le droit de dispo-ser de la camière de mon film. » Il feut savoir que les cinéastes qui ne sont pas producteurs sont dans cette situation. Içi, l'histoire finit bien. Pourtant elle rappel la difficulté des auteurs de films en France et dans le monde. Elle est d'actualité, avec la discus-sion au Parlément de la nouvelle loi sur les droits des créeteurs, avec les acciétés d'auteurs.

CLAIRE DEVARRIEUX.

de monuments historiques, le mot décentralisation? - Essentiellement, deux réformes teur du patrimoine su ministère qu'il fant d'ailleurs lier à la nouvelle de in culture depuis octobre 1983, expose, dans l'entretien responsabilité qu'out les maires dans l'attribution de la plupart des permis de construire ou de démolir. La proqu'il nous a accordé, certains des enjeux actuels de patrimière de ces réformes concerne la protection des monuments. Le Jour-nal officiel a publié, le 17 novem-bre, deux décrets qui en modifient profondément l'organisation. A par-tir de janvier 1985, en effet, toute prises dans ce domaine par le ministère de M. Jack Lang. Un colloque sur le patri-moine, ce n'est pas waiment une demande de protection sera adressée directement au préfet de région, qui consultera une commission régionale du patrimoine historique, archéolode nombreux concernant les monu-ments historiques. Mais ils restaient le fait de spécialistes et n'attei-gnaient que rarement le public. Le gique et ethnologique, dite CORE-PHAE. Une procédure beaucoup plus rapide que le passage systéma-tique au niveau national.

UN ENTRETIEN AVEC M. JEAN-PIERRE WEISS

DIRECTEUR DU PATRIMOINE

Les monuments décentralisés

» Mais surtout, il y aura dans ces commissions, outre les spécialistes des monuments, des représentants des élus et des associations. C'est copendant le commissaire de la Répu-blique qui, en dernier ressort pren-dra la décision d'inscrire ou non les bâtiments à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, et, dans les cas plus importants, c'est lui encore qui proposera le classement au ministère de la culture. En outre, le maire de toute ville concernée par l'une ou l'autre de ces mesures sera invité aux délibérations. Plus de protection plus ou moins occulte et mys-

Ne craignez-vous pas de faire dépendre l'avenir du patrimoine d'intérêts un peu trop éviden-ment locaux et particuliers?

sonnes. En fait, il sous a faibt clore les inscriptions à quelque sept cents participants, sinos, c'est plus du double qui serait sans doute veus. Le patrimoine est un sajet d'actualité. D'abord, parce qu'il s'agit d'architecture et qu'après la coupure artificielle qu'on avait établie entre passé et présent l'architecture passionne à nouveau les gens. Ensuite, il s'agit d'urbanisme et, à l'heure où la décentralisation est passée dans les - En matière de patrimoine on court touiours deux risones. Ou de ne pes assez protéger, de laisser la bride iliche aux enjeux de l'urbenisme, ou au contraire de trop protéger. Et quelquefois de protéger des édifices de pou d'intérêt, sinou celui, purement fiscal, du propriétaire. L'hypothèse de base de la décentra-lisation est quand même que nous avons affaire à des interlocuteurs adultes! Cola dit, nous allons regarder comment travaillent les CORE-PHAE, et quelles décisions prennent les préfets. Il sera toujours possible de rectifier les erreurs.

» L'autre grande réforme concerne les abords et a été élaborés conjointement par le ministère de la culture et celui de l'urbanisme. Nous allom progressivement supprimer la zone de protection des 500 mètres autour des édifices classés, trop arbitraire et systématizones adaptées à chaque cas et établies à l'initiative des collectivités elles-mêmes. Dans chaque zone se pensés l'an prochain. Avec tout ce ront déterminés dès le départ ce qui que cela signifie d'entreprises et peut être touché et ce qui doit res

A l'occasion du colloque sur d'artisans concernés, d'artistes, de spécialistes, de savoir-faire.

demain », qui a lieu à Paris jusqu'au 24 novembre (le de monuments historiques, le viendra d'abord aux municipalités. Les préfets de département les approuveront on non après consulta-tion des différentes administrations

tectes des bâtiments de France (les ABF) et d'une nouvelle instance, le collège régional du patrimoine et des sites. Celui-ci peut en particulier ar-bitrer les conflits entre les maires et les ABF à propos d'une zone ou d'un élément de chaque zone. Dans tous les cas, c'est le préfet qui aura le

Discussion et réflexion

-Estimez-vous ces réformes purement administratives su∬isantes pour assurer la protection

- Ce sont des instruments, Evidemment, on verra ce qu'ils donnent dans la pratique. Mais d'autres réformes sont conjointement engagées au niveau de l'Etat. La recherche archéologique, l'inventaire, le patri-moine ethnologique ont fait ou sont près de faire l'objet de mesures de ce type. De la même manière, une réforme de la commission supérieure des monuments historiques devrait être bientôt entreprise. Les moyens de l'Etat doivent désormais faire l'objet de concertations et ne plus être utilisés de manière exclusivement autoritaire. Dans le contexte actuel, il faut donc que la compétence en matière de monuments soit redémontrée, revérifiée, Il faut que les gens comprennent pourquoi on a besoin des architectes spécialisés, ce qu'on fait de l'argent utilisé, quand commence et quand linira un chan-tier. C'est ainsi qu'on sensibilisera le public. Il faut accepter de débattre de cela. C'est la meilleure des garan-ties pour la protection du patri-

 Aujourd'hui, la commission doit élargir son champ de compétence. sur ses soixante-dix membres, il n'y a par exemple qu'un seul spécialiste du patrimoine industriel. Il serait aussi souhaitable de rapprocher la politique de protection des monu-ments de celle des objets d'art. Enfin, la commission devrait être un lieu de discussion sur les travaux les plus importants, et un lieu de réflexion sur le sujet même des monu-ments. Depuis Mérimée (1), la notion de monument historique a considérablement évolué, sauf dans les dix dernières années : on reste aux mêmes principes, alors que le contexte a radicalement changé.

 II faudrait par exemple étudier, d'une manière générale, les conditions d'utilisation des nouveaux matériaux: Et dans chaque cas, il conviendrait de mieux cerner l'ambition des restaurations, leurs coûts, leurs délais. Pourquoi faut-il attendre vingt ans pour la restauration d'une église comme Saint-Sernin, à Toulouse? D'autres méthodes, d'autres programmes ne permettraient-ils pas de ramener ces délais à dix ou même cinq ans ? Désormais, nous devons arriver à ce que toutes les conséquences d'une restauration soient étudiées à l'avance. Cela sera fait pour un curtain nombre d'opérations majeures en 1985, puis ces études préalables seront systématiques à partir de 1986. Si nous ne modernisons pas

effet condamnés. Propos recueillis per PRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) NDLR. - Prosper Mérimée fut inspecteur des monuments historiques et recensa le patrimoine archéologique de

Partition-collage à Chaillot

Aurant le préciser d'emblée, pour éviser tont malentendu, l'Empire de Dadi, spectacle « d'après la musique d'Erik Sa-tie», présenté par le Grupo Ac-cion de Buenos-Aires, a connu le soir de la « première » un succès d'autant plus franc qu'il n'était guère prévisible pendant la pre-mière demi-heure. Les gags sont venus, les collages d'auteurs di-vers - Satie, Debussy, Massenet, Verdi, etc. – ont produit l'effet qu'ou attend généralement des ci-tations hors contexte.

Il est inutile de vouloir aller contre les modes et l'air du temps – toutes les idées de mise en scène originale qu'on a vu naître depuis dix ans se trouvent réunies ici par Jacobo Romano. — et de donner Jacobo Romano, — et de nomer tort aux spectateurs qui, étant venus pour se divertir en connais-sance de cause, ne se sont finale-ment pas ennuyés. C'est seuls-ment à l'intention de ceux qui éprouvent une certaine tendresse pour l'art assez hermétique l'ina-lement d'Erik Satie qu'il convient d'un speciacle relevant davantage du music-hall culturel que du théâtre musical à la manière de

Jorge Zulueta, auteur de la partition-collage, tient lui-même le piano avec une maîtrise certaine; trois chanteuses (Janice Baird, Peggy Bouveret et Nobuko Takabashi) se partagent les airs et les rôles de divas habiliées par Paco Rabanne et Juan Gatti ; d musiciens, clarinette et hautbois (les percussions sont dans la fosse, le synthétiseur... dans les haut-parleurs) et six comédiens évoluent en tous seus afin qu'il se pesse toujours plusieurs choses à la fois. Le mut semble parfaite-ment réglé, seul le dessein reste obscur, mais justement c'est pour qu'on puisse encore en parler

GERLAND CONDE.

★ Théâtre national de Chaillot, jusqu'au 1= décembre. Soirées à 20 h 30, matinées le dimanche à 15 h. Relâche dimanche soir et

Reuben et son poète

Reuben est le nom d'un chien ébouriffé, deus ex machina du film de Robert Ellis Miller, dont le héros est un poète qui se prend pour Dylan Thomas et se rêve Rimbeud, tout en regrettant de ne pas avoir abandonné la poésie à temps.

En vérité, il n'écrit plus. Il fait des tournées de conférences dans des clubs de femmes, femmes auxquelles il s'accroche en parasite, cultivant son charme de chien fou, de don Juan alco cynique et enfantin. Il est celui qui a besoin d'elles, et elles n'y résistent pas... Jusqu'au jour où il les pieds sur terre, qui, naturelle-ment, le laisse tomber. Enfin, c'est lui qui la laisse tomber quand il apprend qu'elle attend un bébé, mais elle s'y attendait. Elle avait fait déjà le tour du frimeur, du tricheur, qui lui laisse quand même un beau souvenir en e suicidant par inadvertance pourreit-on dire....

Tiré d'un roman et d'une pièce de théstre, joué en majorité par des acteurs de théstre, Reuben Reuben est décousu et bayard. mais sa vigoureuse insoleno ramène au meilleur Boulevard anglo-saxon. Tom Conti, sélectionné aux oscars pour son inter-prétation du poète, est effective-ment drôle, émouvant, charmeur malgré son aspect de clochard imbibé.

COLETTE GODARD.

GEORGE-V - MONTPARNASSE PATHÉ - QUINTETTE PATHÉ - LUMIÈRE -FAUVETTE - ST-LAZARE-PASQUIER - FORUM ORIENT-EXPRESS - MARBEUF CLUNY ÉCOLES - BASTILLE - Rex MELUN



MUSIQUE

AVEC L'ATELIER LYRIQUE DE TOURCOINC

Les enfants chantent « l'Odyssée »

L'Atelier lyrique de Tourcoing, cette « petite » cellule de création de l'Opéra du Nord, poursuit sa navigation impertinente et imprévue sans se laisser troubler par les diffi-cutés de l'heure. Sous la direction conviviale, mais vigoureuse, de Jean-Claude Malgoire, il marque des points dans tous les domaines : naguère, il remporte le prix du meilleur spectacle lyrique en province du Syndicat de la critique, avec le Cou-ronnement de Poppée, lui adjoint un Retour d'Ulysse du même Monteverdi, aussi exceptionnel, puis saute dans le théttre musical contempo-rain, dont il présente cinq spécimens J'an passé dans la même soirée, et le pici qui commande un opéra pour enfants inspiré de l'Odyssée!

A la manière des Travaux d'Hercule d'Antoine Duhamél (créés à Lyon et repris en 1982 à Tourcoing), Mol. Ulysse, de Rémy Lanreillard, mis en musique per Isabelle Aboulker, fait une large place aux écoliers : à chaque représentation jamais les mêmes, qui, depuis le mois de septembre, ont travaillé leurs rôles avec les animateurs de l'Atelier et appris les chants avec leurs instituteurs qui les ont familis-risées avec le chef-d'œuvre d'Homère. Au total, après les six représentations de Tourcoing et les quatre de Calais (du 4 au 9 décembre), ce sont cinq cents gamins qui auront joué les aventures du roi d'Ithaque.

La scène se passe chez Alkinoos, roi de Phéacie, où Ulysse, naufragé,

a été recueilli par les enfants qui entourent Nausicas. Personne ne vent croire qu'il est le héros de l'Illiade, le vaingueur de Trôie. Pour sauver se tête, tel Shéhéra-zade, il va raconter son histoire, ses légendes fabuleuses et, pour mieux assurer son emprise sur le public, il les met en scène en engageant tous les assistants, jusqu'à ce qu'aucun donte ne soit plus permis : « L'aède le meilleur n'eût pas mieux reconté », dit Alkinoos émerveillé. Ainsi les enfants, sans cesse pré-sents, incarnent tour à tour les Loto-phages, Circé et ses cochons, Polyphème le Cyclope et ses moutons, les sirènes, les vents libérés par Eole. Charybde et Scylla, le voyage d'Ulysse chez les morts, etc., épi-sodes très habilement résumés, sans schématisme, par Rémi Laureillard. La mise en scène, fraîche, trucu-lente, parfois émouvante, de Christian Baggen, prend en quelque sorte la main des petits acteurs en leur faia main des petres actions en leur fai-sant accomplir des actions simples, par groupes ou individuellement, qu'il exécutent avec beaucoup de spontanéité ou avec une gravité rituelle, toujours exactement accordés au caractère de l'action.

Chemin faisant, ils chantent les jolis chœurs écrits par Isabelle Aboulker (* Nausicaa, qui épouses-tu aujourd'hui?... Lotus, fleur de l'oubli... Nous sommes les morts...») dans un langage tonal ou modal très limpide, avec de déli-cieuses touches orchestrales, alternant avec les « grands airs » des personnages principaux. l'Ulysse

neuse Nausicaa de Florence Limon, l'Alkinoos d'une démesure comique de Jacques Schwarz__

On regrette seulement qu'Isabelle
Aboulker ait un peu trop limité ses
interventions dans cet « opéra;
comique » (car il y a beaucoup de
textes parlés) et surtout les interludes d'orchestre, confiés aux élèves des conservatoires de Tourcoing et de Calais. Mais l'ensemble du spectacle a un charme vrai : il présente, sur les ouvrages similaires de Britten et de Menotti, par exemple, l'avan-tage d'ouvrir aux enfants les trésors d'Homère, et de les relier ainsi à ce dits qui ont été votés pour 1985, il y fonds commun de civilisation, qui a la participation de nombreux parreste encore si présent dans nos expressions familières et au détour de bien des œuvres littéraires ou musicales d'aujourd'hui.

JACQUES LONCHAMPT.

THÉATRE

PASOLINI AU CENTRE POMPIDOU

Résurrection

Sans être vraiment passé par le purgatoire des lettres, jamais Paso-lini a'a été l'objet d'autant de célé-brations : celles du peintre, du poète, de l'homme de théâtre. Sa lumière noire éclaire largement le Festival d'automne. C'est une sorte de triptyque dramatique qui vient d'être présenté au Centre Pompidou avec Amado mio, Uccellacci, secellisi et enfin Orgia.

Avec Amado mio, spectacle sw cal de Gianni Fiori, on est plus près de la pantomime que du thélitre, de la réverie fantasmatique que de la ransposition thélitrale de quelques pages de roman: quelques couples équivoques, dans un bal populaire des années 50, chantent et dansent des rengames du temps. C'est à une collection de croquis, à un climat, que tout se ramène et c'est un peu court en dépit du charme des jeunes comédiens-danseurs-chanteurs du groupe Xéno qui ont tous le ton juste de l'élégance canaille.

Uccellacci, accellini reprend le scenario original dont Pasolini n'avait pes retenu tous les épisodes pour son film. Ninetto Davoli, le comédien fétiche, le luron frisé et rigolard du Décaméron, est le fil conducteur de ce spectaçle, présenté par le Collectif de Parme. Il y reprend, dix-huit ans après, le rôle qu'il tensit an cinéma aux côtés de

Trois apologues politiques, tous trois liés au bestiaire fantastique. Dans le premier, les comédieus entrent par effraction dans une chapelle où se pastiche ironiquement Ciotto : deux moines, envoyés par saint François pour prêcher aux oiseaux, découvrent avec l'illa des conversions que les faucons finissent toujours par dévorer les moineaux. Dans le second, un ani-

d'arracher à se solitude et à son silence un aigle royal perché en haut des gradins derrière les spectateurs. Rien n'y fait : ni les citations de Pasde Paul VI. A la raison qui cherche un compromis entre foi et progrès, l'aigle préfère la prière.

Dernier épisode : un père (Mar-cello Vazzole) et un fils (Ninetto Davoli) tâchent le long d'une cour-sive en carré de jouer l'errance métaphysique, tandis qu'à leurs pieds les poursuit un vilain corbean marxiste qui s'efforce en vain de les inciter à la lutte. Brèves scènes de théâtre suif façon Teatro del Vati-cano, vrzies projections des fané-railles de Togliatti où le peuple se signe devant le cercueil : perpé-tuelles interférences des mythologies italiennes et des contradictions du poète. L'issue fatale ne manque pas : corbean est enfin dévoré. C'est de loin, la meilleure partie du spectacle où l'on sent Pasolini mettre à dis-tance avec une ironie efficace, le Christ et Marx et toutes ses plus

Un spectacle comme Oreid résonne plutôt comme un non lies. Dans un appartement — labyriathe de métal mat et une pénombre sacrée, trêmant sur un étrange lit triangulaire, une femme, énorme chouette au regard opaque, attend. taurean tourmenté par des diges-tions difficiles, marmure tendre-ment des menaces. Simple rituel sado-masochiste d'un couple petit-bourgeois des années 60, fasciné par

la mort à donner et à recevoir. L'homme se penche sur le corps montri de sa femme pour y lire avi-dement les signes de la correption et du néent. Il mera sa femme, puis ses

prostituée qu'il cherche aussi à introduire dans la liturgie du «bon usage de la mort» et finira par se pendre après s'être minutieu revêta des sous-vêtements de la fille enfuie : ultime acte de transgression qui fonde hérosquement son identité et proclame l'homosexualité comme défi suprême à l'ordre bourgeois C'est assez dire que le texte porte sa date. Pour cet oratorio funèbre, Mario Missiroli a mis en soène — pour le Teatro Stabile de Turin les intentions de Pasolini, avec beau-

coup (trop) de respect. Orgia se réduit à une orgie langagière. Alexandro Haber apporte au rôle de l'homme une force brisée pathètique. Dans sa folic immobile. Laura Betti reste un monstre admirable. Pourtant, en dépit d'aussi extraordinaires, fantômes, le grand poète disparu reste absent. Trop de mots sans doute, et dans une langue plus grande partie des spectateurs parisiens. Pasolini au Centre Pompi-dou : une émouvante mais difficile

BERNARD RAFFALLL

* Centre Georges-Pompidou (grande salle), *Orgia*, jusqu'au 25 novembre à 20 à 30. Le 25 novembre

 TOURS AURA SON BALZAC. n TOURS AURA SON BALZAC.

— La ville de Tours, où maquit Balzac, vient de se porter acquireur de l'une des luit épreuves d'une statue de l'écrivain qui secont drées à partir d'un plâtre de Rodie fabriqué entre 1892 et 1896. Ce pilitre, qui permettra de sortir une statue en brooze de 1,10 m de hunt, avait servi d'étude pour une plus grande statue qu'un pout voir à Paris, à l'angle des boulevards Raspail et du Montparmasse. C'est le Mande des beaux-arts de Taura au acrueilleur ce Balzac.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA OU VOUS ÉTES : THEIR LE BRÉVIAIRE D'AMOUR D'UN HALTEROPHILE : Lucer maire (222-26-50), 22 heures. LA CHASSE AUX DRAGONS :

RENDEZ-VOUS DANS LE SQUARE: Technic de l'Ocean pari-sien (772-09-59), 21 h. MY FAIR LADY : Théâtre de Boulogne-Billancourt (603-60-44), 20 h 30,

Les salles subventionnées

OPERA (742-57-50), 19 k 30 : la Chova-SALLE FAVART (296-06-11), 20 h : is COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20),

CHAILLOT (727-81-15); Grand Thilitre, 20 b 30: l'Empire de Dadi; Thilitre Gi-mier, 20 h 30: Une pièce d'amour, ODÉON (Thilitre de l'Emrage) (325-70-32), 20 h 30: l'Ulusion.

70-32), 20 h 30: l'Illusion.
PETTI ODÉON, Thilire de l'Europe (325-70-32), 18 h 30: Tchécoslovaquie : TEP (364-80-80), Théêtre, 20 h 30 :

BEAUBOURG (277-12-33), 16 h, C. La-BEAUBOURG (277-12-33), 16 h. C. Lapoints: Comment fabriquer use surcière?: 17 h: Du texte à la mise en
scène (à l'occasion de la création de la
pière « Company», de S. Beckett);
21 h: Dominique Vincent (Trois poètes
dans ma voix); Comparts-enimeties,
20 h 30: György Ligoti; 18 h 30; Forum
des percussions; Cinéma-vidés, Nonveaux films BPL 16 h: Encyclopédie rediovisnelle du cinéma; naissance du cinéma pariant, de C.J. Philippe; 19 h:
Jacques Brel, de R. Pradines; Théitre/Danne; 20 h 30; Orgin, de P.P. Pasolini.

CARRE SILVIA MONPORT (531-

Les autres salles ANTOINE - SINGONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sab ARTISTIC-ATHEVAINS (379-06-18),

20 h 30 : la Ville marine ARTS-REBERTOT (387-23-23), 21 h : in ATALANTE (606-11-90), 20 h 30 : 9

ATYLIER (606-49-24), 21 h : la Desse de

ATHENEE (742-67-27), salle L-Jose urd, 20 h 30 : le Réve de d'Alemb BASTILLE (357-42-14), 19 h 45 : les Es-caliers du Sacré-Cour (voir asset Festi-val d'automne).

BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Dom Juan. BOUFFES PARISIENS (296-60-24).

15 à 30 : l'ai deux mots à vous dire, BOURVIL (373-47-84), 20 h : Elles nous parkingt d'amour. BOUVARD ex-POTINIÈRE (261-44-16)

21 h: Theitre de Bouvird.

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (372-00-15), 20 h 30 : N°être. CARTOUCHERIE, Epie de Buis (908-39-74), le Prince travesti. — Th. de FAquarina (374-99-61), 20 h 30 : l'In-truse - Léonie est en synoss.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69). Grand Thélitre, 20 h 30 : Corneille. Resserve 20 h 30 : Lucrèce Borgia.

COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revieus dorusir à l'Elysée. COMÉDIE ITALIENNE (321-23-22), 20 h 30 : Le Retour de la villégiature. COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 45 : Messions les ronds-do-cuir. II. 15 h : le Acceptal de Jules Remark. DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Or-phée ; 21 : Et si je metmis un pou de gur-

223, RUE LECOURSE, 20 h : la Chaire DEX INT. UNILLISE.

DEX HEURES (606-07-48), 20 b : le Quasimodo; 20 b 36 : An secours papa, sisman veut me taor; 22 h : Pleure pas, c'est de la politique.

EDOUARD-VII (142-57-49), 20 1 30 : ESPACE GAITE (327-95-94), 20 1: 30 :

ESPACE RIBION (373-50-25), 28 H 30 : ESPACE MARAES (584-09-31) 18 h 30 ; Hop Signor: 20 h 30: Aven-vons des neu-velles des docume? ESSAION (278-46-42), L. 19 h: Many contro Mary 20 h 45: le Conzumes de Par,

- R. 18 h 30 ; is Tour-d'amour : 21 h : Toril. PONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (237-41-56), 21 h : h Dep-niès Répétition de Freshwater de Virgi-

nière Répé nia Woolf. PONTAINE (874-74-40), 20 h 15: hs GAITÉ-MONTPARNASSE (323-16-18)

20 h 45 : Grand-père. GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Educating Rite. GRAND HALL MONTORGUEL (296-

04-06), 20 h 30; les hfille et une swits du tant ou le jon du hasard. HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30; la Cantatrice chanve; 20 h 30; la Laçou; 21 h 30; Offenbach, in commit? JARDIN D'HEVER (255-74-40), 21 h;

A BRUYERE (\$74-76-99), 80 k 30 : LUCERNAIRE (544-57-34) L 20 h 15: Ubst enchaîné. — EL 18 h 30: la Feaume fauve; 20 h 15: Pour Thomas; 22 h 15: Hiroshima mon amour. Petite safle, 18 h 30: Parious français, s* 2; 22 h 30:

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h : l'Ecole des filles ; 22 h 30 ; Weiting for the Sun on la Nef des form. MADELEINE (265-07-09), 20 h 45: Un

MANUFACTURE (722-09-58), 20 k 30 : MARIE-STUART (508-17-90), 22 h : Ap-

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napo-léon. – Saille Gahriel (225-20-74), 21 h : In Borine. MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Mell-Moloman II. – Petite selle, 21 h : Attention à la p'tite marche.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On Ohera MICHODERE (742-95-22), 20 k 30 : ks

MOGADOR (285-28-90), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac. MONTPARNASSE (320-89-90), G salle 21 h : Duo pour une soliste. — Petite salle, 21 h : le Carte du tandre.

NOUVEAUTÉS .(770-52-76), 20 l: 30 :

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : POp-POCHE (548-92-97). 20 h : Gertree

PORTE DE GENTELLY (580-20-20), 20 h 30 : Talos, Paris et Be SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h :

QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 : Phones Park. RENAISSANCE (208-18-50), 21 h : Umo cić poer deux.

SAINT-GEORGES (\$78-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emi SALLE M.L. KING (370-48-88), 20 k 30: ia Nuit des Bulgare STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (723-36-62), 20 h 45 : De si tendres licat.

TEMPLIERS (278-91-15), 20 h 30 : h TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), L 20 h 30: Victimes du devoir ; IL 20 h 30 : Huis clos. Bil. 22 h : Leonore d'Esse.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire. THÉATRE MÉNILMONTANT (366-60-60), 30 à 30 : le Journal d'un fou.

THEATRE NOIR (346-91-93), 20 h 30: THEATRE 18 (226-47-47), 20 h 30 : Din-THEATRE DE PARIS (280-09-30), Pa-the suile, 20 h 30 : Letters Home. THÉATRE DE LA PLAINE (\$42-32-25), 20 h 30 : Chambres calancs, vac ser la

Le Monde Informations Speciacles 281 26 20 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des solles

Vendredi 23 novembre

Ide II h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

tion at prix préférentials avec la Carte Club

THEATRE PRESENT (203-02-55), 20 h 30 : Ulau Présid THÉATRE DU BOND-POINT (256-76-80), Grande salle, 20 h 30 : Angelo, tytus de Padous; Petite salle, 20 h 30, Compagnie (de Beckett).

THEATRE DU TEMPS (355-10-88), THÉATRE DE L'UNION (246-20-83), 20 h 45 : Dis à la Lune qu'elle vis TRISTAN-BERNARD (522-08-40),

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : les VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 :

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhi-stofros; 21 h 30 : Buby or not buby; ,22 h 45 : in Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84). 20 h 15: Apauls = MCC; 21 h 30: les Démones Louion; 22 h 30: les Sacrés Monstres; II. 20 h 15: Super Lucette; 21 h 30: Deix pour le priz d'un; 22 h 30: Limite!

BOURVIL (373-47-84), 26 h: Elles nous parlaient d'amour, 21 h 15: You a marr...cz vous ? CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 à :

Inspasse der morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), L. 20 is 15:
Tiene vollt deur boudins; 21 is 30: Mangeuses d'hommes; 22 is 30: Ories de secours, El. 20 is 15: Qu'balance pas mai; 21 h 30 : le Chromosome chatoui 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETTI CASENO (278-36-50), 21 h : 11 m/y a pes d'avion à Orly ; 22 h 15 : Bonjour POINT VIRGULE (278-67-03), 20 h 15: Moi je craque, mes purents gaquent; 21 h 30: Bonjour les clips. PROLOGUE (575-33-15), 21 1 30 : Ap-

tion au point de Gre SAN PIERU CORSU, 21 h 15 : A. RIvière, P. Robin. SENTIER DES HALLES (236-37-27);

20 lt 15 : Les dames de cour qui piquent ; 21 h 30 : Marshall nous voill. THEATRE 3 == 4 (327-09-16), 20 h 30 : les Voisins; 22 h 30 : Ca. TENTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phòdre; 21 h 30 : Le care labite an rez-de-chausée; 22 h 30; Le roi effermeiand.

VIELLE CRILLE (707-60-93), 20 h : Th-La danse

THEATRE DU JARDIN (747-77-86), 25 h JO: Balley E Pagara, THEATRE DE PARIS (280-09-30), 26 h JO: Co-Pa Decouda,

Opérettes. BOBINO-ELDORADO (24)-21-80); 20 h 30 : Hourse Papa. ELYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), 20 h 30 : Les Mille et Une Nuite.

Opéra A DEJAZET (801-97-34), 21 h Lo Mé-ESPACE CARDIN (266-17-81), 20 h 30 :

Les concerts

Salle Fleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. E. Svetlanov (Dworak, Risaski-Korsakov. Kozastov.

Orchestre de Paris, dir. E. Svetisgov (Dvorak, Rimski-Korsakov). Salle Chopin-Playel, 20 h 30 : S. Baraca hélitre des Champs-Etypies, 20 h 30 : M. Neikrag, P. Zakerman (Beethoven).

M. Neikrug, P. Zaharman (Beethoven).
Sulle Gavena, 20 h 30 : Orchastne
P. Kusetz (Baieljäus, Rodrigo).
Eglise Sahat-Julius-le-Pauvre, 20 h 45 :
M. Burazzoni, S. Volta (musique de la.
Romissance et de baroque inalien).
Eglise den Miletses, 21 h : Y. Hekintota (Bach, Scarlatti, Vivaldi...).
Union contrale des arts diencalifi,
18 h 30 : Musique de cirque.

Festival de l'Ile-de-France (723-40-84)

Sentmarancy, collégade (964-44-31), 21 houres. (528-90-15), 21 h. L'Etang-in-Ville, église Se 17-11), 21 h.

et-Les-in-Forêt,églis - Gilles (960-44-22), 21 h : Ensemble A Sei Voci (Willast, Mereio, Croce...).

Festival d'automne (296-12-27) Contre G. Possille 20 h 30 : Orgin.
Théiltre de Challet, seile Généer (727-81-15), 20 h 30 : Une pièce d'amoir.

An la Bastille (357-42-14), 21 h :

20 h 30 : Entire chien et lou Thicktre de la Ville (274-22-77), 20 h 30 :

cinéma

Les films marqués (*) sent juturility aux aims de troise ma, (**) aux mains de dis-

La Cinémathèque

CHARLOT (704-24-24) 15 h : Ballads pour un voyou, de 5-C. Bonardot ; 19 h : soloamo-dix ans d'Universal : Obsessions, de Julien Davi-vier ; 21 h : Hommage à Tritz Lang : le Se-

ère le porte, **BEAUBOURG (278-35-97)** Pasolini sofmaristo, à 15 h : in Eille dans vitrine, de L. Emmer. Divers aspects du la vitrine, de L. Emmer, Divers aspects du cinéma japonais : 17 h : l'Epouse de Seishu Hannoira, de Yasses Mesumun; : 19 h : le Lac des litmes, de 'I. Tamka.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., EA.) : Goorge-V, & (SCI-

43-46).

AMADEUS (A., v.e.): Gammon Hallen, 1" (297-49-70); Vendöme, 2" (742-97-52); Saint-Gormain Huchette, 9a (633-63-20): UGC Odéon, 6" (225-10-30); La Pagride, 7" (705-12-15); Gammont Chemps-Elysées, 8" (359-64-67); Le Parin, 8" (359-53-99); 14-Juillet Bastille, 11" (357-90-81); Bactrial, 13" (707-28-04); Pamessiene, 14" (359-68-42); PLM Saint-Jacques, 14" (589-68-42); Bienvisme-Montparasse, 15" (544-25-02); 14 Juillet Bastille, 15" (575-79-79), "V. Rex. 2" (236-83-93); Impérial, 2" (742-72-52); Athéna, 12" (343-00-65); Mirasier, 14" (320-89-52); Gaumont Sud, 16" (327-84-50); UGC Convention, 15" (374-93-40); Victor-Hugo, 16" (727-49-75); Calypso, 17" (380-39-11); Pathé Cheiny, 18" (522-46-01).

L'ARNEE DES MEDUSES (Pt.):

Pathé Cichy, 19 (522-46-01).

L'ANNEE DES MEDUSES (Pr.) :
Forum, 19 (296-80-40); Marivanz, 2(296-80-40); Can Beauborng, 3- (27152-36); Paramount Odéon, 6- (32559-83); Marigana, 9- (359-92-82); Mercury, 9- (562-75-90); Saint-LazaraPasquier, 9- (742-56-31); Maxéville, 9(770-72-86); Paramount-Bastille, 12(343-79-17); Nation, 12- (343-04-67);
Paramount Galacie, 13- (580-18-03);
Paramount Galacie, 13- (580-18-03);
Paramount Mostparnasse, 14- (33530-40); Paramount Orléans, 14- (54045-91); Convention Saint-Charles, 19(579-33-00); UGC Convention, 15(574-93-40); Pany, 16- (288-62-34);
Paternount Montparnasse, 18- (606-34-25).

L'ARBALETE (Fr.) (**); Forum, 18-

LARBALETE (F.) (**): Forum, [**]

LARBALETE (F.) (**): Forum, [**]

(297-53-74): Quintette, 5* (633-79-38): Marigatin, 8* (359-92-82); George-V, 8* (562-41-46); Français, 9* (770-33-88): Mantiville, 9* (770-72-86); Bastille, ?14*

(307-54-40); Fauvetta, 13° (331-60-74); Mostamasse Pathé, 14° (330-12-06); Mistral, 14° (539-52-43); Ganmont Convention, 15° (828-42-27); Pathé Clichy, 13° (522-46-01) AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.a.) : Owintetts, 9 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-92-82).

ALSINO Y KL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Républic Cinéma, 11º (805-51-33). 31-33).
L'AMOUR A MORT (Fr.): Movies, 1*
(260-43-99): Studio de la Harpe, 5*
(634-25-52): UGC Marboul, 8* (561-54-95).

L'AMOUR PAR TERRE (Fr.): Saint-Germain Studio, 5 (633-63-20): Parant-nicos, 14 (335-21-21). AMOUREUX VOLONTAIRE (Sow., v.o.): Espace Gabé, 14 (327-95-94)

AVE MARIA (Pr.) ; Studio Cajes, 5 (354-89-22) ; Collect, 3 (359-29-46).

LE RAL (Fr. k.) : Cincohes, 6 (633-10-82). BLASTFIGHTER (A., v.o.) (*): UGC Emitage, 9 (563-16-16). — V.f.: Rex, 2 (216-33-93); Permenant Optics, 9 (742-56-31); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Montparnos, 14 (327-

52-37). 3800ADWAY DANNY ROSE (A., v.o.):
Morica, 1= (260-43-99); Studio Alphu,
5= (354-39-47); George-V, 8= (56241-46); Olympic Entreph, 14= (54443-14); Paramount Montparasse, 14e
(335-30-40).

CAL (Id., v.o.) : Ciné Bembourg, 3° (271-\$2.36) ; UGC Danton, 6° (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8° (526-20-40). – V.f. ; UGC Opén, 2° (574-93-30). CARMEN (Sep., v.o.) : Botte à films, 17-(622-44-21),

CARMEN (Franco-It., v.a.); Publicis-Matignos, 9 (359-31-97). DIVA.(Fr.); Rivell Beaubourg, 4 (272-

EMMANUELLE IV (***) (V. Asg., v.f.); George-V, 8* (562-41-46). ET LA VIE ET LES LARMES (Sov., v.o.): Commo, 6' (544.28-20'). ET VOGUE LE NAVIRE (IL., v.o.): Ste-dio Galande, 5' (354-72-71).

L'STOFFE DES HEROS (A., v.o.):
UGC Martonf, & (561-94-95): Especa
Gatt, 14 (327-95-94).
LES FAUSSES CONFIDENCES (Pr.):
George-V, & (562-41-46): Lamière, 9(246-49-07).

A FEMIME PUBLIQUE (Pr.) (*) : Châtelet. Vicsoria, 1= (506-94-14) : Républic Cinéma, 11* (805-51-33). LE FUTUR EST FEMME (IL, VA) : LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.): UGC Opin, 2 (574-93-50).

CHEYSTORE, LA LECENDE DE TAR-ZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Gaussont Halles, 1st (297-49-70) : Hautofeelile, 6st (633-79-38); Publicis Champs-Elyaéas, 8st (720-76-23) : Kinopanorania, 15st (306-50-50), - v.f.: Français, 9st (770-33-88) : Mazéville, 9st (770-72-86) : Montparassee Pathé, 16st (320-12-06) : Convention Smint-Charles, 15st (579-33-00) ; Pathé Chichy, 15st (522-46-01).

HOLLYWOOD VIXENS (A., v.o.) (**); Ciné Benubourg (H., sp.), 5st (271-52-36).

IL ÉTAIT LINE FOIS EN AMÉRICOUE

Thursday.

RISTER CONTRACTOR

蓝海龙 医皮质素

SMOOTS SHOW

The Water St.

T HONEME IN THE

28 NOTE OF BR

And Annual State of

MESS, TENNEY OR

THE STATE OF THE STATE OF

And Algorithms

The Property of the Parish

MARIE PER RENTE

 $g_{k+1} = g_{k+1} (\omega) \cdot \omega u$

Consideration of the

State of the second

gelan bereit Beite.

man pay the first

1944 Control Con

Mean of the second

MINE AL AIM SAY :

RESON A GRADIN

AROMBO ABOUTER

US RIPOR & (11)

Melon Berner Filip

Danton or 1 2 of the best

name of the 944 944 1955 (victor) to self-one 1954 (victor) March 1954 (victor)

Library 19 Bank St.

Batte 10 (606-64)

MEDROIT RIVE

Buttlement of 163

County Control of the Control of the

And the second of the second o

General Medical Long Comments on the Market Medical Property of the Market Medical Med

Chem. 18 11 110 % 12 Comment agreement in 12 Comment in 12

Board Street Control of the Control

SOLLIES HA ! ININ. duding the party of SOUNT ON SERVICE SERVICE \$PLASH (A. v.) (

STAR WAR 1 C SEC.
DES FIGURE - STARWAR SOLD IN A STARWAR SOLD IN A

LETARTURE II. PALETE BANK IS A

THE IN THE ARMY

ES TROTTORE IN pic Chicara, 11. (atr.

Mary Statement Land

Last de la visit de

Lefe has

Bearing to a

104 Apr 100

Ciné Beaubourg (H. sp.). F (271-52-36).

II. ÉTAIT UNE FOES EN AMÉREQUE (A., v.a.): Chany Ecolos, 9 (354-20-12).

REDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.a.): UGC Erminage, 9 (563-16-16). - V.I.: Rex. 2 (236-83-93); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Moutparasc: 14 (327-52-37).

JE SUES JAZZ... C'EST MA VIE: (V.a.): Club de l'Ecole, 7: (380-42-05).

JOVULEUS PAQUES (Pr.): Bertize, 2 (743-60-33); Richelées, 2 (233-56-70); Bretagne, 6 (222-51-97); Ambessade, 9 (359-19-08); UGC Normandia, 8 (563-16-16): Paris Ciné-1. 10 (770-21-71); Nation, 12 (343-04-67); Fanveire, 13 (331-60-74); Montparasase Pathé, 14 (320-12-06): Gesumoet Convention, 19 (528-42-27); Paramount Maillot, 17 (758-24-24); Pathé Wepler, 18 (522-46-01); Gembetin, 20 (636-10-26).

JOURNAL INTIME (Hong. V.A.):

(526-123-5).

JOURNAL INTIME (Hong., v.d.):

Olympic Batropöt, 14 (H. Sp.) (344-43-14).

LE JUMEAU (Pr.): UGC Biarrice, v. (526-20-40); François, v. (770-33-88).

LIBERTÉ LA NUIT (Fr.) : Seien-André des Arts, 6 (326-80-25). LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnesso, 6 (326-58-00). LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) :

Botes à films, 17 (622-44-21).

MARCHE A L'OP IBRE (Pt.): General Halles, 1" (297-49-70); Paramount Marivaux, 2" (296-80-40); Richelica, 2" (233-56-70); UGC Opéra, 2" (274-93-50); Paramount Odéou, 6" (323-59-83); Gaument Colisée, 8" (329-29-46); George V. 8" (562-41-46); Paramount Opéra, 9" (742-56-31); Nation, 12" (343-04-67); Paramount (233-04-67); Paramount Montpurmane, 14" (339-52-43); Paramount Montpurmane, 14" (335-30-40); Gaument Convention, 15" (828-42-27); Paramount Maffiot, 17" (756-24-24); Pathé Clichy, 18" (522-46-01); Gaument Convention, 15" (534-24-24); Botte à films, 17 (622-44-21). Pathé Clichy, 19 (522-46-01); Gambetta, 20 (636-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

(276-34-15); Sam-Amer-des-Arig, 6 (326-48-18); Elyster Linobh, 8 (359-36-14); 14-Juillet Bastille, 11-(357-90-81); Olympic, 14- (344-43-14); Parmantiens, 14- (320-36-19).

43-14); Parmantiens, 14 (320-36-19).

L'HISTORRE SANS FIN (The never ending Story), film aftenned de Wolfang Petersen (v.o.): Gaumont Halles, 1* (297-49-70); UGC Danton, 6* (225-10-30); Publicis Saint-Germain, 6* (222-72-80); UGC Rebonde, 6* (574-94-94); Colinfe, 9* (359-29-46); Normandie, 9* (533-16-16). — V.f.: Berlitz, 2* (742-80-33); Richellen, 2* (233-56-70); UGC Gare de Lyon, 12* (343-01-59); UGC Gobelins, 13* (336-23-44); Montparnoe; 14* (327-52-77); Mistral, 14* (539-52-43); Gaument Convention, 15* (828-42-27); Mistral, 14* (539-52-43); Gaument Convention, 15* (828-42-27); Mistral, 14* (539-52-43); Images, 18* (522-47-94); Socrétan, 19* (241-77-99).

MAD MISSSON, film de Hongkong de Itsui Hark (vf): Paramount City, 9* (742-56-31); Maxéville, 9* (770-72-86); Paramount Bustille, 12* (343-79-17); Paramount Bustille, 12* (350-18-03); Paramount Montparamous, 14* (335-30-40); Paramount Cidens, 14* (540-45-91); Convention Seim-Charles, 15* (579-33-00); Paramount Montparamount (579-33-00); Paramount (579-33-00); Pa

BOY MEETS GIRL, film français de Loss Carax : 7 Art Beaebourg, 4 D'OURS, film japoneis de Tochio Gotob (v.f.) : Quartier Latin, 5-(326-84-65).

(326-84-65).

ROSGOU A NEW-YORK, film américain de Paial Maumity (v.o.) :
Ciné Bannbourg, 3º (272-63-32);
UGC Outon, 6º (225-16-30); UGC
Rotoinde, 6º (574-94-94); UGC
Champs-Blyiefe, 8º (561-94-95);
14 Juillet Bastille, 11º (357-90-81);
15 Juillet Bastille, 11º (357-90-81);
16 Juillet Bastille, 11º (357-90-81);
16 Juillet Bastille, 11º (357-90-81);
17 (236-91);
18 (236-91-91);
19 Gardel Lyon,
12º (343-01-99);
19 Paramount Galaxie, 13º (580-18-03);
10 (651-99-75)

ROCKENG SELVER, film danois d'Erik Chausen (v.o.) : Studio Seins-Séverin, 5: (354-30-91). Séverin, 5: (354-50-91).

UN AMOUR INTERDIT, film franco-italien de Jean-Pierre Dougase: Foram Orient Express, 1: (223-42-26); Clany Ecoles, 5: (354-20-12); Quinette, 5: (633-79-38); George V. 3: (562-41-46); UGC Marbonf, 8: (561-94-95); Saint-Lezare -Pasquier, 8: (387-35-43); Lamière, 9: (246-49-U7); Le Baitille, II: (307-54-40); Pauvette, 13: (331-60-74); Montparnasse Pathé, 14: (320-12-06).

FESTIVAL INTERNATIONAL DIF

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM FANTASTIQUE (vo./vi):: Grand Rex, 2 (236-83-93). Voir Festivale.







SPECTACLES

Benubourg, 3* (271-52-36); Action Rive Gasche, 5* (354-47-62); UGC Odéon, 6* (225-10-30); UGC Rotonde, 6* (574-14-14); UGC Biarritz, 8* (526-20-40); UGC Benuprenelle,: 15* (575-79-79); v.f.: UGC Opéra, 2* (274-93-50); UGC Boulevard, 9* (574-95-40); Mitamar, 14* (320-89-52).

LE MEILLELIR (A. 20) - Creiche 6* (Fr.): Lucernaire, 6* (544-57-34).

LES YEUX LA BOURDEF (IV. 20)

LE MELLEUR (A. v.o.) : Cinoches, 6-(633-10-82) ; Ambassade, 2- (359-19-08). MEURTRE DANS UN JARDIN

ANGLAIS (Brit., r.o.): 14-Juillet-Parmase, & (326-58-00). Jaillet-Parasse, 6 (325-58-00).

1984 (A., v.o.): Gasmont Haller, 1= (297-49-70); Bretagne, 6 (222-57-97); Hautefeuille, 6 (633-79-38); 14-Juillet Racine, 6 (326-19-68); Marignan, 8 (359-92-82); Publicis Champs-Elysées, 8 (720-76-23); 14-Juillet Bestille, 11-157-90-81); 14-Juillet Bestille, 11-157-90-81); 14-Juillet Bestille, 11-157-90-81); 14-Juillet Bestille, 17-172-52); Pauvette, 13- (331-60-74); Gammont Sud, 14- (327-84-50); Montparasses Pathé, 14- (320-12-06); Images, 18- (522-47-94).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.e.); UGC Marbord, 8 (561-94-95); v.f.; Opéra Night, 2 (296-62-56); Paris Ciné II, 10 (770-21-71).

LE MONTREUR DOUBE (Fr.); Le Lating, 4 (278-47-86).

12 (25)

Ar diver Man

 $a \wedge q_{h, \tau}$

Man Sh

THE PARTY

See Military Balls

MARINE AND SECTION OF THE SECTION OF

1 - 1 67

4 24 49 4 V

110 300

same to the

. Same

1000

ELLY CHE

w11 13

1.50

CESTEMS NOUVEAUX

₩:# P

Signature Signature

State of

مادي ويت

 $\frac{2^{n} e^{2n}}{n^{n}} \leq \frac{2^{n}}{n^{n}}$

· 基本 1、基本

₹.,

ت يوف

. . .

10 Cm

40 12 1 Sept

LE MONTREUR D'OURS (Fr.): Le Latina, 4 (278-47-86).

LES NUITS DE LA FLEINE LUNE (Fr.): Quintette, 5 (633-79-38): Studio Cujas, 5 (354-89-22); George V, 8 (562-41-46); Parnessiens, 14 (335-21-21).

PARIS, TEXAS (A., v.a.): Movies ha Halles, 1s (260-43-99); Ciné Besnabourg, 3 (271-52-36); Panthéon, 5 (354-15-04); Saint-André-des-Aris, 6 (326-80-25); La Pagode, 7 (705-12-15); Marignan, 8 (359-92-82); UGC Biarritz, 5 (526-20-40); Besurial, 13 (707-28-04); Parnessiens, 14 (325-21-21). VI.: UGC Opéra, 2 (574-93-50); UGC Boulevard, 9 (574-95-40).

95-40); UGC MOULEVARD, \$\mathbb{P}\$ (57495-40).

PAR OU TES RENTRÉ, ON T'A PAS

VU SORTIR (Fr.): Berlitz, 2 (74260-33); Richelies, \$\mathbb{P}\$ (233-56-70);
UGC Opéra, 2 (274-93-50); UGC
Odéon, 6 (225-10-30); UGC Montparnasse, 6 (574-44-4); Ambassade, 8 (359-19-08); Normandie, 8 (56316-16); UGC Boulevard, 9 (57495-40); Bestille, 11 (307-54-40); UGC
Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC
Gobelins, 12 (336-23-44); Montparnot,
14 (327-52-37); Mistral, 14 (53952-43); Garmont Convention, 19 (82842-27); Paramount Montmarite, 18 (606-34-25); Images, 18 (523-47-94);
Secrétan, 19 (241-77-99).

POLICE ACADEMY (A., v.f.): Prangals,

POLICE ACADEMY (A., v.f.) : Prançais,

9- (770-33-88).

PRÉNOM CARMEN (Fr.): Grand Pavois (Hsp), 15- (554-46-85).

QUILOMBO (Brésilien v.o.): Clad Benabourg, 3- (271-52-36); Latina, 4- (278-47-86); Denfert, 14- (321-41-01); v.f.; Lumière, 9- (246-49-07).

LES RIPOUX (Fr.): Rez. >- (236-83-93); Berlitz, 2- (742-60-33); UGC Montparasse, 6- (574-94-94); Ambassade, 8- (359-19-08); Gaumont Convention, 15- (828-42-27); Murat, 16- (651-99-75); Calypso, 17- (380-30-11); Paris Loisien Bowling, 18- (606-64-98) Pathé Cilchy, 18- (522-46-01).

RIVE DROTTE RIVE GAUCHE (Fr.):

18 (522-46-01).

RIVE DROTTE RIVE GAUCHE (Pr.):
Foram Orient Express, 1" (233-42-26):
Hautefenilla, 6* (633-79-38); Paremount Odéon, 6* (325-59-83); Marigan, 8* (359-92-32); George V, 8* (362-41-46); Paramount City, 9* (562-45-76); Saint-Lazare Psequiar, 8* (387-35-43); Français, 9* (770-33-88); Maxéville, 9* (770-72-86); Nation, 12* (343-04-67); Athéne, 12* (343-06-65); Passette, 13* (331-56-86); UGC Gobellos, 13* (336-23-44); Mentagrasses Passette, 13" (336-23-44); Montparasse-lins, 13" (336-23-44); Montparasse-Pathé, 14" (320-12-06); Parassiens, 14" (325-21-21); Mistral, 14" (539-52-43); UGC Convention, 15" (574-93-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (575-79-79); Mayfair, 16" (525-27-06); Para-mount Maillot, 17" (758-24-24); Pathé Clichy, 18" (522-46-01).

Clichy, | Pr. (322-46-01).

REUBEN REUBEN (A., v.a.): Forum
Orient Express, | Pr. (233-42-26); Paramount Odéon, & (325-59-83): MonteCarlo, Pr. (225-09-83); Olympic Entreple, 14 (544-43-14); (v.f.): Paramount
Marivaux, Pr. (296-80-40); Paramount
Bastille, | Pr. (343-79-07); Paramount
Galaxie, | Pr. (360-18-03); Paramount
Montparnasse, | Pr. (33530-40); Saint-Charles, | Pr. (379-33-00).

LISS DELES DE FELI (A., v.A.): Gammont

30-40) Saint-Charles, 19 (579-33-00).

LES RUES DE FEU (A., v.A.): Gaumont Halles, 1* (297-49-70); Chuny Palace, 5* (354-07-76); UGC Danton, 6* (223-10-30); UGC Ermitage, 8* (363-16-16); Ambassade, 8* (359-19-08); Bienvenife Montparussee, 15* (544-25-02); 14-Juillet Beaugrenelle, 19* (575-79-79); (v.L.): Richelieu, 2* (233-56-70); UGC Optra, 2* (274-93-50); UGC Montparantese, 6* (574-94-94); UGC Boulevard, 9* (574-95-40); UGC Goro de Lyon, 12* (343-01-59); UGC Gobelins, 13* (336-23-44); Gaumont Sud, 14* (327-84-50); UGC Convention, 15* (574-84-50); UGC Convention, 15* (574-84-50); UGC Convention, 15* (574-84-50); UGC Convention, 15* (574-84-50); Secrétan, 19* (241-77-99); Gambetta, 20* (636-10-96).

SOLLERS JOUE DIDERSOT (Fr.): Standio 43, 9* (770-63-40).

dio 43, 9" (770-63-40). SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.) : Ber-: 182, 2 (742-60-33). SPLASH (A., v.a.) : UGC Biarritz, 8-(526-20-40) ; (v.l.) : Rex. 2 (236-

STAR WAR LA SAGA, LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI (A. v.o.) : Bourial, 13 (707-28-04) ; Baluse (v.o., v.f.), & (561-10-00).

TLE TARFUFFE (Pr.) : Checkes, 6 (683-

1082).

ALA TETE DANS LE SAC (Fr.): Foram
Orient Express, 1= (233-22-26); Paramount Marivaux, 2: (296-80-40): Paramount City Triomphe, 3: (52-45-76);
Marigman, 3: (359-92-82); Paramount Gran, 9: (742-56-31): Paramount Montparassee, 14: (335-30-40); Paramount Montparassee, 14: (335-30-40); Paramount Herry (408-121).

(Angl., v.a.): Forest Orient
Express; 1= (233-42-26); Hautefeeille,
(633-79-38); George V, 3= (562-41-46); Parmassions, 14= (335-21-21);
(v.f.): Imperal, 2= (742-72-52). THIS IS THE ARMY (A. v.o.): Olympic & Lexembourg, 6 (H. sp.) (633-97-77). * Luxembourg, o* (rt. sp.) (033-97-77).

TOP SECRET (A., v.a.) : Saint-Michel, 3

** (326-79-17) : UGC Marbeuf, 3** (56194-95) : (v.f.) : Paramount Opera, 9*

**(742-56-31).

LES TROTTOIRS DE BANGKOK (FL) (**) Bergère, 9. (770-77-58). LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : Républic Cinéma, 11 (805-51-33).

(Ft.): Lucernaire, 6 (544-51-34).

LES YEUX LA BOUCHE (It., v.o.):
Forum, 1" (297-53-74); Quintotte, 5"
(633-79-38): Parmassiens, 14" (33521-21).

Les grandes reprises

ALICE DANS LES VILLES (All, v.o.) : 14 Juillet Pername, 6 (326-58-00). L'AMI AMÉRICAIN (All., v.o.): Reflet Quartier Latin, 5 (326-84-65).

ASSURANCE SUR LA MORT (A., v.o.): Action Christine bis, 6º (329-11-30). BIQUEFARRE (Pr.) : Olympia, 14 (544-43-14).

43-14).

LA CINQUIÈME COLONNE (A., v.c.):
Action Christine Bis, 6 (329-11-30).

LA CORDE (A., v.c.): Reflet Médicis, 9 (633-25-97); George-V, 8 (562-41-46);
Action La Payette, 9 (329-79-89); Parassiens, 14 (320-30-19).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUI LA TÊTE (Bots.-A., v.f.): Capri, 2 (508-11-69).

L/ETAT DES CHOSES (A., v.a.): \$4-André-des-Aria, 6 (326-48-18). EXCALIBUR (A., v.L): Opéra Nigia, 2-FARREBIQUE (Fr.) : Olympic, 14 (544-

FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Cinoches, & HAIR (A., v.o.) : Boltes à films, 17 (622-HAUTE PEGRE (A., v.a.): Action Ecoles, 5: (325-72-07). BOTEL DU NORD (Fr.): Stadio Ber-

HOTEL DU NORD (Fr.): Studio Bertrand, 7: (783-64-66).

NDIA SONG (Fr.): Forum Orient Express, 1= (233-42-26); 14-Juillet Parsasse, 6: (326-58-00).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.)

(**): Grand Pavois, 15: (354-46-85);
Bolte à films, 17: (622-44-21).

PAI LE DROIT DE VIVEE (A., v.o.) : Olympic Laxenbourg, 6 (633-97-77). JULIA (A., v.o.) : Bocsperte, 6 (326-

LIQUID SEY (A., v.o.) (**): Cinoches, 6* (633-10-82).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap. v.o.): Républic Chéma, 11* (\$05-51-33). LA MAIN AU COLLET (A., VA.) : Epfe

de Bois, 5 (337-57-47). LOLITA (A., v.o.) : Champo, 5 (354-MERLIN L'ENCHANTEUR (A., V.I.): Napoléon, 17º (267-63-42).

METROPOLIS (AL.): Studio de la Harpe, 5º (634-25-52).

MIDNOCHT EXPRESS (A., v.i.) (***):

Canci. 2r (508-11-69). NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Balzac, NOTRE HISTORRE (Fr.) : Paris Louis

BOVING HISTORIE (PT.) ? PRIS LORINI BOVING, 18" (606-64-98). L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6" (329-11-30). ORANGE MÉCANEQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (h.sp.), 9" (354-72-71) ; Botte à films, 17" (622-44-21).

OSSESSIONE (It., v.o.) : Champo, 5-(354-51-60). OTHELLO (A., v.o.) : Reflet Logos-II, 5 PAIN ET CHOCOLAT (h., v.o.) : St-Miciel, 5 (326-79-17).

S APPAR Olympic St-Germain, 6* (222-87-23). LA PASSION DE JEANNE D'ABC (Dan.): Tempion, 3 (272-94-56). PHANTOM OF THE PARADER (A., v.o.) (*): Chitelet Victoria (H. sp.) (508-94-14).

(3R-94-14).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.):
Club de l'Étolle, 17 (380-42-05).

LE PONT DU NORD (Fr.): Olympic
Laxembourg, 6 (633-97-77). .RAGTIME (A., v.o.) : Ciné 13 Première (sam., dim.), 18 (259-62-75).

RASHOMON (Jup., v.o.) : St-Lambert, 15: (532-91-68). TUE CASES-NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15' (554-56-85). SEPT ANS DE RÉFLEXION (A., v.o.):

Action Christine, 9 (329-11-30).

SPARTACUS (A., v.o.): Epie de bois, 5 (337-57-47),

TAKING OFF (A., v.o.): Reflet Quartier
Latin, 9: (326-84-65).

TCHAO PANTIN (Fr.): Andri Bazin,
13: (337-74-39); Grand Pavois (Hap),
15: (554-46-85).

TTTANEC (A., v.o.) : Contrescurps, 5 (325-78-37)

TO BE OR NOT TO BE (Lablach) (A., v.o.): Action Ecoles, 5' (325-72-07). THEOREME (it., v.o.): Forum, ib (297-53-74); St-Germain Village, 5 (633-63-20); Lincoln, 8 (359-36-14); Olym-pic Marilyn, 14 (544-43-14); Parmassions, 14 (320-30-19).

LES TROIS FRÈRES (lt., v.a.) : Cinéma mit, 19 (203-02-55). LA VIPERE (A., v.o.): Action Rive Gas-che. 5 (329-44-40); Mac Mahon, 17 (380-24-81). Philippe Boucher

La grève à la radiotélévision annulée « in extremis »

Une quarantaine de postes seront créés

Le préavis de grève de vingt-quatre heures déposé, pour vendredi 23 novembre, par plusieurs syndicats de la radiotélévision, a été levé dans la mit du jeudi 22 au vendredi 23 novembre. A Radio-France internationale, toutefois, le mouvement a été majutenu. Le gouvernement s'est engagé à créer une quarantaine d'emplois pour faire face aux services nouveaux de l'andiovisuel public. Les programmes devaient donc être diffusés normalement sur les chaîne de télévision.

ciation, qui doit permettre au ser-vice public de poursuivre son effort

constant d'amélioration, de rajeu-nissement et de développement du service de radio et de télévision, et de leur qualité ». M. Georges Fil-liond a déclaré dans la nuit que les

postes supplémentaires devraient être répartis entre les divers orga-

mismes « selon les conséquences

entralnées pour chacun d'entre eux par l'allongement des horaires d'émission (...). Le service public de l'audiovisuel a participé de façon très significative depuis trois aux efforts de rigueur et de mornisation notamment cons la forme

nisation, notamment sous la forme d'un redéplolement de ses effectifs,

dépassant mille emplois, pour assu-mer les tâches nouvelles de décen-

tralisation et d'action extérieure et

pour lui permettre d'occuper toute la place qui lui revient dans un envi-

ronnement national et bientôt inter-

national sans cesse plus ouvert à la

concurrence » (...). C'est aussi pourquoi les effets de la rigueur, de

règle dans tout le service public, out été atténués en sa faveur avec une augmentation de plus de 6 % des

moyens qui lui sont alloués dans le budget 1985 ».

Les mesures de redéploiement, l'amélioration de la gestion et de la productivité, ne pouvaient cependant indéfiniment permettre de satisfaire partout les besoins nouveaux, a observé M. Fillioud; c'est

pourquoi le gouvernement a accepté

une quarantaine de postes supplé-mentaires: « Cette adaptation se

trouve et se prouvera facilitée des lors que les activités nouvelles génè-rent des recettes supplémentaires,

car il convient que les crédits

affectés à la création et à la produc-

Le problème posé était celui du blocage des effectifs – décidé par le gouvernement - au moment même où la télévision du matin, la diffusion de Canal Plus et la décentralisa-tion de FR 3 et de Radio-France entraînaient, selon les syndicats, un nécessaire renforcement des postes (le Monde du 23 novembre). L'annonce faite par M. Georges Fil-liond, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, de l'acceptation par le gouvernement de créer une quarantaine de postes supplémentaires à donc créé une ustion nouvelle, et changé les stratégies.

C'est à 4 heures du matin, vendredi 23 novembre (la grève devait commencer peu de temps après), à l'issue de la réunion de négociation engagée sur l'initiative de M. Jac-ques Pomonti, président de l'Institut notionel de la communication audionational de la communication audiovisuelle et président de l'association des employeurs du service public, que le SURT-CFDT (qui regroupe 48 % des pesonnels non journalistes de l'audiovisuel) a décidé de lever le préavis de grève dans les différentes sociétés. « Dès lundi, a annoncé le syndicat, le CFDT audiovisuel rencontrera M. Georges Fillioud, pour concrétiser les perspectives des orientations nouvelles intervenues cette muit. »

Le syndicat CFTC de l'audiovisuel a également décidé de lever son préavis, estimant que ses revendica-tions avaient été partiellement satis-tutelle, notamment l'examen global posé par l'apparition des nouvelles techniques de prises de vues et techniques de prises de vues et l'étude de l'application de la convention collective aux socétés filiales, qui fera l'objet d'un réstamen de fond.

De son côté, M. Jacques Pomonti s'est félicité de la levêc de la grève et de « l'Issue positive de cette négo-

PROGRESSION DU JOURNAL DE 20 HEURES DE TF 1

Le journal de 20 houres de TF 1 a gagné plus de deux millions de téléspectateurs depuis le début de l'année. Cette progression d'andience, mise en lumière par les derniers sondages Audimat (ils calculent de façon automatique les tanx d'écoute), a permis à la chaîne de réduire presque de moité l'écart qui la séparait de l'édition du soir d'Antenne 2. Après avoir atteint un «creux » au printemps dernier, pas-sant sous la barre des 20 %, les informetions du soir de TF 1 n'ont cessé de regagner du terrain: 23,2 % en septembre, 24,5 % en octobre et 25,5 % pour les deux premières semaines de novembre. En outre, pour la première fois depuis deux ans, TF I a battu, à deux reprises, sa consœur à 20 heures en semaine : les 26 septembre et 8 octobre. Ce redressement est attribué, selon la première chaîne, d'une part, su succès de « Cocoricocoboy », l'émission de Stéphane Collaro, d'autre part, à une meilleure qualité du journal.

89 FM à Paris du lundi au vendredi à 12 h 65



Selon M. Mexandeau, le quart de la France pourra s'abonner au câble en 1990

De notre envoyé spécial

rapporteur du budget des PTT - qui sera examiné au Sénat le 25 novembre, - s'est inquiété du retard du plan de câblage. Selon lui, « rien n'a été fait depuis deux ans, depuis l'annonce du plan par le gouvernement . M. Rausch souligne notamment l'absence de contrats fermes. entre la direction générale des télécommunications (DGT) et les collectivités locales, et les incertitudes qui demeurent sur les tarifs de location des réseaux. Remettant en cause les choix technologiques et le monopole de la DGT, le sénateur plaide pour une mise en œuvre plus libérale du câblage, laissée au soin des municipalités.

M. Louis Mexandeau, ministre des PTT, aura sans doute l'occasion de répondre au maire de Metz lors du débat au Sénat sur le budget des PTT. Mais il devait déjà donner quelques précisions lors de son passage aux premières Assises régionales de la communication organisées par le Club de la presse à Lyon, ce vendredi 23 novembre. Il devait indiquer qu'il existe, à l'heure actuelle, cent cinquante projets intéressant près de quatre cents communes candidates au câblage, représentant environ cinq millions de foyers, soit près du quart de la popu-lation française. L'objectif du ministre est que ces cinq millions de foyers aient la possibilité de s'abonner dês la fin de 1990.

Rappelant qu'il a demandé à la DGT de conclure rapidement la négociation sur les tarifs de location des réseaux, M. Mexandeau devait poursuivre en indiquant que la proposition initiale de la DGT était de

Lyon. - Lors de la conférence de 50 francs par mois pour un service presse qu'il a tenu le 22 novembre, de base de quinze canaux. Les col-M. Jean-Marie Rausch, sénateur lectivités locales estimant qu'elles ne (Union centriste), maire de Metz et s'en sortent pas au-dessus de 35 F par mois, le ministre pense qu'en - coupant is poire on deux = on aboutit à quelque chose de raisonna-

Les télévisions hertziennes

Le ministre devait préciser que les décrets d'application fixant les principales règles de programmation de la télévision per câble seraient promulgués dès que le Parlement aure fini d'examiner la loi sur les sociétés d'économie mixte qui exploiteront les réseaux. La réglomentation qui interdit à un groupe privé la participation à plus d'une société d'exploitation serait assouplie, favorisant ainsi l'investissement financier dans la télévision par

A propos des télévisions hertziennes privées, M. Mexandeau estime qu'il n'existe pas assez de fréquences pour une libéralisation comparable à celles des radios locales. Selon lui, il n'y a de place pour de nouvelles télévisions hertziennes que pour la préfiguration, l'accompagnement et le complément du câblage. Le ministre envisage des autorisations d'émettre accordées par la Haute Autorité à des sociétés d'économie mixte locales exploitantes d'un réseau câblé. C'est, selon lui. une chance que nous devons saisir : faire progresser du même pas la montée en charge de l'équipement technique et celle de l'industrie des

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Vendredi 23 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 in 36 Variénés: Show ross.

Avec Diane Dufresse et Jacques Eligatia.
21 in 50 Feuilleton: l'Année noire.
D'après le roman de C. Castellanets, miss en scène M.-T. Giordana, avec G. Desurthe, G. Minato...
Deunième épisode des méasuentures d'un politier dans l'Italia fascista Spada, victime d'un attenta, haspitalisé et sauvé per miracle, amproma une extourese l'uriest, il l'octole le droit d'interroger personnellement Fuguess. Un feuilleton méditocre.

2 in 50 Documentaire: Photographia es de Turi Webs. Terri Webs.

la 50 Documentaire : Protographie et sociere, de Terri Wehn-Damisch. Image de la réalité ou la photographie manipalée.

Portrait d'une des plus grandes photographes du siècle : Gisèle Freund, ôgée de soixante-treize une, jeune étudiante en sociologie en 1933 en Allemagne nazie, grand reporter et historienne de la photographia. Documents d'époque, quelques clichés parmi les plus célèbres de l'histoire de la photographie.

la 26. internal.

23 h 25 Journel. 23 h 46 C'est à lire. 23 h 50 Clignotent.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 Série : Alló Béstrice. Réal. J. Bestard, Avec N. Courcel, D. Cescaldi,

Réal. J. Bestiaru. Avoca l'achat d'une maison de C. Piéplu... Au moment où Béatrice conclut l'achat d'une maison de campagne, elle apprend qu'une étraige officine vient de naître: une sorte de bureau de poste permettant aux vivants de correspondre avec les morts. Scandale financier | Béatrice, chasseuse de scoops, dévoreuse de micro, enquête. Un'acénario un pet mince pour une comédie très légère... mais bien jouée.

très légère... mais vien joues.

21 h 35 Apostrophes.

Magazine littéraire de B. Pivot.

Sur le thème « Les lauriers sont coupés », sont invités :
Christian Giudicelli (le Point de fune), Didier Martin
(l'Amour dérangé), Michèle Perrein (les Cotomiers de
Bassalane), Jacques-Francis Roland (Un dimanche
inoubliable près des casernes), Dominique Bona (Argentina), Bertrand Visage (Tous les soleils).

22 h 50 Journel.

33 h Cinécelub : Randaz-vous de juillet.

23 h Ciné-ckub : Rendez-vous de juitet. Film français de J. Becker (1949), avec D. Gelin,

B. Lajarrige, M. Ronet, P. Trabaud, N. Courcel, B. Anber, P. Maronil (N.). B. Anber, P. Muratii (N.).
Entre l'idélisme et l'arrivisme, des garçons et des filles fréquentant Saint-Germain-des-Prés cherchent leur voie dans la société d'après-guerre. Cette chronique d'une génération et d'une époque a vieilit par certains côtés, mais reste une sorte de document nostalgique.

Ce soir à "Apostrophes" Leannique Bona ----**ARGENTINA** roman MERCURE DE FRANCE

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC). 20 h 35 Vendredi : Sahel 34, Lee cumions de l'espoir. Magazine d'information d'André Campana.

l'espoir. Magazine à mormation à Aoure Campain.

Les images de l'opération Sahel 84 (lancée par RTL et soutenue par FR3): une caravane de camions débarquant queique douze mille caisses de médicaments et de matérial dans les pays les plus déshérités de l'Afrique: la Mauritanie, le Niger, le Mail. Un bilan plutôt positif, J.-C. Deniau et A. Maestrati out montré des images très dunes matte de la Magazine l'appropriet que qu'ils u'en page une page. dures, mais on a parfois l'impression qu'ils n'ont pas pu – ou pas osé – prendre le risque de décourager une cide qui, bien que dérisoire, n'en reste pas moins nécessaire. 21 h 30 Journal

21 h 55 Espace francophone.

La chanson dans les Carelhes

22 h 50 Les cinq minutes d'écologie mentale de

Muse Dabray.

Avant l'heure, c'est pas l'heure. Réal. J. Barinst.

22 h 30 Musi-club.

« Noces » d'I. Stravinsky, chorégraphie J. Killan.

FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Drôles d'histoires; 17 h 10, Fraggle Rock; 18 h, La dernière pirogue; 18 h 30, Vos livres m'intéressent; 18 h 55, Inspecteur Gadget; 19 h, Feuilleton: Foncouverte; 19 h 15, Informations; 19 h 50, Atout PIC.

CANAL PLUS

28 h 30, l'Australienne; 22 h, El, film de L. Bunuel (drame psychologique); 0 h 15, Rage, film de D. Cronenberg (suspense); 1 h 46, Identification d'une femane, film de M. Antonioni (drame psychologique); 3 h 45, Concert : Paul McCartney; 4 h 25, La Bête, film de V. Borowczyk (fro-

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le grand débat : la presse est-elle malade? Avec Jean Daniel («le Nouvei Observateur»), Serge July («Libération»), Jean-François Kahn («l'Evénement du jeudi»), Alain Peyrefitte.
 21 h 30 Riack and blue : Le jezz et les écrivains, avec Tony

22 h 30 Nuits magnétiques : Squatt.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert: « Requiem » de Mozart, « Un survivant de Varsovie » de Schoenberg, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. B. Klee, sol. J. Beckmann, D. Soffel...
22 h 34 Les soirées de France-Masique: surviva de Sibelius: vers 23 h 05, Ex libris; à 1 h, musique tradition-sulle de Masique.

Les programmes du samedi 24 et du dimanche 25 novembre se trouvent dans «le Monde Loisirs»

COMMUNICATION

Les projets du « Monde »

Le Monde entend se donner les moyens nécessaires au redressement de sa situation financière et à la relance du journal, de ses publica-tions et de ses autres possibilités de diversification. Les porteurs de parts de la SARL le Monde se prononceront le 7 décembre sur le plan proposé par le gérant.

Dans cette perspective, la direc-tion de l'entreprise et le Comité intersyndical du Livre parisien CGT, ainsi que les délégués syndicaux CGT, qui se sont rencontrés le jeudi 22 novembre 1984, ont contre-signé une déclaration commune.

Nos lecteurs doivent savoir que le Monde imprime actuellement toutes ses publications dans deux imprime ries, l'une étant située au siège du journal, 5, rue des Italiens, à Paris, l'autre dans la proche banlieue, à Saint-Denis. Le Monde envisage d'utiliser le fac-similé, procédé qui permet de transmettre à distance les pages d'un journal de telle sorte que celui-ci puisse être imprimé dans les régions où il est diffusé. Ce système d'impression a pour principal avan-tage de servir aux lecteurs les plus éloignés un journal beaucoup plus au fait de la dernière actualité. La décentralisation d'une partie de l'impression suppose une modification du format pour les exemplaires imprimés et diffusés en province.

« Les parties - précise la déclaration commune - sons convenues que l'utilisation du fac-similé permettra la publication du journal selon deux formats :

- La format tabloïd normalisê pour la province, avec la possibilité d'ores et déjà de faire confectionner des pages locales par les ouvriers du Livre du Monde ;

– Et — pour une période transitoire - le format actuel, ce qui entraînera le maintien d'une des deux unités de production, celle de Paris, avec le regroupement du labeur actuel, du départ-poste pour partie, en attendant de nouveaux ents. »

La déclaration précise que ces réformes s'accompagneront d'un plan social . dans le respect des dispositions conventionnelles et contractuelles » et « avec la ferme volonté de la direction de proposer une solution acceptable pour tous les salariés concernés par cette restructuration ».

Il est dit, en conclusion : - Les efforts consentis par les ouvriers du Livre s'inscrivent dans une perspective de redéploiement du titre et de ses produits dérivés. De son côté, la direction du Monde s'engage, en s'associant éventuellement avec d'autres éditeurs, à se doter de moyens modernes d'impression pour la région parisienne et réserve à cet esfet le site de Saint-Denis.

Compressions budgétaires à l'agence France-Presse

L'agence France-Presse devra réaliser 9 millions de france d'économie en 1985 pour boucler son budget. Telle est la conséquence directe du blocage de la hausse des tarifs (4,9 %) imposé par le gouverne (le Monde du 13 novembre).

Le conseil d'administration de l'AFP, réuni le 21 novembre sous le ence de M. Heari Pigeat, a donc arrêté diverses mesures de compression de dépenses : report à 1986 de quelques opérations de dé-

veloppement prévues fin 1985; efforts de gestion dans différents secteurs (frais de représentation, remplacements temporaires, piges...); accélération du calendrier de redéploiement du personnel, surtout parmi les employés de presse; enfin, révision des modalités d'attribution d'une prime fonctionnelle instituée lors de l'introduction du système majuscule-minuscule et typage-codage des dépêches.

Le film et le livre au centre des discussions des ministres de la culture des Dix

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés europécnnes). - Les ministres de la culture des Dix, qui étaient réunis jeudi 22 novembre à Bruxelles, prennent apparemment conscience de l'utilité et des possibilités d'une action commune. C'est du moins l'impression ressentie par M. Jack Lang qui, à l'issue de la réunion, s'est déclaré très satisfait.

Les ministres, jusqu'ici peu familiers de la scène communantaire, apprennent à se commaître et tien nent à se revoir. Leur dernière répnion a eu lieu au premier semestre 1984 sous la présidence française; les Irlandais, qui assurent actuellement la présidence de la communauté, ont suivi ; les Italiens viennent d'indiquer leur intention de convoquer une nouvelle session début 1985.

Un des soucis des Dix est d'aider les producteurs de films et de programmes de télévision à s'organise afin de mieux affronter la concur d'années, les besoins européens pour le câble et les satellites seront d'environ 125000 heures de fiction par an, alors qu'il ne s'en produit aujourd'hui que 5 000. Tous ont estimé jeudi qu'il serait opportun de consentir un effort accru et de le faire de manière collective. Faut-il envisager la création d'un fonds européen de soutien à l'industrie de l'image ? La majorité des Etats res paraissent souscrire à cette idée. Mais, compte tenu des réserves exprimées par certains, surtout les Britanniques. la collaboration publique en la matière se fera d'abord sur une base volontaire intergouvernementale.

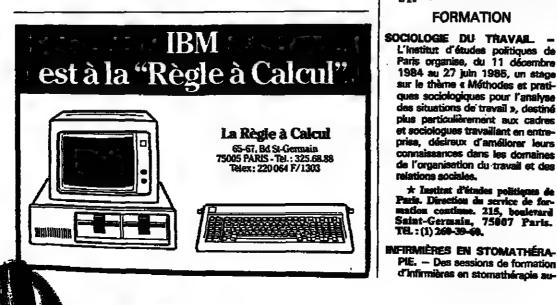
Les Etats membres attendent en effet que la Cour de justice européenne se prononce sur la compatioilité de la loi française instaurant un prix unique du livre avec le traité de Rome; les ministres ont donc voulu se garder de toute déclaration susceptible d'être interprétée de la Baume, 75008 Paris).

M. Lang a nearmoins constaté que « tous les pays de la Communauté, SOUR LINE FORME OU SOUS LINE OUITE. appliquent un système de ce

Bref, sur ce thème aussi, les ministres se retrouvent sur une même ligne : ils manifestent une volonté commune de sauvegarder la création littéraire; ils considérent qu'il faut défendre le livre comme une partie du patrimoine culturel européen. Les Italiens out décidé de réunir une conférence européenne pour la livre début 1985 où se retrouveront les représentants des pouvoirs publics mais aussi ceux des différentes professions du livre, écrivains, éditeurs et libraires, L'obiet de cette conférence sera de jeter les bases d'une accion commune des

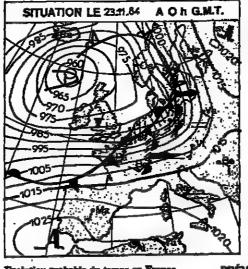
PHILIPPE LEMAITRE.

 Lancement de - Science et Vie Economie ». - Un nouveau mensus spécialisé. Science et Vie Economité - dernier-né du groupe Excelsior publications, qui publie notamment Science et vie (353 000 exemplaires dissusés) et *l'Action automobile* (464 000 exemplaires) - est mis en vente le jeudi 22 novembre (Prix: 18 F). Dirigé par M. Paul Dupuy, offrant cent douze pages format.
News magazine ». en couleur, Science et Vie Economie se propose essentiellement de vulgariser, au service d'un large public, les mécanismes qui régissent l'économie. Le premier numéro, tiré à 300 000 exemplaires, donne les résultats d'un sondage sur les Français et l'économie. «Sciences et Vie Économie ne se veut pas un magazine économique de plus, mais un magazine différent », écrit M. Gilles Coville, rédacteur en chef. dans un éditorial (rédaction : 2, rue



INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



1010.

PRÉVISIONS POUR LE 24.71.84 DÉBUT DE MATINÈE

entre le vendredi 23 novembre à 9 heure et le samedi 24 novembre à

Le rapide flux perturbé d'ouest se maintient. Dans ce flux circule un front <u>ondulant avec de l'air doux et humide.</u>

Samedi, la zone pluvieuse qui sura intéressé le mait une moitié nord du pays se décalers vite vers le sud-est. Elle donnera des pluies modérées le matin, du Sud-Ouest aux Alpes, puis quelques pluies ea Méditerranée, avant de s'évaquer hors du pays l'après-midi.

Le vent, de secteur ouest, sara très fort à l'intérieur, en moitié nord, le mait de vendredi à samedi. On pourrait arteindre le fort coup de vent en Man-

Après le passage de la zone pluvieuse, les éclaircies deviendront progressive-ment plus belles, avec toutefols qual-ques averses le matin, au nord de la Seine, l'après-midi, dans le nord-est.

Une nouvelle onde pinvieuse concer-nera en fin de journée les régions s'éten-dant de la Bretagne à l'Aquinaine, avec nouveau renforcement du vent. L'après-midi, les températures ati dront des maximales de 14 à 20 degrés du nord au sud. Les minima, en baisse de quelques degrés dans le nord-cuest, évoluerent peu ailleurs.

EVOLUTION PRÉVLIE POUR LE DIMANCHE 25 NOVEMBRE

Les pluies avant attaint les réclors de l'Onest la veille progresseront cette fois vers l'Est, accompagnées d'un renforce-ment du vent de sud-onest. Elles s'étandront en fin de journée du Nord-Est au

EN BREF -

Avant l'arrivés de ces pluies, le temps sera agréable pour se couvrir progressi-vement, sauf sur les régions méditerra-

ENVIRONNEMENT

HÉLAS, PAUVRE BORIC !. - En

janvier dernier, Boric a été re-

trouvé tué d'une balle, probable-

ment par un braconnier. Boric était

l'un des huit lynx réintroduits, an

1983 dans les forêts vosgiennes,

après un siècle et demi d'absence

de l'espèce. L'opération « Rempla-

cer Boric » lancée par l'Association

de la nature en Alsace (AFRPN)

s'adresse à peux qu'intéresse la

sauvegarde de notre patrimoine

naturel. Elle les invite à adresser leurs dons à l'AFRPN, Opération

Lynx, 8, rue de la Bourse, 68100

Mulhouse. Renseignements: (1) 336-79-95.

EXPOSITION

vitesse et longueur de

TEMPS. - L'Observatoire de

Paris organise une exposition sur

l'occasion de la nouvelle défi

e thème : < Longueur et temps > à

du mètre établie par la Conférence

internationale des poids et me-

sures : « Le mêtre est la longueur du trajet percouru dens le vide par la lumière pendant une durée de 1/299792458 de seconde ».

Dans des perspectives à la fois historiques et scientifiques, les vi-

siteurs pourront voir des docu-

ments, des instruments (horloge à

eau, horloge atomique, etc.), mais

aussi assister à des expériences et

* Observatoire de Paris, 61, ave-me de l'Observatoire, 75014 Paris. Tél.: 320-12-10, du 1" au 16 dé-cembre tous les jours de 18 h à 17 h. Adultes 10 F, étudiants et lycéens,

FORMATION

L'institut d'études politiques de

Paris organise, du 11 décembre 1984 au 27 juin 1985, un stage

sur le thème « Méthodes et prati-

ques sociologiques pour l'analyse des situations de travail », destiné Dius particulièrement aux cadres

et sociologues travailiant en entre-

prise, désireux d'améliorer leurs

connaissances dans les domaines

de l'organisation du travail et des

* l'estitat d'étades politiques de Paris. Direction du service de for-mation continue. 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél.: (1) 260-39-60.

PIE. - Des sessions de formation

d'infirmières en stomathérapie au-

relations encirles

à des démonstrations.

lérative régionale de protection

A l'arrivée de cette perturbation,

l'après-midi, le temps sera variable dans la Nord-Ouest, avec des éclaireies et des Les températures sertitit en

baisse par rapport à la veille. niveau de la mer était, à Paris, to

Températures (le premier chiffre dique le maximum enregistré au cours

libers, soit 752.5 millimètres de mer-

de la journée du 22 novembre; le second, le minimum de la nuit du 22 novembre au 23 novembre) : Ajac-

ront lieu du 14 jenvier au 1º 16-

à l'institut international supérieus

de formation des cadres de santé

162, avenue Lacassagne,

69424 Lyon, cedex 3, tél. : (7)

854-54-12) et du 7 au 19 janvier,

du 11 au 22 mars et du 3 au 14 juin 1985 à Paris, dans le ca-

dre du GRIEPS (Groupe de recher-

che et d'intervention pour l'éduce-

tion permanente des soignants), 1, place du 11-novembre-1918,

94360 Bry-sur-Marne (1) 881-

60-90. Le contenu des pro-

grammes est le même pour les

deux formations. (La stomathéra-

qui, par suite d'une opération ou

d'un accident, ont - temporaire-

abouchement d'organe à la peau :

SOLIDARITÉ

UN GUIDE POUR LES SANS-

LOGIS. - La préfecture de la ré-gion d'Ile-de-France, en collabora-

tion avec l'observatoire régional de santé, vient de réaliser un

bergement pour personnes en dif-ficulté».

les mairies, les préfectures, les

rists de police, répertorie les cent

quarante établissements qui of-

frent des possibilités d'héberge-

ment en lie de-France, en men

tionnant leurs caractéristiques

(aide aux toxicomanes, aux conva

lescents, aux prostituées, aux jeunes en difficulté, etc.). Sont

également précisés le sexe et la

tranche d'âge des personnes que

ces établissements peuvent ac-

Sur les 6 464 places d'héberge-

ment proposéss, près de la moitié sont localisées dans la capitale.

STAGE

« SAVEZ-VOUS LIRE UN JOUR

NAL ? ». - Sous ce titre. l'Union

féminime civique et sociale (UFCS)

propose de devenir des « consom-

mateurs actifs de l'information » (grille d'analyse, réflexion en

groupes, exercices de créativité).

Stage de trois jours, les 13, 14 et

17 décembre. Renseignements et

inscriptions: UFCS, 6, rue Béran-

ger, 75003 Paris. Tel.: 272-

19-18 l'après-midi.

services sociaux et les commi

Cette brochure, diffusée dans

ide pratique des centres d'hé

intestin, uretère, etc.)

pie consiste à soigner des patien

vrier et du 15 avril au 7 mai 1985

cio. 19 et 9 degres; Barritz, 20 et 17;
Bordeanx, 18 et 15; Bourges, 16 et 13;
Brest, 15 et 12; Caen, 17 et 11; Cherbourg, 14 et 9; Clermont-Ferrand, 18 et 14; Dijon, 11 et 11; Grenoble-St-M.-H., 8 et 8; Grenoble-St-Geoirs, 10 et 9; Lille, 15 et 11; Lyon, 13 et 12; Marseille-Marignane, 17 et 9; Nancy, 13 et 12; Nantes, 16 et 14; Nice-Che d'Azur, 16 et 10; Paris-Montmouris, 17-et 12; Paris-Che 16 et 11; Paris 22 et et 12; Paris-Orly, 16 et 11; Pau, 22 et 11; Perpignan, 18 et 9; Rennes, 16 et 12; Strasbourg, 15 et 14; Tours, 16 et 13; Toulouse, 20 et 9; Pointe-à-Pitre, 27

et 21. Températures relevées à l'étrange Aiger, 22 et 7; Amsterdam, 14 et 10; Athènes, 18 et 10; Berlin, 8 et 7; Bonn, 14 et 11; Bruxelles, 16 et 10; Le Caire 24 et 14; lles Caneries, 25 et 19; Copen hagus, 7 et 6; Dakar, 24 et 24; Djerba, 20 et 11; Genève, 10 et 10; Istanbul, 10 et 7: Jérusalem, 19 et 10; Lisbonne, 19 et 14; Londres, 13 et 8; Luxembourg, 13 et 10; Madrid, 15 et 8; Montréal, 0 et - 4; Moscou, - 1 et - 3; Nairobi, 2: et 14; New-York, 4 et - 3; Palma-de Majorque, 19 et 10; Rio-de-Janeiro, 2: et 20; Rome, 18 et 9; Stockholm, 5 et 3: Tozeur, 20 et 11; Tunis, 20 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

WEEK-END D'U CHINEUR

Should Caloo (241 Eta)

• INGLNII

CHUES D'AGES

PARIS

Nouveau Drouot, 14 heures: bijonx, bibelous, fourrures, photos.

ILE-DE-FRANCE Corbell, 14 heures: talleaux, por-celaines, meubles: Dress, 14 h 30: armes: L'Isle-Adam, 14 heures: meubles et objets divers; Mantes-la-Jolie, 11 heures: fontures, bijoux; Rambonillet, 14 h 30; menbles et objets divers.

Dissanche 25 ner

Chartres, 14 heures: ebjets d'an, argenterie, meubles, bicyclettes anciennes et documentation s'y rap-portant; Les Andelys, 14 h 30; meubles, objets d'art, argentarie, bijoux; L'Isle-Adam, 14 houres tapis d'Orient: Louviers, 14 h 30: Extrême Orient, tapis; Postois 9 heures : véhicules automobile Rambouillet, 11 heures : manuscrie et documents du XVIIIe siècle: 14 heures : monnaies, livres; Sees 14 h 30: éventails, costumes de théâtre, meubles, tablezax Verrières-le-Buisson, 10 et 14 heures : art populaire; Versailles-Chevau-légere, 14 heures: tableaux ancient XIX siècle, objets d'art, p grands vins.

PLUS LOIN Samedi 24 novembre

Agen, 14 heures : membies, d'art; Marseille, 14 h 30; d'art, Extrême-Orient, men Montmort, 14 houres : mobil d'un château; Montpellier, 14 houres : tableaux anciens, tableaux modernes, argenterie, bijoux; Nantes, 14 et 20 heures: livres; Villefranche-sur-Saste. 14 h 30 : meubles, objets d'art, tableaux, Extrême-Orient.

Arles, 14 houres : Extrême-Orient; Aubagne, 14 h 30 : gravures, bijoux, argenterie, meubles; Avignon, 14 boures; bijoux, objets d'art, tableaux, monbres; Calais, 14 h 30: bijoux, argenterie, objets 14 heures : meubles, tableaux, tapis Fécaup, 14 houres : tableaux, meubles, argenterie, bijoux; Montargis, 14 heures : meubles, tableaux; Montmort, 14 houres: mobilier d'un château; Romans, 14 h 30: objets d'art, meubles; Troyes, 14 heures : monnaies, céramiques, moubles, tableaux anciens, argenterie; Vougeot, 14 h 30 et 21 heures : tableaux anciens et modernes, meubles, argenterie, bijoux.

FOIRES ET SALONS D'ANTIQUITÉS ET BROCANTE

Bordeaux-Quisconces; Evry 2. Mesmecy (91), Metz, Paris quai Branly, Samois-cur-Seine (77) (dimanché sculement).

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 25 NOVEMBRE L'art de la sculpture mondaine »,
 15 heures, Musée des monuments français, M^{iss} Oswald.

« L'abbaye de Pentemont » 15 beures, angle rue de Grenelle et rue de Bellechasse, Mª Zujovic. «Le châtean de Maisons-Laffitte», 15 h 30, entrée, côté parc, M™ Hulot.

«La Renaissance en Europe», 16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M= Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques). «Rue du Pas-de-la-Male», 15 h 15, 50, rue des Tournelles (M= Barbier).

« Hôtel de Bourbon-Condé » « Montmartre », 14 h 30, métro Abbeses (Les fiâneries). « Le Marais », 15 h, 24, run Pavé (Paris et son histoire).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris autrefois). « L'He Seint-Louis », 10 h 30, métro Pont-Marie (M. Pohyer).

«Rue de Richelieu», 15 heures métro Quatre-Septembre (Présence du

CONFÉRENCES

DIMANCHE 25 NOVEMBRE 60, boulevard de Latour-Maubourg, Brumfeld: 14 h 30: «La Nor



vège > ; 16 h 30 : « La Saède » ; 18 h 30 : «La Finlande» (Rescontre

JOURNAL OFFICIEL-

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 23 novembre : **DEUX DECRETS**

· Portant modification des dispositions du code des assurances relatives à la réglementation des pla-cements des entreprises d'assurance et de capitalisation.

• Pris pour l'application de Fordonnance du 21 mars 1984 relative au revenu de remplacement des travailleurs involontairement privée d'emploi.

UN ARRÊTÉ · Portant création d'un bureau des marchés à l'établissement public du Grand Louvre.

RECTIFICATIF. - Jennie Churchill - L'exposition consacrée à Jennie Churchill a lieu au 34 avenne Kléber à Paris, 16º et non au 24,

THE THE ST MAKE SO MAKEN 943 180,00 F 71 200,00 F 5 250,00 F

@ @ @ @ **@** 5 80% FF 944-629 105.00 F . 8,00 F E BOME HT

publie ui destinée écoulée d'annonc · Un c aux cadr nationa recruten tn vente

Chargeig

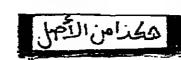
Mai bits

heig e

Char

BON DE CI Adresse ____ Code postal Nombre d'e

Commande i



Hauts-de-Seine

L'HAY-LES-ROSES

130 m², 6 P. 183 m². 547-82-62/661-32-11.

COURSEVOIE Récidence Montjoie, Malrie, appt 87 m², tt cit, sé; + 3 e, soleil. calme, cave, par 780.000, 788-16-28 apr. 18 h

Province IRGENT vd appt squipé pou pars. Hauts de Vaugrenier 06270 Villeneuve-Loubet. T. (63) 49-22-73 h. rapas.

MONTE-CARLO pres per

A vd Tignes VAL CLARET 2 P., s. de bris, kitchenetts, état neuf, sxposé pien sud, vue dégeée. 290.000 F. Téléphone : (88) 80-11-80.

locations

non meublées

offres

Paris

OMBREUSES LOCATION

DISPONIBLES ENTRE PARTICULIERS

C.L.P. 807-05-46

LOCATION DISPONIBLE entre particulier Paris-banflaue

707-22-05

ENTRALE DES PROPRIÉ-AIRES ET LOCATAIRES 43, rue Claude-Barnard, Paris S. Milero CENSERL

locations

non meublees

demandes

Région parisienne

bureaux

VOTRE SIÈGE A PARIS-17-Domiciliatione RM - RC SARL Constitution STE 783-47-14

Psychanalyse

Philatélie

Moquettes

PSYCHAMALYSTE

Reçoit sur rendes-vous. 735-28-85. (Tél. en soiré

ACHAT
TIMBRES de COLLECTIONS
AU COMPTANT
DEPLACEMENT
ESTIMATION
DISCRÉTION
Gor. à J.R.P. s/réf. TIM,
39, rue de l'Arcade.
75008 PARIÉ, qui tranam.

MOQUETTE SUBER VELDURS 12 coloris Prix poese : 65 F/m².

MOQUETTE 100 %

pure Woolmark. Prix poese : 99 F/m². Téléphone : 858-81-12.

Locations

ANNONCES CLASSEES

60.48 DEMANDES D'EMPLOI 15.00 IMMOBILIER 39.00 17,79 AUTOMOBILES 39,00 46,25

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les poster semaine.



VEEK-END,

1 1 5.0 0000

Pilisip

Manette !

Allen .

1. Miles

Character 3

the second

1. Test 20

Asimir

SAC ARM

· Same

MIT HAS AND IN

r Marin Color

Sept. Also de $\chi_{\alpha}^{\alpha} x = \pi i \pi_{\alpha} + g$ $\Phi(\mathcal{F}^{\mathrm{obs}}(\mathfrak{g}_{\frac{n}{2}}),\mathfrak{g}_{\mathrm{obs}})^{-1/(n+n)}$ $q(\lambda_{1,n}) = 1 - \sigma$

· 498

(66 Jugan garant **通り扱行をしてい**

तक ^कि क्षित्रके केल्क

All the Dis

C. C. C. C. C.

April 1975 April 2015

7.135

 $\mathbb{Z}^{2}, \quad \text{ a.s. } \quad$

新门桥 1000

29 -12

. شد سپورو 44... material of the profits

2.00

美毛 经金额

 $\label{eq:continuous} \mathcal{L} = -2 \mathcal{L}_{\rm eq} \mathcal{L}_{\rm eq} \mathcal{L}_{\rm eq} = 2 \mathcal{L}_{\rm eq}$

Vice of the

红色 医顶部

• JEUNES CHEFS DE PRODUITS A FORT POTENTIEL RELVM 7/950 F



Société chimique inter • INGENIEUR DE PRODUCTION Ref VM 30/222 A

• CHEFS D'AGENCE

Si vous êtes intéressé par l'un de ces po

RM VM 10/1216 A/B

CHAQUE MERCREDI

LE PANORAMA

GROUPE EGOR 8, rue de Berit 75008 Paris.

CENTRE DE DOCUMENTATION NCENIEURS

BYCGDVIEURS
BRECHMENTCIBES
et CHEFS de PROJETS
PL. ou F.
Formetion doctoret débutent
ou dipl. d'ingénieur etpér, 7 ou
3 ans dans un poste d'ingérieur, Connaissances SIRIS 8 et
CSOS mod. 400. Activ. développers. logiciele sur DPS 7/80
et mini 8 arterconnecties. Piet.
Emergaies, Boiré O.M. Disponibilité immidien. Rémunération
113.000 F/an. Er. nº 30. 154
Caramie d'Armonces.
121, rue Résurrur, Paris-24.

ETS D'ENSEIGN. SUP. PRIVÉ (750 élèves révess étacles BAC + 5 années)

I INGÉNIEUR (GDE ÉCOLE OU UNIVERIL)

Enseign. Micro-proc seure ; Conception et enopdrem T.P. (électronique et mic T.P. (discronique et micro-processure). Une première expérience de l'enseignement ou de la forme-tion constiturait un atour. Selaks annuel 150,000 F.

Env. C.V. à ESSEA

L'immobilier emplors regionaux

UN INGÉNIEUR

DE CATÉGORIE 2 A

LABORATORRE, D'ARFECTA TION: HRA M. Paul MANSA! laboratolre d'amfilloration de plannes fourregères méditents néemes, station d'amfilloratio des plantes. Demaines de Malouell.

didetures à déposer au pr tard le 3-12-1984. PIÈCES A FOURNIR : pueller de candidature est advancer dehe, w.-c. 14, RUE BERTHOLLET Indr., sam., lundi, 14-17 un c.v. complet et dét une lettre de mot

D'EMPLOIS

DOPER VIE PROFESSIO SOCIAL, [ét. tras proces. PARIS-NORMANDIE. Esr. s/nº 1.808 le Monde Pyd. service ANNONCES CLASSIES 5, rue des Italians, 75009 Paris

J.F. gedde, 3 bg breass met.
tree, angl. 8P 1 & 2. 8P 3 en
crura, 8 a. sep, bg angl., assist.
d'explot. nomen. seel. de blance,
patts simil, ou sutte Paris,
pronhe basilesse, libre rapid.
T6. 228-45-51 le 21/11 ou
Bor, s/nr 1.589 is Monde Pub.
asrvice Addonnotes CLASSES
B. rue des trailens, 75009 Paci

automobiles

Vd 2 CV-6 1979, 88.000 is

(do 5 à 7 C.V.

NOTRE-BAME RARE ET ORIGINAL

LIVING-ATELIER

imeruscrito);
une fiche d'état civil;
une photo nicesse;
une copie du (dee)
piòrne (s).

DEMANDES

moins de 5 C.V.

appartements ventes

CHAMBRES + 2 BAINS cultina équipée. CALME. POSS. GARAGE. 2.400.000 F. Vis. samedi de 11 à 16 h 30. 14, R. DU CLOITRE N.-DAME.

79, RUE QUINCAMPOR, Studio à aménager. 175.000. 8/pl. vendredi, samedi, 13-16 b ou sur R.-V.: 277-62-23. 5° arrdt

CENSIER-DAUBENTON Imm. pieme de t., balcon s/rue chf. cantr. individual, grand h ving. 1 chtra, entrée, cuis.

M- LUXEMBOURG Bon imm. parre de t., 5º ét. s/rue, sec., chf. centr., sépur, 2 chbres, entrée, cuis., banse, w.-c., bien décoré, 14, rue GAY-LUSSAC, semedi, diman-che, lundi 14 h 30-17 h 30.

12° arrdt M FAIDHERBE

14° arrdt

HAMEAU MONTSOURIS 2 p. et 3 p. Meison, prêts conventionnés, Sur place samedi, 14 h à 17 h. 2, res d'Arcuel.

15º arrdt

imm. pierre de t., gd liv., 1-chbre, entrée, quie., beine, w.-q., chf. centr. individuel 26, rue de le Convention, sem., dim., lundi, 14-17 b. APEMILE-ZOLA \$6, dble + 2 ch., balc., réc., B° ét., vus. Vis. sem., dir., 1 h à 17 h, 119, ev. Emis-Zols ou tél.: 680-83-67.

· 17° arrdt

BD DE COURCELLES Très bel appt 5 pous, prof. Bol-rale, Prévoir trans, 546-57-78.

19° errdt **BUTTES-CHAUMONT**

Part. vends fivres 18*, 19*, 20* siècle illostrés – Listes gratuits. P. Quillet – 12, place du Théltre, 26200 MONTELMAR.

DÉTECTIVE PRIVÉ

Tél.: 822-95-52

(Affaires privées, inch

et commerciales)
Fit.ATURES
(Auto-Moto)
Toures missions France
étranger. Rapports utilisab
davant les tribunsus.

Livres

Détectives

appartements

achats beau 3 pièces confort à Paris. 7 : 871-30-03 de 10 h à 12 h.

A vendre chalet 8 m × 4 m ré-cent. Parfait état, équipé. Prix intérusagnt. Tél. : 082-06-74 (le soir).

de commerce

boutiques

MAIRIE 14º, PRÈS e BUS » Murs patite boutque libres, RARE, 200.000 F. 634-29-10.

maisons de campagne BORDURE SOLOGNE

200 KM PARIS PAR AUTOROUTE DU SUD SUR 1 HECTARE

DEMICHELI

propriétés Part, vd très besu MAS proven-pel, parc, pieces, 14 hs. près bois, 15 mn AM. Téléphone : (42) 57-55-63.

viagers F. CRUZ - 266-19-00

8, RUE LA BOÉTIE-8-Consell 47 ans d'expérience. Px, rentes indexées gerenties. Étude gretuite discrète. Etude LODEL, 35, bd Voltaire, PARIS-11-, Tell.; 355-61-56.

immobilier

A LOUER
Très nombreux appres PARE
BANLIEUE. Appeler le centre
d'information de l'ASSOCIA
TION FRANCAISE DES PRO-PRIÉTAIRES. 3. 2005

legende du Monde

Particuliers (offres)

18M 195.C à boute, moitié prit 4.000 F. IBM 82C 1980, 3.000 F. Télécopieur Xerox. Tél.: 248-52-25, Brocantes Particular wand machine of styles anciene, controllers. Telephone (1) 880-74-24. Expresentit.

Carrelages

DIRECT USINES

Cours

Bénévolement

atences de conversation en angleie, le niveaux et angl. d'affaires. Tél.; 919-41-92. J.H. downe cours d'arabe (de-lecte syrio-libenels) tous réveux ainsi que d'arabe moderne. Téléphone : 588-28-70. Prof. dipl. donne lecons parti-cultires de judo et de Viex Vo Deo à dornicie. Tiliéphone : 704-40-61.

PAPYRUS D'EGYPTÉ paint à la main. Gros, 1/2 gros, détail. Esposition permanente 85, r. M.-Ange, 76010. 681-81-67.

Manuscrits promouvoir et éditer. (1) 278-18-60 (19 et 22 h).

Enseignement

american center

261, bouleverd Raspall 75014 Paris

THE AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

cours/american in v.o. session trimestrielle de janvier stages intensifs tous les 15 jours week-ends à l'American Center

préparation au T.O.E.F.L.

Restaurants

masse unique au du Leing Hötellerie La Vanne Rouge ****

A 45 mm de Paris, en forêt de Fontaînsbissu. Restaurant LA GALÈCHE 4, rue du Cog-Gris, 77300 FONTAINEBLEAU, Téléphone : 422-81-77, SPÉCIALITÉS POISSONS,

Troisième âge

RÉSIDENCE « LES CÈDRES »
10° Pte Italie, Paris, reçoit toutes personnes, tous âges, velides, semi-velides, hadicapés, soins assurés, petits animaux familiers acceptés.
33, av. de Virv, 34100 VILLIJUIF
761. (1) 728-83-63,
111 0311-34-14.

)

Vacances

Tourisme Loisirs

LÉS ORRES (05) appartement très confortable, solell, pour 6 personnes, près pietes pour vacances Noël et février, Téléphone: 772-08-82.

Ski Noël, février, Pêques 5 à 17 ans, encadrés par prof. {1} 322-85-14, Love studio moublé pied des pistes, station ski. Lisison Corbier-Touesuire. Reneeign. : Rsymond Sport, 73530 Saint-Jean-d'Arves. (79) 59-70-81.

Part lose AVORIAZ du 20 au 27/12 et du 27/12 au 3/1 appts 5 pers., forfaits ski, loisins compris. Téléphone : (23) 42-34-42.

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

publie une sélection des offres d'emplois

destinées aux cadres, parues la semaine

écoulée dans le Monde, plus une sélection

aux cadres qui voyagent et aux entreprises

nationales ou internationales qui les

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

d'annonces du Herald Tribune.

Chaque mercredi, « Emplois Cadres »

Un document de synthèse indispensable

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro

Adresse_ Code postal_

Nombre d'exemplaires __

5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

recrutent.

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

Ē

SOCIAL

SELONUNSONDAGEPUBLIÉPAR « CFDT-MAGAZINE » LA CSMF RÉCLAME « DE

74% des Français sont favorables à la modernisation

modernisation du pays comme une chose positive. Publié dans le mensuel CFDT-Magazine à l'occasion de la sortie de sa nouvelle formule, un sondage réalisé par la SOFRES (1) et présenté au cours d'une conférence de presse le 22 novembre, établit que le thème de le modernisation n'effaronche pas l'opinion. Les jeunes et les cadres v sont favorables, tandis que les ouvriers se montrent plus pru-

Toutefois, et à 59 %, les personn interrogées présèrent que la modernisation soit étalée dans le temps plutôt qu'accélérée pour sortir plus vite de la crise. Parmi les priorités, la création d'emplois (79 %) vient en tête suivie du redressement de l'économie française (54 %), 22 % sculement soubaitant le maintien des avantages sociaux. Quant aux

74 % des Français considèrent la porter, les personnes interrog retienpent l'école (42 %), l'industrie (45 %) la recherche (47 %) et ce dans toutes les catégories socio-

> S'agissant des conséquences de la modernisation, enfin, le sondage révèle que 55 % en attendent la création d'emplois dans des secteurs nouvesux, cette conviction étant plus forte chez les cadres supérieurs (79 %), 43 % pensent à des suppressions d'emplois dans des secteurs traditionnels et 43 %, encore, à des difficultés d'adaptation pour les gens qui n'ont pas un niveau d'érades élevé. 25 % scalement en espèrent une réduction de la durée du travail.

(1) Sondage résilée du 4 au 10 octo-bre sur un échantillon représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus selon la méthode des quotas.

La nouvelle politique salariale du CNPF

L'OXYGÈNE » POUR LES TARIFS MÉDICAUX

« Il faut donner de l'oxygène aux médecius conventionnés du premier tecteur », a affirmé M. Jacques Beanpère, président de la Confédération des syndicats médicanx français (CSMF), an cours d'une confédence de presse la mettre di rence de presse le mercredi 21 novembre. Pour le président de la CSMF, il faut trouver un système plus souple pour « permettre aux médecins d'avoir la rémunération à laquelle ils ont droit », sans être hé par les possibilités financières des caisses d'assurance-maladie, qui res-teront nécessairement limitées dans les appécs à venir.

Le CSMF sonhaite, d'autre part, Le CSMF souhaite, d'autre part, des réponses du gouvernement sur trois points d'ici à son assemblée générale des 30 novembre, le et 2 décembre : le tarif de la visite (elle demande que l'augmentation prévue au 31 janvier soit appliquée avant la fin de l'année 1984), les actes médicaux (en « K »), dont le tarif a été modifié par le ministère des effaires aveiales et les frais avodes affaires sociales, et les frais pro-fessionnels des médecins (il s'agit de la possibilité de déduire les frais de

salariale (3,5 % de hausse du

mation provisoire au troisième tri-mestre), à ne garantir le maintien du pouvoir d'achat – voire un léger plus – que là où les entre-prises et les salariés se montreront

Indéniablement, le CNPF jone sur la pédagogie de la crise et la faible mobilisation des salariés

LOGEMENT

Le merché immobilier seion is FNAIM

PARIS: demande sens office PROVINCE : offre sans demande

bilier, c'est, à Paris, une forte reprise de la demande en acquisition, les prix restant stables dans le neuf, et en hausse dans l'ancien et le récent, province, l'offre est en augmenta-tion, les prix restant stables. «Le reurs», a indiqué M. Michel Fagot, directeur des études de conjoneure à la FNAIM (Fédération nationale des agents immobiliers), le jeudi

Cette contradiction entre les ten dances parisiennes et provinciales est sans doute ce qui apparaît le plus frappant depuis le début de l'année.

'A Paris, le stock des appartements neufs est de 600 à 700, tandis qu'en Île-de-France on compte 13 000 logements à vendre, dont 35 % de maisons individuelles, les ventes étant de 50 à 60 appartements per mois dans Paris, et d'un millier en moyenne en Ile-de-France. Le marché est particulièrement actif dans la première couronne (Courbevoie, Vanves, Maisons-Alfort...) à des prix de 10000 F à 12000 F le mètre carré (assortis de prêts conventionnés), tandis que, dans la maison individuelle, le marché est particulièrement actif dans le haut de gamme (1 million de

TRANSPORTS

« Aéroport de Paris » rembourserait par anticipation 1,5 milliard de francs à l'Etat

l'établissement public Aéroports de Paris devrait décider, à la demande du gouvernement, au mois de dé-cembre, de rembourser par anticipa-tion 1,5 milliard de francs de prêts qui lui avaiem été consentis par le Fonds de développement économi-que et social (FDES). Ces prêts de-vaient s'achever en l'an 2007. Le comité d'entreprise a demandé, le 22 novembre, que le conseil d'admi-nistration refuse cette opération, « qui, en fait, ne constitue qu'un re-niement des engagements pris par l'État ». Selon le ministère de l'économie, des finances et du budget, l'Etat ne veut plus, depuis deux ans, prêter lui-même l'argent affecté par le FDES aux entreprises du secteur public, laissant cette tache aux ban-ques. L'Etat intervient seulement

Le conseil d'administration de

pour bonifier les taux des prêts consentis. Il est apparu opportun au ministère de profiter de la conjoneministère de pronter de la conjoneture qui place à peu près au même
niveau les taux des anciens prèts
FDES et cèux du marché financier
pour supprimer les prêts « ancien régime ».

Malbeureusement pour Aéroports
de Paris, ce transfert se traduira MARCH

La CEE

Le pian

g 4,12, 14 - 15

medical first and the second

7. 18 M. C.

Marie Miles Principal Control

Branch Co

State of the State of State of

Market Colored

Remarks and party

British State of the

ger and server

Vaccional States

120 120 120 120

 $I_{\overline{Y}} = \underbrace{\operatorname{dist}}_{Y_{\overline{Y}}} (Y_{\overline{Y}} = Y_{\overline{Y}}) = Y_{\overline{Y}} (Y_{\overline{Y}} = Y_{\overline{Y}})$

gen and a consession

gaz, and in the say

pater & comments

Control Wart - Art.

The state of the state of care received which

product to the

Distriction (1)

facebone a resident

Benedicte Const

Marie Barrell

ten de les les emples

doile automobile appeal

policy and then

lumaters in descriptions

trailes folia inclue

Security and Lot

were and the resultants

55 Fides Services at

1994, editor of a surger

Assistances in

materiora in abos

Arthur Lighteitung area Wast highlige and

early and one of the pro-

NAME OF STREET Sensor. Mrs. Ed.

With the Charles

Butter to group 10 4 h

mercan in lich de

at Stage and Long 19.

La Commiss

lecheance d

mielle of organ

reme a day stell to 21

Maler to 1 - resident

yer)s branched in the (* nuent fereigene figer

to relevance

But ben for downer

& certification of a section of

caque Latin de refine

Pleasure Page men

frace, 30 M. Lore mole des difficultive a recovered

the en rapers of the

Bet 1/11/1 11 1 U 1/C

20 millione de fran

Le porte parole de la sustante de la

encountre de la serie de la se

femal telephone trans

Blobale and the first

Bosembre

WD Television

tout de même par un renchérisse-ment de ses frais financiers. La perception de la « redevance de route », créée dans le cadre du nouveau budget annexe de la navigation aé-rienne, compensera pour 47 millions de francs, cet alourdissement des agios. On indique Rue de Rivoli, que l'augmentation éventuelle de 4 % des tarifs d'Aéroports de Paris n'est pas motivée par cette restructura-tion de la dette de la société.

FEU VERT POUR LE DIRIGEABLE BRITANNIQUE

La commission de l'aviation civile britannique vient d'autoriser un dirigeable, le Skyship 500, à transporter des passagers commerciaux. Le Skyship 500 peut emporter dans une nacelle pressurisée de huit à dix personnes, en plus de l'équipage, à une vitesse de 100 (diomètres à l'heure, Les quatre exemplaires actuellement en service servent à des missions d'observations militaire ou policière et à des vols de promotion publicitaire.

ALLEMANDS ET ITALIENS RIPOSTENT A LA CRÉATION D'UNE TAXE ROUTIÈRE SUISSE

La décision de la Suisse d'instituer des taxes sur les véhicules étrangers circulant sur le territoire helvétique provoque la riposte des gouvernements allemand et italien qui se préparent à imposer les poids ourds suisses entrant chez eux.

A partir du 1" janvier 1985, le gouvernement helvétique instituera une laxe de 30 F suisses sur chaque véhicule étranger transitant sur son » réseau routier ainsi qu'une vignette annuelle de 500 à 3 000 francs suisses selon le poids du véhicule. Cette mesure a été votée par rélérendum afin de réduire le déficit des entoronies.

Les Allemands, qui ne sont pas parvenus à faire fléchir les Suisses pour leurs camionneurs, ont décidé de leur rendre le pareille ; même taxe pour les poids lourds suisses et même date d'application. Les italiens raniment un vieux traité de 1957 qui prévoyait l'institution une taxo de 60 france si chaque camion helvétique.

Au secrétarist d'Etat français chargé des transports, on déclare déplorer la décision helvétique, mais on n'a pris, e pour le moment, aucune décision de riposte ».

• La CGT et la CFDT appeller à la separation de la grève des ma-ries. – La CGT et la CFDT ont décidé de ne pas reconduire après ce vendredi 23 novembre à minuit le mouvement de grève des marins, out annoncé à Paris les représentants des organisations syndicales de ma-rins et officiers. Les propositions du gouvernement, formulées le matin même, sur les retraites anticipées retent « une avancée non négliable », a déclaré M. François Lagain, secrétaire général de la fédération des marins CGT au nom des deux syndicats. Toutefois, les organisations syndicales ont appelé les marine et les officiers « à s'opposes sciements en cours ou qui

Documentation

■ Mise au vente du nouveau Faits (+0,22). Chez les cadres, la CGC a. et chiffres. — Le recueil Faits et chiffres 1984 est mis en vente au prix de 48 F à partir du vendredi 23 novembre. Cet aide-mémoire de CGT, 5,66 % (+ 0,54 %). La proéconomiques classés par ordre alphabétique, de l'agriculture au murisme. Comme Allassco, qui est réalisé par la même équipe, Faits et chiffres a mis fin à ses le Nouvel Observateur.

FAITS ET CHIFFRES

• 500 millions de france pour le mêtre de Toulouse. — Le premier ministre a annoncé, le 22 novembre, à M. Dominique Baudis, maire (UDF) de Toulouse, que l'Etat déquera une somme de 500 millions de francs pour la construction du mêtro de Toulouse. La métropole de la région Midi-Pyrénées sera la cinquième ville de France à disposer d'un métro, après Paris, Marseille, Lyon et Lille.

• Progrès de FO chez les court. — Aux élections pour le Billancourt, la CFDT recule par rap-port aux élections précédentes, en 1982. FO progresse chez les 1982. FO progresse chez les employés et les techniciens (deuxième collège) comme chez les cadres (trosième collège), la CGT seulement dans le deuxième collège.

Dans celui-ci, sur 4469 inscrits et 2716 exprimés, la CGT a obtenu 42,22 % des wux (+ 4,89 %), FO, 21,73 % (+ 5,77 %), la CFDT, 17,76 % (- 8,69), la CGC, 14,67 % (- 0,4 %), la CFTC, 2,17 % (- 1,35 %), la CSL, 1,58 % atteignant 37,3 % dans le deuxième collège, 43 % dans le troisième.

ia SNCF en 1985. — Selon la Fédération nationale des cheminots OGT, le projet de budget 1985 de la SNCF réduira d'environ cinq mille postes les effectifs de la Société nationale. La CGT a annoncé qu'elle voterait contre ce projet au comité central d'entreprise, d'autant plus qu'une réduction identique est

· Usiner et la reprise de Creusot-Loire. — Alors que les négociations engagées avec le personnel de Creusot-Loire (dans la métallurgie et l'armement) sur la réduction du temps de travail out échoué, Usinor devait déposer, le 23 novembre, son offre définitive de reprise de ces deux départements. Le tribunal de commerce de Paris pourrait donc se prononcer dès la semaine prochaine sur les proposintées par Framatome et

 EDF: Grèves régionales CGT
 du 27 au 29 novembre. – La CGT EDF-GDF a appelé le jeudi 22 no vembre à des mouvements régio-naux de grève. Cette action tou-chera, le 27 novembre, l'Ouest, le Centre, le Sud-Ouest : le 28 novembre l'Est, le Sud-Est et Rhône-Alpes; le 29 novembre, le Nord et la région parisienne, afin de protester contre « la dégradation du service public ». Ces arrêts de travail se tra-dairont par des baisses de tension

NET RAFFERMISSEMENT DU DOLLAR: 9,2480 F

En digit de la haine des taux d'inté-rêt aux États-Unis, et, notamment, de la dinimation du taux d'encompte de la Réserve fédérale, largement anticipée, le dellar s'est raffermi vendrédi 23 noventure y est reffermi vendreil 23 novembre, repassant au-desses in interested 3 DM à Francfort (3,01 DM) et remoutant de 9,18 F à 9,2480 F sur la place de Paris. Sur le marché des changes, on signale use demande continue de dollars, qui empêche cette monmie de baisser.

les plus performants. Alors que l'on ne connaît pas les directives du gouvernement pas les directives du gouvernement pour le secteur public – la limine étant toutefois celle du glissement des prix attendu pour 1985, soit 4,5 %, – cette orientation patronale risque de provoquer une levée de bou-cliers syndicale.

(Suite de la première page.) Nul besoin cette année de faire

une telle recommandation : au cours du premier semestre 1984, vingt-six accords ont été signés dans vingt-trois branches profescana ringutos la limite de 5 %, tandis que les décisions patronales unilatérales étaient «souvent très inférieures à ce chiffre».

Le président de la commission sociale du CNPF évite, comme déjà pour 1984, de fixer une norme chiffrée unique pour 1985; mais il confree unique pour 1985; mais il recommande une règle du jeu sala-rial en six points dans le cadre d'une politique contractuelle à laquelle il se déclare toujours atta-ché. «Les principes de liberté des salaires et de liberté des prix, écrit M. Chotard, doivent nous conduire à mener une politique de , le CNPF indique qu'il multipliera ses efforts pour que les pouvoirs publics renoncent à leur politique de revalorisation des bas salaires par le SMIC, laquelle relève avant tout de la négocia-tion. Selon une étude récente de la direction des relations du tra-vail, sur cent cinquante-cinq grilles de salaires couvrant sept millions de salariés, «90 % des conventions de suartes, «90 % des conventions collectives ont un «mini» ouvriers et employés non qualifiés inférieur au SMIC. 25 % des conventions collectives disposent d'un salaire «maxi» des ouvriers non qualifiés supérieur au SMIC», ce qui souligne l'urgence de mouvelles négociations que les crilles.

M. Chotard affirme surtout avec force un nouveau principe selon lequel eles critères économiques doivent être pris en compte en priorité. Il suit ainsi une voie ouverte par l'UIMM (patronat de la métallurgie), qui estimait que, pour s'affranchir définitivement de l'indexation tant en niveau de l'indexation tant en niveau qu'en masse, les salaires devront être fixés en prenant davantage en considération deux types d'éléments qui avaient été plus ou moins délaissés ces dernières années : les performances individuelles et les paramètres économiques internes à l'entreprise (objectife résultats moductivité etc.). tifs, résultats, productivité, etc.). M. Chotard ne choisit pas un paramêtre par rapport à un autre, cette question faisant l'objet d'un groupe de travail réuni par le CNPF.

Il reprend, en revanche, la recommandation de l'UIMM quant aux performances individuelles en mination des salaires à la perfor-

mance et au mérile». Cet encoura-gement à l'individualisation des rémunérations ou à un système de méritocratie salariale ne fait que prendre en compte une situation qui s'est déjà développée dans plu-sieurs secteurs industriels comme salaire horaire ouvrier au 1" sep-tembre 1984, 0,8 % selon une estila métallurgie notamment, où dès février 1982 la CGT avait dénoncé la « prolique courante » des aug-mentations individuelles, « selon des critères souvent douteux ou des critères souvent douteux ou inadmissibles ». Par principe, les syndicats sont opposés à ce système, dans lequel ils voient le germe d'un remorcement des inégalités. Mais une certaine évolution s'est amorcée, les cadres de l'UCC-CFDT ayant récemment affirmé que « les rémunérations peuvent être pour partie liées aux performances de l'individu et du groupe de travail », mais à condition que des « règles claires » soient négociées dans les entreprises.

La quatrième orientation de M. Chotard concerne plus spécifi-quement les cadres, dans la logique quement les cadres, dans la logique, même du système de performances individuelles : « Il faut, dans le même ordre d'idées, marquer une attention particulière à l'encadrement dont le rôle est fondamental. » Les entreprises réalisant des bénéfices sont toutefois invitées à recourir à l'intéressement des salariés nour modérer la rismeur des recourr à l'intéressement des sain-riés pour modérer la rigueur des recommandations patronales. Conformément aux déclarations de M. Gattaz en septembre sur la relance de la participation des sala-riés, il est précisé que le dispositif salarial pourrait être complété salarial pourrait être complété par une participation financière aux résultats et par l'intéressement, notamment pour les cadres ». Une façon supplémentaire de chercher à motiver davantage les salariés, alors que la baisse du pouvoir d'achat ne se révèle généralement pas très stimulante...

Bien que M. Chotard alt reconna que ses craintes sau la mise en place, du fait des lois Auroux, d'une double négociation salariale dans les branches et dans les entreprises (soumises à l'obligation annuelle de négocier) ne s'étaient pas avérées fondées, il consacre sa sixième et ultime orientation à un rappel des risques d'un tel système. L'articulation entre les deux niveaux de négociation, branches et entreprises, sonligne-t-il, doit être assurée de telle manière que soient évitées des surcoûts. Il souhaite ainsi la recherche d'une «nécessaire solidarité luter-entreprises».

Si la recommandation du CNPF Bien que M. Chotard ait

Si la recommandation du CNPF est appliquée, elle aboutira donc, dans un contexte de décélération

pour faire pesser son message sala-rial. Les tactiques syndicales du moment ne l'ébranleront pas. M. André Bergeron pourrait être amené à radicaliser, dans son discours de clôture du XV congrès confédéral ce 23 novembre, ses cri-tiques contre le putronat. Mais il l'a emporté sur les militants les plus combatifs de son congrès en réussissant à faire adopter dans la donne les mains libres quant an lancement ou non d'une action interprofessionnelle. Le texte final appelle les salariés à réagir par lous les morens y compris la grève contre cette politique anti-sociale et pour imposer le maintien de leur pouvoir d'achat», mais surtout il « rejette la pratique des grèves tournantes et mandate le grèves tournantes et mandate le comité confédéral national pour licats, des militants et de l'ens ble des travailleurs et fixer les modalités d'action nécessaires pour rétablir la libre négociation des salaires et des conditions de travail tant dans le sacteur public

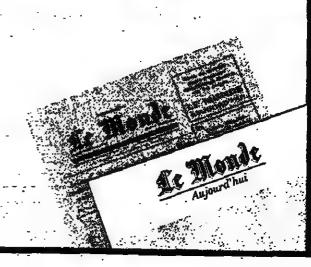
FO ne jouera donc pas dans l'immédiat les va-t-en-guerre. Quant à la CGT, elle sait que la mobilisation est plus difficile. Pour réveiller l'ardeur de ses troupes, M. Heuri Krasucki a amoncé le 23 novembre, à l'issue d'un comité confédéral national, un « temps fort national » le 3 décembre (avec manifestations et déléga-tions) sur la flexibilité de l'emploi lequel donnera le coup d'envoi à une quinzaine d'actions — avec des initiatives de fédérations comme celle de la métallurgie – sur l'emploi, le pouvoir d'achat et la protection sociale. M. Krasucki n'écarte pas une action interprofes-sionnelle... Le moment venu.

MICHEL MOBLECOURT.

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

PUBLICITE: LA FRANCE, PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEA

« LE MONDE AUJOURD'HUI », UN TEMPS FORT POUR LE WEEK-END.



100 mg

- --

Agriculture

W(10)

MARCHÉ COMMUN

LA RÉUNION DES DIX SUR L'ACIER

La CEE limite ses exportations de tubes vers les Etats-Unis Le plan français confirme la fermeture d'Ugine-Fos

Bruxelles (Communautés enro-péennes). — Les Dix sont résignés à limiter à 7,6 % du marché américain leurs exportations de tubes d'acier vers les Etats-Unis. Leurs ministres de l'industrie, réunis le 22 novembre à Bruxelles, ont douné le mandat à la Commission européenne pour la Commission européenne pour négocier un arrangement dans ce seus avec Washington. Les contacts qu'a eus avant le conseil M. Davignon, le vice-président de la commission chargé des affaires industrielles, avec M. Brock, le représentant spécial du président Reagan pour les négociations commerciales, donnent à penser que les Américains accepteront l'offre faite par la Communauté.

Les Dix, en vérité, n'avaient guère Les Dix, en vêrité, n'avaient guère le choix, sachant qu'en l'absence d'un arrangement le président Reagan, qui dispose, depuis peu, de texte— législatifs permettant ee type d'intervention (omnibus trade bill), adopterait des mesures plus radicales encore pour freiner les importations de tubes (le Monde du 22 novembre). Il faut ajouter qu'en l'occurrence les Européens n'ont pas l'impression d'être maltraités. En 1982, les Dix ont conclu avec les Etats-Unis un accord d'autodimination de leurs exportations de protion de leurs exportations de pro-duits sidérurgiques, qui n'inclusit pas les tubes. Ceux-ci, cependant, faisaient l'objet d'un échange de letransacan roope to the community these less deux parties convenaient de se consulter des lors que les livraisons communautaires dépasseraient 5.9 % des besoins américains. Or, en 1984, elles sont supérieures à 14 %.

T - EATH SE EL B

FRIED AUE

CAR THERE

1000

A Contract

化化 经存货价值 化多氯

1000 252

では

- W. W. W.

128 Elf

MATERIAL SECTION

\$25.2

Les discussions des nimistres, qui se sont prolongées tard, n'ont pas porté sur l'opportunité de négocier avec Washington au niveau proposé par la commission, mais sur la répartition des sacrifices entre les États membres. M= Edith Cresson a obtemu que l'industrie nationale puisse fournir 0,97 % du marché américain, an lieu de 0,90 % proposé par Bruxelles. En 1984, les exporta-tions françaises de tubes vers les Etats-Unis atteindront 90 000 tonnes, ce qui représente 1,3 % du marché et une valeur de 300 mil-lions de francs.

Les Dix, en l'absence du ministre italiea, ont reporté à une réunion qu'ils tiendront le 17 décembre le débat sur les aménagements à apporter à la politique de restructu-ration de la sidérargie. La commisration de la sidérurgie. La commission, domant suite à la demande présentée par plusieurs Riais membres dont la France, propose que les gouvernements puissent accorder aux entreprises des aides de fonctionnement jusqu'au 31 décembre 1985, au lieu de la fin 1984, comme prévu par le code des aides adopté par les Dix il y a un peu plus de trois aux. Elle suggère, en outre, que les pouvoirs publics puissent octroyer, pour financer la restructuration de la sidérurgie, un montant d'aide supérieur à celui qu'elle a autorisé en juin 1983.

Dans son esprit, de tels assonolissements doivent accroître les chances d'atteindre l'objectif princi-pal que s'est fixé la Communauté, à savoir le retour à la viabilité des entreprises et à la suppression de toute side publique à compter du 1st janvier 1986. Du tour de table auquel out procédé les ministres, il ressort que la prolongation pour un an des aides de trésorerie ne renconan des ances de tresorens ne rencon-trera pas d'opposition majeure. En revanche, les Allemands et les Néer-landais se sont montrés hostiles à l'augmentation des euveloppes desti-nées à la restructuration. Ils ne pourraient, disent-ils, l'accepter que si les pays qui en font la demande consen-tent des réductions supplémentaires de leur capacité de production.

« Les Allemands ont rejusé la proposition de la commission, mais leur opposition me me semble pas irréductible », a commenté M= Cresson.

Notons que la France a transmis, à la veille du conseil, le pian de res-tracturation d'Asco-Métal, la nou-

La Commission européenne retarde d'un mois l'échéance du paiement de la supertaxe laitière

De notre correspondant

Bruxelles (Communantés euro-péennes). — La Commission euro-péenne a décidé, le 21 novembre, de reporter au 15 décembre l'échéance pour le paiement de la supertaxe au titre des quotas laitiers. Les Dix avaient prévu, le 31 mars 1984, que le prélèvement correspondant à 100 % du prix indicatif du lait à payer pour les quantités dépassant les contingents semestriels alloués à chaque laiterie (d'avril à septem-bre) devait être acquitté au bre) devait être acquitté au

Phisieurs Etats membres, dont la France, avait demandé, afin d'éviter des difficultés financières aux entredes difficultes financieres anx entre-prises, un report jusqu'au 15 février. La Commission, qui gère an plus juste en raison des contraintes bud-gétaires de la CHE, souhaite bénéfi-cier avant la fin de l'année des recettes de cette taxe, estimées à 700 millions de franca, dit-on à

Le porte-parole de la Commission nent annoncé, mercredi, que Bruxelles avait l'intention d'ouvrir des procédures d'infraction à l'encontre des États membres «qui n'appliqueraient pas correctement le système des quotas», dès que les enquêtes menées actuellement seront achevées; parmi les pays visés: la France, le Danemark et vises: la Friance, le Dallania et l'Irlande. Dans ces trois cas, ce n'est pas la imitation de la production globale qui est en cause, mais la manière utilisée pour y parvenir.

Paris, Copenhague et Dublin sont soupçonnes d'avoir autosisé des transferts entre laiteries, instituant en quelque sorie un quota national, alors que le contingentement devait s'effectuer par entreprise. Quant à l'Italie, le quatrième Etat concerné, il lui est reproché d'ignorer complènantaire.

En affirmant publique volonté de faire respecter à la lettre la décision du printemps dernier, la Commission met en garde les gou-vernements contre la tentation de se substituer aux producteurs - Rome s'est déjà manifesté dans ce sens pour le paiement de la supertaxe laitière, ce qui est contraire à la législa-tion européenne en matière de

MARCEL SCOTTO.

• Bearre de Noël : dès le 1" décembre. - Pour décongestion-ner les stocks de beurre curopéen, 200000 tonnes de beurre à prix réduit vont être mises sur le marché, réduit vont être mises sur le marché, dont 50 100 tonnes en France. A compter du 1st décembre, des plaquettes de 250 grammes seront disponibles dans les magasins affichant: «Beurre vente spéciale de la CEE», au prix de 4,40 F, contre un prix de marché variant entre 7,50 F et 9 F. Ce beurre provenant des stocks où il a été congelé, il est décementé à une déconseillé de la soumettre à une nouvelle congélation.

PLANS/CONTRECALQUES COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT : REDUCTION ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-124 _ * 347.21.32 velle société regroupant les unités d'Usinor et de Sacilor produisant les aciers spécianx. La fermeture de l'usine d'Ugine-Fos, sur le principe de laquelle certains, au sein du gon-vernement, souhaitzient revenir,

reste programmée dans ce plan. PHILIPPE LEMAITRE.

BAISSE DES QUOTAS DE PRO-**DUCTION POUR LE PREMIER** TRIMESTRE DE 1985

(De notre correspondant.) Bruxelles. — La production sidé-rurgique des Dix, contingentée au titre de l'article 58 du traité CECA titre de l'article 58 du traité CECA (Communanté européenne du charbon et de l'acier), sera cu baisse an cours du premier trimestre 1985. La Commission européenne a fixé le 22 novembre des quotas inférieurs, pour toutes les catégories concernées, par rapport aux trois derniers mois de 1984. Les contingents du début de l'année prochaine seront également en dessous des volumes arrêtés pour la période correspondante de 1984. Le creux saisonnier n'explique donc pas seul la réduction prévue.

Bruxelles, en imposant « des guotas de production plus serrés », joue à l'évidence l'amélioration des prix du marché. Ce sont les larges bandes à chand qui subissent la chute la plus sévère : moins 1,2 million de tonnes sur un total de 5 million de tonnes sur un total de 5 millions de tonnes pour le premier tri-mestre 1984. Les catégories sommises au contingentement obliga-toire représentent une production trimestrielle de 18 millions de tonnes (70 % environ du total des fabrications dans le secteur de

 La CGT: pes de charbon pour Thatcher. – La CGT a annoncé, le 20 novembre, qu'elle s'opposerait à toute livraison de charbon français à la Grande-Bretagne, par solidarité avec les mineurs britanniques en grève. Dens un communique inti-tulé: « Pas un gramme de charbon français pour Thatcher », la Fédéra-tion du sous-sol CGT (mineurs) rappelle que vingt wagons de charbon (1 600 tonnes) à destination de la Grande-Bretagne ont été déversés le 19 novembre ca gare de Miramas (Bouches-du-Rhône) par des mi-neurs CGT. Selon la CGT, depuis le début de la grève des mineurs britanniques, les Charbonnages de France « développent d'une façon considérable leurs exportations en direction d'outre-Manche ». Elle dénonce ce qu'elle appelle la - solidarité entre casseurs et liquidateurs, M. McGrégor, président des Char-bonnages britanniques, et M. Hug, directeur général de CDF », et indique qu'elle prendra - toutes les ini-tiatives d'actions nécessaires - pour empêcher les livraisons.

AFFAIRES

Le groupe Suez renforce son secteur bancaire en intégrant la Banque Vernes et la BPC

En confirmant, jeudi 22 novem-bre 1984, la prise de contrôle par la Financière de Suez, de la Banque Vernes et commerciales de Paris, et de la Bamque parisienne de crédit (BPC), qui scront détenues à 51 % (le Monde du 23 novembre, dans ses (le Monde du 23 novembre, dans ses dernières éditions), le PDG du groupe, M. Jean Peyrelevade, a exposé à la presse sa stratégie dans le domaine bancaire. «Regrettant» que des filiales comme Sofinco et la Banque de La Hénin, spécialisées dans le crédit aux particuliers (respectivement consommation et immobilier), aient été détachées du groupe Suez lors de la nationalisation des banques en férires 1982 il e groupe Suez lors de la nationalisa-tion des banques en février 1982, il a donné des précisions sur ses inten-

tions.

La BPC, établissement très profitable (40 millions de francs de bénéfices en 1983), spécialisée dans le
crédit aux PME-PMI (trente-cinq
mille clients), avec une bonne répartition des riques et d'excellents
ratios, recevra le soutien d'indosuez
pour le développement international
de ses clients. Bien plus, elle deviendra le pôte bancaire «PME» du
groupe Suez, son PDG, M. Daniel
Houri, devant présider la holding
qui accueillera, outre la BPC, qui accueillera, outre la BPC, d'autres petits établissements, notamment Dupuy et Parseval, la Banque de l'Oriéanais et la Banque Banque de l'Orifanais et la Banque française commerciale. M. Honri, qui rappelle que son établissement avait des liens avec le groupe Snez bien avant la nationalisation (par l'intermédiare de la Centenaire Blanzy, actionnaire à 20 %), « se réjout » de cette opération, précisant qu'« il n'avait jamais subi aucune pression ». En ce qui concerne la Banque Vernes, présidée par M. Gilbert Lasfargues, vieux routier du métier, qui, en février 1982, a succédé à M. Jean-Marc Vernes l'entrée dans le groupe Sucr Vernes, l'entrée dans le groupe Suez a pour objectif de rétablir la situation financière d'un établis

méditerranéenne de banques

(UMB) qui s'est tenue vendredi

matin 23 novembre, le personnel de cette banque franco-algérienne a été informé de sa mise en liquidation,

ancane des solutions envisagées

pour sauver cet établissement confronté à de très graves difficultés

(le Monde du 14 novembre) n'avant

finalement été retenue. Le dernière

en date consistait, selon le président

rahim, à renforcer l'actionnariat

algérien tout en accueillant un nou-

veau partenaire français (qui aurait pu être le Crédit Agricole) venu se

substituer aux anciens action-

naires bien décidés à « mettre les pouces ». En désespoir de cause,

ic. M. Mustanha Abder

l'apurement d'opérations de négoce international remontant à 1980-81. Il fant y ajouter des pertes répé-tées dans l'immobilier, activité traditionnelle de la banque, qui a besoin de 500 millions de france pour rétablir ses ratios de fonds pro-pres par rapport aux engagements. Cette somme sera fournie à la fois par Suez, déjà actionnaire de la Banque Vernes à 10 %, et par l'Etat, qui apportera 41 % de cette banque à Suez.

La Banque Vernez, qui exerce le même métier que la Banque Indo-suez, filiale de la Financière de Suez, notamment les relations avec les grandes entreprises, les activités sur le marché financier et le négoce international, deviendra filiale d'Indosnez « pour éviter les concurrences inutiles », tout en conservant son identité. Pour M. Lasfargues, cont son identité. Pour M. Lastargues, c'est un « bel et bon accord », qui permettra de procéder à une « grande lessive », et, surtout, de rétablir des ratios convenables, comme le gouverneur de la Banque de France, M. de La Genière, l'avait demandé à M. Jean-Marc Vernes avant la nationalisation de l'établis-

An-delà de ces deux opérations, M. Peyrelevade poursuit la reconsti-tution du socteur « services » de son groupe, largement amorcé par son prédécesseur, M. Plescoff. Déjà la participation dans le groupe d'assu-rances Victoire, autrefois majori-taire, et qui échappait au groupe, a été remontée et stabilisée à 34 %, après un armistice signé en juin 1983 avec la Compagnie indus-trielle de M. Francès. Maintenant, c'est le renforcement du secteur bancaire qui est en route. Certes, la banque Indosuez, très profitable et surtout axée sur l'étranger, est le « joyau » du groupe, mais il s'agit, maintenant, de mettre l'accent sur le crédit aux particuliers, réputé de grand avenir. M. Peyrelevade n'a qui a perdu 200 millions de francs en 1983 et sera encore déficitaire en 1984, du fait, essentiellement, de que La Hénin et qu'il n'était pas

> té, de reprendre, scule, l'intéaccepte, de reprendre, seule, l'inté-gralité du capital de l'UMB qui se

serait alors transformée en banque

algérienne opérant en France,

Après plusieurs jours de réflexion, les actionnaires algériens ont finale-ment décidé de voter la mise en

liquidation de la banque, se rast-

geant ainsi à l'avis des partenaire français tel qu'il a été confirmé lors

naire tenue le même jour. A présent

se trouve posé le double probième de

l'apurement du passif de la benque

(une quarantaine de millions de

francs sans réserve d'inventaire

approfondi), et surtout, du sort

réservé au personnel de cet établis-

sement après les « erreurs de gestion

délà anciennes - déponcées par les

autorités bancaires françaises.

ralê extraordi

devait-il préciser.

L'Union méditerranéenne de banques

est mise en liquidation

A l'occasion d'une réunion du la partie algérienne aurait même conseil d'administration de l'Union accepté, de reprendre, seule, l'inté-

impossible que des négociations soient engagées pour le retour dans le giron du groupe.

Interrogé sur la participation de 40 % dans le capital du Crédit industriel et commercial (CIC), il a déclaré : « Je ne comprends pas, depuis longtemps, ce que le Suez fait au CIC en actionnaire minoritaire » et va essayer de « négocier sa sortie progressive » à l'occasion de l'entrée d'un nouvel actionnaire minoritaire, vraisemblablement le groupe d'assurances nationalisé GAN : le CIC a besoin de 2 ou 3 milliards de francs de capitaux supplémentaires.

FRANÇOIS RENARD.

Nominations

. M. YVES ULLMO. cinquante-deux ans, est nommé secrétaire général pour trois ans au Conseil national du crédit, son mandat s'etendant jusqu'au 26 octobre 1987. M. Yves Ulimo, ancien élève de l'ENA. fut chef du service économique du commissariat général au Plan (1967-1973), directeur des synthèses à l'INSEE (1973-1978), directeur à l'OCDE. II était commissaire général adjoint au Plan depuis 1981.

. M. DANIEL DEGUEN, encien président du Crédit commercial de France, a été nommé à la présidence du groupement Carte bancaire (CB), issu de la fusion des anciennes structures «carte bleue» et «carte verte». et actuellement en voie de constitution. Par ailleurs. M. Raoul Bellanger, administrateur unique du groupement Carte bleue, a été confirmé à la Carte bancaire dans les mêmes fonctions, ce qui lui a valu d'être désigné chanquier de l'année» par la revue britannique Retail Banker International.

. M. FREDERIC PASCAL va devenir président-directeur général de la Société centrale immobilière de la Calese des dépôts (SCIC). Il a succédé le 20 novembre à M. Jean-Pierre Hirsch, nommé président d'Aréa (société des autoroutes Rhône-Alpes). Agé de quarante-huit ans, diplômé de HEC, docteur ès sciences économiques, M. Pascal est entré à la SCIC en janvier 1983.

. M. DANIEL LEBARD, quarante-cinq ans, a été nommé directeur général de Radar SA

. M. FRANCO MATTEL & été nommé vice-président du groupe chimique italien Monte-

 M. ROGER GUILLOT # étá élu secrétaire général de la Fédération générale autonome des agents de conduite (FGAAC) à le SNCF en remplacoment de M. André Thilière, qui a décidé de prendre sa

)

ESSAYEZ GRATUITEMENT UN HALOGENE CHEZ VOUS Les lampadaires qui éclairent toute une pièce. Plus de 50 modèles. Conseil et service après-vente de qualité. 38-40, RUE JACOB - 75006 PARIS - TEL 260.28.01

LE MARCHÉ INTERBANÇAIRE DES DEVISES

1	COURSE	N JANE	-		200	/ Michael	300 10000				
	+ bes	+ hest	Rep. +	ou dip	Rep. +	ou dép. –	Bep. + c	w dip. –			
SE-U	9,2150	9,2170		+ 145	+ 228	+ 345	+ 375	+ 475			
Seas Yen (100)	3,7709	6,9958 3,7733	+ 133	+ 142	+ 261	+ 11 + 279	- 162 + 729	+ 778			
DM	3,0666	3,0682	+ 133		+ 253		+ 794	+ 749			
Florin F.B. (100)	2,7179 15,2163	2,7193 15,2246	- 3	+ 118	+ 218 + 11	+ 228 + 183	+ 594 - 34	+ 627 + 256			
L(1996)	3,6978 4,9370	3,7991 4,9408	+ 187	+ 200 - 162	+ 334	+ 353 - 355	+ 968 - 1165	+ 1026 - 1016			
£	11,3206	11,3323		+ 114	+ 178	+ 237	+ 485	+ 575			

TAILY DES FUROMONNAIES

		707	DLU !	LUNU				
SE-U DM Plotie	8 3/4 5 3/8	5 5/8	8 13/16 5 5/16 5 5/8	8 15/16 5 7/16	9 1/16 5 5/8	9 3/16 5 3/4 5 15/16	9 9/16 5 13/16	9 11/1 5 15/1
P.R.(180) P.S.	11 1/2 1 3/8	1 5/8	4 7/16	10 13/16	16 7/16	18 13/16	16 7/16	6 1/8 19 13/1 5 3/1
L(1000)	9 5/8	9 7/8	14 7/8 9 11/16 18 5/8	4 9/16 15 1/2 1 9 13/16	5 9 11/16	15 5/16 9 3/4 11 1/4	9 3/4	15 5/1 9 7/8





A vous de choisir parmi plus de 60 villes U.S. que dessert TWA. En plus de votre billet transatlantique*, vous pourrez en visiter 8 quelle que soit la distance pour seulement 2.249 F, soit 281 F l'étape. Votre vieux rêve de faire le tour d'Amérique est enfin à portée de main!

*Exemple: Paris-Boston a/r 3550 F au tarif Super Apex, minimum 14 jours.

Pour bâtir votre itinéraire idéal, faites un tour chez TWA ou chez votre agent de voyages.

Vous plaire nous plait.

T DU «-MONDE

ŗ.

Bruxelles (Communautés euro-péennes). – Le Comecon (1) tente Tel est le sens de la démarche effectuée au début de novembre par M. Christov, ministre bulgare du commerce, auprès de M. Hafer-kamp, vice-président de la Commis-sion européenne chargé des relations extérieures. Bruxelles, qui gardait le secret sur cette rencontre, s'interroge sur les véritables raisons d'une relance des négociations pour la conclusion d'un accord de coopération entre la Communauté européenne et le groupement économique des pays du bloc socialiste.

Les pourparlers entre les deux organisations avaient été rompus en 1980, la Commission ayant refusé, à l'époque, de poursuivre un dialogue de sourds. Les instances communautaires avaient fait valoir que, contrairement à la Communauté, le Comecon n'avait aucune compétence pour conclure un accord com-portant un volet commercial. Elles acceptaient, en échange, de discuter sur les secteurs couverts par l'orga-nisation socialiste (normes industrielies, environnement, etc.).

A l'inverse, la Commission se déclarait prête à négocier la partie commerciale avec chacun des pays de l'Est et l'URSS. Dans une lettre adressée en mars 1981 à M. Lucien Lukalnov (Bulgarie), alors président du comité exécutif du Comecon, M. Haferkamp consignait la position de la CER. Depuis, Bruxelles n'a jamais reçu de réponse. M. Christov a promis, semble-t-il, lors de son entretien

LA FRANCE POURRAIT UTILISER L'ECU **POUR SES CRÉDITS ALURSS**

L'Union soviétique a proposé que l'ECU (unité de compte de la CEE) devienne la monnaie de référence des crédits que la France lui consent pour financer ses importations, à la place du franc français.

Qualifée, à Paris, d'e importante concession • de la part de Moscou, cette proposition lève une hypothèque sur le développement des échanges commerciaux entre les deux pays, notamment des exporta-

L'usage de la «mounaie» européenne permettrait à la France de répondre à une des principales préoccupations de Moscon, en offrant des conditions de crédit plus

Comme condition à un redémarrage de ses achats à la France, l'URSS avait demandé à Paris d'aligner ses conditions de crédit sur celles pratiquées par la RFA, son premier partenaire occidental, soit un taux de l'ordre de 7,80 % l'an.

Les règles de concurrence entre pays industriels occidentaux empêchent la France d'accorder, sur des crédits en francs - subventionnés : un taux inférieur à celui du consensus de l'OCDE actuellement 13,60 %, et l'Union soviétique s refusé le principe de prêts en marks allemands que lui proposait la

Des crédits libellés en ECU porteraient un taux d'intérêt de l'ordre de 11 %, ce qui permet à un expert officiel français d'affirmer qu' · un tiers du chemin - a été fait vers un accord définitif. Mais, de même source, on observe que le recours à l'ECU dans les échanges avec l'URSS suppose un « minimum de concertation préalable avec les partenaires européens de la France

avec le commissaire, qu'elle lui parviendrait à bref délai.

La question que se posent les responsables communautaires est l'objectif – étant donné que leur position n'a pas changé – réellement visé par Moscou et certains de ses ailiés. Jusqu'à présent, seule la Roumanie reconnaît la CEE: Bucarest a conclu en janvier 1981 avec les Dix un accord sur les échanges industriels et agricoles que les Roumains souhaitent étendre à d'autres secteurs.

Les autres pays, à l'exception de l'Union soviétique et de la RDA, ont passé des arrangements - sous la forme d'une autolimitation de leurs ventes dans le Marché commun (textiles, acier), - ce qui n'implique pas la reconnaissance de la Communauté. Les Dix appliquent un contingentement de leurs importations en provenance des pays de l'Enrope de l'Est. Pour ces derniers, l'intérêt d'un accord en bonne et due forme est que le CEE ouvre plus largement ses frontières.

Tout au long de 1983 la Tchécoslovaquie et surtout la Hongrie mulitipliaient les contacts avec la Commission. Depuis le début de l'année, les représentants tchécoslovaques et hongrois se sont montrés particulièrement discrets. Aussi les hypothèses envisagées à Bruxelles portent-elles sur la volonté de Moscon d'engager une opération de récupération afin de faire avorter tout projet comparable à celui réalisé par la Roumanie.

Globalement, les pays socialistes ont dégagé un excédent commercial avec la CEE: de 7,8 milliards d'ECU (1 ECU = 6,87 F) en 1983, dont 6,3 milliards pour la seule URSS. La Hongrie (300 millions d'ECU en 1983), et la Bulgarie (550 milliars) accuent quant à (550 millions) accusent, quant à elles, un déficit avec les Dix. Depuis 1981, le commerce entre la Communauté et la Roumanie ont évolué en faveur de cette dernière. qui a enregistré un surplus de près de 1 milliard d'ECU en 1983.

MARCEL SCOTTO.

(1) Le CAEM (Conseil d'amistance économique mutuelle) — plus connu sous son sigle de Comecon (COuncil for Mutual ECONomic assistance) — fondé en janvier 1949, regroupe l'URSS, les six pays d'Europe de l'Est, Cuba, la Mongolie et le Vietnam. Des accords de coopération ont été passés, avec la Yougoslavie (septembre 1964), la Finlande (mais 1973), l'Irak (juillet 1975) et le Mexique (août 1975). Mutual ECONomic assistance)

LE CHILL A OBTENU UN MORATOIRE DE SIX MOIS POUR UN REMBOURSEMENT DE 500 MILLIONS DE DOL-

Le Chili a obtenu un moratoire de six mois pour le remboursement de 500 millions de dollars, une partie de sa dette extérieure, a annoncé jeudi 22 novembre, à Santiago, le ministre des finances, M. Luis Escobar Cerda. Selon le ministre, plus de six cents banques américaines, enropéennes et japonaises ont accepté de suspendre le remboursement correspondant au premier semestre de 1985.

En plus des remboursements du principal de la dette (20 milliards de dollars), le Chili doit payer 2.4 milliards de doliars d'intérêts en

> Lisez Le Monde dossiers et documents

La privatisation de British Telecom

(Suite de la première page.) Le gouvernement a pris ses pré-cautions, le contrôle de BT ne doit cautions, le contrôle de BT ne doit pas passer entre les mains de l'étranger ou de quelques dirigeants de gros trusts. Des quotas ont été fixés: 14 % pour les acheteurs étrangers, 47 % pour les institutions financières, 39 % pour le « grand public » et les employés de BT. Cette denière catégorie a été particulièrement soignée car Mme Thatcher lui confie l'une de ses grandes ambitions: la création d'un capitalisme de masse, celui des tout petits épargnants. C'est tout à fait dans la ligne d'un premier ministre qui ne cesse de demander à ses concitoyens de créer leur propre « petite » entrecréer leur propre - petite - entre-prise. Avec la vente de BT, le - that-

premier accomplissement. Pour chaque action, seule 0.50 livre est payable immédiateu.50 nvre est payante immediate-ment. En prime, une réduction sur les factures de téléphone est pro-mise, l'an prochain, pour les plus humbles, ceux qui seront tentés de revendre rapidement. Pour les autres, les plus patients et les plus

Copenhague. - Le gouvernement danois renonce à l'énergie nucléaire.

Cette décision ne sera officielle que

e jour où elle sera approuvée par le

Parlement, ce qui ne fait aucun

Pour une fois, le cabinet Schluter (centre droit) n'aura pas besoin de chercher une majorité. Il attend seu-

lement que le parti radical, qui s'est

toujours opposé à la construction de centrales nucléaires, dépose une mo-

Les dirigeants dancis ont choisi

de faire connaître maintenant leur opinion sous la pression des quelque

trente communes obligées, il y a en-viron deux décennies, de réserver de

vastes zones pour l'implantation de .

quinze centrales. Les municipalités

ont fait savoir que ces réserves gê-

gement et de développement. Aussi

• La Chine offre de nouveaux

territoires à l'exploration pétro-

lière. - La Société nationale

chinoise du pétrole en mer a

annoncé, mercredi 21 novembre.

que quatre nouvelles zones «off-

shore . couvrant au total

100000 kilomètres carrés, seront

offertes à l'exploration aux compa-

gnies internationales. La première de ces zones (13300 km2) est située

en mer de Chine du Sud au large de

l'ue de Hainan et fera l'objet d'un appel d'offres international d'ici à la

appel d'offres international lancé par la Chine. Le premier avait

permis l'attribution de 93 289 km2 à

des compagnies étrangères et

entraîné la signature de vingt-trois

contrats. Jusqu'ici, cependant, les

résultats de l'exploration s'étaient révélés relativement décevent.

Grande-Bretagne : dimination du déficit de la balance courante. —
 Le déficit de la balance britannique des paiements courants a nettement

dissiparements courants a netentient diminué en octobre, ayant représenté 73 millions de livres (contre 578 millions en septembre) à la suite du remboursement de 500 millions de livres en provenance de la CEE. En octobre 1983, la balance courante avait été déficitaire de 266 millions de livres (chiffre

356 millions de livres (chiffre révisé). Toutefois, le déficit com-

i-décembre. Il s'agit du deuxième

souhaitaient-elles savoir, dès

possible, à quoi s'en tenir.

tion dans ce sens.

chérisme - est en marche vers un

riches, une prime d'une part gratuite sera offerte (à partir de 1987) pour chaque dizaine acquise. On a tout fait pour attirer un maximum de nouveaux venus dans le placement boursier. Selon une enquête de l'Observer, près de trois millions de Britanniques envisagent d'investir pour la première foi. En agissant ainsi, Mme Thatcher a aussi une arrière-pensée : rendre beaucoup arrière-pensée : rendre beaucoup plus délicate une éventuelle « renationalisation » voulue par les tra-vaillistes. La Dame de fer met ceuxci au défi de prendre le risque de mécontenter une partie de leur propre électorat

Si tout se passe bien, de l'avis des experts de BT, la Grande-Bretagne pourrait soudain, en décembre, compter 1 million et demi de nouveaux actionnaires, soit près du double du chiffre actuel. Depuis trente ans, le nombre des investisseurs individuels dans le marché boursier n'a

Le gouvernement Schluter a ré-pondu à cette requête pour trois rai-

sons. D'une part, depuis des années, les sondages out constamment mon-tré que la population était de plus en plus hostile à l'énergie nucléaire. De

'antre, la crise économique interdit

de penser avant longtemps à des in-vestissements d'envergure (le projet de pont géant reliant le Danemark à

Enfin, depuis peu, le Danemark peut utiliser son gaz naturel de la mer du Nord, un gaz difficile à pla-

cer à canse de son prix élevé. En

conséquence, le gouvernement a plus ou moins forcé, au printemps

dernier, plusieurs centrales électriques à se reconvertir du charbon au

gaz. Il n'est d'ailleurs pas exclu que

queiques-unes des quinze zones ré-servées pour les centrales atomiques soient finalement affectées à la

construction de centrales électriques

alimentées par le gaz ou le charbon.

mercial s'est de nouveau aggravé en

octobre pour atteindre un record de

851 millions de livres, les importa-tions ayant de nouvean battu tous

les records avec 7142 millions de livres (contre 6672 millions en sep-

tembre) et les exportations ayant également atteint un niveau record à

6291 millions de livres (contre 5844 millions). Pour les dix pre-miers mois de 1984, la balance des

comptes courants fait apparaître un solde négatif de 985 millions de

livres, à comparer avec un excédent de 1776 millions pour la période

correspondante de 1983. - (AFP.)

1985 seion les «cinq sages». — La croissance économique ouest-

allemande se poursuivra en 1985 au

taux de 3 % au lieu de 2,5 % en

1984, ce qui permettra une légère réduction du chômage, écrivent les

cinq sages», universitaires chargés officiellement de conseiller le gou-

vernement, dans leur rapport

annuel. Le nombre moyen de

demandeurs d'emploi devrait être

inférieur de cent mille à celui enre-

gistré cette année pour représenter un peu plus de deux millions en

décembre 1985. Pour leur part, les

prix augmenteront de 2 % sur douze mois au lieu de 2,5 % en 1984.

tandis que les revenus des salariés

devraient augmenter de 4,5 %

• RFA.: + 3 % de croissance en

CAMILLE OLSEN.

la Suède a été repoussé sine die).

Au Danemark

Le gouvernement renonce à l'énergie nucléaire

De notre correspondante

Il y a sculement quatre ans, on

1.5 million d'actionnaires nouveaux

cessé de diminuer. Ils représentaient 70% du total dans les années 50. Aujourd'hui, le pourcentage est tombé à 25 %. M== Thatcher n'apprécie guère la concentration actuelle du capital. Cette fille d'épiciers l'a pres heuropue d'atemes représentation de la concentration actuelle du capital. Cette fille d'épiciers l'a pres heuropue d'atemes représentations de la concentration de la con ciers n'a pas beaucoup d'atomes cro-chus avec les gens de la City. Elle regrette de devoir compter avec eux - trop à ses yeux - pour définir la politique gouvernementale.

imaginait difficilement que l'événe-ment auquel on assiste aujourd'hui puisse se produire aussi rapidement et dans d'aussi bonnes conditions. BT faisait alors partie de l'administration des postes. En 1981, la sépa-ration a été réalisée et la notion de concurrence a été introduite avec la cession d'une partie du réseau à une compagnie privée, Mercury. D'autres sociétés que BT ont, par ailleurs, été autorisées à vendre du matériel téléphonique. Mais le nou-veau et dynamique PDG de BT.

Sir George Jefferson, s'il a apporté de nombreux changements. dernisé la société et accru la compétitivité de celle-ci tout en augmen-tant ses profits, s'est évertué à réduire le plus possible la rupture du monopole, alors que le gouverne-ment avait pensé auparavant pou-voir favoriser la création d'une douzaine de compagnies rivales de BT et de Mercury. Actuellement, British Telecom reste en position largement dominante. Ce maintien d'un quasi-monopole a causé d'amères déceptions dans la City, d'autant que, depuis, le gouvernement a adopté la même attitude dans le cas de British Airways en refusant un meilleur partage des routes aériennes avec les compagnies pri-vées, telle British Caledonian. On

reproche au cabinet de M= That-

cher de prôner la privatisation sans accepter complètement les risques de la libre concurrence.

Dans un tout autre ordre d'idées, les dirigeants de l'opposition et les représentants des syndicats de BT, qui défendent la notion de service public, ont fait valoir que l'asager allait faire les frais de l'opération. Le nouveau cahier des charges de BT. BT permet par exemple de suppri-mer les cabines téléphoniques qui ne sont pas rentables et de mettre fin à la gratuité du service des renseigne-ments. Si BT s'est engagé à ne pas relever ses tarifs de plus de 3 % durant les cinq prochaînes; années. les nouveaux actionnaires l'accepteront-ils?

La vente de BT doit réussir, car le gouvernement a enregistré dans le passé quelques échecs, dont on ne manquera pas de se souvenir si l'entrée en Bourse de BT n'est pas un succès. Ainsi, en 1982, la vente d'une petite société spécialisée dans la fabrication de matériel pour la recherche médicale Amersham a soulevé un tollé général quand les actions ont doublé en quelques mois. Le Parti travailliste avait évidemgnant justement que la valeur des

parts avait été sous-évaluée et en ajoutant que le gouvernement « bradait - ainsi les biens publics.

Plus tard, dans le cas de la vente de Britoil, 75 % des actions offertes n'ont pas trouvé d'acquéreurs. Enfin, en juin dernier, le gouverne-ment a dû revenir sur les règles qu'il avait fixées pour la vente d'une autre compagnie pétrolière Enter-prise Oil quand la multinationale Rio Tinto-Zinc a essayé de faire main basse sur 49 % des purts propo-sées.

FRANCIS CORNU.

Markan and Calendar Control of the C AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Elizador en el 2000 en mada a transferir de la companyación de la comp

GUY DEGRENNE'S

Au 30 septembre 1984, le chiffre d'affaires consolidé hors texes s'élève à 214,9 millions de francs, en progress de 7 % sur le période correspondante de 1983 de laquelle a été exclu un solde de 6,58 millions sur une vente à caractère exceptionnel traitée en 1982.

Le bénéfice consolidé (après impôts amortissements et provisions dont celle au titre de la participation) au 30 juin 1984 ressort à 10 159 000 F.

Le premier semestre 1984 a été mar qué par la conjonction de plusieurs fac-teurs défavorables :

une baisse de la consomi ménages qui n'a pu être que partiel-lement compensée par l'évolution des ventes à l'exportation ;

une réglementation rigoureuse des prix limitant, le 15 février 1984, à 3 % la hausse des tarifs de la société après seulement 6,9 % en 1983; nne hausse des coûts nettement supé rieure affectant principalemen l'acier inoxydable, les matières consommables, l'énergie et la masse salariale.

Le deuxième semestre, tradition ment meilleur en raison notamment de redressement certain du carnet de commandes et des marges. Cependant, le ré-sultat net consolidé de l'exercice devrait être en retrait d'environ 10 % sur celui de 1983 ; rapporté au chiffre d'affaires, il restera néanmoins à un niveau élevé. La reprise constatée au deuxième semestre est due à plusieurs éléments qui produiront leur plein effet en 1985 :

l'acquisition de Létang et Rémy, to talement autofinancée, apporte au groupe une marque de grande noto-riété et lui permet de mieux couvrir

le marché de l'oriev verts en acier inexydable; de plus, Létang et Rémy, présent dans l'équipement culinaire en acier inoxydable, permet à Guy De-grenne S.A. d'élargir la gamme de ses produits tout on restant dams son

secteur d'activité : les couverts à manche couleur viennont diversifier et relancer le marché des couverts. Guy Degrenne S.A. s'est dotée, en 1984, de moyens de production très importants qui lui permettent de faire face à un dévepement rapide de ses ventes ;

culin. la restructuration du service export produit ses premiers effets et permet d'enregistrer une progres significative des exportations.

AUSSEDAT REY

Dans la ligne de son plan de dévelop-ement, la société Aussedat Rey vient le conclure un accord avec la société KNP, important fabricant hollandais de papier, pour prendre en commun une participation dans Scaldia, un des pre-

Cette opération comporte la constitu-tion de filiales communes à Aussedat Rey et KNP, filiales qui détiendront une participation de 33 % avec une option pour atteindre 51 % des actions des deux sociétés sœurs Scaldia Beigique et

Ces deux sociétés Scaldia assurent déjà une partie de la distribution des pa-piers d'Anssedat Rey et de KNP dans le Benelux et le rapprochement ainsi réa-lisé permettra de consolider et de déve-

novotel

Novotel à New York: c'est ouvert!

diovisual complet. 226 West 52nd street on Broadway. New York, NY, 10019-5804, Tel: (212) 315.01.00, Telex: 220352,

RÉSERVATION: RESINTER (6) 077-27-27

Novotel: ce que les hommes d'aujourd'hui demandent aux hôtels d'aujourd'hui.

1845th Benn 186 litera françamen litera cirangéren C- DES AGENT: Mary State Car TAUX DU MARCE Ellets private de 21 mires COURS DU DOLL liter ien seens VALCING LO

Adam - Sampler

and the second s

 $(\omega_{i})_{i,j} = (i-1)^{n-1} (n-1)^{n}$

grant terminal

1.00 miles 1.00 miles 1.00 miles 1.00 miles 1.00 miles

disserted MEN.

Birth Alberta Breditte

Warr Burn Bergin

Transition of the Control of the Con

Administration of the second

William Charles

TOTAL FIRMAN

ter in supers particular.

targer said on governous

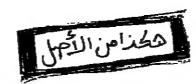
State as & diam's

Bungania da en men

film eter, tude sur le

A 1 to 1973
Child I 19 to
Chil

23 NOVEMBRE



de British Telecom

. .

AND NOTERS DES SOCIE

tan many ...

MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS

BOURSE DE PARIS

23 novembre

En ce premier jour du nouveau terme boursier de décembre la cote a enregistré une nette avance dans des transactions plus actives que la veille.

En housse de 0,1 jeudi, la cote grim-pait de 0,9 % dès l'ouverture pour s'ad-juger finalement près de 1,2 % à l'ap-proche de la clôture.

Une forte demande était constatée sur Galeries Lafayette « réservée à la hausse » et reportée en fin de tableau.

Parna les autres hausses figurent à nouveau Berger (+ 8 %) mais aussi Silic, SGE-SB, Printemps, Crouzet, Saupiquet, Bis, tandis que Damart, Mérieux, Viniprix, Chargeurs et Radiotechnique perdaient 2 % à 4 %.

Léger repli de l'or à Londres (342 dollars contre 342,55 jeudi midi) tandis qu'à Paris le lingot était coté 101 300 Fet le napoléon 600 F (contre 601 F).

Dollar-titre: 10,12 13 F.

Par ailleurs, la Chambre syndicale des agents de change publiait un communiqué concernant la négociation d'un bloc de contrôle sur des actions Primistères, traitées à la cote officielle du marché de Paris, Cette opération émane de la société genevoise Damilow qui s'engageait, en date du 5 septembre dernier, à acquérir de la société Felix-Potin 335 426 actions Primistères au prix unitaire de 285 F, cours coté ce même jour. Ayant reçu les autorisations nécessaires, Damilow vient de lever cette option, acquérant ainsi en date du 26 novembre 1984, 55,27 % du capital de la société Primistères.

De son côté, la Banque arabe et in-Dollar-titre: 10,12 13 F.

De son côté, la Banque arabe et in-ternationale d'investissement (BAII), agissant pour le compte de la firme Damilow, s'est engagée à acheter sur le marché, à ce même prix de 285 F, toutes les actions Primistères qui se-raient offertes à la vente, et, ce du 26 novembre au 14 décembre pro-chains.

Forte augmentation de l'activité en octobre + 51 %

L'activité s'est très fortement accélé rée, en octobre, à la Bourse de Paris. L volume global des transactions s'es accru de 51,3 % pour atteindre 65,17 milliards de francs.

Mais cet important accroissemer des échanges est surtout la conséquenc du « boom » enregistré sur le march des obligations, où les affaires ont port sur 55,98 milliards de francs.

La ventilation par nature d'obliga-tions révèle que les échanges se son accrus de 47 % sur les taux fixes, d 130 % sur les TMM, de 92,7 % sur le TMO, de 51,7 % sur les convertibles e titres participatifs, de 206,3 % sur le indexées. Sur les TME, en revanche une baisse de 18,6 % a été notée.

Sur le marché RM, l'activité a seule ment augmenté de 10,9 % à 8,6 mi liards de france. La progression a été d 14 % sur le marché au comptan (actions), de 3 % sur le second march (259,3 millions) et de 13,4 % sur l marché hors cote (127,8 millions).

marché hors cote (127,8 millions).

Les valeurs à revenu variable les plus actives au RM om été ELF-Aquitain (9,3 millions de titres échangés et moyenne chaque jour), Moët-Henness (8,5 millions), L'Air liquide (8,2 millions), BSN (8,07 millions), CSE (7,13 millions), Club Méditerrand (6,6 millions), Télémécanique (6,3 millions), Lafarge (6,27 millions) Parnod-Ricard (6,08 millions) et Accor (5,14 millions).

En raison de la célébration de la « journée d'actions de grâce », Thunkagiving Day, les marchés américains, et notamment la Boune de New-York, étaient clos le jeudi 22 novembre 1984.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

AUSSEDAT REY. — Cette société vient de conclure un accord avec la société KNP, un important fabricant hollandais de papier, poer prendre ca commun une participation dans Scaldia, un des premiers groupes de distribution de papier du constitution de papier du constitution de finales communes à Ausseidat Rey et à KNP, qui détiendront une participation de 33 % (avec option jusqu'à 51 %) des actions de deux sociétés sœurs Scaldia Belgique et Scaldia Nederland.

TOTAL-ELF-AQUITAINE. — Les deux groupes pétroliers font état d'une nouvelle découverte de gaz et de condensain en Alstraie sur un gisement qu'ils exploitent en commun avec d'autres opérateurs. Le forage est actuellement poursuiv pour une reconnais-sance plus compiète de la couche, précisent Total et ELF-Aquitaine dans un communiqué commun.

niqué commun.

AMEV. — La compagnie d'assurance nécriandaise Amev a amoncé, à Utrecht qu'elle allait porter ses intérêts dans le groupe espagnol Bilbao Compagnia Anonima de Sesurant de 42 % à engion 53 % Le

_	VALEURS	Š duron.	% de compos	VALEURS	Camp pric.	Deciar	VALEURS	Cours pric.	Denim	VALEURS	Cours poic.	Destion cours	VALEURS	Cours pric.	Deen
	3%			Epergre de France	310		SCAE	120	120	SECONE	MAR	CHÉ	Hors	s-cote	
	5 %		4 057 0 945	Estocom		686	SEP. (M)	202.50 175		AGP.RD	1 1890	1500	JAleer	220	
	Emp. 7 % 1973 Emp. 8.80 % 77	11745	- 400	Special	397	27	Serv. Equip. Val	25 80		Coberes	334	337 596	Borie	295 48	44
	9,80 % 78/93 9,90 % 78/88	\$5.48 \$7.10	3 625	Felix Potic	1351	1390	Setto-Alexand	314 550	311 550	C. Spaip. Black	. 254	255	C.G.M	11 10 60	10
	10,80 % 79/94	88 30	2 397	Feelens	115	115	State	140 224 30	223 50	Decision C.T.A	1800	1872	C, Sebt. Seine	120 50 SSO	550
	13,25 % 90/90 13,80 % 80/97	104 10 108 35	1475	France	383 80	386 1000	SMAC Acideki	123 40		Guy Degranae Merin immobiler .	742 1550	742 1550	Duniop		36
616-	13,90 % 81/95 15,75 % 81/97	108 62 113 25		Forcière (Ce)	280 279.40	262	Sofio	205 SD 580		Micalana, Marine	179 50	175	La New	206	
Le	16,20 % 82/90 16 % jain 82	11730		Foot: Lyomains	1800	218	Sotraci	90 20		Om. Gest. Fig		300	Profile Tubes Est	1 52	
ire	EDF. 7,8 % 81 EDF. 14,5 % 80-82	144.30	12 13/4	Forgus Strasbourg Forinter	180	153	Science Acting	82 80 807		Petit Bateas		389	Pronsptie	744 38	
	Ch. France 3 %	137 50		Forgeralia	53	54	Specialis S.P.I	121 292	120 300	Pochet	740	950 d	Sabl, Marillen Cov	125 20 70	124.9
nce	CAS Base jan. 82 . CAS Parbes	103 10	5 107	France Lai	123 978	138 913		163 306 ao	151	SCGP.M	276	279	S.P.R.	145	145
ché xté	CH jam. 82	103 30 102 92		Frankel	157 1019	158	Steeni	950 420	949 406	Sovec		214	Total C.F.M.	44 20 306	302
A SE				GAN	370 1403	370 1345	Testus-Asquitas Theen at Mula. Tour Stiles	92 50 380				_			
gn-	VALEURS	Cours préc.	Denier cours	Gazat Elex	450 1470	1500	Uliner S.M.D	54 90 200		VALEURS	Émission Frais inst	Rechet	VALEURS	Émission Fates enc.	Rechart
de i				Gesty S.A	364 34	370 34	Ugne Guaugnos	20 10 670	20 670					TARREST .	-
les et	Actions at	count	TRACT	Garland (Ly)	420 230	420 235	UAP.	34 1380	95 1380	1	Si	CAV	22/11		
les	Ades Pegest A.G.F. (St Cont.)	44 70 710	710	Gr. Fig. Comer	230 10 83 20	229 86 50d	Library Commercial	76	76	Actions France	250 47 273 47		Jepecis	116 07 119489 51	
he,	A.G.P. Vis Agr. Inc. Mades		6400	Gde Moul, Paris Groupe Victoire	385 1106	385 1107	Us. Jess. France	224 SD	325	Actions salesians	37137	354 53	Letter Equate	606 23	636 0
ule-	Azurep Aziré Roudles	\$4.60 233		G. Transp. Ind Heachings	180 225	180 220	Univer	2 82 265 20	301	Acticand	396 15 262 06	250 18	Latitus-France	216 14 227 90	217 5
nil-	Monte Hydrad	234	338	Hydro-Energie	281 30 40	****	Vigat Victor	267 85	250	Aglico	373.20		Latina-Ohio	147 62 10 69 65 30	100058
int	Adol		50 732	Incide S.A	248 50 181	180.50	Waterman S.A Bose, do Naroc	251 151	250	ALTO	225 7E	216 60 187 20	Lafficia-Rend	199 87 899 50	
ebé le	AL Ct. Loire Austractat Ray	76 80	4 #0o 78	books	367	367 576	Brane. Ouest-Afr	25 40	26.40	Ankigo Geren ANL	445 22 234 91	425 03 224 25	Ligo-Associations Ligo-Institutionals	12755 90 21294 31	
~	Avenir Publicials Sain C. Monago	850 85	816 100	incoh Manaile	2310	2350 445	_	_		Amer Salienes	12389 06	12327 44	Liorgius	50083 38 483 98	56419 1
lus	Benerik	400 50 234	237	Industriale Cie	1104	1105 778	Étran	gères	•	Amasic	26728 70 315 72	25228 70 301 40	والمحالة المحالة	330 91 5568 23	330 1
me en	Recque Hypoth, Eur., Blassy-Owest	280 314 90	279 314 90	Jacque act, compile	133	129 15 80	λΕG	360		Bed Associations Capital Plat	2322 % 1381 84		Monecic	456 33	435 8
ssy nil-	BJLP. Intercontia Biologicalno	130 50		Jeeger	380	380	Alzo Alcan Alum	Z/5 280	276 10	Columbia (mr W.L.) Convertence	289 55	(50 1) 276 42	Neto-Issoc	114 36 8942 70	5936 8
SF	Bon-Marché	202	208	Lampas	126 20	124 90	Algomeine Basic Am. Petrolina	9010 590	1020	Cortal court terms Cortant	10123 56 903 60	10123 55	Neto-Epargue Natio-later.	12993 57 948 51	12864 S 905 S
iće 11 e	Cast	466 325	467 330	La Brosso-Dupont	120 256	282	Arbad Asturierum Minas Burnop Cantoni	260 130 110	110	Cruiner Croins, Innerstill	379 30	362 66	HecoObligations	483 37 62800 05	
s),	CAME	105 144-20	705 150	Locabel learns Loca-Esperaico	580 235	235	Barroo Santander Beo Pop Espanol	81 50 117 50	81 30 117 10	Diefer	12769 49	12744	Nacio - Valenta	522 01 1104 42	
201	Carbone-Lorrains	410 95	95	Locatine caline	331 341	324 340 20	Rangue Ottomane R. Pagl. Internet	919 28980	30250	Drout-France Drout-leventies	335 FA	254 744	Oblice	1124 55	1073 5
_ '	Cornect S.A	247	246 1020	Lordez (Ng)	117 624	117 832	Refor Red	\$9.50 110	100 90	Drougt-Gilection	197 42 120 88	116 404	Obliners Orient Gestion	108 78	103 8
ч	CESFig.	303	305	Louve	523 328	327	Boweter Br. Larsbert	12	12 70	Sergie Sparie	237 95 54567 54	227 17 54459 64	Pacifique St-Homeri	408 70 12337 25	12586 7
- 1 1	Carrier, Bleery	885	200	Machines Bull Magasina Unipris	31 79 30	32 20 75 20	Calend Holdings Caredian Pacific	90 374 70	88 20 374 80	Species Scar	5728 47	6711 69	Parities Gestion	545 42 1304 04	
	Contract (Ny) Combed C.F.C.	103 50 38	40 10	Magnett S.A Maximus Pert	75 150		Cominco	108	104	Epergra Associations . Epergra-Capital	\$133 19	24294 24 8072 47	Phonix Pisconesis Piecro investor.	250 ft 450 FD	
	G1.1. Marie	185 240	185 240	Micropaine Cie Micro Diployii	40 70 329 80	30 50 328	Dert. and Kasit De Beers (port.)	848 49 80	849	Epergra-Croiss	1287 72 441 90	1235 57 421 36	Pacament co-tame P.M.E. Strikensi	60378 32	60378 3
_	CEV.	706 123 30	705	N. B	77 75	77 30	Doer Chemical	287 924	296 825	Epergracium	645.32 1988.83	616 05 1115 84	Province Investiga.	251 55	268 7 260 5
	Classics (M.)	405 1040	406 1030	Naval Worms	210 145	145	FORTING AU	54 80	250	Epospo-Oblig	167 27 863 57	178 78 843 50	Rendera, St-Honori Rendera Tpinostricia	12041 34 5364 BS	S285 5
_	Champes (Ny)	111 20	111 90	Henig, (Het, de) Hissias	67 80 325	57 90 325	Finastemer Gén. Belgique Gevent	250 307 538 130	309 90 540	Epergeo Valour	348.77	332 95	Silcout today	41641	397 E
du Co-	Chim. Gde Parolime . C.L. Markine	75 426	430	Nobel Bosel	6 30 85 40	6 16 82	Gleap	280	252.20	Eperating	1296 53 1925 79	1264 8522 90	Silec. Mobil. Div	321 57 178 54	313.7 175 1
an-	Citron (II)	181 630	196 d	Options	165 90	167	Grace and Co	45	137	Euro-Crimento Europa Imperios	421 12 1986 30	402 02 1048 90 e	Silect. Vol. Franç	212 72	203 0
en-	Colordal (Ly)	445 202 20	445 284	Origny-Describe Pains Recognisti	160 295	180 10 293	Hanayareli Inc.	55 563 186	62.50 577	Forcier Investiga	601 27	860 SZ 154 55	Size Associations S.F.J. iz. at diz	1159 78 485 37	1167 4 444 2
de de	Comphos	186 20 245	187 247 20	Paris France Puris Orbinas	145 20 164	154 186 60	L.C. Industries	547	547	Fencial	161 20 202 98	257 244	Scar 5000	510 82 232 25	487 6 221 7
ım	Concerde (La)	448 10	469	Part. Fin. Good, for	333	223	Int. Min. Chem	380 980 13 248	****	France-Hat	423 41 109 45	404.21 106.99	Stratumo ,	356 11 327 03	339 90 312 20
116-	CMP	13 40 90	1250 50	Pathi-Claims Pathi-Marcool	144 80	192 138	Kubota	13 248	12 90 267	Francis	405 80 252 01	397 84 240 58	Shareto	202 54 338 36	193 3
bs-	Chick (C.F.R.) Chick Géo. Incl	218 493 40	218 513	Ples Worder Piper Heideleck	137 90 355	347	Marks-Spanow	15 60	15 90	Fractions:	239 49 462 85	228 55 442 51	SL-5#	984 19	948 1
	Cz. Litáropai (Cia) Cráciasi	538 135	580 135 10	PLM	120 162	120 102	Michael Bank Piz Mineral Ressourc	47 50 70	71	Faction	65459 94	65296 70	sie	774 94 1021 13	735 4 574 E
ik	Dertiley S.A	3%	400 966	Providence S.A	89 EO	80	Not. Nederlanden Noranda	792 147 40	720 150 40	Procti Associations	1096 40 11036 86	1084 21 10872 57	Statement	462 47 334 53	431 90 319 30
do-	De Dietrich	375 120	376	Publicie	1906	1510 141 10	Olivetti	27 30 187	27 90 189	Guellion	59661 63 118 11	115 23	Sognetic	854 48 1104 18	815 73 1054 13
18-	Delalande S.A	770	120 750	Remorts Indust Révillon	70 50 300	70 50	Phone America	81 25	404 82 30	Gestico Michilling Gest. Rentiment	575 04 486 79	848 96 466 63	Solar Invetige,	418 30	299 3
6	Delmas Visigora Déc Rég. P.d.C (Li) .	726 142	730 142	Mice State	133	134	Pirali Procter Genthie	11 50 580	11 50 580	Seet. SR. Franca	474 40	395 60	Technocic U.A.P. Investice	1084 56 343 25	1005 3 333 4
ш,	Dictor-Bottin	606 460	600 460	Rochefortnine S.A. Rochette-Ceope	100 90	104 90 39 50	Ricals Cy Ltd	39 80 185 10	39 70 185 10	Hausanan Spargas Hausanan Chig	1061 11 1531 78	1061 11 1271 38	Uni-Americaione Uniferente	115 DA 261 70	115 O
16	Dang, Trave. Philo	158 10	164-40	Rougier et Fils	135 50 50		Rodemoo	136 70	198 406	Hotips LNS)	783 63 406 20	760 81 367 78	Uni-Genetic	765 81 1167 \$5	721 54
اعا	Duo-Lurnothe Exast Bons. Vichy	146 50 1620	1620	Rouselet S.A		5075	S.K.F. Aktieboles	406 83 182	****	Indo-Sanz Valence	612 80	584 82	Uniquenion	862, 10	632 0
DC,	iso	3050	1000 1006	Secilor	4 20 180 50	438	Sparry Rand Steel Dy of Can	375	375	Ind. Frequies	13590 37 10224 33	13323 M 9780 70	Uni-Japon Uni-Région	1126 24 1709 98	1084 77 1622 42
422	Economets Centre Enctro-Remove	540 290	540	Selfo-Alcan	258 240	251	Stillontain	149 10 110 233		international fraction International Indicat	312 16 421 08	206 401 88	Urinete Unior	1891 86 148 08	1829 57 148 CB
pe I	Bectro-Firenza.	575 220	570	SAFT	16 80	1725	Tenneco	355 50	245 20 350 50 64	invest, cut	1213834	12114 11	Univers-Obligations Volctors	1155 34 373 E2	1117 40
	ELM Letters	940	218 940	Saint-Raphail Sains de Midi	88 SO 270	270	Toray indust, inc	15 65	1570	herest. Piecescaris Invest. St-licecori	7676	770 10	Valory	1228 24	1227 01
ro- I	adli Bretagne	130 280 10	290	Senta-Fé	152 40 10	41 70	Visille Montagne Wagone-Lits	390	672 398		301 (3)	634 66	,	131202 32 <u>1</u> 1	ani/1 25
ľ	pergas (0)	1000	906-	Sevoidience (M)	76 40		West Rand	62	器 20	• : Prix pré	COCOCTL.				
,	-1				-		~ [-	ché; * : droit dét	arke.	_
₹ E	gier	пe	Int	t me	in:	SU(eı					Hert; d:			

Comptant

	COURS DU DOLLAR A TOKYO menter considérablement ses activités dans les pro- la dollar (ex yeas)																											
														glement mensuel								a : coupon cidraché; * : droit diftaché; o : offert; d : demendé.						
Compa	VALEURS	Coers précéd.	Passiar COSTS	Demin Cours	*-	Compan setion	VALEURS	Cours priorid.	Premier COURS	Denier coses	*-	Compa	VALEURS	Cours précéd.	Prestier coass	Damier coats	% +-	Compan- section	VALEURS	Cours précéd.		Dennier DOUGS	% Co	Minn VALEUR	Cours précéd.	Parmier Demi		
1885 3285 1500 975 1489 1275 240 240 250 250 250 250 250 250 250 250 250 25	A.S. % 1973 C.N.E. 3 % C.N.E. 3 % C.N.E. 3 % C.N.E. 3 % Beschichá T.P. Riemañ T.P. Riemañ T.P. Riemañ T.P. Thomain T.P. Thomain T.P. Thomain T.P. Agence Hanes Air Lispida Als. Spann. Al. S.P. Alenter Hanes Air Lispida Als. Spann. Al. S.P. Alenter Hanes Asc. Estrept Aspic. ger Aspic. ger Aspic. ger Aspic. ger Aspic. ger Bell-Investins. Col Bercoles Bezar HV. Bell-Schipen. Bezar HV. Carrieller Carrieller Carrieller Carrieller Carrieller Carrieller Carrieller Carrieller Carrieller CAG. C.P.D.E. C.G.L.P. C.G.L.P.	546 650 36 202 244 50 534 812 742 278 653 562 201 298 480 241 50 1176 1176 1176 1176 1176 1176 1176 117	1807 980 1500 1280 1280 228 70 722 561 661 99 245 540 780 986 986 986 1775 1741 558 184 184 186 184 186 186 186 186 186 186 186 186	421	+ 1 046 + 0 051 + 0 05	325 1970 380 382 385 1410 480 2030 143 825 380 1775 1880 1940 340 720 685 196 198 198 198 198	Estilor Esta S.A.F. Esta S.A.F. Esta S.A.F. Esta S.A.F. Esta C. Esta S.A.F. Francis Esta S.A.F. Francis S.	53 284 50 308 778 232 1670 362 81 50 367 1407 468 2031 143 625 380 143 180 1041 338 1041 338	575 980 830 822 938 666 310 51 80 64,20 306 50 306 306 327 1670 366 82 80 367 770 1880 1880 1880 1890 1890 1890 1890 189	2860 577 578 428 428 428 536 680 61 30 61 30 61 30 51 30 50	+ 174 + 172 + 671 + 189 + 012 + 102 + 1480 + 217 + 1480 + 217 + 1 20 + 1	79 1220 1380 1280 1800 1800 180 1310 330 536 68 50 545 68 50 545 555 555 555 555 555 555 555 555 5	Perdent Person-Hierar Person-Hierar Jonatical Priceles (Fee) Jonatical Priceles (Fee) Polist	78 10 1220 11671 1270 1169 196 1300 1300 1300 1300 1300 1300 1300 130	1850 227 30 10 1246 1576 200 1300 342 50 1300 538 590 5137 70 363 577 70 278 40 278 40	544 2157 124 216 216 216 216 217 216 217 217 218 217 218 218 219 219 219 219 219 219 219 219 219 219	- 0 33 - 0 62 - 0 78 - 0 0 78 - 1 0 84 + 1 1 88 + 1 2 0 88 + 1 2 1 88 + 1 3 1 88 + 2 1 1 88	7/6 64 38 170 35 610 62 111	Aemar. Telepis. Anglob Armer. C. Anglob Armer. C. Anglob Armer. C. BASF (Akt) Buyer Briffelder. Charter Chees Mack. Charter Chees Mack. Charter Chees Mack. Charter Chees Mack. Charter Charter Chees Mack. Charter Ch	301 20 303 90 4480 753 102 40 259 312 90 448 452 330 20 144 20 307 587 584 307 587 584 177 35 60 81 90 111 20	140 40 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9	40 40 40 40 40 40 40 40 40 40 40 40 40 4	0 14	Aoyal Detch Rio Tests Die Rio	99 80 94 84 829 219 130 50 1165 150 40 165 151 10 206 30 1770 88 401 60 76 1865 151 10 206 30 1770 88 401 60 76 1865 151 10 206 30 1770 88 401 60 76 1865 1770 1865 1770 1865 1770 1770 1770 1770 1770 1770 1770 177	1242	+ 0 99 - 0 86 0 + 0 50 0 + 0 50 0 + 1 32 + 0 70 - 1 33 + 1 32 + 0 70 - 1 24 - 1 31 + 0 70 + 1 38 + 0 70 + 0 70	
335 35 300	Chargers S.A Chiera-Chiell Chemats franç	420 334 35 300 10 1355 1088	421 330 36 50	327 SD 37 38 SD	- 194 + 571 + 255	108 1810 1440	Mar, Wends Martel Marte Cals	1810	1790 1790 1469 1678	111 50 1800 1459 1678	+ 276 - 055 + 096	700 400 170	Sign. Est. El Sic Simon	890 492 331 170 1719	520 332 176 1720	127 322 176	+ 711 + 030 + 352	α	TE DES				DES BILLE	TS MAF	CHÉ L	BRE DE	L'OR	
1360 1070 126		40774	1346 1080 127 20	345 079	- 073 + 102 + 125	1880 790 1940	Metra Michallo Mici (Cla)	798 1940	786	1878 796 1945 237 80	- 050 - 025 + 025	1720 575 2820	Skis Plossignel . Signinco Societho	575 2825	1720 561 2940	1720 552 2945	+ 005 - 4 + 088	-	HÉ OFFICIEL	préc.	23/11	ACE		_	ET DEVISE	Drec.	23/11	
230 173 154 480 840 235 580 25 50 215 2380	Colineag Colus. Compt. Similup. Compt. Mod. Crid. F. Inna. Codift F. Inna. Codift Nat. Creaset-Loire Consect-Loire Consect-Loire Consect-Loire Consect-Loire Consect-Loire Consect-Loire Consect-Loire Consect-Loire Consect-	232 50 173 50 155 460 640 234 80 575 25 50 213 2360 1197 121 90 630 528 229 229 229 229	170 50 167 460 460 256 20 861 223 2210 21190 792 124 50 640 218 50 218 50	235 29 561 225 270 190 792 124 50 548 648 648 227 219 50	- 643 + 345 + 129 + 288 + 082 + 017 + 104 - 563 - 381 - 058 + 102 + 213 + 286	400 148 675 290 940 179 2470	Alfebrard Br. S.A. Jai Jd. Pressurope Modil-Hermanny Mod. Larcey-S. Albertan Heavier Heavier Newig, Mittee Neorion Birgh Nocrions Cocident, Gills Olide-Coby Cree. F. Panils	237 96 96 110 443 92 90 90 90 148 97 90 148 97 90 90 148 179 179 179 179 179 170 170 170 170 170 170 170 170	89 90 1836 444 39 50 808 305 71 40 404 195 817 289 945 179 50 2465	237 00 68 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50	+ 025 + 016 + 103 + 151 + 259 + 113 + 150 + 160 + 023 + 023 + 023 - 024 + 024 - 024 - 024 - 024	460 440 446 210 425 2000 365 2010 345 2010 240 220 220 220 220 220 220 220 220 22	Sogura Sormar Alin. Sormar Purinr Symbalaho Tales Cuante: Tik Bert. Tik Bert. Tik Inc. U.F.R. U.S.R. Valion Valione: V. Cicquer P. Viripeix. Bl-Gabea Avex. Equate.	486 210 30 430 430 364 2016 344 862 278 241 83 50 2230 931 975 178 20	364 2040 344 863 278 241 84 2360 910 952 183 30	527 176 1776 1776 1776 1776 1776 1976 1976	+ 020 + 045 + 1275 + 4420 + 1275 + 1275 + 1275 + 1275 + 1277 + 1277 + 1277 + 1277 + 1277	Allemater Belgique Prys Bas Denenter Hornige Grande-E Grade-E Italie (10 Suisse (1) Suisse (1) Suisse (1) Suisse (1) Portugal	(100 ach) (100 pee.) (100 esc.) Scate 1)	8 187 5 594 306 69 15 222 271 800 84 930 106 330 7 380 4 930 370 040 6 455 5 657 8 979 3 787	8 8 306 6 162 2 71 8 8 9 106 6 11 3 7 4 8 9 379 6 107 10 43 6 6 5 4 6 9 7 0 7 0 7 0 7 0 7 0 7 0 7 0 7 0 7 0 7	36 300 292 146 260 260 260 101 30 9 15 5 11 47 51 7 51 7 51 5 5 15 6 7	312 150 280 63 108 118 75 52 377 110 442 50 50 51 50 51	Or fin (an ling) Pilce françain Pilce françain Pilce françain Pilce autor (2 Pilce latine (2 Soureain	()	101300 801 410 586 577 721 4500 2050 1181 25	101300 800 568 582 733 4600 2060	

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Restauration républicaine », par Charles Vial; « France-Culture : une utopie qui s'éloigne », par Yves Jaigu; Courrier.

ÉTRANGER

3. AFRIQUE

- Les wites de l'affaire tchadienne ANGOLA: Cuba se dit prêt à retirer ses troupes 3-4. EUROPE
- ESPAGNE : les obsèques du dirigeant basque Santiago Brouard. 4. BIPLOMATIE
- La prochaine rencontre M. Shuitz et M. Gromyko. 5. PROCHE-ORIENT La réunion du « Parlement » palesti
- nien à Amman. 6-7. AMERIQUES
- URUGUAY : les 25 novembre. ARGENTINE : « Un an de démocra-

tie » (II), par Jacques Desprès.

POLITIQUE Aleace.

9. La situation en Nouvelle-Calédonie

SOCIÉTÉ

10. L'instruction civique à l'école.

89 FM

à Paris Alló « le Monde » 232-14-14

Vendredi 23, 19 h 30 (appels possibles dès 19 h)

La Syrie, amie de la France?

PAUL BALTA et J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs

CULTURE

- 13. Un entretien avec M. Jesn-Pier
- Weiss, directeur du petrimoine.

 Polémique: à qui appartiennent le Enfants de Marguerite Duras ? MUSIQUE : des enfants che
- l'Odvasée à Tourcoine. 15-16 COMMUNICATION.
- La grève à la radi « in extremis ».

ÉCONOMIE

18. SOCIAL. 19. MARCHÉ COMMUN : les Dix acceptent de limiter leurs exportations de tubes d'acter vers les Etats-Unis. 19. AFFAIRES : le groupe Suez rento son secteur bancaire en s'intégrant la

banque Vernes et la BPC. 20. ÉTRÂNGER. RADIO-TÉLÉVISION (15) INFORMATIONS < SERVICES - (16):

Météorologie: - Journal officiel »; « Le week-end d'un chineur ». Annonces classées (17); Carnet (12); Programmes des spectacles (14-15); Mots croisés (XIV); Marchés finan

Le numéro du « Monde : a été tiré à 474 175 exemplaires

john charles



1/3 SUR LES PRIX DE VESTES, COSTUMES, IMPERMÉLBLES ET CHEMISES

iohn charles 76/78, Champs-Élysées Arcades du Lido • PARIS

CDEFG

A Panmunjon

Un incident meurtrier risque de compromettre le dialogue entre les deux Corées

Un grave incident s'est produit, ce vendredi matin 23 novembre, au vil-lage de Panmunjon, sur la ligne d'armistice entre les deux Corées. commandement local des Nations unies, un militaire sud-coréen a été tué et un soldat américain blessé. Deux militaires nord-coréens semblent avoir été tués et deux antres

L'incident s'est produit peu avant midi, heure locale, alors qu'un mem-

L'incident qui vient de se produire à Panmurion est l'un des plus graves de ces dernières années, le plus sérieux, semble-t-il, depuis le 18 août 1976, où un officier américain avait été tué à coups da hache per des gardes nord-coréens.

La fusillade de ce vendredi survient à un moment particulièrement malencontreux, alors qu'un dialogue encore fragile zente de s'établir entre les deux Corées. Plusieurs rencontres ont en effet eu lieu ces deux dernières semaines entre les représentants du Nord et du Sud, d'abord pour la livraison au Sud d'une aide humanitaire nord-coréenne, ensuite pour l'organisation d'échanges économiques, enfin entre les deux Croix-Rouge. De nouveaux rendez-vous ont été pris, en particulier pour le 5 décembre, sur les relations économiques (le Monde du 17 novembre).

En l'absence de détails et de précisions supplémentaires sur les circonstances et les suites immédiates de l'incident, il est difficile de prévoir les conséquences qu'il peut entraîner sur le plan diplomatique. En toute hypothèse, il met très sérieusement à l'épreuve la bonne volonté dont Sécul et Pyongyang ont paru vouloir faire preuve ces derniers temps et qui bre d'un groupe de touristes – de nationalité soviétique, selon cer-taines sources – visitant la zone démilitarisée du côté nord, tentait apparemment de passer au sud. Plusieurs gardes nord-coréens auraient tentés de le poursuivre an-delà de la ligne de démarcation, tout en ouvrant le feu dans sa direction. Les militaires du commandement des Nations unies devaient demander à ceux du Nord d'éviter de nouveaux

constitue la condition sine qua non d'un rapprochement, fût-il prudent et progressif, entre les deux Corées. Il illustre le degré de tension qui continue à régner sur la ligne d'armistice, en dépit du rétablissement récent d'une ligne téléphonique directe entre les deux capitales et du projet de raccordement de la voie ferrés entre le Nord et le Sud à travers la zone démilitarisée.

La question sera inévitablemen posée de savoir si l'incident est d'origine fortuite ou s'il a été provoque par des services résolus à entraver par tous les moyens un dialogue encore à peine ébauché. A. J.

 Visite du ministre chinois des affaires étrangères en Iran - Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xue Qian, est arrivé, le vendredi 23 novembre, à Téhéran pour une visite de quatre jours, sans doute consacrée au développement des relations commerciales entre les deux pays. Pékin entretient de bonnes relations autant avec l'Iran au'avec l'Irak, mais, de source rinoise informée à Téhéran, oc déclare que la question de la guerre du Golfe ne devrait pas dominer les conversations de M. Wu, - (Reu-

La Grande-Bretagne précise sa menace de quitter l'UNESCO en 1985 pour obtenir le départ de M. M'Bow

Londres (AFP). - La Grande-Bretagne a embolté, jeudi 22 novembre, le pas des Etats-Unis en s'engageant un peu plus dans une procédure de retrait effectif de l'UNESCO. Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a annoncé devant les Communes que le gouvernement de Londres allait avertir l'Organisation, dont le siège est à Paris, que le préavis de douze mois avant son retrait commencerait fin 1984.

La décision d'un retrait définitif de Londres, a-t-il dit, ne sera cependant prise qu'après la conférence générale de l'UNESCO, qui doit avoir lieu à Sofia en octobre 1985, et devant laquelle son directeur général. M. Amadou M'Bow, doit présenter un programme de réformes

La décision britannique était attendue depuis plusieurs semaines. Londres, comme Washington, dont le retrait de l'UNESCO sera, lui, effectif à la fin de cette année, repro-che à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, d'être dominée par un lobby anti-occidental et d'être devenue impossible à gérer.

Le premier ministre britannique Mª Margaret Thatcher, avait dé-claré mardi devant les Communes que les - nombreuses critiques adressées à l'UNESCO sont abondamment justifiées -, aussi bien en ce qui concerne la façon dont l'Or-ganisation est gérée que parce que FUNESCO, selon Mª Thatcher, tente parfois de s'opposer à la li-berté de parole et à la liberté de la presse dans certains pays du

La décision britannique, a-t-on indiqué de source officielle, a pour premier objectif de faire pression sur l'UNESCO pour qu'elle mette en œuvre le plus rapidement possible les réformes que Londres juge indispensables.

La participation budgétaire du Royaume-Uni à l'Organisation, qui ne serait donc suspendue, dans le pire des cas, qu'à partir de 1986, ne représente que 4,6 % des ressources de l'UNESCO, avec 5 millions de li-

HIIS

et chefres

ion, des 1985, de l'énom ticipation américaine (25% du budget), sa disparition pourrait porter un coup très grave au fonctionne ment de l'Organisation.

De nombreux pays, dont la plupart des membres du Commonwealth et de la Communauté euroéenne, étaient intervenus auprès de Londres, membre fondateur de l'Organisation, pour que la décision de prévenir d'un retrait ne soit pas

M= Thatcher, a-t-on cependan indiqué à Londres, était farouchement décidée à ne pas continuer à soutenir de l'intérieur les tentatives de réforme entreprises dès le printemps dernier par l'UNESCO. Le premier ministre et son entourage sont convaincus, désormais, que toute réforme sérieuse de l'UNESCO devra passer par le départ de M. M'Bow.

En mettant en avant le fait qu'ils pourront réétudier en octobre 1985 leur décision de retrait, les responsables britanniques ont tenté de désa-morcer les nombreuses critiques dont ils s'attendent à être l'objet, notamment de la part de leurs proche alliés de Commonwealth.

 Excédent de 6,6 milliards de francs de la balance courante. — La balance des paiements courants de la France a dégagé un excédent de 6,6 milliards de francs au troisième trimestre (en données corrigées des variations saisonnières), annonce le ministère de l'économie et des finances. Ce résultat ramène à 5,3 milliards de francs le déficit pour les neuf premiers mois de 1984, précise le ministère. Pour l'ensemble de l'année, le solde négatif devrait être contenu à 10 milliards de francs, estiment les pouvoirs publics, contre 29,1 milliards en 1983 et 79,3 milliards en 1982.

· Embuscade dans le sud du Liban. - Un Palestinien a été tué le vendredi 23 novembre au cours d'une attaque dirigée contre une patrouille israélienne dans le sad du Liban. Deux soldats israéliens ontété blessés au cours de l'embuscade, vres par an (55 millions de francs). | qui a eu lieu près de Habboush, à Cependant, venant en plus de la sup-

et CHIFFRES

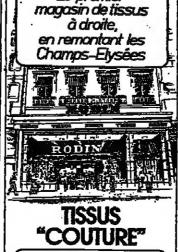
242 Pages

84

FAITS

IST PARU

décidé, le 22 novembre à Bruxelles, de donner à ce secteur un répit de deux ans pour parachever sa restruc-turation. - (AFP.) Le premier magasin de tissus à droite, en remontant les Champs-Elysées



L'originalité et l'esprit de la mode RODIN 36, CHAMPS-ELYSÉES - PARIS

Au Sénat

CES CHERS FONCTIONNAIRES D'OUTRE-MER...

Les sénateurs ont fait, dans leur majorité, jeudi soir 22 novembre, un accueil positif au projet de bus des départements et territoires d'outre-mer, que seuls les députés socialistes avaient approuvé, en première lecture, à l'Assemblée natio-nale (le Monde daté 28-29 octobre). Sénateur de La Réanion, rapporteur de la commission des lois, M. Louis Virapoullé (Uz. centr.), qui a, d'habitude, la dent fort dure pour le gouvernement, a rendu justice à M. Georges Lemoine. «Vous avez fait un effort», a-t-il dit. De même, MM. Lucien Delmas (PS, Dordogne), et Pierre Lacour (Un. centr., Charente) ont relevé, au nom de la commission des affaires économiques et du Pian, que la croissance de crédits des DOM-TOM (plus 12,30 % par rapport à 1984) témoi-gne d'une volonté d'accentuer la politique de développement économique et social de l'outre-mer.

Tons les sénateurs ne se sont pas nontrés aussi conciliants à l'égard du secrétaire d'Etat. Le plus critique des rapporteurs a été M. Jean-Marie Girault (RI, Calvados), qui, an nom de la commission des lois, s'est totalement démarqué de ses collègues et a affirmé que ce projet de budget se caractérise, au contraire, par un «désengage de l'Etat».

Quant à M. Roger Lise (Martini-que, rattaché administrativement au groupe centriste), qui exprimait l'avis de la commission des affaires sociales, il a souligné l'insuffisance des mesures prises pour lutter contre le chômage. Bien que piusieurs arbitrages rendus par le premier ministre zient nettement amélioré, en ce domaine, la version initiale du projet de loi de finances (le Monde du 15 novembre), tous les pariemen-taires s'accordent à dire, en effet, que les orientations du pouvoir appa-raissent dérisoires si l'on considère que, dans les DOM, le taux de chômage dépasse en moyenne 20 % de la population active. Plusieurs ora-teurs out dénoncé l'injunité des dispositions en vertu desquelles, outremer, les chômeurs de longue durée ont été privés, jusqu'à présent, du bénéfice de l'allocation logement et des allocations familiales. M. Lemoine a indiqué que, dans le cadre du projet de loi sur les familles, adopté le 14 novembre par le conseil des ministres, un décret réparcra, en grande partie, cette injustice.

Tous les sénateurs se sont retrouvés, en revanche, pour faire écho à la «grogne» des fonction-naires exerçant outre-mer après l'amonce, par le secrétaire d'Etat, du «gel», à la date du 1= janvier 1985, des avantages (primes de vie chère, index de correction) qui s'ajoutent aux traitements de ceuxci. Sans revenir sur son intention, M. Lemoine s'est employé à dédramatiser cette «affaire». Il a asuré qu'« aucune décision ne sera prise sans une étroite concertation avec toutes les parties concernées» et que « gel ne veut pas dire suppres-sion ». M. Lensoine a précisé, d'ail-leurs, que ce gel n'interdirait pas, dans certains cas, quelques augmentations des traitements et des avan-A IL

■ La CEE décide de prolonger de deux ans les aides aux chantiers navals. - Les aides publiques aux chantiers navals des pays du Marché commun, dont la situation finan-cière est souvent catastrophique, serunt autorisées jusqu'à la fin de 1986, alors qu'elles devaient cesser à la fin de 1984. Le conseil des minis-tres de l'industrie de la CEE a



-Sur le vif-

ils adorent faire la grêve en Italie. C'est une vraie manie. Ils le font à propos de tout et de n'importe quoi. Grèves perléss, grèves catégorielles, grèves sur le tas, grèves du zèle, ils ont le choix ils aiment varier les plaisirs. Tiens; pas plus tard que mercredi demier, ils se sont offert une bonne petite grève géné-rale de quatre heures pour exiger que les riches payent leurs im-

C'est pas génial, ce ? ils ne savent vraiment pas quel pré-texte invoquer pour tirer leur flemme lè-bas. Parce qu'enfin, s'ils ne payent pas leurs impôts, les riches, c'est parce qu'ils ne le sont pas, riches, précisément. C'est parce qu'ils n'ont pas un sou, contrairement à ce qu'on croit. C'était très bien expliqué vous ce qu'a vendu en moyenne l'année dernière chacun des dix plus grands fleuristes milanais ? Un ceillet per jour. Comment ca, c'est pas vrai 1 Bien sûr que c'est vrai : c'est marqué sur leurs déciarations d'impôts.

Prenez les bers. Ce sont les mieux achaiandés du monde. Les Italiens y passent vingt fois par jour pour avaler un espresso ou une grappa. En bien, il n'y en a pes un dont le chiffre d'affaires tépasse cinq mille balles, par mois. Là-dessus il faut encore que le patron paye son loyer, ses

Grève à l'italienne employés, tout ca... il est com-piatement étranglé, le mailleu-reux. Les avocats idem. Pas un client. Le salaire de leur secrétaire ils le prennent sur leurs éco-

> Les plus à plaindre c'est en-core les joailliers et les coiffeurs à la mode. Alors là, c'est la Bere-zina : ils ne vendent pas deux alliances par semaine, ils ne font pas deux brushings. Pour les bouchers, c'est le cercle infernel : tout ce que leur verse la clientèle sert à acheter la marchandise. Ce n'est pas compliqué : ils ne font pas un rond de bénéfice. Les fourteurs, si. Au prix du vison pleine peau, ils arrivent quand même péniblement à 2 600 F par mois.

> Quand j'ai iu ça, j'ai sauté au plafond. C'est trop injuste à la fin. Qui c'est qui se fout en grève pour gueuler? Des ouvriers, des employés qui s'en mettent plein les poches. Ils gagnent au moins la double de cas gena-là, quand c'est pas le triple. Et ca, on le sait, ils ne peuvent pas le cacher, ils sont déclarés per leurs employeurs. Alors un peu de pudeur, je vous en pris. Remarquez, les Italiens, on les connaît, ils ont au un mouvement d'humeur parfaitement injustifié. Et puis, bon, ils ont repris le boulot. Mauvaisa tëte mais bon cœur.

236 1

 $f(x,y) \triangleq x$

200

245

 $g_{\alpha}(V) \leq \varepsilon$

Walter Walter

481 1 1 1 1 1 1

Spirital Company

gar discount of the 2.1

A Commence of the

pur for a train

4.3

22000 300

and the second of

30 to 1 1 1 1 2 4 4 4

Section 18 Comments

La commi.

estime que i

Language water

garden and an inches and a second a second and a second and a second and a second and a second a

The Contraction and the

Group the same of the same of

Cettig ger

intentional management

No. 10 100 100 11 100 100

GEOGRAPHICA CONTRACTOR CONTRACTOR

ment do for these

State of the state

Astring magnetic and a second

Maria of Start

La company of the seconds.

Ou and the state of the state of

and the care of the same of th

Source of the Control Brongto 12,1

post (1 or 10) and a second of the post of

State 14 Scale of the Alexander Promise and the second

Mare da arrangement

to destate the summer

conformation of agency agency and agency age

Middle a state of the state of

Manual Months

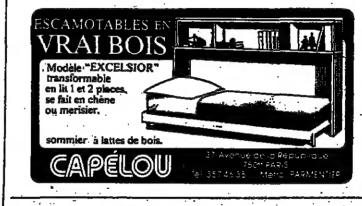
Main No.

A Light Transport

Some State 1

Malle Melt Transcription Cont. M. Allen and the great

CLAUDE SARRAUTE.



PIANO: LE BON CHOIX • Location à partir de 220 F par mois. Vente à partir de 329,72 F par mois*



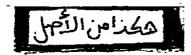
(Crédif souple et personnalisé). Le plus vaste choix : 25 marques,

plus de 200 modèles exposés. Service après-vente garanti. Fournisseut du Conservatoire National Supérieur de M et du Théatre de l'Opéra.

hamm La passion de la musique 135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38,66. Parking à proximité

BAUME & MERCIER GENEVE 1830 Ultra-plate 70, fg Saint-Honoré Palais des Congrès, Porte Maillot





48 F